

AU COURS DE SON VOYAGE
EN URSS**M. Mitterrand
se rendra
à Stalingrad**

LIRE PAGE 36

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

**« Le Monde des arts
et des spectacles »**

Pages 15 à 23

- Trois peintres contemporains : Kiefer, Chia, Twombly
- Under fire, un film sur le pouvoir des médias.

**« Gouvernement
de désunion nationale »
au Liban**

Constitué le 30 avril dernier, en principe pour mettre fin à la guerre civile au Liban sur la base de réformes institutionnelles, le gouvernement de M. Rachid Karamé a, enfin, obtenu le mardi 12 juin l'investiture du Parlement, assortie de « pouvoirs exceptionnels ». Mais à y regarder de plus près on constate que le « cabinet de la dernière chance » ne bénéficie en réalité ni de la confiance des parties en conflit ni d'une marge d'action qui lui aurait permis de conduire le pays du Cédre à la concorde nationale.

M. Rachid Karamé n'a pas pu s'assurer, comme il le souhaitait, les « pleins pouvoirs » mais seulement la possibilité d'amender ou d'abolir les décrets-lois édictés par son prédécesseur en 1982-1983 et jugés par les partis de l'opposition comme anticonstitutionnels. Hormis la révision des décrets-lois litigieux, M. Rachid Karamé ne pourra introduire aucune réforme institutionnelle, politique, économique ou sociale sans la triple approbation du Parlement, du gouvernement et du président de la République, qui sont, peu ou prou, tributaires du Front libanais (coalition des partis chrétiens), dont les options sont bien éloignées des siennes et de celles des formations de l'opposition.

Les dirigeants du Front libanais — essentiellement MM. Pierre Gemayel, chef du Parti phalangiste, et Camille Chamoun, président du Parti national libéral — ont, il est vrai, donné leur caution à certains principes fondamentaux que défendent les formations de l'opposition. Mais leurs milices (les Forces libanaises) viennent une fois de plus de remettre en cause les bases du « compromis » réalisé au cours des « conférences du dialogue » qui ont été organisées successivement à Genève et à Lausanne.

Dans un communiqué diffusé le 1^{er} juin, les Forces libanaises récusent les huit « hérésies » du gouvernement Karamé. Elles se prononcent notamment contre l'« identité arabe » du Liban, l'abrogation de l'accord de paix conclu entre Beyrouth et Jérusalem le 17 mai 1983 et la réforme des institutions dans un sens favorable à la majorité musulmane du pays. En conclusion, les milices s'engagent à continuer la lutte « politique et militaire » pour défendre les « droits historiques, politiques et nationaux du peuple chrétien ».

Les choses étaient, en réalité, claires depuis la formation du cabinet, il y a quarante-trois jours. Celui-ci avait été constitué non en fonction d'un programme commun mais sur la base de vœux pieux dont la sincérité était pour le moins douteuse. Les deux camps antagonistes n'avaient accepté de participer au gouvernement que contraints par leurs alliés respectifs. La Syrie avait sommé les forces de l'opposition de ne pas mettre à profit leur supériorité numérique et militaire. Israël avait fait savoir aux Forces libanaises qu'il n'avait pas l'intention de prêter main-forte à une quelconque entreprise guerrière ; l'impopularité du conflit libanais, la conjoncture socio-économique désastreuse, l'approche des élections, tout concourait au désengagement relatif — même s'il n'est que provisoire — de l'Etat hébreu.

Beaucoup dépend dès lors de l'issue de la consultation du 23 juillet en Israël. En attendant, l'équipe de M. Karamé, surnommée « gouvernement de désunion nationale », est condamnée à « gérer » la guerre civile qui, au cours de la seule journée de lundi, a fait près de cent tués dans la seule ville de Beyrouth.

(Lire nos informations page 4.)

**Menaces américaines
sur les importations d'acier****Le tiers-monde ferait les frais de la réduction
recommandée par le département du commerce**

La commission du commerce international, organisme faisant partie du ministère américain du commerce, va recommander au président Reagan de prendre de sévères mesures pour limiter les importations d'acier.

Réunie le 12 juin, elle a en effet jugé que ces importations, qui n'ont cessé de croître ces dernières années pour représenter 25 % du marché au cours des quatre premiers mois de l'année 1984 contre encore 20 % en 1983, causent un grave préjudice aux sidérurgistes américains sur plusieurs catégories d'acier représentant environ 70 % de la production totale.

L'ITC (International Trade Commission) répondait à une plainte déposée conjointement par Bethlehem Steel (le numéro deux de l'acier) et par le Syndicat des ouvriers sidérurgistes (United Steel Workers of America), qui faisait campagne depuis de longs mois sur le thème *Foreign Steel steals jobs* (les importations volent l'emploi).

La commission doit maintenant déterminer d'ici un mois quelles actions précises elle souhaite voir

prises en œuvre (limitation par quotas ou par les prix à l'entrée aux États-Unis) pour ensuite les soumettre au président américain.

Si le détail reste à déterminer, on en connaît toutefois d'ores et déjà la portée globale : il s'agit de limiter les importations à environ 15 % de la demande pendant cinq ans, de quoi donner un « suris » nécessaire aux maîtres de forges américains pour redevenir compétitifs.

M. Reagan est totalement libre d'accepter, d'amender ou de refuser en bloc ce projet. Mais sa tâche n'est pas simple. Les sidérurgistes ont, en effet, mené leur affaire pour que le président ait à se prononcer en septembre, à deux mois des élections. Ils ont parallèlement eu recours à toutes les procédures légales possibles, comme le dépôt d'un projet de loi visant à limiter les importations également à 15 % et la multiplication des plaintes antidumping contre plusieurs fournisseurs d'aciers étrangers.

ERIC LE BOUCHER.

(Lire la suite page 32.)

**Le président de Creusot-Loire demande
la mise en règlement judiciaire de la société****Les pouvoirs publics sont hostiles à cette mesure
La décision appartient au tribunal de commerce**

Creusot-Loire a décidé, le 13 juin, de demander sa mise en règlement judiciaire. Un communiqué rendu public après une conférence de presse tenue en fin de matinée par M. Pineau-Valencienne, le président du groupe, précise : « Le conseil d'administration a décidé, du fait de l'impossibilité de présenter un plan de redressement et, par conséquent, du caractère irrémédiablement compromis de la situation de la société, de demander au tribunal de commerce de tirer les conséquences de la situation par la mise en règlement judiciaire de la société ».

M. Pineau-Valencienne, estimant que c'était là « l'échec de la tentative de sauvetage de Creusot-Loire », a souligné que les conséquences en seraient dramatiques pour tout le monde, avec la perte de commandes et de contrats, des répercussions importantes pour les sous-traitants (environ 10 000) et dans certaines régions (Saône-et-Loire, par exemple) ; enfin, il a indiqué que les répercussions sur l'emploi seraient beaucoup plus lourdes que celles du plan de redressement.

Le PDG de Creusot-Loire a réaffirmé que la raison majeure de cette débâcle était la perte de la sidérurgie du groupe, qui n'a reçu aucune aide ni de l'État ni de la CEE (alors qu'Usinor et Sacilor ont bénéficié de 10 milliards de francs en moyenne annuelle depuis 1978).

Dans un communiqué distinct, le groupe Schneider précise sa position. On sait que les pouvoirs publics avaient conditionné l'ouverture de nouvelles négociations à la fourniture par Empain-Schneider de 800 millions de francs sous forme de fonds propres à sa filiale Creusot-Loire.

Affirmant que le groupe Empain-Schneider est composé de « sociétés totalement autonomes », qui ont « une activité spécifique », « des organes sociaux propres » et « des actionnaires différents », ses actionnaires ont, « à l'unanimité », estimé que l'effort de 620 millions de francs accepté en novembre 1983 était le maximum que pouvait faire le groupe. Cette somme représente, disent-ils, une partie substantielle des actifs nets de Schneider. L'accroître représenterait « une opé-

ration aventureuse » qui ne saurait être proposée aux actionnaires. Il s'agit là, précisent-ils, « des principes et des contraintes fondamentales du droit des sociétés cotées ».

Le groupe refuse, enfin, la tentative de prise de participation par des entreprises et banques nationalisées d'une partie du groupe Schneider. Après avoir tenté en vain de s'introduire dans la Société parisienne d'études et de participations (SPEP), chef de route du groupe Empain-Schneider, ces investisseurs ont proposé de prendre le contrôle de Jeumont-Industries, une filiale qui détiendrait 20 % de Schneider et, indirectement, 12 % de Creusot-Loire. M. Pineau-Valencienne a accepté une prise de participation minoritaire, mais pas un contrôle qui aurait entraîné vraisemblablement le contrôle de Schneider. Il accuse donc les pouvoirs publics d'avoir cherché subrepticement à nationaliser Schneider.

Le tribunal de commerce de Paris se réunit, ce mercredi 13 juin dans l'après-midi, en chambre du conseil, pour statuer sur ce dossier et sur la déclaration de cessation de paiement du groupe Creusot-Loire. Le procureur de la République, qui s'était déjà vivement opposé au dépôt de bilan éventuel en octobre 1983, tentera sans doute d'obtenir un nouveau délai. Il devrait rappeler l'effort des pouvoirs publics, prêts à mettre 3 des 4 milliards de francs nécessaires au premier groupe de mécanique lourde français et à prêter 500 millions du milliard de francs d'effort demandé à l'actionnaire principal de Creusot-Loire. Il soulignera enfin le rôle possible, au niveau d'une des sociétés mères, d'un groupe d'investisseurs publics. Mais la volonté du conseil d'administration de Creusot-Loire de démissionner en cas de refus de mise en règlement judiciaire rendra inviable la nomination d'un administrateur judiciaire.

Les commentateurs ne vont pas manquer dans les jours à venir — quelle que soit la décision du tribunal de commerce — sur le rôle des dirigeants de Creusot-Loire comme sur l'attitude des pouvoirs publics. Déjà, M. André Billardon, député PS du Creusot, dénonce l'« attitude suicidaire » des dirigeants de Creusot-Loire, « exclusivement dictée par des considérations sans rapport avec l'intérêt national ».

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 32.)

**AU JOUR LE JOUR
Loin**

Les systèmes d'armement se perfectionnent chaque jour. La destruction par l'armée américaine d'un missile hors de l'atmosphère est un nouveau progrès qui ne peut laisser personne indifférent. L'administration américaine voudrait maintenant tester une arme antisatellite.

On aurait tort de s'inquiéter de ces succès et de ces projets. Il faut au contraire s'en féliciter. Après la guerre terrestre, puis la guerre aérienne, voici les combats de l'espace. Le temps viendra où les Grands seront techniquement capables de lever leurs querelles loin, très loin de nous.

L'idéal serait même qu'ils parviennent un jour à s'entre-battre dans d'autres galaxies. On aurait la paix sur terre.

BRUNO FRAPPAT.

Le PC italien après Berlinguer**I. — Le double héritage**De notre correspondant
PHILIPPE PONS

Les obituaires d'Enrico Berlinguer devaient avoir lieu ce mercredi 13 juin dans l'après-midi, sur la place Saint-Jean-de-Latran, à Rome. Un million de personnes venues de toute l'Italie étaient attendues. L'URSS est représentée par M. Mikhaïl Gorbatchev, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, la Chine par le premier ministre, M. Zhao Ziyang, en visite en Italie. M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, devait assister à la cérémonie.

Rome. — Le PCI a parcouru trop de chemin, a adopté au cours de la décennie écoulée une ligne trop singulière au sein du mouvement communiste international pour ne pas se sentir quelque peu orphelin.

Certes, l'appareil et les hommes qui entouraient le secrétaire général disparu assurèrent la continuité. Mais est-ce suffisant ? Le sentiment de vide laissé par la mort de Berlinguer est d'autant plus vif que celle-ci intervient à un moment crucial de l'histoire du PCI. Après les grandes initiatives (le « compromis historique », l'eurocommunisme et les distancées prises vis-à-vis de Moscou), il lui faut définir une nouvelle stratégie.

Enrico Berlinguer avait fait accomplir à son parti une longue marche : il lui restait à consolider ses acquis en construisant des perspectives. Or, l'« alternative démocratique » qui passe par une alliance

obligée avec les socialistes, le « gouvernement différent » comme phase intermédiaire, sont encore des notions trop floues, leur contour est trop mal défini pour constituer un point de référence suffisamment solide, une idée-force qui fasse aller de l'avant.

Le mérite d'Enrico Berlinguer fut d'avoir su éviter un éclatement de la famille communiste à la suite de l'abandon des vieilles certitudes. Sa personnalité était, en quelque sorte, la garantie de ses choix, même pour ceux qui ne partageaient pas ses idées. Ce dirigeant, en qui la base avait confiance même s'il la dérobait parfois parce qu'il incarnait une sorte de « socialisme éthique » était un garant. Ce garant disparu, les objectifs en paraissent d'autant plus abstraits.

(Lire la suite page 3.)

Henri Curriel

Gilles Perrault

**UN
HOMME
A
PART****Le destin d'un homme,
le roman
d'une génération.****Un entretien avec M^{me} Simone Veil****« Il s'agit de savoir si nous voulons vivre
dans une société de type marxiste ou non »**

Nous publions, à partir de ce numéro, des entretiens avec les chefs de file des trois principales listes en présence aux élections européennes — aujourd'hui, M^{me} Simone Veil ; demain, M. Georges Marchais ; après-demain, M. Lionel Jospin — après avoir donné précédemment la parole à chacune des onze autres listes.

« Quelle a été pour vous, dans cette campagne, la plus grande difficulté ? »

— La plus grande difficulté, qui n'est pas propre à cette campagne — je la ressens depuis des années — est de faire comprendre que les problèmes européens et les problèmes nationaux sont étroitement liés. C'est méconnaître la réalité du Parlement européen que d'imaginer que l'on y traite de problèmes européens ou de problèmes techniques détachés des grandes options politiques. Nous appartenons à des groupes politiques et, comme dans un parlement national, nos engagements politiques dictent de plus en plus nos choix et nos votes.

« Aujourd'hui, le problème n'est plus de discuter des institutions. Ce débat institutionnel, qui suscitait des majorités d'idées, est dépassé. Nous votons sur des règlements, sur le contenu de politiques communautaires. Les points de vue qui s'opposent sont les mêmes que sur les sujets purement nationaux.

L'Europe n'est pas une abstraction. Les décisions prises au Parlement européen concernent autant les Français que celles qui sont prises au niveau national. Par exemple, c'est l'Europe, telle qu'elle est et non telle que les socialistes veulent la transformer, qui nous a évité le choix du protectionnisme, c'est-à-dire de l'économie administrée et du déclin, au moment du débat sur la sortie du SME.

« Les clivages politiques que vous évoquez sont apparus notamment au moment du vote du projet Spinelli de traité d'union européenne. Vous les avez dépassés en prenant la tête d'une liste où se côtoient partisans et adversaires de ce projet. Pourtant, quand, à Strasbourg, M. Mitterrand a approuvé l'inspiration d'un tel projet, vous avez jugé l'ensemble de ses propos « jumeaux ». Comment expliquer cette attitude ? »

« Il faut à la fois donner des perspectives à l'Europe, manifester la volonté d'aller de l'avant, mais aussi rester réaliste. J'ai voté le projet du traité d'union européenne, même si, tel qu'il est, je suis loin de le trouver parfait, parce qu'il était important que le Parlement manifeste sa volonté d'avancer, et parce qu'il marquait un progrès par rapport aux précédentes propositions Genscher-

Colombo, qui laissaient le Parlement de côté.

« Ce qui m'intéresse dans ce projet, c'est qu'il s'inspire de l'équilibre institutionnel actuel qui repose sur cette coexistence assez bizarre entre les institutions supranationales que sont la Commission et le Parlement d'une part, et une coopération intergouvernementale d'autre part. C'est un compromis par rapport à un projet fédéraliste qui a été écarté dès l'abord par les parlementaires eux-mêmes comme étant irréalisable. »

Propos recueillis par
CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(Lire la suite page 10.)

**M. LIONEL JOSPIN
invité du « Grand Jury
RTL-le Monde »**

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, chef de file de la liste socialiste aux élections européennes, est l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde » mercredi 13 juin, de 18 h 30 à 20 heures.

Dirigé par Élie Vannier, le débat sera animé par André Passerou et Bernard Brigouleix pour le Monde, par Gilles Leclerc et Bruno Cortès pour RTL.

M^{me} Simone Veil (Union de l'opposition) sera l'invitée du « Grand Jury » jeudi 14 juin, et M. Georges Marchais (PCF), vendredi 15.

Le Monde

idées

« VUES ET REVUES », par Yves Florenne

L'argent

Le nerf de la guerre

On en revient toujours au même problème : l'argent. Yves Florenne étudie plusieurs articles de revues qui lui sont consacrés pour constater que les Français, entre lesquels existe un joli consensus sur la nécessité d'avoir, sont moins d'accord pour partager. Laurent Greilsamer analyse le livre de Pierre Pénan traitant de la dernière en date des grandes escroqueries publiques, l'affaire des avions renifleurs. Angelos Angelopoulos, passant des particuliers à l'Etat, conseille à la France de suivre la vieille recette de Keynes et de ne pas hésiter à financer l'indispensable relance par un accroissement du déficit budgétaire, quitte à recourir, pour éviter les effets inflationnistes, à la mobilisation d'une partie des dépôts bancaires.

C'est pas, contrairement à ce qu'on aurait pu croire, une revue de gauche qui s'attaque à l'argent et salue Zola en affirmant un titre célèbre, mais celle de la « nouvelle droite » (1). Elle illustre par sa couverture, sur fond étoilé, de l'aigle par laquelle, à peine née, le modèle des républiques déclinait ingénument sa vocation impériale. L'ombre portée du noble oiseau est celle d'un grand prédateur de papier : le dollar. La référence de la revue à l'argent se double de celle à un autre roman : les *Faux Monnayeurs*.

On n'avait encore jamais vu une escroquerie sur la fausse monnaie si fortunée, faire payer par les autres une puissance organisée par son propre désordre et forcer le monde entier à prendre son papier pour de l'or. On sait tout cela, mais il n'est pas mauvais de le dire sans retenue, ni de dénoncer la primauté de l'économie et du mercantilisme sur quoi sont fondées nos sociétés.

Nouvelle droite ou pas, si ces analyses sont bonnes, pourquoi les taire ? On exprime de l'inquiétude parce qu'il m'est arrivé de citer, généralement pour les critiquer, des revues de la nouvelle droite. Pas d'accord. Il suffit de regarder où on met les pieds. Et de profiter de l'occasion pour noter ce paradoxe à double détente : cultiver un anti-américanisme radical, exalter les cultures originelles de l'Europe ; tout en assurant de sa considération distinguée Rome qui les a détruites.

De l'accord...

C'est sur un tout autre horizon que se lève la « nouvelle citoyenneté » et sa revue nouvelle (2). Jean-Marie Domenach, dans un substantiel entretien, y renoue les idées. Il constate lui aussi que l'économie a tout dévoré, y compris ce qui ne devrait pas être sa pâture. Les idées, justement, « sont entrées sur le marché, la culture est devenue une production », et la création un produit qui se pèse à son poids de dollars et de publicité. La désaffection est manifeste, envers une culture désintéressée, cet « humanisme dans nous n'arrive pas à nous dépasser ». Qui, nous ? — sinon un petit nombre. Puisque ce qui est pour nous depuis trois mille ans, non pas une mais la culture, fut celle du petit nombre. Alors, sans déclarer expressément sa mort, ce que d'autres font avec jubilation, Domenach médite sur une nouvelle

culture. Elle intégrerait la compréhension des sciences, le bien entendu, la pratique ou le culte des techniques. Ce qui ne sera pas, en tout cas, la débarrasse de l'argent.

Ailleurs, dans un autre échange de vues, Alain Dubamel constate chez les Français un « accord sur l'essentiel », un « consensus hexagonal éloquent » (3). On approuve avant d'avoir lu. Ce qui unit les Français ce n'est pas tant d'être français, moins encore d'être, tout court : c'est d'avoir. Et de tout accepter, sauf d'avoir moins quand on a eu. Si le total à partager diminue, toute solidarité se délite. Il faut lire là-dessus les propos de cinq syndicalistes CGT mais n'appartenant à aucun parti (4). « C'est malheureux de dire, conclut l'un d'eux, mais notre vie syndicale n'est faite que de compromis. Nous ne luttons pas pour changer la société, mais pour survivre dans celle-ci, qui ne nous convient pas. » Concert de voix simples et vraies, parfois sans savoir ingénue : « A partir du moment, dit Pierre l'ajusteur, où on devient un homme politique, les gens normaux sont en danger. »

Ne voit-on pas le consensus des Français se manifester dans une sorte de levée en masse invisible : devant l'ombre d'une redistribution de l'argent, si faible qu'elle soit, et si futile par prévenance sur le travail de ceux qui en ont, pour être restitué à ceux qui n'en ont pas ? Le consensus le plus éloquent porte donc, au bout du compte, sur l'argent. Autrement dit : le « pouvoir d'achat ». L'usage, l'usage effaçant ce que l'expression a de révélateur de l'effluve et de la dévotion. Pour ce pouvoir-là, on laisse sur le marché les autres pouvoirs, à qui en voudra.

Il est significatif qu'on parle peu de cinquante millions de citoyens et beaucoup de cinquante millions de consommateurs. Les Français dans leur majorité (la France a, bien sûr, son tiers-monde intérieur) sont tous d'accord, chacun pour soi et selon ses moyens, pour se maintenir en graisse — au figuré bien sûr — en attendant de pouvoir se remettre à l'engraissement continu. Il n'y a pas si longtemps qu'ils avaient commencé, paraît-il, à devenir des vœux, avant qu'il précède le rhinocéros. Le mot n'est pas moins juste, en cela que la métamorphose concerne l'Occident tout entier. Du moins les vœux du général de Gaulle étaient-ils encore des vœux au naturel. Dans le sens de l'histoire, et suivant les exigences du progrès,

il est à craindre qu'ils soient devenus des vœux aux hormones.

Propos d'humour ? D'humour, peut-être ? Pour le sérieux, le solide, renvoyons le lecteur au texte passionnant de ce débat consensuel.

...au bonheur

Sous l'avalanche universelle des calamités, dans notre tou-tou-bou de récriminations et d'accusations où se croisent des défis de matamores et les appels des marchands d'orviétan, voilà un homme qui parle du « bonheur d'être français » (5). Ce Français n'est pas normal. Bien évidemment il ne l'est pas, selon Pierre l'ajusteur que nous citons, puisque c'est un politique. Pourtant, nul ne saurait soupçonner Michel Jobert de mésestimer l'économie, ni de méconnaître les grands bonheurs étrangers ; particulièrement celui d'être américain. Sa vue des choses n'est ni bête ni désastreuse, simplement claire ; et puisqu'il voit le bonheur aussi, on peut suivre son regard. Prodiges ! il ne prononce pas une seule fois le mot « argent », il ne nous parle pas du pouvoir d'achat, mais seulement du pouvoir d'être heureux. Même dans un « mauvais passage ».

Pour nous aider à le franchir, il nous présente l'inventaire de vingt ans de bonheur. Mais il parle au présent : « Le bonheur des Français est trop évident pour que, par maladresse ou avec intention (souligné dans le texte), les uns ou les autres réussissent à le menacer (...). Ils seraient balayés... » C'est qu'il pense aussi que ce bonheur n'est pas un bonheur couché, mais un bonheur debout. Non, décidément, les Français ne sont pas des vœux ; ils ne sont que des gens heureux qui ne connaissent pas leur bonheur ; sans doute pour l'avoir mis dans le même sac que leur argent ; mais qui, pour le reconnaître, n'attendent pas de l'avoir perdu. C'est-à-dire de se l'être laissé prendre.

- (1) *Éléments*, 84, 20 F. 13, rue Chatelet, 75337 Paris Cedex 13.
- (2) *Cité*, 20 F. 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.
- (3) Article d'A. Dubamel publié par *Le Monde* daté 8-9 mai 1983 et qui est pris pour texte de ce débat de vues dans *Le Débat*, mai 1984, 60 F. Gallimard.
- (4) *Politique aujourd'hui*, n° 4, 40 F. 14, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.
- (5) *Le Lettre de Michel Jobert*, mai 1983, 108, quai Louis-Bleriot, 75016 Paris.

LU

« V », de Pierre Pénan

Quand les avions reniflaient

Et pen sur M. Jean Violette ! Pierre Pénan, collaborateur du *Canard*, fête à sa manière le huitième anniversaire du premier contrat entre ELF-ERAP et les « inventeurs » des avions renifleurs. L'auteur de ce qui fut et reste un superbe « scoop » livre en effet comme « cadeau » un ouvrage au titre sibyllin et néanmoins sans équivoque possible : *V. V. comme Violette*. L'avocat d'affaires internationales talentueux et omniprésent dans ce dossier rocambolesque.

Un livre, donc. Une cible. Et, à défaut de révélations, un foisonnement de détails inédits. Pierre Pénan entretient, au cours de cent premières pages, de retracer la préhistoire de l'affaire.

Les fameux avions semblent s'écrouler. L'auteur s'attache à expliquer comment, dès les années 50, se sont nouées, puis consolidées, des amitiés idéologiques. Ces liens mêmes qui rendirent possibles, en 1976, l'étrange mariage entre une multinationale du pétrole et le tandem formé par un comte belge idéologue, un brin mégalo-mane, et un « professeur » italien de pacotille.

A coups d'informations solides et de « tuyaux » moins avérés, Pierre Pénan esquisse ce qu'il appelle le « système Violette ». M. Violette s'appuyait au départ sur l'Eglise catholique et l'Opus Dei. Ses états de services et son entourage en font un agent précieux et parfois décisif pour le SDECE. Messager entre la France et d'autres pays, il est particulièrement soucieux de faire progresser la cause européenne.

Anticommuniste farouche, nationaliste convaincu, M. Violette tisse un réseau : le cercle Pinay — qui réunit, entre autres personnalités, Franz-Joseph Strauss, l'archiduc Otto de Habsbourg, Carlo Azeglio Ciampi et deux ministres français... — l'Académie européenne de sciences politiques, à Bruxelles, deux revues — *le Bulletin de Paris* et *le Monde moderne* — l'Institut for the Study of Conflicts, à Londres, etc.

Pierre Pénan parle d'une « toile d'araignée », capable d'imposer, puis de nourrir, le thème de la « libre circulation des hommes et des idées » lors de la conférence d'Helsinki ; et d'organiser des conférences où l'on énonce sans sourcil des vérités du genre : « La contre-propagande, qui est un complément indiscutable de la propagande, obéit aux mêmes lois que la propagande. »

Sourire ou pas, Pierre Pénan est formel : ce sont ces personnes, que l'on retrouvera à partir de 1976 autour des « inventeurs ». M. Pierre Guillaumat, alors président d'ELF-ERAP, écrit le 31 mai 1977 à M. Barre : « Les personnalités qui nous accueillent les 11 et 12 juin sont, outre M. de Wack et le président Pinay, des représentants de l'Eglise catholique — qui semble jouer un rôle important dans cette affaire. »

Roman vrai

A ce point, l'enquête de Pierre Pénan rejoint les informations déjà publiées. Commence ce qu'il qualifie à plusieurs reprises de « tragédie comédie » : ELF-ERAP dupé, selon toute probabilité, ses dirigeants et ceux de l'Etat, président de la République en titre, s'enflamment avant d'être dupés. On conduit que tout ce petit monde s'est réciproquement dupé. M. Pinay parce qu'il n'imposait à M. Giscard d'Estaing, M. Guillaumat en « terrorisant » ses collaborateurs, M. Violette en consultant tout à la fois le président Pinay, ELF et les « inventeurs ». Feuilleton savoureux, voire burlesque.

LAURENT GREILSAMER.

* Fayard, 265 p., 74 F.

Retourner à Keynes

par ANGELOS ANGELOPOULOS (*)

La crise mondiale frappe plus la France que d'autres pays : indices du chômage, du commerce extérieur, de la croissance, les faillites. L'aide aux sans-emploi lui coûte déjà 100 milliards par an, somme qui est destinée à augmenter au fur et à mesure que leur nombre s'accroît. C'est une charge que le pays ne peut supporter indéfiniment.

Il faut donc remettre le maximum de Français au travail. Peut-on y parvenir par l'application de cette « politique du déficit budgétaire » que Keynes recommandait en période de récession prolongée ? Ses idées devaient surtout être appliquées à l'échelle internationale pour aider l'économie mondiale à sortir de l'impasse (1). Mais elles pourraient aussi aider des pays comme la France à se dégager de la crise.

Rappelons les principes essentiels du célèbre économiste britannique : « L'emploi dépend de la dépense affectée à l'investissement ou à la consommation », ce qui constitue la « demande globale ».

— Une « insuffisance de la demande globale » arrête l'augmentation de l'emploi et provoque le chômage.

— « L'égalité entre épargne et investissement » constitue la condition indispensable d'un équilibre économique, car une « épargne inactive » est la cause principale des crises économiques.

— Le plein emploi constitue une « nouvelle fonction de l'Etat », qui ne peut rester neutre en face des conséquences catastrophiques d'un chômage massif. Il doit prendre « une responsabilité sans cesse croissante dans l'organisation directe de l'investissement ».

Un plan à long terme inspiré de ces principes aiderait la France à assurer le plein emploi, source du revenu national. On pourrait envisager, à cet effet, un premier plan triennal prévoyant d'engager les dépenses publiques nécessaires à de grands travaux d'infrastructure et de communications de même qu'à l'assainissement et à la reconstruction des entreprises.

L'exécution de ces travaux et la modernisation de l'équipement industriel réactiveraient un grand nombre d'entreprises en difficulté actuellement et favoriseraient la

création de nouvelles industries de pointe. Les effets multiplicateurs de cette politique auraient des retombées favorables sur nombre de petites et moyennes entreprises, actuellement touchées de plein fouet par la crise.

La réussite d'une telle politique dépendra, d'une part, du volume de la dépense supplémentaire et, d'autre part, du choix et des moyens de son financement.

Le volume de la dépense doit être assez important pour atteindre ces objectifs. Il doit représenter une dépense équivalente, en moyenne, à 3 % ou 4 % du PNB, c'est-à-dire un montant moyen de l'ordre de 150 milliards de francs par an. Dans ce cas, le déficit budgétaire devrait passer progressivement de 3 % actuellement à 6-7 % du PNB. Cette dépense serait suffisante pour inciter des investissements productifs et créer de nouveaux emplois dans l'ensemble des secteurs.

Comment éviter les effets inflationnistes

Comment éviter qu'une telle politique ne conduise à des pressions inflationnistes importantes ? Ses effets seront différents selon que l'économie se trouve en période de « plein emploi » ou dans une « récession prolongée ». Ils dépendent aussi de l'usage fait du produit du déficit et de la manière dont celui-ci sera couvert.

Pour éviter les pressions inflationnistes, il faut que le déficit soit couvert par l'épargne, et plus précisément par les dépôts bancaires inutilisés. En d'autres termes, il sera inscrit au chapitre de la dette publique, sous diverses formes, particulièrement sous celle de « bons du Trésor ».

Un système pratique utilisé par certains pays consiste à obliger les banques à déposer auprès de la Banque centrale un certain pourcentage de leurs propres dépôts. De toute façon, une légère augmentation de la masse monétaire, si elle est utilisée exclusivement pour le développement économique, ne se répercute pas de manière importante sur le taux d'inflation.

Nombre de pays ont utilisé, même en période de plein emploi, la politique du déficit budgétaire pour stimuler leur développement sans pour autant relancer l'inflation. La France, quant à elle, a évité de recourir à cette méthode : entre 1950 et 1975, elle a privilégié l'équilibre budgétaire. Deux exceptions toutefois : en 1954, Edgar Faure, ministre des finances, adopta un plan de relance de l'économie qui, pour la période 1955-1957, créait un déficit équivalent à 2,5 %, en moyenne du PNB. Cette politique a eu des effets favorables sur l'économie française, sans influencer le taux d'inflation maintenu autour de 5 %.

Après 1958, cette politique a été abandonnée. Le déficit a été réduit progressivement jusqu'en 1960, le budget dégageant ensuite un excédent équivalent, en moyenne, à 0,5 % du PNB durant la période 1961-1967. Deuxième exception : en 1969, François Ortoli, alors ministre des finances, déclarait que «... pour accélérer le rythme du développement économique, on peut accepter, dans certaines circonstances, un déficit budgétaire qui permettra de stimuler le développement économique ». Il précisait que ce déficit devrait être couvert par l'épargne. Ses successeurs ne l'ont pas suivi. Le budget français, au cours des années 70, non seulement a été équilibré, mais il a laissé un surplus d'environ 0,7 % du PNB.

Si, en période de plein emploi, un déficit budgétaire peut, sous certaines conditions, contribuer à l'accélération du développement, il s'inscrira en période de récession pour plusieurs raisons. C'est ce qu'on a fait d'ailleurs la plupart des pays européens. Selon l'OCDE, entre 1974 et 1981, le déficit budgétaire atteignait en Allemagne fédérale 3,2 % du PNB, en Angleterre 3,8 %, au Japon 3,6 %.

La France, elle, a continué d'appliquer le principe de l'équilibre budgétaire avec un léger déficit, qui pour toute cette période était en moyenne de 0,8 % du PNB. Même en 1980, il y a eu un surplus de 0,3 %. C'est seulement avec l'arrivée

(*) De l'Académie d'Athènes, ancien gouverneur de la Banque nationale de Grèce.

du gouvernement socialiste que le déficit a augmenté légèrement pour atteindre 2,6 % en 1982 et 3,3 % en 1983.

L'Allemagne fédérale et le Japon, avec un déficit trois fois supérieur à celui de la France au cours de la période 1974-1981, ont vu l'inflation et un chômage de deux fois inférieurs à ceux de la France et un taux de croissance plus élevé.

Si la France acceptait un déficit annuel de 3 % du PNB, au moins, les 80 à 100 milliards de francs ainsi dégagés chaque année ne bénéficieraient-ils pas à son économie ? Le poids de la fiscalité totale ne serait-il pas allégé par rapport à celui des autres pays ? Le total des prélèvements obligatoires s'est élevé, pour l'année 1982, en France, à 43,8 % du PNB, en Allemagne, à 37,3 %, au Royaume-Uni, à 38,4 %, et au Japon, à 27,6 %. Le fait que la dette publique intérieure est moins élevée en France justifie-t-il l'orientation de sa politique économique ?

Ces questions demandent réflexion et analyse. Un déficit budgétaire raisonnable, appliqué à la période de la récession et financé en principe par l'emprunt, ne crée pas d'inflation à condition que son usage soit productif. Le déficit des États-Unis, qui est passé de 0,9 % du PNB en 1981 à 3,9 % en 1983, bien qu'en grande partie il couvre des dépenses militaires, a contribué à la relance de l'économie américaine. Et Eisenhower a reconnu publiquement, en 1958, qu'il avait commis une erreur en faisant adopter un budget en excédent en période de chômage élevé.

La France devrait donc adopter d'une manière délibérée, par un acte politique, les principes keynésiens et s'engager d'une manière dynamique et rationnelle dans la voie du redressement économique par la mobilisation de l'ensemble des forces inemployées de la nation. Les mesures économiques prises au cours de ces dernières années n'ont pas apporté les espoirs escomptés. La continuation d'une politique de rigueur ne répond pas aux exigences économiques et sociales d'un monde à l'aube d'une nouvelle révolution industrielle.

(1) Voir à ce sujet mon dernier livre : *Un plan mondial pour l'emploi*, dont Pierre Drouin a rendu compte dans *le Monde* du 8 mars (P.U.F.).

REVOLUTION sur CANAPÉS

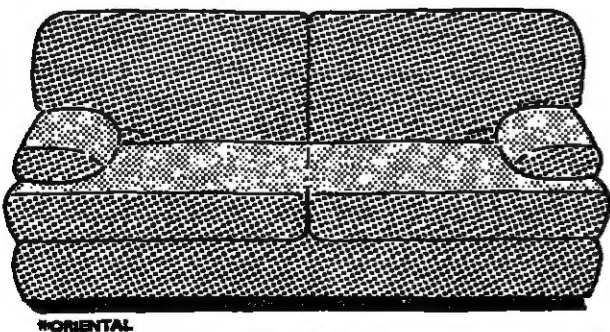
Du 14 au 20 juin

PRIX DÉCAPITÉS

Sur l'ensemble de sa collection

Par exemple :

CORDIAL 2 places : Tissu, 70% coton, 30% viscose.	3.350 F	2.990 F
*ORIENTAL 2 places : Cuir, veau pleine fleur.	9.300 F	7.440 F
PICADILLY 3 places : Tissu, 50% coton, 50% acrylique.	5.620 F	4.770 F
SANGRIA 3 places : Buffle véritable, avec certificat d'origine.	12.390 F	9.900 F
ORIENTAL 3 places : Tissu, 32% coton, 66% viscose, 2% nylon.	6.650 F	5.320 F
ALEXANDRA 2 places : Cuir, veau velours imprimé.	9.550 F	8.595 F
MALDIVES 2 places 1/2 : Tissu, 70% coton, 30% viscose.	4.490 F	4.265 F



CAP

PARIS : 37, rue de Citeaux, 75012 - PARIS - Tél. : 307.24.01
27, avenue Rapp, 75007 - PARIS - Tél. : 555.88.22
LYON : 47, cours de la Liberté, 69003 - LYON - Tél. : (7) 860.02.54

Prix établis pour enlèvement à notre dépôt. Ouvert sans interruption du lundi au samedi.

Le Monde

étranger

EUROPE

Italie

Le PCI après Berlinguer

(Suite de la première page.)
Berlinguer a su conduire son parti si loin par rapport au mouvement communiste international, c'est parce qu'il n'a rien renié de l'héritage culturel et idéologique national. La filiation de sa pensée est double : Gramsci et Togliatti.

Ce qu'il apporte en plus, c'est l'ouverture d'esprit propre à l'un des rares dirigeants communistes qui n'ait pas été formé à l'école de la III^e Internationale. C'est en outre une manière de gérer son parti, qui cherche à ne pas écraser l'opposition mais à sauvegarder l'unité. C'est, enfin, cette insularité, cette « solitude », ce côté « calviniste », rigoureux à l'égard de certaines valeurs, qui font le respect même de ses adversaires. Si Togliatti ne reniait rien des valeurs de la bourgeoisie, Enrico Berlinguer allait plus loin en pensant que le socialisme représentait leur achèvement.

Quel est l'héritage sur lequel s'est construit le « berlinguerisme » ? Le PCI est né deux fois. D'abord en 1921 lors de la scission de Livourne, sous l'impulsion d'un groupe d'étudiants et d'ouvriers de Turin, animé par un jeune Sardo : Antonio Gramsci. Celui qui fut sans doute le plus important théoricien marxiste du monde occidental mourra en 1937, après avoir passé dix ans en prison.

La seconde naissance du PCI date de 1944, lorsque Palmiro Togliatti, arrivant de Moscou, débarqua à Naples. Il avait été un proche de Gramsci. Mais tandis que le premier avait, en prison, converti des cahiers de ses analyses et de ses thèses, le second avait joué un rôle actif dans le Komintern.

La dispersion, l'exil, la clandestinité qui marquèrent la première phase de l'histoire du PCI n'ont pas empêché que s'esquissât cette revendication d'autonomie qui se précisa avec la notion d'« unité dans la diversité » formulée par Togliatti, et

se poursuivit avec le « dissenso » (le désaccord) à la suite de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie en 1968.

Lorsqu'en 1956 Togliatti définira ce qu'il nomme « la voie italienne » vers le socialisme, il ne fera, en un certain sens, que reprendre une vieille idée, que l'Internationale avait déjà longuement débattue. Il approfondira sa pensée après le XX^e congrès du PC soviétique (le congrès de la désalinisation) en lançant la formule du « polycentrisme », qui légitimait les différentes souches nationales du socialisme.

Les gestes d'autonomie du PCI seront, dès lors, toujours plus affirmés, sans pour autant qu'on arrive à la rupture avec l'Union soviétique : ce fut par exemple le Mémorial de Yalta (en 1964), rédigé par Togliatti peu avant sa mort et dont Luigi Longo, son successeur, donna lecture contre la volonté de Brejnev, en revendiquant officiellement « l'unité dans la diversité ».

Un parti de gouvernement

Puis ce seront les prises de position sur la Tchécoslovaquie, sur l'Afghanistan et enfin sur la Pologne : la « déchirure » (il strappo) est consommée. Il aura fallu douze ans à Enrico Berlinguer, de 1969, année où il prononce à Moscou un premier discours de « contestataire », jusqu'à 1981 et le coup militaire en Pologne, pour mettre à bas le mythe de la « force d'entraînement de la Révolution d'octobre ».

Sur le second thème qui va dominer l'ère berlinguerienne, celui des alliances, le secrétaire général se situera dans la ligne de ses prédécesseurs. Togliatti et Longo, puisant en outre dans le capital théorique gramscien. Le « partito nuovo » qu'instaura Togliatti en 1944 est le parti de la présence dans la société.

Toute la stratégie des alliances du PCI repose sur un élément gramscien : le fait incontournable du poids de l'Eglise en Italie. La stratégie du PCI, au lendemain de la guerre, sera dictée par deux impératifs : tirer parti de l'image nationale qu'il s'est acquise dans la Résistance et éviter à tout prix l'isolement. Dès cette époque, le PCI va tendre à agir comme un parti de gouvernement.

La politique à l'égard de l'Eglise fut, dès l'origine, un problème fondamental pour le PCI de Togliatti : « En Italie, à Rome, il y a le Vatican », l'Eglise libérale a dû trouver un système d'équilibre avec la puissance spirituelle de l'Eglise : l'Eglise ouvrière devra, lui aussi, trouver cet équilibre », écrivait Gramsci en 1920.

Cette nécessité de tenir compte de la réalité du fait catholique, d'entretenir avec l'Eglise un rapport dialectique, est sans doute l'une des originalités les plus profondes de la pensée communiste italienne. Déjà, pour Gramsci, le mouvement catholique organisait des groupes sociaux, notamment les masses paysannes, constituait potentiellement un soutien au mouvement ouvrier, dans la mesure où il contribuait à leur politisation.

De même, au lendemain de la guerre, Togliatti aura tendance à penser que le monde catholique, par les principes de justice sociale qu'il émettait, s'orientait dans la même direction que le PCI. Mais ni Togliatti ni Longo ne résolurent la question : Que faire de la Démocratie chrétienne en tant que parti politique ?

Lorsque, en 1973, Enrico Berlinguer formulait la proposition de « compromis historique », il tendait à apporter une réponse à cette question en cherchant à établir un rapport durable entre les composantes populaires catholiques et communistes de la société. C'est dans une série d'articles publiés par *Rinascita*, la revue théorique du PCI, intitulés « Réflexion sur l'Italie après les événements du Chili », que Berlinguer lancera l'idée d'un « compromis historique représentant la grande majorité du peuple italien ». En d'autres termes, selon lui, on ne pouvait gouverner avec 51 % des suffrages ni ignorer la moitié d'un pays qui pense différemment du PCI.

S'agissait-il de l'aboutissement logique des réflexions théoriques antérieures ou bel et bien d'un tournant dans l'histoire du PCI ? Sans doute ne peut-on réduire le phénomène à cette alternative. Le mérite innovateur de Berlinguer fut de tenter de concrétiser les tendances enracinées dans l'histoire du PCI mais qui, jusqu'alors, n'avaient jamais parvenues à s'actualiser.

L'idée du compromis historique ne fit pas son chemin sans susciter des résistances, mais elle s'accompagna d'une progression du PCI, qui, en 1976, obtint 34,5 % des suffrages.

Le compromis historique impliquait une autre évolution : la recherche d'un « ancrage » européen d'une ligne distincte du modèle soviétique, mais plus globale que la simple « voie nationale ». De même qu'Enrico Berlinguer était amené à accepter l'OTAN comme cadre pour la construction du socialisme qu'il préconisait, de même il lui fallait étayer celle-ci en forgeant une idée du socialisme propre à l'Europe occidentale, respectant ses caractéristiques et constituant en quelque sorte un « pont » entre le socialisme qu'il préconisait et celui qui s'efforçait de combattre. En 1975, ce qu'il est convenu d'appeler l'eurocommunisme tendait à se concrétiser (une initiative que Moscou, au demeurant, perçut comme la trahison « hérétique » après celles de Tito et de Mao). Mais, deux ans plus tard, on sentait déjà les limites de cette tentative. A la différence de ses collègues espagnols et français, Berlinguer persévéra néanmoins dans cette voie.

Il a trahi l'isolement international, provoqué des tensions dans son parti, mais, en 1983, lors du seizième congrès, Enrico Berlinguer était parvenu à désenclaver son parti de la mouvance soviétique, ayant osé affronter une aventure politique dans laquelle aucun PC occidental ne l'avait suivi. Berlinguer a peut-être conduit son parti à la fois trop et pas assez loin pour que celui-ci ne se sente obscurément aujourd'hui « au milieu du gué ». Le PCI pourra-t-il rester « berlinguerien » sans Berlinguer ?

Philippe PONS.

Il a trahi l'isolement international, provoqué des tensions dans son parti, mais, en 1983, lors du seizième congrès, Enrico Berlinguer était parvenu à désenclaver son parti de la mouvance soviétique, ayant osé affronter une aventure politique dans laquelle aucun PC occidental ne l'avait suivi. Berlinguer a peut-être conduit son parti à la fois trop et pas assez loin pour que celui-ci ne se sente obscurément aujourd'hui « au milieu du gué ». Le PCI pourra-t-il rester « berlinguerien » sans Berlinguer ?

Philippe PONS.

● Le Vatican et la thèse de l'assassinat de Jean-Paul II. — Le Vatican a condamné mardi 12 juin comme « inadmissible et absurde » la thèse du livre *Au nom de Dieu*, publié par l'écrivain britannique David Yallon, qui soutient que le pape Jean-Paul II a été assassiné en 1978. « Il est choquant et il faut condamner le fait que cette théorie que les personnes qui connaissent les faits ne peuvent que juger imaginaire et absurde ait pu être exprimée dans un livre », indique le Vatican.

Pologne

MM. Kuron et Michnik seront jugés en juillet

La justice polonaise a fixé au 13 juillet prochain l'ouverture du procès de quatre anciens dirigeants du KOR (Comité d'autodéfense sociale), MM. Jacek Kuron, Adam Michnik, Henryk Wujec et Zbigniew Romaszewski. Les trois premiers sont détenus, sans jugement, depuis la proclamation de la loi martiale, le 15 décembre 1981, ainsi que sept anciens dirigeants de Solidarność. M. Romaszewski, entré dans la clandestinité à cette date, a été arrêté en août 1982 après avoir fondé la radio clandestine de Solidarité. Tous sont inculpés de « complot contre l'Etat ».

M. Kuron avait entamé, le lundi 11 juin, une grève de la faim pour obtenir des autorités soit sa libération sans conditions faute de preuve, soit la fixation d'une date pour son procès.

L'acte d'accusation contre les quatre responsables du KOR est entre les mains de la justice militaire depuis le 29 septembre dernier, mais les autorités avaient retardé l'ouverture du procès en tentant d'obtenir des détenus qu'ils acceptent, en échange de leur libération, soit de s'exiler temporairement, soit de renoncer à toute activité politique pendant deux ans et demi. Les autorités,

très désireuses de régler cette affaire le moins mal possible, avaient même proposé, par l'intermédiaire de l'Eglise, la libération de tous les prisonniers politiques (six cent un) en échange d'un tel engagement des onze inculpés. Les détenus avaient catégoriquement refusé ces propositions le 12 mai. Dans une lettre écrite clandestinement de sa prison début juin, M. Michnik expliquait qu'il ne voulait pas « marchander » sa liberté.

Quatre-vingt-sept témoins, dont M. Lech Walesa, devraient être appelés à la barre lors du procès devant le tribunal militaire du district de Varsovie. Les quatre dirigeants du KOR risquent des peines pouvant aller jusqu'à dix ans de prison.

Cet échec de la stratégie de la conciliation des autorités intervient à quelques jours des élections municipales du 17 juin que la direction clandestine de Solidarité appelle à boycotter. Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a déclaré mardi qu'il fallait être « réaliste » et que les autorités polonaises « n'espèrent pas une participation aussi élevée que dans les autres pays socialistes ». Le pouvoir, a-t-il ajouté, « se satisfait pleinement

de 70 % de participation ». Cette prudence reflète l'inquiétude des autorités, alors que des dizaines de milliers de tracts appelant au boycott ont été lancés ces derniers jours dans Varsovie.

Un Français libéré

M. Urban a d'autre part annoncé mardi (nos dernières éditions du 13 juin) l'expulsion de M. Olivier Roux, l'un des deux Français incarcérés depuis deux mois pour avoir tenté d'introduire illégalement en Pologne du matériel d'imprimerie et des textes destinés à l'opposition. Il a annoncé que M. Jacques Chailot, également détenu à Szczecin, serait prochainement jugé. M. Urban a précisé que la caution de 1 million de zlotys (75 000 francs) mise à la disposition de la justice polonaise en faveur de sa libération n'avait pas été et ne serait pas touchée. Olivier Roux a quitté la Pologne mardi matin à bord d'un bateau à destination de la Suède.

A Paris, le porte-parole du ministère des relations extérieures a déclaré mardi que la France se réjouissait de la libération de l'un des deux détenus et qu'elle continuait à intervenir en faveur de M. Jacques Chailot. — (AFP.)

LE PROCÈS D'« AUTONOMIE OUVRIÈRE »

M. Toni Negri est condamné à trente ans de prison

De notre correspondant.

Rome. — Après seize mois de débats et douze jours de délibérations, la cour d'assises de Rome a rendu son verdict, le mardi 12 juin dans le procès dit du « 7 avril », c'est-à-dire des dirigeants du mouvement Autonomie ouvrière. M. Toni Negri, considéré comme leur chef, a été condamné à trente ans de prison. Aux soixante-dix autres inculpés ont été infligées des peines s'élevant globalement à cinq cent cinquante-cinq ans et dix mois. Au total, cinquante-cinq condamnations et quatorze acquittements ont été prononcés.

Cette sentence soulève déjà en Italie des polémiques dans la mesure où elle prend le contrepied du sentiment diffus dans la population et dans une partie du monde politique qu'il est temps de tirer un trait sur la période du terrorisme.

« La sentence, écrit ce mercredi l'*Avanti*, organe du Parti socialiste, ne rétablit pas les règlements de comptes politiques des années de plomb, mais elle contrarie les exaspérés. Le PC et la démocratie chrétienne sont en revanche satisfaits. Les communistes critiquent cependant la longueur de la détention préventive en Italie, dont le procès du 7 avril est un exemple criant (pour certains inculpés, elle aura duré plus de cinq ans).

Les peines les plus dures ont été infligées à M. Toni Negri, qui est réfugié en France depuis le 20 septembre (il avait été libéré à la suite de son élection sur les listes radicales en juin dernier, mais le Parlement avait décidé la levée de son immunité parlementaire), et à M. Oreste Scatzone, condamné à 20 ans de réclusion criminelle, qui vit également à Paris.

On ne connaît pas encore les attendus du jugement prononcé par le même tribunal qui jugea l'affaire Moro. Mais les sentences laissent à penser que la cour, outre des crimes de droit commun, a retenu contre les accusés l'association à bande armée. La condamnation de M. Negri s'explique ainsi. Il est notamment déclaré responsable de « concours moral » dans l'assassinat d'un carabinieri et dans la mort de M. Sarnio (enlevé par des membres d'Autonomie). C'est en vertu du même raisonnement que quatorze ans de prison ont été prononcés contre MM. Ferrari Bravo et Veca. Le tribunal a, en revanche, accordé des remises de peine aux « repentis » (ceux qui par leurs déclarations ont permis d'étayer l'accusation). On relève que Carlo Fioroni, « repent », et principal témoin à charge, n'est pas apparu dans la salle d'audience, au cours du procès.

Ph. P.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,20 \$; Danemark, 300 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 65 p. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 P. ; Lituanie, 0,350 Lt. ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 65 esc. ; Suède, 300 f. CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Tchécoslovaquie, 110 ml.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laguerre, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé au « Monde » 1, rue de la Harpe, 75001 Paris

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 605 F 859 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par messagerie) 1. BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1 240 F

2. SUISSE TUNISIE 454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ECONOMIE • POLITIQUE • PSYCHANALYSE HISTOIRE • SOCIÉTÉ • ACTUALITÉ



ALFRED SAUVY

Le travail noir et l'économie de demain

« Questions d'Actualité » dirigée par Claude Glayman

EDMOND MALINVAUD

Essais sur la théorie du chômage

MICHEL AGLIETTA et ANTON BRENDER

Les métamorphoses de la société salariale

La France en Projet

« Perspectives de l'Economie » dirigée par Christian Schmidt



PAUL-LAURENT ASSOUN
Freud et la femme

DENIS JEAMBAR

Le P.C. dans la maison

« Des systèmes entiers sous influence grâce au relais céleste... » L'Express

VANCE PACKARD

Nos enfants en danger

Une enquête sur la place de l'enfant dans la société par l'auteur de « La persuasion clandestine ».

Nouvelle édition avec une introduction de l'auteur

BISMARCK
Pensées et Souvenirs
présentation de Joseph Roven
« Mémoire de l'Histoire » dirigée par Anthony Rowley

PHILIPPE LEVILLAIN
FRANÇOIS-CHARLES UGINET
Le Vatican
ou les frontières de la grâce

« Liberté de l'Esprit »
RAYMOND ARON
Paix et guerre entre les nations
avec une présentation inédite de l'auteur

GERARD CHALIAUD
Les Faubourgs de l'Histoire
Tiers-mondismes et tiers-mondes
« Questions d'Actualité » dirigée par Claude Glayman

La paix indésirable
Rapport sur l'attitude des guerres
Présentations de J.K. GALBRAITH et CHRISTIAN SCHMIDT



CALMANN-LEVY

PROCHE-ORIENT

Israël

Le retrait du Liban du Sud sera une entreprise délicate et graduelle

Le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Pérès, a déclaré mardi soir 12 juin au cours d'une émission spéciale de TF1, qu'un retrait des troupes israéliennes du Liban pourrait se faire dans un délai de trois à six mois à partir de la date à laquelle la décision de repli aura été prise. M. Pérès a estimé que la sécurité d'Israël pourrait être assurée sans une présence permanente mais par un système d'alerte avancée et une défense

flexible et mobile prévoyant des interventions militaires ponctuelles, au-delà de la frontière en fonction des intérêts d'Israël.

Le premier ministre israélien, M. Shamir, a, pour sa part, affirmé que l'armée israélienne demeurera au Liban jusqu'à la conclusion d'arrangements de sécurité avec les autorités libanaises locales.

De notre correspondant

Bat-A-Chouf, au nord de Jezzine, se trouve en pays druze et n'a aucun intérêt local. Depuis l'abrogation de l'accord du 17 mai, Israël ne considère plus la ville côtière de Rash-Hamra comme un poste frontalier international et a cessé, en conséquence, d'y délivrer des visas de tourisme. Le Liban du Sud est désormais interdit aux journalistes en provenance d'Israël, qui pouvaient naguère y circuler librement. Ces mesures de harcèlement participent d'une stratégie politique avouée : amener la population chiite, à bout de souffle, à exercer des pressions sur ses dirigeants afin qu'ils exigent du gouvernement Karamé l'ouverture de négociations directes avec Israël, en vue de conclure des « arrangements de sécurité » comparables à ceux prévus par le défunt accord du 17 mai.

Nous savons bien qu'aucun peuple n'aime vivre sous une occupation étrangère, déclarait récemment M. Uri Lubrani, coordinateur des activités israéliennes au Liban. Nous espérons que ce sentiment collectif incitera les gens du Nord à faire quelque chose pour ceux du Sud. En d'autres termes, le gouvernement de Jérusalem, faute de prise directe sur celui de Beyrouth, a choisi en quelque sorte d'agir par ricochet, en espérant que les assauts et l'amertume des chiites amèneront les dirigeants libanais à composer. En attendant, la population du Sud fait les frais de l'opération.

Pas de calendrier de repli

Pour renforcer sa main, Israël n'avance plus aucun calendrier de repli. Le simple fait d'évoquer la perspective d'un repli, fût-il seulement partiel, a surtout contribué, remarque-t-on à Jérusalem, à affaiblir la position d'Israël. Personne, souligne M. Lubrani, ne manifeste le désir de négocier avec une armée sur le départ.

Tout en observant avec un brin de coquetterie les chancelleries israéliennes et l'impudence du gouvernement Karamé, Israël estime que la balle n'est plus dans son camp. M. Shamir rejette toute idée d'une négociation indirecte par l'entremise d'une tierce partie, qu'il s'agisse des Etats-Unis ou de l'ONU. Sans doute a-t-il fait son deuil du bureau de liaison israélien à

Beyrouth, mais il se plaît à souligner qu'après tout, son existence devrait avoir plus de prix pour le Liban que pour l'Etat hébreu, puisque sa fermeture ruinerait les dernières chances du gouvernement Karamé d'obtenir un retrait rapide de Tshah et de rétablir sa souveraineté sur le Sud.

Dans ce contexte, les Israéliens n'attendent pas grand-chose de la visite de M. Perez de Cuellar, arrivé mardi 12 juin, à Jérusalem. Le secrétaire général de l'ONU a, d'ores et déjà, rejeté la proposition de M. Shamir, visant à confier à la FINUL un rôle de « force tampon » dans la Bekaa entre les armées israélienne et syrienne. Pour M. de Cuellar, une telle initiative reviendrait à faire cautionner par l'ONU la partition du Liban.

M. Shamir refuse, quant à lui, l'extension de la zone d'implantation de la FINUL le long de la frontière israélienne, en faisant valoir que les « casques bleus » ne sont pas à même de prévenir les « infiltrations terroristes ». Cette solution a pourtant les faveurs de l'opposition travailliste, qui s'est engagée à rapatrier l'armée sur une période de six mois. L'échéance électorale israélienne du 23 juillet est l'autorisation majeure du gouvernement de Beyrouth. Car on voit mal pourquoi M. Karamé, pour peu qu'il en ait les moyens, ferait la moindre concession à un adversaire, qui risque dans six semaines de occuper la place à une équipe plus ouverte au compromis. A court terme, les Libanais, eux aussi, ont donc tout intérêt à ne rien faire d'autre qu'attendre.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

« Vague de grèves. Des dizaines de milliers de fonctionnaires, notamment ceux de l'enseignement, ont déclenché, mardi matin 12 juin, en Israël, une grève illimitée pour protester contre l'érosion de leurs salaires.

Un million d'élèves sont dans la rue », titrait la grande quotidienneté de mardi. Dans certains quartiers de Tel-Aviv et de Jérusalem, des comités de parents ont mobilisé des lycéens de classes terminales ainsi que des jeunes soldats pour prendre en charge les élèves. Les civils travaillant pour le compte de l'armée et les fonctionnaires du ministère des affaires étrangères sont également en grève.

Par ailleurs, les infirmières des hôpitaux d'Etat, les employés de la compagnie nationale d'électricité, le personnel de la centrale atomique de Dimona (dans le Negev), les microbiologistes et les laborantins, ainsi que les employés des PTT, ont annoncé leur décision de faire grève dans les prochains jours si leurs revendications ne sont pas satisfaites. (AFP.)

M. MITTERRAND EN VISITE D'ETAT EN JORDANIE DU 9 AU 11 JUILLET

Le président de la République et Mme Danielle Mitterrand effectueront une visite d'Etat en Jordanie du 9 au 11 juillet, a confirmé, mardi 12 juin, un communiqué de l'Elysée. Ce voyage répond à une invitation du roi Hussein de Jordanie et de la reine Neoura.

Le président Mitterrand s'est déjà rendu deux fois au Proche-Orient : en Arabie Saoudite, fin septembre 1981, et en Israël, début mars 1982. M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, avait souligné, vendredi dernier, devant la commission sénatoriale des affaires étrangères, « l'intérêt qui s'attachait au prochain voyage du président Mitterrand en Jordanie ». Répondant à une question sur les chances de l'« option jordanienne » (négociations jordanaises pour le règlement du problème palestinien), M. Cheysson avait déclaré que « les éléments objectifs tenant à la situation de plusieurs Etats ne favorisent pas un progrès au Proche-Orient », ce qui, selon lui, explique « la stagnation actuelle ».

LA GUERRE DU GOLFE

L'accord sur l'immunité des zones civiles est dans l'ensemble respecté

L'accord par lequel Bagdad et Téhéran se sont engagés à éviter de bombarder des objectifs civils est dans l'ensemble respecté, ont déclaré, mardi 12 juin, les responsables irakiens, annonçant en même temps une offensive iranienne imminente.

Selon un communiqué militaire irakien, l'artillerie iranienne a cependant pénétré, vingt minutes durant, la ville frontalière de Zubayyah, après l'entrée en vigueur à minuit de l'accord conclu sous l'égide des Nations unies. L'état-major irakien ne fait état d'aucune autre attaque contre les agglomérations irakiennes après l'heure dite. Avant minuit, l'artillerie iranienne avait fait feu contre Bassorah, ainsi que contre les villes de Khanaqin et de Moudail, blessant quatre civils.

A Bassorah, le général Maher Abed Al-Rachid, commandant du 3^e corps d'armée irakien, a confirmé que l'accord avait été respecté. Mais « je ne pense pas que cela va durer », a-t-il déclaré à la presse. « L'ennemi a massé cent cinquante mille à deux cent mille hommes dans le secteur sud du front et peut attaquer à tout moment », a-t-il ajouté. Le président Saddam Hussein a également annoncé une offensive iranienne imminente.

« Vous devez vous attendre à l'offensive à tout moment... Tenez-vous prêts à déserter le site de l'ennemi », a-t-il déclaré à des soldats au cours d'une cérémonie de remise de médailles.

A Téhéran, l'hodjatolislam Rafsanjani, président du Parlement iranien, avait auparavant refusé à nouveau d'engager des négociations de paix avec l'Irak.

« Comme nous l'avons toujours dit, il n'y aura pas de négociation à propos de la guerre, a-t-il affirmé. Nous ne négocierons pas avec Hussein, car on ne peut négocier avec lui. C'est un criminel de guerre qui doit être jugé et puni. » Des centaines de volontaires affluent dans les centres de recrutement de Téhéran, ce qui semble confirmer qu'une nouvelle offensive est imminente.

A Washington, le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Richard Murphy, a affirmé mardi que, contrairement à certaines informations de presse, les Etats-Unis restaient « neutres » dans le conflit du Golfe. Tout en reconnaissant que Washington a stratégiquement intérêt à ce qu'aucun de deux belligérènes ne domine la région, il a néanmoins affirmé, devant une sous-commission de la Chambre des représentants, que la préférence pour l'Irak des Etats-Unis est « plus apparente que réelle ».

D'autre part, le Pentagone a indiqué qu'il estimait désormais qu'un « et non pas deux comme il l'avait annoncé précédemment » - F-4 irakien avait été abattu le 5 juin par l'aviation soviétique.

Le gouvernement turc a informé les armateurs d'Istanbul que leur pétroliers pouvaient désormais, à leurs risques et périls, faire route vers le terminal pétrolier irakien de l'île de Kharg, dans le Golfe.

Le gouvernement avait interdit aux cargos turcs de s'y rendre la semaine dernière après l'attaque du pétrolier turc *Buyuk-Han*. (Reuters.)



DIPLOMATIE

APRÈS L'INTERCEPTION D'UN MISSILE PAR LES AMÉRICAINS

La France se propose pour « une limitation d'armement contrôlée des nouvelles technologies antibalistiques »

An toulonnais de l'interception réussie d'un ogive de missile balistique par un engin non exploité américain (le Monde du 13 juin), l'attention se concentre sur les perspectives de négociation et d'accords de limitation dans le domaine des armements antibalistiques et antissatellites.

A Genève, où la conférence de désarmement tenue sous les auspices des Nations unies a repris ses travaux mardi 12 juin, le représentant français, M. François de La Gorce, a déclaré en séance plénière que, « en cherchant à rendre son territoire totalement inviolable sans être aucunement sûr d'y parvenir, chacune des deux grandes puissances sera tentée de détruire préventivement les systèmes antibalistiques de l'autre partie et de multiplier les armes non balistiques, notamment les missiles de croisière ».

La France estime que ces armes antibalistiques et antissatellites sont « déstabilisantes », d'autant qu'elles risquent, de par leur automatisation, d'échapper « à la décision politique », a-t-il encore déclaré. M. de La Gorce, qui a proposé « un véritable dialogue multilatéral en vue d'une limitation d'armement contrôlée des nouvelles technologies antibalistiques », de rechercher une « délimitation complète de l'espace », la concertation internationale devrait tendre, selon lui, à « la prohibition des armes susceptibles d'atteindre les satellites en orbite basse des affaires étrangères, ont demandé à M. Reagan, au cours d'un entretien à la Maison Blanche, de proposer officiellement à Moscou la tenue de sommets annuels avec le chef de l'Etat soviétique. Le président américain « n'a pas réagi de façon positive, mais il n'a pas totalement rejeté » cette idée, a dit M. Baker à l'issue de cet entretien. (AFP.)

Mardi également, deux importants sénateurs républicains, MM. Baker, chef de la majorité, et Percy, président de la commission des affaires étrangères, ont demandé à M. Reagan, au cours d'un entretien à la Maison Blanche, de proposer officiellement à Moscou la tenue de sommets annuels avec le chef de l'Etat soviétique. Le président américain « n'a pas réagi de façon positive, mais il n'a pas totalement rejeté » cette idée, a dit M. Baker à l'issue de cet entretien. (AFP.)

Le gouvernement américain ne s'apprête pas pour autant à des négociations rapides. « Nous avons indiqué par le passé notre volonté de

APRÈS SA RÉUNION MINISTÉRIELLE

L'Union de l'Europe occidentale souhaite renforcer la coopération en matière de défense

Le conseil ministériel des sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) (Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, RFA) s'est réuni à Paris, mardi 12 juin, pour relancer cette organisation européenne, vieille de trente ans et laquelle peu reléguée à l'arrière-plan par l'OTAN. Les sept pays européens souhaitent mettre en œuvre une coopération plus grande en matière de défense. La réunion, avec la participation de cinq ministres des affaires étrangères et de deux secrétaires d'Etat (ceux des Pays-Bas et de l'Italie) s'est déroulée à un niveau plus élevé que d'habitude.

Au cours d'une conférence de presse, M. Cheysson, en sa qualité de président du conseil, a fait connaître les deux décisions prises par les participants : celle de se réunir à nouveau en octobre, à Rome, avec les ministres de la défense pour le trentième anniversaire de l'UEO, et celle de confier à un groupe de travail la tâche de réviser deux organes de l'UEO, l'Agence de contrôle des armements et le Comité permanent des armements.

Un document, affirmant que l'UEO est en Europe la seule instru-

mentaire de ces questions, mais de ne pas estimer des négociations formelles pour le moment », a dit, mardi, M. Romberg, porte-parole du département d'Etat, à propos de l'appel à un dialogue et à un moratoire sur ces systèmes d'armes lancé par M. Tchernomko. Selon M. Romberg, les Etats-Unis « ne voient pas comment une interdiction vraiment totale de tous les moyens susceptibles d'endommager ou de détruire des satellites pourrait être vérifiable de manière efficace », et ils « continuent de nourrir des réserves à propos d'un accord qui laisserait l'URSS en possession du seul système antissatellite opérationnel ».

Le même jour, pourtant, le Sénat américain s'était prononcé par soixante et une voix contre vingt-huit en faveur d'un amendement au budget de la défense demandant au président Reagan de certifier qu'il « s'efforce, de bonne foi, de négocier les limitations les plus strictes possibles en matière d'armes antissatellites ». Le Sénat venait de tenir une séance à huis clos au cours de laquelle les services secrets avaient produit des informations sur les progrès réalisés par l'URSS en matière d'armements spatiaux.

Mardi également, deux importants sénateurs républicains, MM. Baker, chef de la majorité, et Percy, président de la commission des affaires étrangères, ont demandé à M. Reagan, au cours d'un entretien à la Maison Blanche, de proposer officiellement à Moscou la tenue de sommets annuels avec le chef de l'Etat soviétique. Le président américain « n'a pas réagi de façon positive, mais il n'a pas totalement rejeté » cette idée, a dit M. Baker à l'issue de cet entretien. (AFP.)

Le conseil ministériel des sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) (Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, RFA) s'est réuni à Paris, mardi 12 juin, pour relancer cette organisation européenne, vieille de trente ans et laquelle peu reléguée à l'arrière-plan par l'OTAN. Les sept pays européens souhaitent mettre en œuvre une coopération plus grande en matière de défense. La réunion, avec la participation de cinq ministres des affaires étrangères et de deux secrétaires d'Etat (ceux des Pays-Bas et de l'Italie) s'est déroulée à un niveau plus élevé que d'habitude.

Quatre points essentiels seront à l'ordre du jour de la réunion qui aura lieu à Rome, en octobre prochain : l'analyse des menaces qui pèsent sur l'Alliance occidentale et notamment les problèmes de la guerre dans l'espace ; les conséquences des problèmes du tiers-monde sur la sécurité européenne ; le renforcement du dialogue entre les pays d'Europe occidentale et les Etats-Unis et le Canada ; enfin l'amélioration de la coopération en matière d'armements.

Le premier ministre danois à Paris. - M. Poul Schlüter, chef du gouvernement danois, arrive à Paris mercredi 13 juin pour rencontrer M. Mitterrand, avec lequel il doit principalement s'entretenir de la préparation du sommet de Fontainebleau. M. Schlüter doit aussi profiter de cette occasion pour évoquer avec le chef de l'Etat français le problème de la candidature de son ancien ministre des finances, M. Hennrich Christensen (libéral) à la présidence de la Commission européenne (le Monde du 21 mars 1984). Les chances de M. Christensen d'acquiescer à ce poste, sérieuses au départ, semblent s'être amoindries ces derniers temps, les Allemands de l'Ouest ayant exprimé le désir de le revendiquer pour l'un des leurs, « spécialement qualifié ». La décision devrait être prise avant la fin de ce mois. (Corresp.)

M. DENKTASH A ANKARA. - Le président de la République turque de Chypre du Nord, M. Rauf Denktaş, est arrivé mardi 12 juin pour une visite officielle de trois jours à Ankara. Le chef de l'Etat proclamé unilatéralement en novembre 1983 par la minorité turque de Chypre, a été reçu par le président Kenan Evren. Ankara entend ainsi affirmer clairement son soutien au régime de M. Denktaş malgré les pressions de l'ONU et celles du Congrès américain. (AFP.)

Qui n'a jamais rêvé d'un chalet au bord de l'eau avec une barque et une plage de sable fin ?



Planché à voile, pêche, promenade... au chaud soleil d'été LA FINLANDE change de visage. La région des lacs vous invite aux plaisirs aquatiques : découvrez les joies de vivre au bord de l'eau en louant un chalet par exemple. Vous pouvez aussi soit habiter à la ferme, ou dans un manoir finlandais, ou louer dans un hôtel typique, vous trouverez toujours un accueil chaleureux.

Si vous préférez les étendues sauvages, vous pousserez jusqu'en Laponie, là où durant 73 jours le soleil ne se couche plus. FINNAIR vous propose également une formule à la carte : Avion + voiture - idéal pour un voyage découverte. Découvrez dans nos brochures les mille et une manières de vivre des VACANCES PLUS VRAIES QUE NATURE en retournant le coupon réponse ci-joint ou en téléphonant gratuitement de province en composant le : 16 (05) 366.177.

LA FINLANDE UN PAYS PLUS VRAI QUE NATURE

FINNAIR 11, rue Auber - 75009 PARIS Tél. : 742.33.33.

Nom : Adresse :

Genre/Prénoms

L.M.

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

Pour réussir, déployez-vous!

Prenez votre véritable dimension : celle des vrais professionnels de la gestion. Ceux que les entreprises recherchent et engagent. Ceux qui sortent du lot. Ceux qui ont quelque chose de plus.

Par exemple, d'avoir obtenu le diplôme du programme de formation polyvalente en gestion.

Administration de l'Entreprise.

Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle. Parce que ce program-

me est différent. Son but exclusif est de former des managers immédiatement opérationnels, dans un climat et avec des méthodes d'entreprise.

Le prochain session débute en octobre 1984. Vous pouvez encore être l'un des quarante stagiaires qui y seront admis. Il vous suffit de demander sans engagement un dossier complet d'information.

ECADE Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises Rue du Baguio 4, CH-1005 Lussembourg (Suisse) - Tél. (021) 221 511

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

JP 11/12/150

ASIE

Afghanistan

Nouvelles négociations indirectes entre Kaboul et Islamabad

Une nouvelle série de négociations sous l'égide des Nations unies en vue de parvenir à un accord politique sur l'Afghanistan se tiendra à Genève dans la seconde quinzaine du mois d'août, a annoncé, mardi 12 juin, M. Diego Cordovez, représentant du secrétaire général de l'ONU chargé de la question afghane. L'Iran refusant de participer aux négociations tant que les représentants de la résistance afghane n'y seront pas invités, les pourparlers se dérouleront entre les ministres des affaires étrangères de Kaboul et d'Islamabad. Mais les Pakistanais n'acceptant pas de discuter directement avec les Afghans de Kaboul, M. Cordovez servira d'intermédiaire entre les deux ministres, comme au cours des deux séries précédentes. Celles-ci n'avaient donné aucun résultat.

D'autre part, selon la résistance afghane, les forces soviéto-afghanes ont lancé une nouvelle offensive à l'ouest du pays, dans la région de Hérat, tuant plusieurs centaines de civils en dix jours de combats. Quelque dix mille soldats sont engagés dans cette opération. Enfin, toujours selon la résistance, des combats se poursuivraient dans des vallées adjacentes à celle du Panshir, attaquée par les forces soviéto-afghanes il y a six semaines. — (AFP, AP, Reuters.)

Vietnam

● NOUVEAUX INCIDENTS A LA FRONTIÈRE SINO-VIETNAMIENNE. — Les gardes frontières chinois ont repoussé, lundi 11 juin, six incursions vietnamiennes en territoire chinois, dans la province du Yunnan, infligeant de lourdes pertes aux assaillants, a annoncé l'agence Chine nouvelle. Pour sa part, Radio-Hanoi a annoncé mardi que les Chinois avaient bombardé la ville de Hagiang, capitale de la province de Hatuyen, ainsi que d'autres zones frontalières, sans faire de victimes. — (AFP, Reuters.)

Inde

Les autorités veulent persuader l'opinion que la crise sikh est en voie de solution

De notre correspondant

New-Delhi. — Le cœur du Temple d'or est intact, la plupart des déserisseurs sikhs ont été appréhendés et le président de la République ne donnera pas sa démission. Depuis vingt-quatre heures, les autorités indiennes s'emploient désespérément, par le biais des organes d'information gouvernementaux, à persuader l'opinion que la crise sikh est désamorcée et que la situation est redevenue à peu près normale. La durée du couvre-feu a été réduite dans la plupart des villes du Pendjab, sauf à Amritsar. Les liens routiers, ferroviaires et aériens entre l'Etat à majorité sikh et le reste du pays ont été partiellement rétablis. Dans les principales villes du Pendjab, à Chandigar, la capitale, à Ludhiana, Patiala et d'autres, la télévision a montré la réouverture des marchés locaux et l'empiètement habituel des habitants, hindouistes et sikhs mélangés, autour des échoppes.

Le jathedar (grand prêtre) de l'Akal Takht, sanctuaire du Temple d'or, assis au milieu d'une longue barbe blanche, a appelé sikhs et hindouistes à préserver l'amitié entre les deux communautés. Il a fait part de sa tristesse devant les dégâts commis au cours de l'assaut dans le complexe religieux. Mais il a assuré les disciples des gourous que les reliques les plus sacrées du sikhisme étaient intactes.

D'autre part, le mouvement de désertion des soldats sikhs, qui a connu mardi 12 juin de nouveaux développements sanglants, semble aujourd'hui jugulé. Selon le haut commandement de l'armée, la « quasi-totalité » des rebelles en fuite à travers le pays — évalués à quatre mille ou cinq mille de source officielle — ont été appréhendés. Plus d'une soixantaine d'entre eux sont morts au cours des opérations de recherche, et les survivants, selon un général de la région de Bombay, risquent la cour martiale et la peine de mort.

Cette déclaration du général T. S. Oberoi, commandant en chef de l'armée pour la région sud, fait évidemment l'impasse sur les responsabilités des services de renseignements militaires, qui se sont, en l'occurrence, montrés incapables de prévoir un mouvement de désertion pourtant hautement probable après l'assaut du Temple d'or. Mais il ne fait guère de doute qu'une enquête sera ouverte à cet égard et qu'il faut s'attendre, sinon à une purge, du moins à des mutations plus ou moins discrètes dans l'armée.

Pour l'heure en tout cas la « sortie » intertemporelle du général Oberoi risque de contrecarrer la délicate opération de dédramatisation entreprise en haut lieu. Il a été précisé à New-Delhi que la justice militaire se prononcera plus tard, cas par cas, sur le sort des mutins.

Trois mille arrestations

Sortant pour la première fois de sa très prudente réserve, le président de la République, M. Zail Singh, ancien prêtre sikh, a repris ses activités. Il est apparu mardi au cours d'une réception officielle sans importance. Son entourage a démenti que le chef de l'Etat ait jamais envisagé de démissionner, et indiqué que pour lui « le pays et l'intégrité de la nation passent avant tout ». De son côté, M^{me} Indira Gandhi, prenant la parole pour la seconde fois consécutive dans un cantonnement de l'armée dans le Cachemire, a répété que le gouvernement n'avait pas eu d'autre choix que d'ordonner finalement l'assaut contre le Temple d'or. Elle a invité le pays à ne pas considérer l'issue de la bataille du Temple comme une victoire, et indiqué que, en tant que mère, elle partageait la peine des familles qui ont perdu leur fils au cours des combats.

Le bilan officiel définitif de la bataille dans le complexe religieux n'a toujours pas été publié (dernière évaluation : environ sept cents morts, dont quatre-vingt-dix soldats). Mais il a été indiqué qu'aucune femme, aucun enfant ne figure parmi les victimes, contrairement à certaines rumeurs. Mercredi matin, le nombre total de « suspects » détenus par l'armée dans le Pendjab depuis l'assaut s'élevait officiellement à trois mille trente-huit personnes.

D'autre part, reprenant un thème qu'elle affectionne particulièrement, M^{me} Gandhi a de nouveau accusé « certains pays étrangers » d'avoir cherché à déstabiliser son pays en « créant des perturbations à l'intérieur ». Les « preuves » de la complicité étrangère avec les terroristes ont été montrées mardi soir à la télévision nationale. Il s'agit essentiellement d'impressionnantes quantités d'armes d'origine occidentale et chinoise, saisies dans le Temple d'or. Certaines de ces armes étaient à l'origine destinées à la résistance afghane. Le Pakistan figure une fois de plus en tête des suspects. Islamabad a vigoureusement démenti ces insinuations et laissé entendre que la contrebande d'armes était une activité quasi traditionnelle entre les deux pays. Ce qui, pour être parfaitement exact, ne lève pas tous les soupçons qui pèsent sur le gouvernement du général Zia Ul Haq.

En attendant, même si la tension générale dans l'Union indienne paraissait, ce mercredi matin, avoir baissé d'un cran, les mesures de sécurité sur l'ensemble du territoire demeurent draconiennes. Toujours placées en état d'alerte générale, les forces de l'ordre ont pris position autour de tous les points névralgiques du pays (aéroports, centrales électriques, etc.), et des barrages de police sont dressés sur les principaux axes routiers qui mènent à la capitale. Pour plus de sécurité, la protection des personnalités politiques et religieuses, mêlées de près ou de loin au problème sikh, a été renforcée.

Le mouvement d'agitation semble certes éteint, mais, compte tenu de l'état de choc qui prévaut encore dans la communauté sikh, deux précautions valent mieux qu'une.

PATRICE CLAUDE.

(Publicité)

Vient de paraître

L'AFRIQUE D'EXPRESSION FRANÇAISE

— 23^e édition —

(244 p., format 21 x 27 cm, 26 cartes)

La « photographie » politique, économique et sociale des 25 Etats africains où le français est langue officielle ou langue de travail, à jour au 15 avril 1984.

Un instrument de travail permanent, pratique et commode

Prix de l'exemplaire : 260 F (France)

C'est le numéro annuel de la revue *Europe Occident*

178, quai L.-Blériot, 75016 Paris - Tél. : 747.78.44 - C22 Paris 361-57 G.

Avec Madame la Présidente

Simone Veil

AIDEZ LA RÉSISTANCE AFGHANE

Les Afghans

aussi aiment La Paix

Soviétiques Hors d'Afghanistan

■ M. J. M. DAILLEY, président de l'association parlementaire - Les Amis de l'Afghanistan -

■ L'association européenne - Les Amis de l'Afghanistan -

■ L'AMAFAF, association française Les Amis des Afghans et de l'Afghanistan, créée en son honneur 78 AVANT l'intervention soviétique en Afghanistan

□ J'envoie un chèque de ... à l'Association parlementaire des Amis de l'Afghanistan, Assemblée nationale, n° 101, rue de l'Université, 75006 PARIS 6^e, Cofin 07

□ Je verse une somme de ... au compte bancaire des Amis des Afghans et de l'Afghanistan, créé en son honneur 78 AVANT l'intervention soviétique en Afghanistan

□ Je commande des affiches : Les Afghans aiment la Paix : 5 F pièce

□ Je commande des documents sur les activités de l'AMAFAF, n° 101, rue de l'Université, 75006 PARIS 6^e

NOM : ... Prénoms : ...

Adresse : ... Code postal : ...

lentilles de contact souples

C'est la joie de **VOIR NET** à l'œil nu.

Elles sont, aujourd'hui, si souples, si légères, si perméables à l'air et à l'eau qu'on ne les sent même plus. C'est comme si l'œil était nu avec un champ visuel normal et une correction parfaite.

Ysopic

80, bd Malesherbes
75008 Paris Tél. 583.85.32

Venez vite faire un essai

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

Ysopic

UN ARBRE DONNE UN BONUS A L'ANNEE AUX ASSUREURS.

Gestion des données du portefeuille, évaluation des risques, traitement des sinistres, gestion des dossiers, archives... Décentralisation, internationalisation, communication avec les agents, courtiers et assurés, messagerie, tels sont les principaux problèmes auxquels sont confrontés aujourd'hui les compagnies d'assurances sur un marché très concurrentiel. BULL est en mesure d'apporter, soit des solutions spécifiques à chacun de ces problèmes, soit des solutions totalement intégrées dans le cadre d'un réseau informatique cohérent et évolutif. L'ensemble de l'offre BULL recouvre une gamme complète de matériels et logiciels allant des plus puissants systèmes DPS 7, DPS 8/88, aux stations bureautiques, en passant par les gammes mini et micro-informatiques Mini 6 et Micral 90. Ces produits communiquent au travers de l'architecture de réseau DSA. En offrant des produits de haute technologie fabriqués dans ses établissements industriels français, et en assurant la maîtrise des réseaux de communication dans l'assurance, l'équipe BULL marque des points.

Bull

AFRIQUE

Tunisie

L'ÉPILOGUE JUDICIAIRE DES « ÉMEUTES DE LA FAIM »

Je refuse de faire figure d'accusé unique d'un procès inique nous déclare M. Guiga, ancien ministre de l'intérieur

La Haute Cour de justice de Tunis reprendra jeudi 14 juin l'examen de l'affaire de haute trahison dont est accusé l'ancien ministre de l'intérieur, M. Driss Guiga, à la suite des « émeutes du pain » qui se sont déroulées au début de l'année. Une première

Londres. — De grande taille, carrière massive, sûr de lui, affichant la sérénité, portant avec élégance une djellaba noire brodée de blanc, M. Driss Guiga nous a reçu dans un coquet petit appartement qui donne sur les jardins du Royal Hospital, non loin de Flood Street, où M. Margaret Thatcher habitait avant de devenir premier ministre. Il est l'hôte, dans la tradition arabe, d'un ami saoudien, Cheikh Cham-seddine El Fassi, fondateur du Conseil mondial des soufis (mystiques musulmans), qui a mis ce logement à sa disposition.

L'ancien ministre tunisien de l'intérieur repousse avec force l'accusation de haute trahison portée contre lui, notamment celle d'avoir voulu exploiter la « révolte du pain » pour prendre la place du premier ministre, M. Mohamed Mzali, et devenir le successeur désigné du président Bourguiba. Il rappelle qu'il a quitté librement son pays après en avoir informé le chef de l'Etat, qui venait de lui dire : « Je n'ai rien à vous reprocher ». Sa défense est habile et, au-delà du différend qui l'oppose à M. Mzali, ses réponses éclairent le jeu politique tunisien et ses dessous.

Pourquoi n'assistait-il pas à son procès puisqu'il proclame son innocence ? La réponse fuse : « Je tiens à conserver ma liberté et celle de ma défense. La manière dont la commission d'enquête a été constituée, sa composition, ses méthodes de travail et le rapport prétendument confidentiel qu'on en a tiré et qui comporte un ensemble de calomnies non vérifiées prouvent qu'on veut faire pression sur l'opinion publique et sur la justice pour travestir la vérité. Je n'ai pas la garantie de la sécurité nécessaire. Si, par contre, on avait, comme je l'ai suggéré, réuni une commission indépendante comme celle de la Ligue tunisienne des droits de l'homme et que ses débats fussent été publics, je me serais sûrement présenté. Mais je refuse de faire figure d'accusé unique d'un procès inique.

Pourquoi avez-vous dépêché un émissaire à M. Mzali pour lui suggérer de donner sa démission après que le chef de l'Etat ait annulé le doublement du prix du pain et des produits céréaliers ?

audience consacrée uniquement à la lecture de l'acte d'accusation avait eu lieu le 7 juin (le Monde du 9 juin), et les débats avaient été renvoyés à huitaine à la demande des avocats des deux seuls accusés présents, MM. Ezzedine Driss, ancien préfet de police,

et Abdelhamid Skhiri, ancien directeur de la sécurité nationale. Ils ont à répondre de complicité avec M. Driss Guiga, installé à Londres et qui est jugé par contumace. Dans l'entretien que nous publions, M. Guiga s'explique sur son action lors des émeutes.

De notre envoyé spécial

— En annulant la hausse, le président désavouait le gouvernement, surtout après que le premier ministre eut déclaré avec beaucoup de vigueur à la télévision qu'il n'était pas question de revenir sur les prix. Le président a donc considéré qu'il avait eu affaire à un mauvais médecin qui avait fait un mauvais diagnostic et appliqué un mauvais remède. J'ai dit à l'émissaire, M. Guédira, ce que j'avais déjà dit au téléphone à M. Mzali, à deux ministres et à Bourguiba junior, à savoir que, par souci de crédibilité, le premier ministre devait, au nom du gouvernement, remettre les pouvoirs qui lui avaient été délégués, ce qui n'excluait pas que le président chargé M. Mzali de former un nouveau cabinet. C'est aussi ce que j'ai dit au chef de l'Etat, le samedi 7 janvier, en présence de M. Mzali.

— Comment expliquer alors qu'il vous ait retiré le ministère de l'intérieur pour le confier à M. Mzali, maintenant premier ministre ?

— Peut-être parce qu'il est comme lui de Mzali et qu'ils sont cousins.

— N'est-ce pas plutôt parce que, dès septembre 1983, le président était en faveur du doublement du prix du pain et que M. Mzali, respectueux du régime présidentiel, a été un exécutant fidèle alors que, au départ, il était contre une hausse de ce prix ?

— C'est là une question fondamentale en relation directe avec les mécanismes du pouvoir en Tunisie. Au cours de l'été 1983, le premier ministre a découvert que le déficit budgétaire était très sérieux et qu'il avait démissionné son ministre de l'économie, M. Moalla, en soutenant que l'économie du pays se portait très bien. Le hasard a voulu que le maître de Tunis dise devant le président que le pain était gaspillé comme le poulailler les poules de la capitale, ce que la télévision n'a pas manqué de montrer à plusieurs reprises.

— M. Mzali rappelle, et c'est vrai, que le premier ministre doit exécuter la politique du président. Mais ce qu'il ne dit pas, c'est qu'il devrait

aussi l'éclairer, l'informer, le conseiller, surtout quand le président n'est pas dans un état de santé suffisamment vigoureux pour lui permettre d'avoir une perception personnelle du problème. Nous avons été nombreux à dire à M. Mzali qu'il lui appartenait d'éclairer le président sur les données économiques et politiques de la hausse du prix du pain. Mais il s'est comporté beaucoup plus en président potentiel, en dauphin, qu'en chef d'équipe qui assure les responsabilités du pouvoir avec ses succès et ses échecs. Et depuis mon lit, j'ai essayé de travestir un problème économique et politique en un problème de sécurité.

— Comme nous lui faisons remarquer que M. Mzali s'est plaint de n'avoir pas eu connaissance des rapports des gouverneurs sur le mécontentement populaire que provoquerait une hausse brutale des prix, M. Guiga reprend un argument qu'il a cessé de développer (le Monde du 16 mai) en soulignant que le premier ministre était en contact direct avec les gouverneurs. Il explique aussi que, au conseil des ministres, au comité central du Parti socialiste, au comité de l'ordre et à une réunion avec les gouverneurs, il a rabroué ceux qui tentaient d'émettre des réserves. Mieux : « Vingt membres du gouvernement et du bureau politique ont sillonné le pays du 5 au 12 décembre et ont dû percevoir les réserves profondes de la population. »

Fidèle au régime

M. Guiga rappelle aussi les multiples raisons expliquant l'insuffisance des effectifs des forces de l'ordre lors des émeutes, en particulier à Tunis le 3 janvier. C'est parce que j'avais conscience de ces insuffisances quantitatives que, dès le premier jour des troubles, le 31 décembre, j'avais demandé à M. Mzali de faire intervenir l'armée pour couvrir sur le terrain le maximum de policiers.

— Vous accusez aussi d'avoir fait retirer les armes à des policiers. En outre, les grandes lacrymogènes auraient été périmées.

— Le retrait des armes rentre dans le cadre des instructions générales que j'avais données depuis 1980 consistant à mettre en sécurité les armes de guerre et les armes collectives se trouvant dans les postes isolés chaque fois qu'ils sont menacés par des mouvements de masses qui risquent de s'en emparer. Quant aux grenades, je n'étais pas chef magasinier de la brigade de sécurité publique. J'ajouterais que, si elles étaient périmées, c'est aussi la preuve que, pendant les quatre ans où j'ai été à l'intérieur, on n'a pas eu l'occasion de s'en servir.

— Des témoins affirment vous avoir vu faire le V de la victoire lors des manifestations de joie qui ont suivi l'annulation de la hausse des prix, alors que des manifestants criaient sous vos fenêtres et sous le regard indifférent ou complice des policiers : « A bas Mzali ! ». Et « Si Driss le peuple est avec toi ! ». Qu'en est-il ?

— J'affirme que ce dernier slogan n'a pas été lancé. Les cris — que je déplore — contre le premier ministre ont été entendus également en province. Que pouvaient faire les forces de l'ordre ? Tirer sur la foule qui criait aussi et surtout « Vive Bourguiba » ? Vous connaissez Tunis. Vous savez que les fenêtres du bureau du ministre de l'intérieur sont au premier étage et qu'elles sont dotées de doubles vitres jumelles. Comment aurais-je pu me voir de l'extérieur ? Et à supposer que j'aurais fait le V, c'est été pour saluer la victoire du président, qui avait su transformer la dépression du pays en joie populaire.

— On vous reproche aussi de vous être entouré au ministère de gens incompétents dont vous achetiez le dévouement et de membres de votre famille. En outre, le directeur général de la sûreté, M. Skhiri, est accusé de corruption, de racket et de trafic de drogue.

— Tous les responsables au ministère de l'intérieur sont nommés après accord du premier ministre. Le dernier train de nominations a été gardé à son cabinet pendant deux mois sous examen. Je vois donc mal comment j'aurais pu nom-

mer des gens à ma solde. Ni à mon cabinet, ni parmi les principaux dirigeants du ministère, il n'y avait de membres de ma famille. En revanche, puisqu'on en parle, je note que M. Guédira, alors chef de la garde nationale (gendarmérie), le seul à avoir été épargné par l'épuration, est aujourd'hui secrétaire d'Etat à l'intérieur et qu'il appartient, lui, à la famille de M. Mzali. Quant à M. Skhiri, policier depuis 1958, il a toujours occupé de hautes fonctions, notamment comme chef de la sécurité du président. Si son impopularité venait à être provoquée dans des affaires de droit commun, cela n'aurait rien à voir avec la politique du ministère.

— Mais vous-même êtes accusé d'avoir donné votre aval en 1981 — malgré un avis défavorable de la commission — à un marché de 10 millions de dollars, financé par un don saoudien, pour faire équiper les forces de l'ordre par une société brésilienne. Cela sous-entendrait que vous auriez touché des commissions. Qu'en est-il ?

— Je dois dire que mon choix s'est porté sur cette firme parce qu'elle vendait son matériel aux Etats-Unis, en Europe, dans le monde arabe et qu'elle était moins chère que d'autres entreprises sur les rangs, notamment françaises et espagnoles. Tous les contrats financiers préliminaires et la position ont été examinés par les services du premier ministre, de la Banque centrale, du commerce extérieur et de la Trésorerie générale. A aucun moment, le premier ministre ne m'a parlé d'une anomalie, et on trouvera dans le dossier une note de ma main donnant des instructions pour annuler le contrat au cas où l'entreprise refusait de souscrire aux modifications techniques réclamées par les experts tunisiens de la garde nationale.

— La rivalité qui vous opposait à M. Mzali était notoire. Lors des élections législatives de 1981, le premier ministre s'était présenté comme l'homme de l'ouverture, du dialogue et du multipartisme. Or les nombreux journalistes invités ont été témoins de tracas et de fraudes manifestes qui ont empêché des candidats de l'opposition d'entrer au Parlement. L'organisation du scrutin dépendait de vous, et son mauvais fonctionnement ne pouvait qu'affecter l'image de M. Mzali, qui avait voulu jouer le jeu démocratique. Certains vous ont soupçonné de l'avoir fait intentionnellement. Qu'en dites-vous ?

— Le premier ministre, le gouvernement et le bureau politique du PSD ont pris à leur compte l'ensemble des élections législatives, dont je suis la seule victime puisque je n'étais pas candidat et que l'opposition m'a pris comme bouc émissaire. Ensuite, cette opposition, encore inexpérimentée, il est vrai, a commis des maladresses sur lesquelles il y avait lieu de revenir. Enfin, il est incontestable que les élections ont fait partie d'un ensemble de problèmes sur lesquels les hommes politiques tunisiens, y compris moi-même, devrions faire un jour leur autocritique, ne fût-ce que pour réclamer le droit à l'erreur.

M. Guiga a-t-il des projets d'avenir ? Pour le moment, il attend l'issue de son procès. Ensuite, selon le verdict, il cherchera une occupation, tandis que sa femme, qui est peintre et décoratrice, envisage de reprendre ses activités. Il voudrait aussi soutenir une thèse de doctorat. Le sujet ? Probablement « la théorie et la pratique de l'autorité en Tunisie ». Enfin, malgré ses annus modestes, il reste fidèle au régime : « Je ne me vois pas, conclut-il, devenir un opposant à Bourguiba. »

Propos recueillis par PAUL BALTA.

■ PRÉCISION. — On indique à Tunis que seuls les touristes français intégrés à un groupe Charter conduit par un responsable sont autorisés — à la rigueur — à ne présenter qu'une carte d'identité nationale à leur entrée dans le pays. Tous les autres ressortissants français, au même titre que les touristes d'autres nationalités, même s'ils sont possesseurs d'un bon de séjour nominatif délivré par une agence de voyages (le Monde du 2 juin), doivent obligatoirement être munis d'un passeport en cours de validité, faute de quoi ils seront renvoyés au poste frontière.

AMÉRIQUES

L'Argentine confirme son intention de définir elle-même son plan de redressement

Prenant la parole, le mardi 12 juin, devant les Cortès, à Madrid, le président de la République argentine, M. Raúl Alfonsín, a notamment déclaré que la « guerre occulte » que les super-puissances se font « à travers la planète » va contre « les intérêts, les revendications et les luttas légitimes » des peuples.

Le président argentin, qui avait dans son discours réaffirmé son appui au mouvement des non-alignés, s'était auparavant entretenu avec le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, avec qui, a-t-il dit, il a eu un dialogue d'une « extraordinaire qualité ».

Ce qui continue à préoccuper au plus haut point les milieux financiers internationaux est la politique argentine à l'égard de ses créanciers. Selon le Financial Times, M. de La Rosière, directeur général du Fonds monétaire, aurait téléphoné au ministre de l'économie argentin, M. Bernardo Grigolani, pour lui demander de ne pas lui adresser la fameuse « lettre d'intention » (qu'un pays débiteur envoie traditionnellement au FMI pour solliciter l'octroi d'un prêt accompagné d'un programme de redressement), avant que les deux parties ne soient tombées d'accord sur l'ensemble de la politique à suivre. Cependant, le gouvernement argentin aurait bel et bien envoyé cette lettre, dont M. Grigolani aurait, lundi soir, remis quelques exemplaires à l'occasion d'une conférence de presse, façon comme une autre de « déescalader » une procédure solennelle.

La République argentine, est-il dit dans ce document, fera honneur à sa tradition qui consiste à faire face à ses obligations. Mais il est également écrit, dans la lettre de vingt pages, que la dette « a été contractée pour appliquer une politique économique autoritaire et arbitraire, à laquelle les pays créanciers ont participé activement sans que le peuple argentin en profite. Il n'est pas question de refuser de rembourser, mais cela doit se faire dans des conditions propres à assurer l'obtention des objectifs de développement économique ordonné, de croissance et de paix sociale, consacrés par le vote récent des citoyens ». La lettre confirmerait que le gouvernement a l'intention d'assurer une augmentation de 6 à 8 % du pouvoir d'achat réel des salaires. Un calcul très difficile à faire quand on se trouve en présence, comme c'est le cas, d'une inflation effrénée dont le taux atteindrait 560 %. La lettre fait encore état de l'intention du gouvernement d'ajuster les tarifs publics, d'augmenter les recettes fiscales, de réduire les dépenses gouvernementales mais, serait-il précisé, il n'est pas question de réduire les importations à un niveau qui remettrait en cause le développement du pays. Les experts argentins tablent sur un excédent de

2,8 milliards de dollars de la balance commerciale.

La France, pour sa part, a fait officiellement savoir qu'elle s'emploierait activement à faciliter la conclusion d'un accord entre l'Argentine d'une part, le Fonds monétaire et ses créanciers d'autre part. Telle est aussi l'intention du gouvernement de Madrid. Les banques espagnoles ont octroyé un crédit de 150 millions de dollars à l'Argentine.

M. Michel Camdessus, directeur français du Trésor et président du Club de Paris se rendra à Buenos Aires au début de la semaine prochaine pour discuter du réajustement éventuel de la dette publique (celle qui est assortie d'une garantie de la part des gouvernements des pays créanciers). Un haut fonctionnaire argentin a déclaré que Buenos Aires proposerait aux banques commerciales des négociations séparées en cas de désaccord avec le Fonds monétaire. Dans sa conférence de presse, M. Grigolani n'a pas écarté l'éventualité « d'une attitude intransigente de la part des banques qui qu'elles aient plus à perdre que nous ». C'est le 15 juin que le Trésor des Etats-Unis devrait renouveler sa garantie aux crédits à court terme accordés le 30 mars à l'Argentine par quatre pays latino-américains, le Brésil, le Mexique, le Venezuela et la Colombie, pour lui permettre de verser les intérêts aux banques étrangères. Sans ces crédits, plusieurs banques américaines créancières auraient dû amputer considérablement leurs bénéfices déclarés.

P. F.

BUENOS-AIRES CONTINUE A VENDRE DES ARMES AUX ANTISANDINISTES

Le gouvernement de M. Raúl Alfonsín a vendu pour 2,5 millions de dollars d'armes aux organisations antisandinistes basées au Honduras, selon des sources officielles et militaires à Buenos Aires. Des fusils et des pièces de rechange ont été livrés en février 1984, et Buenos Aires aurait d'autre part autorisé la vente de canons sans recul au Guatemala. Selon le Washington Post, qui rapporte ces informations, le gouvernement Alfonsín estimait que les contrats conclus avant son arrivée au pouvoir, en décembre 1983, devaient être honorés.

Selon des dirigeants de la démocratie chrétienne argentine, des conseillers militaires argentins continueraient à aider sur le terrain l'opposition armée au régime sandiniste.

Nicaragua

Le gouvernement retire son projet de loi sur la presse

Le gouvernement nicaraguayen a décidé mardi 12 juin de retirer son projet de loi sur les moyens de communication présenté au Conseil d'Etat (organe législatif), et qui a suscité de vives critiques de l'opposition.

Dans un communiqué publié à Managua, le Front patriotique de la révolution (FPR, progouvernementaire) a justifié le retrait du projet en évoquant la situation « extrêmement grave » dans le nord du Nicaragua, qui a obligé les autorités « à transférer le reste du pays en arrière-garde ».

Dans les milieux de presse à Managua, on estime que le retrait du texte est essentiellement dû au refus des partis d'opposition, qui ont déclaré que le projet était « antidémocratique ».

Il est vrai cependant que les forces antisandinistes se maintiennent en profondeur au nord du Nicaragua et obligent le gouvernement à affronter une situation de guerre qui l'amène à concentrer tous ses efforts dans la défense. Selon le chef de la direction politique de l'armée sandiniste, le commandant Hugo Torres, quelque quatre mille hommes de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN, dirigée par d'anciens gardes de Somoza) ont pris position dans le Nord et ont l'intention d'intensifier leurs actions dans les prochaines semaines.

La FDN, selon le commandant Torres, a en plus de quatre cents tués ou blessés ces deux dernières semaines lors des combats à moins de 200 kilomètres au nord de la capitale, mais pourrait lancer des actions d'insurrection pour troubler la célébration du cinquième anniversaire de la victoire sandiniste le 19 juillet, ainsi que la préparation des élections prévues en novembre.

L'armée sandiniste a lancé un second appel aux jeunes Nicaraguayens pour qu'ils rejoignent le sen-

vice militaire patriotique (SMP, obligatoire). Des milliers d'ouvriers, de paysans et d'étudiants de dix-huit à vingt-trois ans doivent recevoir une formation militaire durant quatre-vingt-dix jours, avant d'être envoyés sur le front.

■ La Costa-Rica accuse le Nicaragua d'avoir bombardé ses territoires. — La Costa-Rica a accusé, mardi 12 juin, le Nicaragua d'avoir lancé une attaque à l'artillerie lourde à l'intérieur de son territoire. Selon le ministre costaricien des affaires étrangères par intérim, M. Jorge Urbina, qui a également accusé Managua de poursuivre « une dangereuse guerre verbale », les troupes sandinistes ont lancé une offensive contre les guérilleros antisandinistes de l'ARDE (Alliance révolutionnaire démocratique) de M. Eden Pastora sans tenir compte de la frontière entre les deux pays. — (AFP.)

■ M. Shultz dénonce la présence cubaine et soviétique au Nicaragua. — Les rapports entre les Etats-Unis et le Nicaragua seront sérieusement compromis tant que Managua sera impliquée dans le conflit Est-Ouest, a dit, mardi 12 juin, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz. « L'importante présence cubaine et soviétique au Nicaragua a impliqué ce pays dans le conflit Est-Ouest, et les Nicaraguayens doivent se retirer de ce conflit s'ils souhaitent améliorer leurs rapports avec nous », a ajouté M. Shultz, qui s'est rendu au Nicaragua début juin pour tenter de débloquent le dialogue entre Washington et Managua. Il a une fois de plus accusé le Nicaragua, en des termes particulièrement durs, « de contrôler et d'approvisionner en armes les guérilleros au Salvador ». — (AFP.)

Haute-Volta

L'exécution de sept « conjurés » marque un tournant du régime du capitaine Sankara

De notre envoyé spécial

Ouagadougou. — La Cour martiale révolutionnaire de Ouagadougou a statué, lundi 11 juin, sur le sort des personnes impliquées dans ce que les autorités voltaïques présentent comme le « putsch manqué du 28 mai » (le Monde du 11 juin). Sept « conjurés » ont été immédiatement fusillés après le verdict. Il s'agit du colonel Didier Tiendrebogo, des lieutenants Moumouni Ouedraogo (ancien aide de camp du général Lamizana, chef de l'Etat de 1966 à 1978) et Maurice Ouedraogo ; de M. Adama Ouedraogo, homme d'affaires de Ouagadougou ; du major de la gendarmerie Barnabé Kabore ; du sergent Moussa Kabore, et de M. Issa Anatole Tiendrebogo, pilote.

Cinq autres accusés ont été condamnés à des peines de travaux forcés : M. Paul Rouamba, ministre plénipotentiaire (condamné à perpétuité) ; le lieutenant Tapsoha Boukari (condamné à trente-deux ans) ; Salvatogo Sitongo, électricien (condamné à vingt et un ans) ; Amboise Norgo, soldat (condamné à dix-sept ans) ; Barthélemy Kabore, commandant de gendarmerie (condamné à quinze ans). Enfin, quatorze personnes, envers qui la cour n'a pu recueillir des preuves « tangibles et irréfutables » de leur participation au « gouvernement famoché qui allait être instauré » ont été acquittées.

D'autre part, le commandant Jean-Baptiste Lingani, ministre de la défense nationale, a reçu, mardi 12 juin, l'ambassadeur de France à Ouagadougou, M. Jacques Le Blanc, ainsi qu'un autre ambassadeur. Selon le présentateur du journal de la télévision voltaïque, cet entretien « avait pour but de mettre en garde des ambassadeurs ». Ce commentaire, apparemment laconique, prend une certaine connotation lorsque l'on sait que les médias officiels ont laissé entendre que le complet

du 28 mai aurait eu des ramifications à l'étranger. De source diplomatique voltaïque, on met également en cause le professeur Joseph Ki Zerbo, historien de renom, réfugié depuis octobre 1983 à l'étranger. Ces verdicts sont intervenus vingt-quatre heures après la destruction, au cours d'un incendie criminel, des locaux abritant l'imprimerie du quotidien indépendant l'Observateur, que dirige M. Edouard Ouedraogo. Accusés par les dirigeants voltaïques d'être le refuge des nostalgiques « réactionnaires » des anciens « régimes bourgeois », l'Observateur et ses journalistes ont été plusieurs fois inquiétés dans le passé. Depuis le 4 avril dernier, un nouveau quotidien, progouvernemental, Sidwaya, a vu le jour.

Le verdict de la Cour martiale d'Ouagadougou, par sa sévérité, marque un tournant dans l'évolution du régime du chef de l'Etat voltaïque, le capitaine Thomas Sankara. Jusque-là, les anciens dirigeants étaient seulement poursuivis pour « détournement de fonds publics » et corruption, et condamnés à de lourdes amendes et à des peines de prison relativement faibles. En outre, pour la première fois dans l'histoire de la Haute-Volta, des peines capitales ont été prononcées par un tribunal et exécutées. Ce verdict, qui, selon la télévision voltaïque, « devrait faire réfléchir plus d'un prétentieux », illustre l'apreté des luttes politiques qui se sont engagées dans le pays depuis plusieurs mois (le Monde du 12 juin) et l'existence d'une opposition qui, bien que minoritaire, ne se satisfait pas du processus « révolutionnaire et populaire » engagé depuis le coup d'Etat du 4 août 1983.

LAURENT ZECCHIN.

JP 11/10/1980

politique

LES ÉLECTIONS CANTONALES PARTIELLES DEPUIS OCTOBRE DERNIER

La gauche toujours très minoritaire

A quelques jours des élections européennes, il est intéressant de se pencher à nouveau sur ce précieux baromètre électoral que constituent les élections cantonales partielles (1).

Depuis le 1^{er} octobre, on en compte exactement treize qui se sont déroulées sur le territoire métropolitain. On ne reviendra pas en détail sur les précautions de méthodes nécessaires pour un bon usage de l'instrument : le filtrage des élections pour ne retenir que celles qui ont vu s'affronter au renouvellement général comme à la partielle un candidat du PC, du PS-MRG ou de l'opposition, ce qui permet, en définitive, de conserver vingt-trois de ces trente élections ; le cumul des résultats pour gommer les spécificités locales ou le poids des personnalités ; enfin, la distinction selon l'élection de référence. Ce dernier point est essentiel : la gauche était, en effet, majoritaire aux élec-

par JÉRÔME JAFFRÉ et JEAN-LUC PARODI (*)

un an), - 5,3 points par rapport à la consultation de 1982 (- 5,3 points également l'année dernière). La gauche recule huit fois sur onze dans les cantons de la série 1979 et douze fois sur douze dans ceux de 1982.

Ainsi donc, la gauche, après avoir accusé une très forte baisse dans l'opinion après la troisième dévaluation et le deuxième plan de rigueur, a stabilisé ses positions depuis le printemps 1983. Mais elle campe depuis à un niveau qui la situe en deçà des 45 % et place l'opposition au-delà des 55 %. La « reconquête de l'opinion » que les socialistes appelaient de leurs vœux reste un objectif dont la réalisation n'est pas encore engagée.

2) La baisse de la gauche est étale. - Aucun des deux éléments

(- 8,1 points), mais, dans notre échantillon, le PC était bien au-dessus de sa moyenne nationale avec 28,1 % des voix ; légère par rapport à 1982 (- 1 point), mais le parti avait déjà enregistré dans cette élection le contrecoup de son grand recul du printemps 1981. A l'échelle de chaque canton, le recul du PC est presque systématique : onze fois sur onze par rapport à 1979, onze fois sur douze par rapport à 1982. On note, enfin, que le PC perd beaucoup de terrain dans ses zones de force : - 5,8 points à Excideuil, - 14,5 points à Dozulé (dans les deux cas, il perd le siège) et - 7,4 points à Conques-sur-Orbiel où il le conserve. Au total, le PC perd quatre des six cantons qu'il détenait et n'en gagne qu'un.

Pour sa part, le PS-MRG maintient à peu près ses positions par rapport à 1979 (- 1,4 point), mais la stabilité socialiste peut ici masquer un double mouvement : de gains au détriment du PC et de pertes en direction de la droite. Par rapport à 1982, il se confirme que la gauche non communiste est désormais en première ligne du recul de la majorité : la perte y est de 4,1 points contre 1 point seulement pour le PC (tableau 2). Pour le PS aussi, le recul est désormais la règle, dans la proportion de deux cas sur trois : par rapport à 1979, il perd sept fois du terrain et n'en gagne que quatre ; par rapport à 1982, il recule à huit reprises et améliore ses positions quatre fois.

A certains signes, cependant, le recul socialiste apparaît limité. Sur les trente sièges en compétition, le PS et le MRG conservent le même nombre de conseillers généraux (sept) qu'ils détenaient à l'issue des scrutins de 1979 et 1982. En voix, par rapport à 1982, le recul socialiste apparaît bien moindre que celui annoncé par les sondages d'intentions de vote pour le 17 juin prochain : 27 % des voix au lieu de 31,1 %.

Tableau 1 - Le bilan des cantonales partielles par rapport à 1979 (en % des suffrages exprimés)

	Cantonales 1979	Cantonales partielles octobre 1983-3 juin 1984	Ecart
Parti communiste	28,1	29	- 8,1
PSU, extrême gauche	9,2	8,3	+ 0,1
Parti socialiste, MRG	22	20,6	+ 1,4
TOTAL GAUCHE	59,3	46,9	- 9,4
RPR, UDF, divers droite et sans étiquette	49,7	59,1	+ 9,4
Écologistes	-	-	-

Tableau 2 - Le bilan des cantonales partielles par rapport à 1982 (en % des suffrages exprimés)

	Cantonales 1982	Cantonales partielles octobre 1983-3 juin 1984	Ecart
Parti communiste	16,1	15,1	- 1
PSU, extrême gauche	9,2	8,3	- 0,2
Parti socialiste, MRG	31,1	27	- 4,1
TOTAL GAUCHE	47,4	42,1	- 5,3
RPR, UDF, divers droite et sans étiquette	51,7	57,2	+ 5,5
Écologistes	0,9	0,7	- 0,2

tions cantonales de 1979 (avec 52,3 % des voix) et déjà minoritaire à celle de mars 1982 (avec 48,1 %).

Sous réserve de ces précautions, il apparaît que les élections cantonales de ces huit derniers mois confirment et même accentuent les enseignements de notre précédente étude.

1) La gauche reste minoritaire. - A quelques décimales près, le recul de la gauche entre octobre 1983 et juin 1984 (voir tableaux 1 et 2) est exactement le même que celui enregistré entre mars et septembre 1983. Il est de - 9,4 points par rapport au scrutin de 1979 (- 9,8 points il y a presque

auxquels on est tenté de faire appel pour nuancer ce constat n'est pourtant. La gauche ne recule pas moins dans la toute dernière période ; ses pertes ne sont pas directement liées au degré de mobilisation de l'électorat.

Contrairement à ce que pouvaient laisser penser les municipales partielles de Thionville et de Houilles, les résultats intervenus depuis la mi-mars ne sont pas meilleurs pour la gauche. Si l'on examine les cantonales intervenues depuis cette date, le recul est systématique et le plus souvent très net. Par rapport à 1979, la gauche recule de 11 points à Moyenneville (Somme), de 9,7 points à Vigneux (Essonne) et de 11,5 points à Saint-Gaultier (Indre). En référence à 1982, le recul est également de règle : - 8,9 points à Excideuil (Dordogne), - 3,1 points à Conques-sur-Orbiel (Aude) et - 6 points à Gimestas (Aude).

Sur la participation, l'hypothèse, souvent évoquée à gauche, d'un recul lié à l'absence de mobilisation des électeurs socialistes ou communistes ne paraît pas vérifiée de manière satisfaisante. Certes, on observe une légère tendance à un moindre recul là où la participation électorale diminue le moins par rapport à la consultation générale antérieure. Mais il ne s'agit que d'une tendance et non d'une règle. Dans plusieurs cantons, la gauche recule fortement, alors que le niveau de participation est très inférieur à celui enregistré en 1979 ou 1982. C'est le cas, par exemple, à Hornoy-le-Bourg (Somme), Excideuil, Dozulé (Calvados), Saint-Gaultier ou Moyenneville. Inversement, il lui arrive de fort bien se comporter là où la très forte baisse de participation électorale aurait dû lui nuire. C'est le cas à Verno, en Moselle, et à Aix-les-Bains, en Savoie.

3) Le PC et le PS sont tous les deux victimes de ce recul. - Pour le Parti communiste, l'analyse de la période mars-septembre 1983 n'avait pas permis de conclure avec netteté. L'examen de cette série de partielles indique plus clairement une tendance à la baisse. Massive par rapport au scrutin de 1979

A l'approche des élections européennes, le baromètre des cantonales partielles confirme donc l'existence d'un rapport de forces très favorable à l'opposition, et qui pourrait même se trouver accentué le 17 juin par le jeu de l'absentéisme différentiel dans un scrutin de faible mobilisation. Les indicateurs confirment également que pour le PC la simple réédition du score de M. Marchais à l'élection présidentielle (15,5 % des voix) serait satisfaisant. Pour le PS, le recul est désormais la règle, mais il sera vraisemblablement accentué par le mode de scrutin proportionnel de l'élection européenne.

On voit ici l'effet congulateur exercé par le scrutin majoritaire, y compris dans des élections cantonales. L'espace de la gauche modérée, du centre-gauche, voire d'une partie du centre, y est occupé par le PS. En revanche, aux élections européennes, où la concurrence vient de la gauche, du centre-gauche et des écologistes, l'électorat potentiel tend à s'éparpiller, et le score socialiste fond comme neige au soleil. Élément important pour la réflexion future des socialistes sur le mode de scrutin : dans la situation politique actuelle, le scrutin majoritaire pourrait maintenir leur parti au-dessus des 25 %, la mise en place d'une vraie proportionnelle le rapproche de l'étage des 20 %.

Quant à l'opposition, elle peut à bon droit se réjouir. Elle aborde les élections européennes avec un très net avantage de départ, supérieur à dix points. Mais, depuis neuf mois, elle n'a pas réussi à accroître son avance. La grande mobilisation de ces derniers mois sur l'enseignement privé a sans doute conforté l'hostilité de son électorat envers le gouvernement de gauche, mais elle n'a pas suffi à créer un nouveau décrochage électoral. La domination de la droite reste étale depuis le deuxième plan de rigueur et paraît liée avant tout aux échecs et aux difficultés de la majorité actuelle en matière économique ; l'amorce d'un redressement d'ici 1986 serait de nature à la réduire. Pour les électeurs français, les résultats économiques comptent davantage que les querelles idéologiques.

L'âge de la retraite des hauts fonctionnaires

ACCORD ENTRE LE GROUPE SOCIALISTE DE L'ASSEMBLÉE ET LE GOUVERNEMENT

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale est parvenu à un accord avec le gouvernement sur les projets de loi qui ramènent de soixante-huit à soixante-cinq ans l'âge limite de départ à la retraite des hauts fonctionnaires entre autres personnels de l'Etat. Ces textes doivent venir en discussion au Palais-Bourbon ce mercredi 13 juin. Les exceptions à la règle seront limitées, comme le souhaitent les socialistes.

Le gouvernement se réserve simplement la possibilité de nommer aussi « professeurs émérites » certains titulaires de hautes distinctions qui pourront ainsi conserver certaines activités. Dans le projet initial, il était prévu que ces derniers resteraient en place jusqu'à soixante-huit ans.

En revanche, les députés socialistes ont accepté - contrairement à ce qu'avait décidé la commission des lois - l'échéancier du départ à la retraite pour les membres du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes et de la Cour de cassation tel que le gouvernement l'avait primitivement prévu, moyennant un engagement de sa part de procéder à des nominations suffisantes pour faire face aux départs. Il est apparu que l'application de la règle voulue par le gouvernement ne ferait partir, avant 1986, au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes que le tiers des personnes directement intéressées par cet abaissement de l'âge de la retraite.

(*) Respectivement maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris et maître de recherches au CEVIPOF. Centre d'études de la vie politique française.

(1) Voir notre précédente étude : « La gauche au-dessus des 45 % » (Le Monde daté 9-10 octobre 1983).

UN ARBRE EQUIPE ADIDAS DE LA TETE AUX PIEDS.

Depuis de nombreuses années, BULL participe à l'expansion rapide du groupe alsacien Adidas, tant au plan de la gestion que de la production. C'est à partir de 1979, qu'une politique nouvelle, audacieuse, adaptée à la réalité du terrain et tournée vers l'utilisateur a été mise en place. Cela s'est traduit par l'organisation autour d'un système central DPS 7, d'un réseau d'ordinateurs satellites Mini 6, assurant la décentralisation de l'informatique dans les services commerciaux, comptables et techniques. Ce réseau informatique a été complété au niveau de l'utilisateur final, par des équipements Micral 90 et des stations bureautiques TTX. En offrant des produits de haute technologie fabriqués dans ses établissements industriels français et en assurant la maîtrise des réseaux de communication dans les entreprises industrielles, l'équipe BULL marque des points.



LE MONDE
diplomatique

JUIN 1984

CI-GIT UNE EUROPE DÉSUËTE
(Claude Julien)

Les Etats-Unis et El Salvador
OBJECTIF DE PAIX, STRATÉGIE DE GUERRE
(Michael Stukenberg)

UNE GRANDE OFFENSIVE DU VATICAN
CONTRE LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

- La peur d'une contagion marxiste (François Houtart).
- Le mouvement d'une pensée surgie de l'action (Guy Pettid-mangel).
- Les communautés ecclésiales de base (Michel Piton).

CUBA : TENSIONS INTERNES ET CRISES INTERNATIONALES

De la médiocrité au décollage (Joseph Casas). - Face aux conflits d'Amérique centrale (Carlos Rafael Rodriguez). - Les grandes manœuvres de M. Reagan (Gino Lofredo). - Les aspirations des citoyens dans une structure étatique taillée sur mesure (Françoise Barthélémy). - Le « roman témoignage » (Claude Fell). - Miguel Barnet devant « l'arc fabuleux et chaotique » d'une culture foisonnante. - Graham Greene : « Pas de baie des Cochons pendant la terreur de Batista ».

- Les travaux de la Commission trilatérale : tentations de la coexistence (Georges-Albert Astre).
- Conflit de pouvoirs entre M. Reagan et le Congrès sur la politique étrangère (Marie-France Toinet).
- Cameroun : Les hoquets du changement et les pesanteurs de la continuité (Achille Mbembe). D'importants atouts pour réorienter une économie extravertie (Maurice Vincent).
- Quand le débat politique éclipsa les enjeux européens : une irrégulière compétition électorale (Gilbert Corneil).
- Un livre d'Alain Woodrow sur les jésuites : pouvoirs, mission et contemplation (Pierre de Charentenay).
- Caméras politiques : « Le mystère Silkwood » (Ignacio Ramonet et Jean-Paul Moutri).
- Les livres du mois.

Une nouvelle de Hassan Mela Ali Qizilji
LE THÉ DU DIWAKHANA

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09



les élections

L'Europe à la recherche d'une voix

II. - Les désillusions de l'espace méditerranéen

par PHILIPPE LEMAITRE

Les dix pays de la Communauté européenne sont confrontés à de graves échecs et devront résoudre, sans tarder, des problèmes complexes. Aussi 1984, année électorale, apparaît-elle comme une année de rupture avec le passé (le Monde du 13 juin).

La Communauté de demain portera-t-elle davantage la marque des États du Sud ? L'adhésion de l'Espagne et du Portugal, venant après celle de la Grèce, fera-t-elle naître une solidarité méditerranéenne ? Les pays méditerranéens plus nombreux et plus unis réussiront-ils à imposer aux partenaires du Nord à l'équilibre des règles de fonctionnement de la Communauté et en particulier de celles de la politique agricole commune (PAC) conçue principalement en fonction des intérêts des régions du Nord ?

Voilà des questions à la mode qui, avec leur charge de soleil, de chaleur humaine, d'identité régionale, tranchent agréablement sur la grisaille habituelle des discours communautaires. Elles donnent l'occasion de colloques et fournissent des arguments aux hommes politiques qui ont le souci d'apaiser les tensions soulevées chez leurs administrés par l'élargissement. Cependant, à Paris comme à Rome, la réaction de ceux qui suivent sur le terrain les affaires de la Communauté est instantanée : « Slogan d'intellectuels. Idées fausses dont le seul objet est de chercher à accentuer le caractère redistributif de la Communauté ».

Des partenaires éloignés

L'élargissement, considéré partout comme une perspective irréversible et au demeurant politiquement souhaitable, « se présente comme une très mauvaise affaire pour tous », confie crûment un haut fonctionnaire italien. Ton nouveau, à Rome du moins, où le discours officiel demeure favorable à l'entrée de l'Espagne et du Portugal. Comment ne pas constater, en effet, que l'élargissement va rendre plus aigües les difficultés budgétaires et agricoles du Marché commun. Il n'est pas moins évident que la transformation de la Communauté, caractérisée par davantage de rigueur financière, une PAC plus disciplinée, l'accent mis sur l'action industrielle avec, comme corollaire, le renforcement du marché intérieur et de la coopération monétaire, ne va pas dans le sens d'un rééquilibrage Nord-Sud.

Telle est la réalité. Les PIM (programmes intégrés méditerranéens), proposés sans conviction par Bruxelles, mais qui apparemment mettent du baume au cœur des élus méditerranéens, ne doivent pas faire illusion. Les transferts financiers susceptibles d'être effectués par la Communauté demeureront marginaux. Plus que jamais la construction de l'Europe pèsera sa force dans ses régions continentales. Au mieux peut-on espérer que l'attachement qui réunit d'un nouvel essor collectif favoriserait dans chacun des États concernés la poursuite, voire l'intensification, des efforts nationaux de solidarité au profit des régions défavorisées. Bref, les incantations sur le « rééquilibrage salvateur » relèvent soit de l'illusion lyrique, soit de l'imposture.

Que désigne-t-on au juste par « problèmes méditerranéens de la Communauté » ? Il y a souvent confusion dans la définition. On pense, selon les cas et les interlocuteurs, au rôle respectif joué par la France et par l'Italie, au changement de décor provoqué par l'adhésion de la Grèce, puis bientôt de l'Espagne et du Portugal, parfois aussi, trop rarement, aux efforts à accomplir pour maintenir des relations étroites avec les partenaires de la Communauté en Afrique du Nord et en Méditerranée orientale.

La France et l'Italie, malgré leur parenté, sont demeurées depuis la signature du traité de Rome des partenaires lointains. Leurs industries, plutôt crâives avant que débute l'entreprise, ont bénéficié de façon comparable de l'essor spectaculaire des échanges qui a accompagné la mise en place du Traité de Rome. Là s'arrêtent les similitudes. La politique européenne de l'Italie a toujours présenté deux faces bien distinctes. Au niveau des discours, une adhésion sans faille à l'idéal commun. Depuis la guerre l'« euro-péisme », comme on dit à Rome, combiné à une fidélité parfaite à l'alliance atlantique, a tenu lieu de politique étrangère à l'Italie, guérie par l'expérience mussolinienne, de la tentation d'aventures extérieures.

Tous les partis le pratiquent avec une prédilection pour les projets institutionnels. Leurs représentants au Parlement européen ont ainsi voté, unanimes, la résolution Spinelli dont M. Mitterrand vient de saluer l'« inspiration ». Cependant, dans la pratique, c'est-à-dire dans la négociation européenne, c'est une autre gouvernance qui prévaut, oubliant tout grand dessein, tout adopté un profil bas et sont parvenus à obtenir les dérogations ou les aides qui leur ont permis de préserver largement l'intérêt national.

Cette manière de faire qui les conduit à sortir de la légalité communautaire (les fraudes sur les vins et sur les concentrés de tomate défraient actuellement la chronique bruxelloise) irrite les autres membres. Pourtant ceux-ci en sont eux-mêmes en partie responsables dans la mesure où la PAC n'a pas été capable d'intégrer efficacement les agricultures méditerranéennes. Les Italiens se débrouillent. A chaque marathon ils arrachent quelques avantages - des « pourboires », commentent les autres dédaigneusement - alors qu'ils aspiraient à un traitement tout simplement équitable.

Les Français leur donnent parfois un coup de main, occasion pour évo-

quer ensemble le sort peu enviable réservé aux paysans méditerranéens. Mais, obnubilé par la priorité accordée à l'axe franco-allemand, Paris n'a jamais vraiment cherché à se faire un allié de l'Italie. Comment ne pas noter à cet égard que la RFA a su ne pas négliger ses autres voisins. Parler, dans ces conditions, de « solidarité méditerranéenne » relève de la farce. D'autant qu'assistent la France, mais aussi l'Italie, malgré l'importance économique, politique et culturelle que représente pour elle le Mezzogiorno, ont comme sentiment dominant d'appartenir à l'Europe continentale, celle à laquelle est attachée l'image du dynamisme.

Une diplomatie plus autonome

Pourtant une certaine effervescence est perceptible à Rome. L'euro-péisme, s'il reste un élément de la politique étrangère, est moins vif. La nouvelle génération qui a pris le pouvoir a une approche plus réaliste, moins lyrique de la construction européenne. Elle est peut-être un peu moins systématiquement atlantiste, même si le camp américain demeure bien vivant. Le président du conseil socialiste, M. Craxi, ou le ministre des affaires étrangères, M. Andreotti, comme pour répondre à une aspiration nationale à plus de prestige, semblent soucieux de promouvoir une politique extérieure plus autonome. L'économie amorce hardiment la reprise. « Les chefs d'entreprise sont motivés, prêts du miracle », raconte le jeune président d'une banque publique, de retour du Piémont.

Telles sont, bien sûr simplifiées, les données d'un possible changement. Considérés sous l'angle communautaire, les éléments positifs et négatifs sont étroitement mêlés. Les industriels sûrs d'eux-mêmes manifestent du scepticisme à l'égard des projets de coopération européenne. Les tentatives de rapprochement faites par la France ont, dans la plupart des cas, échoué. « Ce fut souvent par notre faute », admet-on à l'ambassade de France à Rome où l'on souligne que nos POC « perdent l'habitude de considérer la coopération comme une opération qui, par nature, doit être à dominante française ». La réflexion ne s'applique pas au refus italien de participer à l'Airbus et à la préférence donnée à Douglas, très mal accueillie du côté français. Les tentatives faites par la Commission européenne pour rassembler les efforts dans les secteurs de l'électronique, des télécommunications, n'ont pas encore tout à fait convaincu. L'attraction qu'exercent la technologie et les marchés américains ou japonais reste vive. On décèle néanmoins dans chacun des propos entendus une attitude ambiguë, comme un scrupule à ne pas essayer de jouer le jeu avec les partenaires de la Communauté.

L'option européenne, à condition d'être pragmatique et rapide, conserve une chance. « C'est la politique qui dirige », affirme M. Battaglia, vice-président du Parti républicain. Même s'ils ont partiellement rompu avec leur euro-péisme institutionnel, les Italiens ont apprécié le coup de chapeau donné par M. Mitterrand au projet Spinelli. Ils semblent soucieux, comme les Français, de ne pas concéder davantage à M^{me} Thatcher... Les

points de convergence ne manquent donc pas.

D'autres dossiers se présentent sous un jour plus difficile. Les Italiens, comme les Grecs, craignent, non sans raison, de figurer parmi les principales victimes de la « classe au gaspi » entreprise par la Communauté. Que fera le gouvernement de M. Papandréou si les crédits alloués à l'économie hellénique sont réduits ? La Grèce, qui subit encore le choc de l'adhésion (ses importations en provenance de la CEE ont davantage progressé que ses exportations vers les Neuf), a besoin de crédits. « Nous demandons plus d'Europe, plus de ressources propres, une coopération méditerranéenne effective. Nous demandons un développement de la Communauté allant dans le sens du rééquilibrage », nous explique un haut fonctionnaire hellénique. Discours compréhensible, légitime, mais qui ne va sûrement pas dans le sens de l'histoire.

Douloureuse lucidité

Les Italiens ont compris que l'adhésion de l'Espagne et du Portugal ne pouvait qu'accroître les pressions qu'exercera la plupart de leurs partenaires pour parvenir à une Europe moins dépeuplée. La réforme de la PAC ne s'arrêtera pas aux quotas laitiers. A la Française, le ministre des affaires étrangères, on entend parler - c'est un langage nouveau - de renforcement des disciplines, de profondeurs financières, de quotas à propos du vin ou des fruits. Cette douloureuse lucidité n'exclut pas pour autant la possibilité de conflit avec la France. Les intérêts méditerranéens, encore une fois, n'existent pas en tant que tels.

Le jeu, au cours des mois à venir, promet d'être passionnant. C'est un mot d'usage rare quand on parle de l'Europe. Au niveau des discours politiques, on ressent un besoin renouvelé d'action collective, qui répond au vœu de l'opinion publique. L'enjeu demeure le même : acquiescer plus d'autonomie pour l'Europe, lui donner une seule voix, alors que les difficultés économiques internes et les tensions internationales redoublent de l'élan aux forces centrifuges.

Prochain article :

LES MAUVAIS ÉLÈVES

par CLAUDE TRÉAN

● Le MCA et l'UFCP : abstention. - Le Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA, proche de l'ex-FNLC, indépendantiste) et l'Union du peuple corse (UPC, autonomiste) appellent à l'abstention aux élections européennes. Le MCA souligne, pour sa part, qu'« aucune des listes en présence ne s'est prononcée pour la reconnaissance des droits nationaux du peuple corse ». Pour l'UPC, « le peuple corse a besoin d'une Europe unitaire, solidaire et fraternelle, mais cette Europe-là est encore à construire, et, à la veille de la consultation du 17 juin, aucune des listes ne remet en cause la structure actuelle, celle d'une Europe des États et des marchands ».

Et si l'avenir de l'Europe passait par la culture ?

Léonardo Sciascia, Karl Heinz Stockhausen, Jérôme Savary, Pol Bury, Volker Schlöndorff. L'un écrit, l'autre compose, le troisième met en scène, le quatrième peint, le dernier filme. Un même héritage, une sensibilité commune. La même volonté de regarder au-delà des frontières.

A partir de 5 interviews exclusives de ces 5 créateurs européens d'aujourd'hui, Télérama vous propose son « numéro spécial Europe ».

L'Europe de la culture, la seule qui peut cimenter notre continent.



Un « numéro spécial Europe » de Télérama chez votre marchand de journaux.

Enseignement des Langues
Anglais - Allemand - Espagnol

Nos méthodes ont fait leurs preuves

Cours collectifs

- Préparation aux examens des chambres de commerce
- Américain - Britannique
- Allemand - Espagnol
- Langue des affaires
- Langue courante
- Anglais de l'informatique.

Cours individuels

- Stages individuels intensifs
- Conversion téléphonique
- Perfectionnement individuel.

Formations en entreprises

- Nombreuses références.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
groupe escp
Centre de Formation Permanente
79, avenue de la République 75011 PARIS
Tél. 355.39.06 (p. 1284)

M. Adresse Tél.
Souhaitez recevoir une documentation sur les cours de langues

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
+ d'autres marques

PICARD
Matériel
GARANTI 5 ANS

+
1 blindage acier
15/10"

+
4 goulons d'acier
anti-dégondage

+
3 cornières
anti-pince

à l'extérieur sur le
pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.500 F TTC
Pose et démol. comp.
PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.
22130 Les-Moutonniers
☎ 554.58.06
☎ 554.41.95

CREDIT GRATUIT
3 MOIS

européennes

M. Jospin : le « vote action » contre le « vote sanction »

Dernière ligne droite. Ultime « accélération ». M. Lionel Jospin, à six jours du scrutin européen, a réuni, mardi 12 juin, à Paris, une conférence de presse pour faire le point. C'est-à-dire, comme il est presque rituel, pour une vaste séance de publicité politique comparative entre le « programme socialiste » pour l'Europe et le « non-programme » de M^{me} Veil et de ses colistiers.

Pour le leader socialiste, aucun doute, le choix non plus seulement des militants et des électeurs traditionnels de la gauche mais de l'opinion est clair : qui a mené « une campagne de propositions », réunies mardi dans un document-programme et ayant « valeur d'engagement pour les futurs députés socialistes au Parlement européen » ? Qui, au cours de « dix mille réunions publiques et d'un bon millier de réunions nationales », a conduit « une campagne claire, une campagne de vérité, sans ambiguïté » ? Qui a été capable de réunir sur ces propositions « le comité de soutien le plus large, le plus représentatif, le plus illustre, jamais réuni après 1981 » ? Qui, derrière M. François Mitterrand et son discours de relance européenne à Strasbourg, « approuvé par l'ensemble des députés et des parlementaires européens de toutes tendances, s'est battu et se bat pour l'Europe et une certaine Europe » ?

Réponse de M. Lionel Jospin : « M. Lionel Jospin et l'ensemble des candidats socialistes, le Parti socialiste ». A partir de là, le leader socialiste prône le « vote action » européen contre le « vote sanction » français recherché par la liste d'union de l'opposition. Car il a beau faire, M. Lionel Jospin, il ne voit pas venir le programme européen de M^{me} Simone Veil. Bien plus, il la « met au défi de rassembler ses propositions sur l'Europe et de les écrire noir sur blanc ». « Où sont les propositions de M^{me} Veil sur la sécurité européenne, sur la communauté européenne de défense, sur les problèmes monétaires, sur la réforme de la politique agricole commune, sur le problème crucial des relations de la CEE avec le Japon et les Etats-Unis ? ». Où est le comité de soutien de « cette droite française apparue dans cette campagne comme dogmatique, étroite et isolée » ? « Comment ne pas constater, poursuit-il, que M. Jospin, que, à l'inverse des socialistes et des sociaux-démocrates européens qui ont adopté un programme commun, les listes de droite n'ont été capables de procéder à aucun rassemblement communautaire de leur campagne. »

M^{me} Simone Veil est « isolée », répète à l'envie M. Jospin. Isolée avant et isolée après puisque sa liste « éclatera avec le rattachement de

ses élus à différents groupes du Parlement européen ». M^{me} Veil est « isolée » et, de ce fait, « elle a dévié sa campagne ». Dans le ton d'abord, souligne M. Jospin, « car dès le départ, elle a préféré la caricature au débat d'idées et à l'analyse. Et puis terminer sa campagne en disant des idées de M. François Mitterrand « c'est du vent » ne paraît pas très digne ».

Sur le fond ensuite, car « la campagne de la droite a complètement basculé vers la politique intérieure, débordant ainsi un débat aux électeurs. Il est tout de même paradoxal que ce soit Simone Veil ancienne présidente du Parlement européen, qui a ainsi couronné la faiblesse de la prise de conscience européenne ».

A partir de ce constat, vote action de gauche contre vote sanction de droite, M. Lionel Jospin trouve « une raison de plus pour que des centaines de milliers de Français se rassemblent autour de la gauche. Et ne s'égarent pas à voter pour des petites listes qui auraient eu leur place si l'enjeu avait été purement européen ».

Il ne l'est pas, admet M. Jospin. Car « la droite prépare une véritable agression sociale, une régression des valeurs culturelles et intellectuelles ». Il s'agit donc de « rassembler autour des valeurs de la République et du progrès ». Même si cet enjeu n'est qu'à venir.

PIERRE GEORGES.

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

M. Doubin se situe dans la majorité présidentielle et dénonce l'« archaïsme » du « bloc de gauche »

Premier invité des quatre « Grand jury RTL-Le Monde » consacrés aux élections européennes, M. François Doubin, secrétaire national du MRG, a expliqué, mardi 12 juin, que les électeurs qui approuveront leurs suffrages à la liste ERE européenne (qu'il conduit avec MM. Olivier Stirn et Brice Lalonde) ne voteront ni pour la majorité ni pour l'opposition. Ces électeurs se prononceraient « pour des gens qui ont réussi à se mettre d'accord alors qu'ils représentent trois courants différents », pour une « ouverture qui permette de faire autre chose que de s'insulter et de s'enfermer dans des schémas dépassés ». Se situant « dans la majorité présidentielle », et affirmant se reconnaître « intégralement dans le nouveau langage (tenu par M. François Mitterrand) depuis six mois », M. Doubin s'est déclaré « homme de gauche » qui n'appartient pas à cet « archaïsme », à ce « bloc compact » que représente la gauche.

Après avoir dénoncé « le bruit qui n'est que décibels » fait par la « bande des quatre », il a assuré que la liste ERE est la plus européenne et qu'elle propose « une autre conception de la politique », en disant aux Français : « La politique, c'est votre affaire ». Refusant le qualificatif de « poujadiste », M. Doubin a dénoncé, en revanche, « le poujadisme mondain de

M^{me} Gomez » et celui « casqué de M. Le Pen », et a fixé à cinq députés et 6 % des voix l'objectif de sa liste. Puis, il s'est dit « choqué » et « scandalisé » par le fait que, en raison de la bipolarisation, on en soit arrivé à traiter de « renégats » ou de « traitres » ceux qui « se hasardent à transgresser cette espèce de ligne de barbelés avec miradors idéologiques qui séparent les deux camps ».

En proposant « les Etats unis d'Europe », il s'agit, a observé M. Doubin, « d'allumer tous les réacteurs pour essayer de pousser le plus fort ». « Si nous ne faisons pas l'Europe nous-mêmes, on la fera contre nous », a-t-il ajouté, avant de justifier ses propositions de ministères européens dont les décisions s'imposeraient aux « égoïsmes nationaux ». « Si nous avions un ministre des droits de l'homme (...) n'aurait-il pas un poids plus grand que les différences (...) ambassades européennes pour exiger la libération des Sakharov ? ». « Si-t-il demandé, jugeant ni « concevable », ni « normal », qu'il y ait « une Europe à deux vitesses où les uns sont capables de se protéger eux-mêmes, et où les autres dépendent du bon vouloir américain ». M. Doubin a souhaité que les industries d'armement soient dans un premier temps placées « sous contrôle européen unique » avant d'en venir à la question du commandement intégré.

Interrogé sur le chômage, pour lequel, a-t-il dit, il n'y a pas de « remède miracle », M. Doubin a indiqué que ce n'est pas de la réduction à trente-cinq heures des horaires de travail qu'il faut attendre un redressement de la situation, mais « de la création d'entreprises dans des secteurs de pointe à condition que celles-ci trouvent une main-d'œuvre qualifiée ».

PC ET PS S'ABSTIENNENT SUR LA RÉFORME DU « REDRESSEMENT JUDICIAIRE » MODIFIÉE PAR L'OPPOSITION

Le Sénat a achevé, mardi 12 juin, l'examen du deuxième volet de la réforme relative aux entreprises en difficulté (le Monde du 7 au 13 avril, et du 7 au 10-11 juin). A la suite des modifications apportées, l'intitulé du texte est devenu, d'un commun accord entre les sénateurs et M. Robert Badinter, ministre de la justice, « projet de loi relatif au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ».

Malgré l'avis défavorable de la garde des sceaux, M. Jacques Thyraud (RI, Loire-Cher) a fait adopter un article additionnel prévoyant des règles spécifiques en cas d'ouverture d'une procédure appliquée à une entreprise de presse, avec notamment la désignation d'un représentant des rédacteurs, la soumission du plan de redressement aux rédacteurs et la prise en compte de la clause de conscience par le jugement qui arrête le plan. M. Badinter n'a pas manqué de déceler quelque paradoxe entre ces propositions et la suppression décidée par le Sénat de l'équipe rédactionnelle dans le projet de loi sur la presse. De même, il s'est opposé sans succès à ce que soit expressément prévue la possibilité pour un commerçant ou un artisan soumis à une procédure collective de continuer à percevoir les prestations d'assurance-maladie. La date d'entrée en vigueur de la loi est repoussée par les sénateurs au 1^{er} juillet 1986.

Le PS et le PC ont justifié leur abstention par les modifications à leurs yeux trop importantes apportées au texte.

A l'attention

des Connaisseurs en Cigares
Les grands cigares PLEIADES sont dès maintenant distribués dans les débits de Tabacs les plus prestigieux de France et bientôt dans toute l'Europe, les USA, et l'Afrique du Sud.
Sirius, double corona : 27,80 F
Orion, grand corona : 23,60 F
Antares, corona : 19,30 F
Uranus, panatella : 23,60 F
sont présentés dans de magnifiques coffrets-tounelets de 24 cigares munis d'humidificateurs Humistat 70, ou en étuis de 3 cigares.
Toute une constellation d'articles de grand luxe accompagne les cigares.

PLEIADES

Tout est différent.

AU SÉNAT

LE RAPPORT DE M. MAURICE BLIN

Des banques fragilisées

Le rapport d'« information » du Sénat sur les banques nationales, qui vient d'être diffusé, n'a rien d'innocent, pas plus que ne l'était celui sur l'endettement extérieur de la France, rendu public il y a un mois. L'auteur du rapport, M. Maurice Blin, sénateur centriste des Ardennes et rapporteur général de la commission des finances du Sénat, ne nourrit pas une affection immodérée pour le pouvoir actuel et pour ses nationalisations.

Il n'est donc pas surprenant que son enquête aboutisse à des conclusions sévères : « Un immobilisme inquiet, un paysage bancaire figé » (le Monde du 13 juin 1984). Mais comme pour l'endettement extérieur, au-delà de la critique politique, l'intérêt de ce rapport est de tirer un premier bilan de deux ans de nationalisation — que l'on appréciera suivant ses convictions — et surtout de mettre sur la place publique des problèmes qui ne manqueront pas de se poser dans l'avenir à tout gouvernement de quelque bord qu'il soit.

D'abord, il est parfaitement exact que, à côté d'une réussite exceptionnelle à l'étranger, les banques françaises voient leur

rentabilité décroître de façon inquiétante dans l'Hexagone et qu'elles ne dégagent pas des résultats suffisants pour constituer des provisions pour créances douteuses en forte et régulière augmentation. Par ailleurs, la réussite à l'étranger risque d'avoir, pour contrepartie, un alourdissement inquiétant des créances sur les pays extrêmement endettés, comme ceux de l'Amérique latine, par exemple. La nationalisation n'a rien arrangé, et le rapporteur a beau jeu de dénoncer le carence de l'Etat actionnaire, qui réserve ses concours en capital aux banques en difficulté, tandis que les banques en bonne santé se voient souvent amputées d'une part substantielle de leur résultat, et ne peuvent générer, pratiquement, aucune fonds propres supplémentaires.

Le reproche d'immobilisme fait par M. Blin s'explique, toutefois, par le souci constant des pouvoirs publics de ne pas traumatiser, par une chirurgie brutale, des établissements auxquels il est, actuellement, demandé beaucoup, essentiellement en faveur des entreprises détreillées. S'il y a eu un changement depuis la nationa-

lisation, c'est peut-être celui-là, réclamé ardemment par les socialistes les plus convaincus. A vrai dire, si on a pu accuser les banques, dans le passé, de ne pas se montrer suffisamment hardies on pourrait, peut-être craindre maintenant que, sous la pression des pouvoirs publics, elles ne le soient trop. A cet égard, le limogement de M. Deguen, président du Crédit commercial de France, amèrement ressenti en France comme à l'étranger, constitue un inflexionnement que beaucoup, et pas seulement dans l'opposition, considèrent comme fâcheux, rejoignant, en cela, M. Maurice Blin.

Est-ce la « mutation inéluctable » que tous les observateurs attendaient, et qu'ils voyaient, plutôt, en faveur des techniques nouvelles, la monétique notamment (moyen de paiements électroniques) ? De toute façon, au-delà des critiques immédiates, un problème de fond reste posé, de plus en plus aigu au fil des ans, celui des sureffets dans la banque, et il devra, tôt ou tard, être résolu.

FRANÇOIS RENARD.

LA MANCHE A 100 A L'HEURE, CA RALLONGE LE WEEK-END!

L'aéroglossier, c'est pratique pour faire la Manche. Hoverspeed vous propose une formule spécialement étudiée pour vos longs week-ends. Un exemple : l'aller-retour pour 4 adultes et leur voiture à partir de 970 F (tarif mini-séjour 60 heures en Angleterre). Avec Hoverspeed, vous découvrez une Manche confortable. Vous êtes bien assis et servis dans votre fauteuil, comme dans un avion. Dans 35 minutes vous débarquerez aussi facilement que vous avez embarqué. Traverser la Manche à 100 à l'heure, c'est passer plus de temps en Angleterre.

Renseignements et réservations. Contactez votre agence de voyages ou :
Hoverspeed-Paris, 24 rue de St-Quentin, 75010 Paris. Tél : (1) 208.11.96/278.75.05
Hoverspeed-Calais. Tél : (21) 96.67.10
Agent Général :
Frederick Lack Travel Service, 4 rue de la Paix, 75002 Paris. Tél : (1) 260.36.48

HOVER SPEED L'ANGLETERRE SUR COUSSIN D'AIR.

Le « vert » est triste

Ce devait être un meeting-spectacle. Ce fut le triste spectacle d'une soirée de patronage sans âme : à peine deux cents personnes dans une salle de la Mutualité, à Paris, pour ce qui devait être le temps fort de la campagne des Verts-Europe-Ecologie.

Ni le match France-Danemark, ni le fait que le meeting ait été organisé par le comité Ile-de-France seul n'expliquent ce meeting raté. « Il y a de moins en moins de gens aux réunions », explique M. Didier Anger, la tête de liste des Verts. Le citoyen est réduit à l'état de fantôme, relié au pouvoir par la télé. »

Les orateurs qui se succèdent à la tribune, à peine écoutés dans le brouhaha des conversations, rivalisent de propos démobilisateurs. M. Yves Cochet, le deuxième de liste, déplore que l'Europe soit « bloquée sur les Etats-nations ». Le porte-parole britannique d'Ecology Party avoue : « Nous sommes habitués à perdre les élections », et M. Rudi Winzen, le Belge, explique que le mieux est d'« avouer ses faiblesses et rester sincère ».

Seule la représentante des Verts allemands, M^{me} Dorothea Piermont, manifeste un certain allant, mais c'est pour s'en prendre à « messieurs les eurocrates », au gouvernement français, fauteur de bombes, et à son « caporal de service, Brice Lalonde, le play-boy arriviste ». Les Verts français n'ont plus de ressort.

R. C.

le nouveau livre de CHRISTIAN CHABANIS

Christian Chabanis
Il était une fois l'enfant



Ce livre restera dans la production de cette fin de siècle, qu'il marque d'une pierre blanche.

Dans « Il était une fois l'enfant », Christian Chabanis démontre, en termes riches et profonds, que tout est si simple dans l'éducation d'un enfant dès lors que l'on sait qui il est et que l'on s'engage à vivre avec lui.

Jean-Marc Louis le République

FAYARD

288 pages
74 F

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

A MARSEILLE

L'opposition célèbre son union en présence de M. Giscard d'Estaing

Il ne furent jamais réunis, mais ils se trouvent chacun au moins une fois aux côtés de M^{me} Simone Veil pour témoigner de leur soutien à la liste d'union de l'opposition. Pour M. Jacques Chirac, ce fut Lille et Paris, pour M. Barre, Lyon et pour M. Giscard d'Estaing, Clermont-Ferrand - modestement - et Marseille, mardi 12 juin, avec plus d'éclat.

Au Palais des congrès de Marseille, plus de trois mille personnes étaient réunies autour de M^{me} Veil, de l'ancien président de la République, de M^{me} Bernard Pons, secrétaire général du RPR, Jean-Claude Gaudin, député UDF-RPR des Bouches-du-Rhône, et de son homologue RPR du département, M. Hyacinthe Santoni.

A la tribune, on se congratulait et s'adressait force louanges. L'heure était à l'union. Il fut même question de l'Europe, et longuement. Avec M^{me} Veil, bien sûr, mais aussi avec M. Giscard d'Estaing, qui avait choisi de clore le dernier grand rassemblement de la campagne de la liste de l'opposition.

De notre envoyée spéciale

Marseille. - Point n'est besoin de chauffer la salle, où chacun après avoir réservé un accueil enthousiaste à M. Giscard d'Estaing, s'évertue à trouver un peu d'air frais en s'éventant avec la dernière brochure du RPR ou de l'UDF. M. Jean-Claude Gaudin ne craint pas cependant de faire monter la température. Il fait siffler à tour de rôle M. Lionel Jospin et le Parti communiste. Il se taille un beau succès quand il parle des « socialistes comparables à ces animaux du Quaternaire, dinosaures ou brontosaures, une espèce en voie de disparition ».

M. Bernard Pons se félicite de la présence de M. Giscard d'Estaing. Il y voit le « symbole » de cette union qu'a voulue l'opposition. M^{me} Simone Veil, qui s'était rendue auparavant à Nice - où le maire de la ville, M. Jacques Médacin, « malencontreusement » retenu par une séance du conseil général, n'avait pu l'accueillir - et à Toulon, choisit à Marseille de s'en tenir presque exclusivement à l'enjeu « européen » du scrutin du 17 juin : « C'est un choix radical qui est proposé : un choix entre l'Europe et la non-Europe. Elle juge que « si les socialistes s'affirment européens, ils sont en tout cas socialistes avant d'être européens ».

M. Giscard d'Estaing, pour sa part, fait applaudir M^{me} Veil et insiste sur la nécessité de « donner à l'Europe les moyens de sa sécurité ». « L'histoire, déclare-t-il à ce propos, enseigne qu'il n'y a jamais eu de grande nation qui n'ait pris elle-même en charge sa sécurité. Nous vivons depuis la dernière guerre dans l'alliance atlantique, qui nous est nécessaire et nous lie à un grand pays ami et libéral. Mais l'Europe doit développer sa « personnalité européenne de défense » et devenir progressivement le « pilier européen de l'alliance atlantique ». « Cela suppose, ajoute M. Giscard d'Estaing, la prise en considération par les puissances nucléaires européennes, et donc la France, des intérêts vitaux de l'Europe et donc de l'Allemagne fédérale. Le parapluie nucléaire français ne doit plus s'arrêter sur le Rhin (...). La France doit déclarer qu'elle prendra en considération, selon des moyens appropriés, le besoin de sécurité de nos partenaires et amis de l'autre rive du Rhin. Enfin, M. Giscard d'Estaing souhaite que le vote du 17 juin soit « à la fois un geste d'encouragement pour l'Europe et un signal d'espoir pour la France », une France qui voit « emportée dans un tourbillon instable des idéologies tandis qu'elle voudrait vivre dans une démocratie libérale, réaliste et juste ».

C. F.-M.

Les partis français et la cause arménienne

L'association Solidarité franco-arménienne (1) a adressé aux chefs de file des listes qui se présentent aux élections européennes un questionnaire sur le génocide des Arméniens organisé par les autorités turques en 1915 et sur les responsabilités qui incombent à cet égard à l'Etat turc actuel. Les réponses reçues confirment la solidarité de la gauche française vis-à-vis de la cause arménienne. M. Georges Marchais estimant que la France « doit agir, au niveau européen comme au plan mondial, et notamment à l'ONU, pour que soit définie et mise en œuvre une solution équitable », et M. Lionel Jospin s'engageant à agir pour que l'Assemblée européenne reprenne l'examen de la proposition de résolution déposée à ce sujet par le groupe socialiste en septembre 1983.

Les responsables de Solidarité franco-arménienne regrettent, toutefois, que le premier secrétaire du PS se conforme à la position du gouvernement français selon laquelle les

« autorités turques actuelles (...) ne sauraient (...) être tenues pour responsables du drame vécu par le peuple arménien et des crimes commis il y a plus de soixante ans » (M. Marchais juge, au contraire, que « l'Etat turc doit en assumer toutes les responsabilités et ne saurait se soustraire à la voie de la négociation, qui doit permettre de trouver une solution »).

En revanche, Solidarité franco-arménienne souligne que, pour la première fois, par la voix de M^{me} Simone Veil, un responsable de l'opposition se prononce pour la reconnaissance du génocide et pour « la recherche d'un dialogue entre les Arméniens et les autorités turques, afin de parvenir à une solution politique de ce problème ». Les listes ERE, les Verts et Réussir l'Europe se prononcent dans le même sens.

(1) 95, rue du Ruissieu, 75018 Paris. Tél. : 606-15-90.

(Suite de la première page.)

Cela dit, imaginer que les dix pays de la Communauté sont prêts à accepter un aussi considérable transfert des pouvoirs des parlements nationaux vers le Parlement européen ne semble guère vraisemblable. Comme il ne serait pas réaliste de juger que ce projet est une fin en soi, qu'il constitue la seule voie de progrès.

J'ai toujours pensé qu'il faut laisser la part du rêve et des perspectives d'avenir mais se dire que les rêves ne se réalisent que si l'on reste pragmatique, si l'on consolide ce qui existe. C'est pour cette raison que j'ai jugé sévèrement le discours de M. Mitterrand à Strasbourg. Il s'est gardé de dresser le bilan de l'action du Conseil européen sous sa présidence au cours de laquelle n'a été réglé aucun des graves problèmes qui se posaient à la Communauté. Par contre, en évoquant le projet de traité d'union européenne, il a choisi la fuite en avant institutionnelle. Cette attitude, que j'ai d'ailleurs souvent dénoncée au Parlement européen, est contraire à l'esprit même des fondateurs qui ont voulu l'empirisme, construire pas à pas de solide.

La Communauté n'en a pas moins besoin d'une union politique renforcée. Il doit y avoir un équilibre entre la coopération politique et le traité de Rome. Il ne peut y avoir de coopération politique crédible si la Communauté économique ne marche pas, et, inversement, n'a de poids que s'il existe une union politique. On l'a bien vu au sommet d'Athènes où les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique qui n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur les quotas de lait, se sont aperçus qu'il serait ridicule, dans ces conditions, de faire une déclaration commune sur le Liban, même si Beyrouth était en feu.

A cet égard, le Parlement européen, en donnant à l'extérieur le sentiment que l'Europe est déjà une entité politique, aide la Communauté économique.

De récents sondages effectués par la SOFRES attribuent aux « petites » listes 20 % d'intentions de vote. Comment expliquez-vous ce pourcentage élevé ? Est-ce qu'il explique à lui seul l'agacement que vous semblez manifester à l'égard de certaines de ces « petites » listes ?

C'est la conséquence directe du mode de scrutin à la proportionnelle. Ces petites listes sont toutefois

Un entretien avec M^{me} Veil

encore plus nombreuses qu'en 1979, et elles sont davantage « politiques ».

Mais je crois surtout que les électeurs n'ont pas encore pris conscience du fait qu'il n'y aura qu'un seul tour le 17 juin et que, s'ils veulent marquer leur opposition au gouvernement, il leur faut voter pour la liste réunissant les formations politiques capables d'assurer la future alternance. Je ne manifeste pas d'agacement. Je trouve normal que des gens qui veulent se compter sur une idée politique se présentent. Mais je crois que ceux qui prétendent ne pas faire de politique et défendent des intérêts catégoriels se trompent d'objectifs. Le Parlement est une institution politique. Le 17 juin il faudra élire des parlementaires et non pas les membres d'un conseil économique et social, qui existe par ailleurs.

Il faut chercher à comprendre ce que veut l'électorat de M. Le Pen

Après l'élection de Dreux, vous avez vivement reproché à l'opposition son alliance avec l'extrême droite et de s'être engagée dans une stratégie dangereuse sans avoir mené une réflexion sérieuse. Aujourd'hui, pensez-vous que l'opposition a évolué dans le sens que vous souhaitiez alors que, par exemple, M. Philippe Malaud, président du CNIP, en huitième place sur votre liste, estime que, au soir du 17 juin, il faudra comptabiliser les voix de l'extrême droite avec celles du RPR et de l'UDF ?

Je crois que, sur ce sujet, M. Chirac a été très clair, ainsi que M. Lecanuet. Je constate aussi qu'après Dreux, à Aubigny notamment, il n'y a pas eu d'autres alliances. Je pense que l'opposition a entrepris la réflexion qu'elle aurait dû commencer il y a un an. Il faut chercher à comprendre ce que veut cet électorat flottant qui vote pour M. Le Pen sans épouser les thèses d'extrême droite. Il faut se demander comment répondre à ses aspirations. Quand je n'ai pas été d'accord avec les choix effectués à Dreux, j'ai parlé de M. Le Pen. Mais j'ai aussi, par ailleurs, exprimé mon inquiétude face à la montée, au sein de la Communauté européenne, d'un nouvel état d'esprit d'intolérance idéologique, contraire au pluralisme qui l'a fait vivre depuis trente ans. Cette intolérance peut casser l'esprit même de la Communauté. J'ai évoqué notamment la radicalisation des sociaux-démocrates au Parlement, leur neutralisme et leur attitude se-

taire. J'avais déjà, à ce moment, lancé les thèmes de ma campagne.

N'avez-vous pas l'impression que vous participez à la radicalisation du débat quand vous reprenez dans vos discours de campagne les arguments de l'opposition, tant en ce qui concerne l'enseignement que la sécurité ?

Ce sont les socialistes qui, par idéologie et pour donner satisfaction à la FEN, ont réveillé une querelle scolaire absurde. L'option a ressemblé très vivement aux atteintes portées à la liberté de l'enseignement. L'opposition n'a pas créé ce mouvement mais elle l'a assumé.

Pour ce qui est de la sécurité, je me place sur le plan européen. L'Europe offre des possibilités d'action en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme. Alors que nos partenaires sont tout à fait favorables à l'organisation d'un espace judiciaire européen, la France refuse toujours de ratifier les conventions d'extradition et se désolidarise ainsi de la plupart des dix pays de la Communauté. Je ne peux comprendre cette attitude. Nous appartenons à une communauté de droit, nous respectons les mêmes règles de procédure, les mêmes règles démocratiques. Le fait même d'invoquer entre nous le droit d'asile est contraire à l'esprit même de la Communauté.

Dans les pays où chacun peut s'exprimer librement, on ne peut qualifier de « politiques » des crimes commis par des personnes qui avaient d'autres moyens que la violence pour s'exprimer. Je comprends la colère des Espagnols face à l'attitude du gouvernement français, dont je dénonce aussi l'attitude en Corse. Après avoir fait preuve d'une très grande naïveté, il est aujourd'hui coupable de graves faiblesses. Il a voulu ménager les autonomistes parce qu'il pensait avoir des sympathies dans ce milieu. Il s'est aperçu un peu tard que son analyse était fautive.

Vous reconnaissez-vous dans l'image que donnent de vous les sondages ?

C'est un des aspects de la vie politique que je n'aime pas. On vous décortique, on vous catalogue... Je ne me reconnais pas dans ces sondages. On ne peut pas réduire une personne à quelques traits de son caractère.

Les personnalités sont plus complexes, plus ambiguës que ne le laissent paraître les images simplifiées.

Récemment encore, dans un hebdomadaire féminin qui vous interrogeait sur votre côté de popularité, vous expliquiez que celle-ci était sans doute due au fait que vous avez été une des premières femmes ministres, mais aussi, disiez-vous, au fait que votre langage n'est pas partisan, que vous refusez tout manichéisme ? Ne pensez-vous pas qu'après cette campagne européenne cette deuxième explication ne soit plus valable ?

Je refuse toujours le manichéisme même si mon langage est très précis quand je dénonce le sectarisme idéologique de la gauche. Je ne vois pas comment on pourrait le nier. Quand j'entends à Bourges ou au Parlement européen mettre sur un pied d'égalité les Etats-Unis et l'Union soviétique, je suis indignée. Je fais campagne sur un choix de société. Il s'agit de

savoir si nous voulons vivre dans une société de type marxiste ou non. Les thèmes de campagne ne sont pas des thèmes de conférence. Dans les meetings, vous êtes bien obligé d'employer des formules. Et encore, j'en emploie très peu, je n'aime pas cela. Ma campagne reste cependant d'un autre niveau que celle de M. Jospin, qui a fait une large part, dans sa campagne, aux attaques personnelles. Je ne l'ai jamais fait.

La démocratie repose sur le jeu des partis politiques

Vous sentez-vous toujours aussi indépendante et marginale ? Ne pensez-vous pas que vous avez créé une part de cette indépendance aux partis politiques ?

Même si, pour cette campagne, j'ai travaillé avec les partis politiques, je me suis toujours sentie indépendante. Je n'ai rien remis. Je défends les thèses d'une liste dont j'ai choisi les orientations politiques et les thèmes de campagne. Je dis les mêmes choses qu'ailleurs, même si, dans une campagne électorale, la forme est parfois différente.

Vous avez dit que, dans un pays, il ne faut pas être « le plus petit rassembleur ». N'auriez-vous pas pu être un plus grand rassembleur en gardant la maîtrise de la composition de la liste que vous conduisez ?

Ce n'était pas possible. On risquait de n'y voir qu'une démarche ou une ambition personnelle. C'est possible dans certaines circonstances. Dans d'autres, je ne crois pas que l'on puisse tout se permettre, parce qu'on bénéficie d'une forte popularité. Ce n'est pas une conception de la démocratie. Cela n'aurait guère de sens de dire : « Qui m'aime me salue ». La démocratie repose sur le jeu des partis politiques et non sur les démarches personnelles. Ma démarche n'avait de sens que si j'avais le soutien des formations politiques. Bien sûr, c'était tentant de décider seule ; mais ce que je voulais, c'était avant tout que l'opposition se rassemble. Il me fallait accepter le déroulement des procédures démocratiques au sein de chaque formation pour désigner ceux qui deviendraient mes collègues.

Vous pensez-vous des allusions répétées de M. Jacques Chirac à votre future accession à la présidence de l'Assemblée de Strasbourg ? En 1982, les gaullistes n'étaient pas particulièrement prêts à favoriser votre réélection.

Je pense que M. Chirac a surtout voulu rappeler les fonctions que j'ai exercées dans le passé. Car on ne sait pas quelle sera la nouvelle majorité au Parlement ni quelles alliances se constitueront. Il est bien trop tôt pour élaborer des projets de ce genre. L'élection à la présidence est du ressort des groupes politiques, et on ne sait pas à l'avance quel jeu ils joueront.

N'avez-vous pas l'impression que, dans cette campagne, vous jouez votre avenir politique en France ? Quel pourrait-il être selon vous ?

On ne veut jamais croire que je vis au jour le jour, sans établir de plans de carrière, sans ambition, si ce n'est d'atteindre l'objectif pour lequel je me bats dans l'instant présent. C'est pourtant la vérité.

Propos recueillis par CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Dans l'entourage de M. Mitterrand on a fait plus grave que M. Hersant affirme M^{me} Veil

Il y a dans l'entourage de M. Mitterrand des hommes qui ont fait des choses plus graves que M. Robert Hersant, a déclaré M^{me} Simone Veil, mardi 12 juin, à Toulon, au cours d'une conférence de presse.

Quand M. Hersant se trouvait à la FODS avec M. Mitterrand, on trouvait tout à fait normal que M. Mitterrand soit avec un antisémite. Personne ne le lui a reproché. C'était il y a quinze ans (...). Ou bien on considérait de la part de M. Mitterrand que, parce qu'il n'était pas juif, il pouvait accepter les antisémites et que seuls les juifs devaient protester. (...) Tout le monde peut accepter dans ce pays qu'on soit antisémite, sauf les juifs, qui, eux, doivent prendre une attitude à part. Une fois de plus, on veut les mettre en dehors de la nation, comme s'il s'agissait de nous rejeter hors de la communauté nationale. C'est ignoble. Une nouvelle fois, on demande à des juifs d'avoir une attitude de rancune qu'on ne demande pas aux autres.

Interrogé sur la présence de M. Hersant dans la liste d'opposition, M. Jacques Chirac a répondu mercredi 13 juin, à Europe 1 : « Je souscris sans réserve à ce qu'a dit

M^{me} Veil. Pour M. Chirac, la façon dont le gouvernement a présenté un projet de loi - « dont le seul objectif était de réduire un groupe de presse par la voie législative ou seul motif qu'il était d'opposition » - est « tellement partisane et scandaleuse » que cela justifie la candidature de M. Hersant. « Ne serait-ce que pour témoigner de notre attachement sans réserve à la liberté de la presse écrite », a ajouté M. Chirac.

L'UNSI - Pas une voix pour Robert Hersant. - L'Union nationale des syndicats de journalistes (UNSI) appelle les électeurs à « déjouer la stratégie » de M. Robert Hersant qui, s'il est élu à la prochaine élection européenne, bénéficierait de l'immunité parlementaire et pourrait ainsi « échapper aux rigueurs de la loi ». « Depuis octobre 1978, Robert Hersant - promoteur notamment du Figaro et de quatre autres quotidiens - est inculpé pour infraction à la loi relative du 26 août 1944, rappelle l'UNSI dans une déclaration. Le dossier d'instruction de l'affaire Hersant étant virtuellement clos, celui-ci est susceptible d'être déféré un jour à l'autre devant le tribunal correctionnel. »

Insémination artificielle, bébé-éprouvette, embryons congelés, dons d'ovules, ventres à louer, etc.

Que penser de ce monde que nous proposent les biologistes ?

DES THEOLOGIENS, DES GYNECOLOGUES, DES JURISTES RÉPONDENT.

LES ENFANTS DE LA SCIENCE

ROBERT CLARKE

276 pages
85 F

Stock

Jeudi 15.50

Le Monde

sports

LE CHAMPIONNAT D'EUROPE DE FOOTBALL

Une victoire pour la France

Le match d'ouverture du championnat d'Europe de football, disputé mardi 12 juin au Parc des Princes entre la France et le Danemark, a peut-être donné le ton d'une compétition imprévisible ou les huit équipes ont des chances réelles pour le titre. Si la formation française l'a emporté, il a fallu attendre la 78^e minute pour voir Michel Platini marquer le seul but de la rencontre. Malheureusement, l'engage-

ment physique un peu excessif dans les deux camps aura des conséquences pour la suite de la compétition. Les Danois ont perdu leur meneur de jeu Allan Simonsen, victime d'une fracture du tibia gauche, tandis que les Français devront se passer de Manuel Amoros, expulsé pour brutalité à trois minutes de la fin du match, et probablement de Yvon Le Roux, qui souffre d'une entorse à la tête du péroné.

Le numéro fétiche

L'attribution obligatoire, avant le 2 juin, des numéros que les vingt sélectionnés français devront garder tout au long du championnat d'Europe, était un petit casse-tête supplémentaire imposé à Michel Hidalgo. S'il procédait à un numérotage classique, les onze premiers pouvaient se considérer a priori comme des titulaires. L'esprit de groupe auquel le directeur des équipes de France est très attaché, surtout dans la phase de préparation, risquait d'en souffrir.

L'ordre alphabétique ou le tirage au sort ne pouvaient résoudre son problème. Certains, par superstition, auraient refusé le numéro 13. Pour sa part, Michel Platini ne peut plus jouer avec un autre numéro que le 10. Plus qu'un numéro fétiche, le 10 est, en effet, devenu sa griffe dans les affaires. Finalement, les anciens ont préféré conserver le numéro sous lequel ils s'étaient illustrés en Espagne pendant la dernière Coupe du monde.

Plus encore que pour ses coéquipiers, cette Coupe du monde 1982 a marqué pour Platini le point de départ de la grande consécration internationale. Enlaidi par la Juventus de Turin qui ne comptait dans ses rangs que moins de dix vainqueurs de la Coupe du monde, il a, en deux ans de séjour en Italie, accumulé argent, titres et distinctions.

Trois ans après son départ de Nancy où son salaire était encore de 6 000 francs par mois, Platini a signé avec la Juventus un premier contrat lui garantissant pour deux ans 850 millions de lires (4 250 000 francs environ), primes de matches et de résultats non comprises. Ce contrat vient d'être prolongé et porté à 1,2 milliard de lires (6 millions de francs) pour les deux prochaines saisons.

Sous le meilleur rayé noir et blanc de son club, Platini a connu, il est vrai, une réussite exceptionnelle. Couronné par le ballon d'or du meilleur joueur européen qui lui a été décerné à une écrasante majorité pour 1983.

Sollicité par des firmes étrangères qui voudraient mieux pénétrer le marché français et par des sociétés françaises qui souhaitent profiter de sa notoriété, Platini et son bonhomme d'affaires, M. Bernard Genestier, pourraient multiplier les contrats de publicité. « Je n'y tiens pas », explique le meilleur footballeur français. « Je ne voudrais pas passer pour un homme-sandwich. J'ai créé une marque, 10 Platini. Je préfère réaliser, avec elle, quelques opérations importantes au niveau européen ou mondial et ne pas me disperser. J'espère surtout réussir quelque chose de durable ».

En septembre 1981 qu'a été créé le 10 Platini, au capital de 1 200 000 francs. Platini rêvait alors de suivre les traces de Lacoste en lançant, pour commencer, une ligne de vêtements « sportswear » destinée aux jeunes de quatre à dix-huit ans. Par amitié, M. Daniel Hechter avait dessiné le logo et les premières collections. Le succès avait été immédiat. En quelques mois, le chiffre d'affaires de la société avait atteint 15 millions de francs.

Dans un premier temps, le départ de Platini à la Juventus a eu des conséquences néfastes. « On a plongé un peu », dit-il. La baisse d'activité a été de l'ordre de 30 %, surtout avec les grandes surfaces qui assuraient 60 à 70 % du chiffre d'affaires. « Souvent, nos clients potentiels ne demandaient même pas à voir le produit », explique M. Genestier. Ils achetaient la marque, ou, au contraire, manifestaient un phénomène de rejet vis-à-vis d'elle. Quand Michel est parti en Italie, ils ont cru qu'on ne parlerait plus de lui ».

Quelques mois plus tard, la réussite de cette carrière italienne allait provoquer un nouvel essor et surtout un changement d'orientation de la SA 10 Platini. Pour ne plus avoir à maîtriser les problèmes de fabrication et de distribution, 10 Platini délègue désormais des licences à des industriels.

Ainsi, en avril 1983, Platini a signé un contrat de cinq ans avec Patrick pour une production annuelle de quatre cent mille paires de chaussures et de vingt mille ballons de football. 60 % de cette production partent à l'exportation. D'autres contrats ont été conclus avec Palladium pour des chaussures de tennis, mais aussi avec des fabricants de lunettes, de baby-foot. Une ligne de vêtements de bain et de toilette est à l'étude. La notoriété de Platini lui permet surtout de viser les gros marchés étrangers. Au Brésil, il a récemment conclu un accord avec Alparagas, un fabricant de jeans qui vient de s'implanter sur les marchés soviétique et américain.

S'il laisse à ses associés le soin de gérer, Platini se réserve toujours le droit de décision. « En affaires, Michel est un peu comme sur le terrain. C'est un intuitif qui se trompe rarement », explique Bernard Genestier.

Avec les jeunes

Dans l'immédiat, il s'intéresse beaucoup à une autre affaire qui lui tient à cœur : Grand Stade, à Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales). Ce complexe sportif de 40 millions de francs dont l'actionnaire principal est la Caisse des dépôts et consignations, comprend déjà cinq grands terrains et vingt-sept courts de tennis offrant toutes les surfaces du Grand Prix (gazon, terre battue et synthétique).

Des stages de tennis « Yannick Noah », pour jeunes et adultes, dirigés par le joueur de première série Bernard Fritz, y sont organisés à l'année, ainsi que des stages de football pour les jeunes pendant les vacances scolaires. Membre du conseil d'administration en tant qu'actionnaire, Platini se trouve aussi sur le terrain les lundis, jours de repos à la Juventus de Turin. Il apprécie particulièrement ce contact. « J'ai une bonne image avec les jeunes », dit-il. Ils réagissent au premier degré, sans arrière-pensées. Avec les adultes, c'est plus difficile. D'autres éléments entrent en ligne de compte. Comme la jalousie devant la réussite ».

Pour le présent, les pensées de Michel Platini sont pourtant exclusivement tournées vers le championnat d'Europe où il espère remporter son premier titre avec l'équipe de France. Tous les jours, il « signera » des commentaires pour de nombreux journaux français et étrangers. Sa collaboration hebdomadaire avec Europe 1 deviendra quotidienne. En matière de publicité, il a accepté de faire une petite entorse à ses principes en se prêtant aux actions de Football France promotion (FFP).

Cette société, créée pour gérer en exclusivité les droits de publicité de l'équipe de France à l'occasion de la Coupe du monde 1982, poursuit son activité pour le championnat d'Europe. Pour chaque sélectionné, le bénéfice devrait s'élever à environ 250 000 francs. Une opération qui ne satisfait pas Bernard Genestier. « Michel n'est pas à l'aise pour ce qu'il doit faire dans ce cadre », dit-il. On associe le nom des joueurs avec des produits qui n'ont rien à voir avec leur activité. La rentabilité est peut-être intéressante pour certains de ses coéquipiers, mais elle correspondrait à une seule opération de promotion pour lui ».

GÉRARD ALBOUY.

Vingt-sept buts pour Platini

Just Fontaine s'est levé d'un bond. Sur le terrain, Michel Platini courrait vers les tribunes saluer le public « à l'italienne ». Le but qu'il venait de marquer sur un tir de vingt mètres, légèrement dévié de la tête par l'arrière danois Søren Bæk, permettait à l'équipe de France de débiter victorieusement dans le Championnat d'Europe.

Ce vingt-septième but marqué par Platini en équipe nationale faisait aussi de lui le nouveau recordman des buteurs, à égalité avec Fontaine (1). « Sur le coup, je n'ai pas pensé à mon record », raconte ce dernier. « J'ai explosé de joie. Mais je suis heureux qu'il l'ait égalé avec un but aussi important ».

Entre une équipe danoise déterminée à obtenir un résultat nul, qui l'aurait placé en position favorable pour la suite de l'épreuve, et une équipe de France qui ne parvenait pas à se libérer de la pression liée à son rôle de favori, la victoire avait tardé à choisir son camp.

Ce n'était pas un match pour artistes, reconnaît Søren Bæk, l'entraîneur danois des Danois, après la rencontre. Les Français n'ont pu développer leur jeu habituel, car nous avons empêché Platini de diriger la manœuvre. Mais il

nous a quand même montré sa classe ».

Collé à Platini comme une sangsue, Klaus Berggreen, qui joue aussi dans le championnat italien, à Pise, a bien réussi à neutraliser le meneur de jeu. Mais il n'a pu empêcher le capitaine français de démontrer l'autre facette de son talent : celle de redoutable buteur.

Deuxième Français récompensé par le « ballon d'or » de meilleur footballeur européen après Raymond Kopa en 1958, deuxième Français vainqueur d'une coupe d'Europe après Kopa en 1957, 1958 et 1959, meilleur buteur en équipe de France avec Fontaine, Platini vient de se hisser, cette saison, au niveau des deux plus prestigieux joueurs de l'histoire du football de notre pays.

« Si je devais me comparer avec un joueur actuel, ce serait plutôt avec Giresse », dit Kopa, qui suit le Championnat d'Europe au titre de conseiller technique de Lee Cooper. Le dribble et le démarrage étaient ses armes principales. Je m'en servais pour éliminer un ou deux adversaires et démarquer ainsi un portier. Platini est capable de dribbler, mais il recherche beaucoup plus l'ouverture. Il joue aussi plus long que moi, car le style rémois était fait de passes courtes.

« A force d'avoir été matraqué en pointe, j'étais devenu uniquement un organisateur », ajoute Kopa. Presque tous les ballons passaient alors par moi. Platini est peut-être plus intermittent. Longtemps, il s'est contenté de donner la dernière passe ou de marquer lui-même le but décisif. Mais il est devenu beaucoup plus constant depuis la Coupe du monde.

« Comme buteur, il est difficile de le comparer à Fontaine. Just était un attaquant de pointe doté d'un culot monstre. Il avait un sens du but étonnant et savait démarrer au bon moment quand je m'embarquais dans un dribble. Platini est un milieu de terrain qui a des coups de génie ».

« Comme joueur complet, il se rapprocherait plutôt de Di Stefano, avec qui j'ai joué au Real de Madrid, estime Kopa. Il était peut-être moins brillant et avait moins de génie que Platini, mais il était très fort en défense, au milieu du terrain et en attaque. C'était un monstre. Le plus grand joueur que j'ai connu ».

G. A.

(1) Fontaine avait marqué ses vingt-sept buts en vingt sélections. Platini en quarante-neuf.

Pourquoi les Livres Blancs de Fleurville sont-ils si précieux et si utiles à tous ?

Pour ceux, Madame, Monsieur, Pour ceux qui ont besoin d'un journal intime, d'un carnet de notes, d'un agenda, d'un album, d'un livre de cuisine, d'un livre de poésie, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un livre de philosophie, d'un livre de science, d'un livre d'histoire, d'un livre de géographie, d'un livre de littérature, d'un livre de droit, d'un livre de médecine, d'un livre de psychologie, d'un livre de sociologie, d'un livre de politique, d'un livre de religion, d'un

Le Monde

société

La visite de Jean-Paul II à Genève a souligné les limites de l'œcuménisme

Genève. — La première journée de la petite semaine que Jean-Paul II doit passer en Suisse était bien remplie. Arrivé mardi matin 12 juin à l'aéroport de Zurich, où il a été accueilli par le président de la Confédération, M. Léon Schlumpf, le pape s'est rendu presque aussitôt à Lugano pour célébrer une

messe en plein air au stade Cornaredo, devant quelque 30 000 personnes. L'après-midi, il s'est envolé pour Genève, étape œcuménique la plus importante de sa tournée pastorale, où il a rendu visite au Conseil œcuménique des églises (CCEE) et au centre orthodoxe de Chambéry.

De notre envoyé spécial

L'indifférence apparente des Suisses lors de la visite du pape ne signifie pas nécessairement l'hostilité. Sous le soleil enfin au rendez-vous, les gens vivaient tranquillement à leurs occupations, non seulement dans Genève la cosmopolite, mais aussi dans la très catholique Fribourg. Même ici, rien n'annonçait la visite du pape : pas de portraits ou d'affiches, pas de drapeaux ou de calicots. Les routes du parcouru, du reste, que ce soit à Zurich, à Lugano ou à Chambéry, n'ont pas été prises d'assaut comme c'est souvent le cas dans d'autres pays.

Les Suisses sont un peuple sobre et secret qui n'étale pas ses émotions et ne donne pas dans le culte de la personnalité. Quant à l'opposition qui s'est manifestée avant le voyage (le Monde date 10-11 juin), elle ne transparait jusqu'à présent que dans quelques titres de journaux : « Le défi du pape pèlerin » ou « Un pape qui dérange ». L'accueil général est au mieux cordial, au pire poli.

De toute manière, l'attention était occupée par la visite de Jean-Paul II au siège du CCEE à Genève. Ce nouveau jalon sur le chemin de l'unité des chrétiens aura davantage été une bonne pour baliser la route d'une ouverture sur l'avenir. Né en 1948, le CCEE rassemble aujourd'hui environ 400 millions de chrétiens non catholiques (protestants orthodoxes, anglicans, vieux-catholiques etc.) appartenant à plus de trois cents églises dans une centaine de pays.

Après la méfiance initiale de l'Eglise catholique devant ce mouvement de rapprochement entre chrétiens qui se réalisait en dehors d'elle, il y eut un printemps post-conciliaire : multiplication de contacts entre Rome et Genève, création de groupes mixtes de réflexion, mise en place d'une mission pour la recherche sur la société, de développement et la paix (SODE-PAX), etc. Même l'entrée de l'Eglise catholique dans le CCEE comme membre à part entière — malgré les problèmes de déséquilibre qui en découlaient — était évoquée publiquement et souhaitée aux assemblées d'Upsal (1968) et de Nairobi (1973). S'ensuivit une nouvelle période de gel entre les deux organisations, qui culmina avec la dissolution de plusieurs groupes mixtes — notamment de la SODE-PAX en 1980 — même si la collaboration se poursuivait au plan de la réflexion théologique. Lors de sa visite historique au siège du CCEE en 1969, Paul VI s'était montré réservé, déclarant que l'adhésion de l'Eglise catholique à cet organisme n'était « pas mûre » et rappelant l'obstacle représenté par la primauté pontificale.

C'est pourquoi, quinze ans plus tard, la venue d'un nouveau pape dans la cité de Calvin, mais surtout au siège du CCEE, était attendue avec autant d'intérêt que d'appréhension. Car le climat œcuménique s'est encore assourdi depuis l'élection de Jean-Paul II, comme l'exprimait

récentement dans une boutade l'actuel secrétaire général du CCEE, le docteur Philip Potter : « En 1969 l'événement c'était que le pape vienne ici. Aujourd'hui, l'événement c'est que le pape vienne ici ! »

La lassitude du pasteur Potter

Et, de fait, dans le discours qu'il a prononcé au CCEE, Jean-Paul II a précisé les limites qu'il fixe à l'unité chrétienne. « Lorsque l'Eglise catholique entre dans la rude tâche œcuménique », a dit le pape, elle le fait en étant porteuse d'une conviction. En dépit des misères qui ont marqué la vie de ses membres et même de ses responsables au cours de son histoire, elle est convaincue d'avoir gardé, en toute fidélité à la tradition apostolique et à la foi des Pères, dans le ministère de l'évêque de Rome, le pôle visible et garanti de l'unité.

Voilà qui est clair. Pas question de son histoire, elle est convaincue d'avoir gardé, en toute fidélité à la tradition apostolique et à la foi des Pères, dans le ministère de l'évêque de Rome, le pôle visible et garanti de l'unité. « Voilà qui est clair. Pas question de son histoire, elle est convaincue d'avoir gardé, en toute fidélité à la tradition apostolique et à la foi des Pères, dans le ministère de l'évêque de Rome, le pôle visible et garanti de l'unité. »

Sur le chapitre des droits de l'homme, enfin, Jean-Paul II a expliqué ainsi la conception catholique : « En intervenant en faveur de l'homme, quel que soit le régime politique du pays, l'Eglise tient à marquer la distinction et l'autonomie relative de l'Eglise et de l'Etat (...), tout en affirmant que ce n'est pas son rôle d'intervenir dans les modes de gouvernement que les hommes se donnent pour les choses temporelles, ni de prôner la violence pour les changer. Mais (...) elle garde sa liberté pour se voir évaluer les conditions qui favorisent le progrès des personnes et des communautés ou, au contraire, qui les entravent gravement les droits des personnes, la liberté civile et religieuse. »

Ces explications que le Saint-Siège traite avec tous les régimes, quelle que soit leur couleur politique, et accueille au Vatican aussi bien un Yasser Arafat qu'un Pieter Botha. La phrase sur la violence, en revanche, apparaît comme une critique voilée de l'aide accordée par le CCEE aux mouvements de libération nationale, même armés. Pour terminer, le pape a lancé un appel à tous les chrétiens afin qu'ils s'unissent pour défendre la dignité de l'homme « sur le plan social, éthique et religieux ».

C'est pourquoi le pasteur Philip Potter a souligné les points de convergence entre le CCEE et l'Eglise catholique. Définissant l'unité recherchée comme « une communion conciliaire d'Eglises locales », il a refusé de polémiquer sur tel ou tel point. On sent de sa part, toutefois, une certaine lassitude, pour ne pas dire amertume, devant la stagnation des relations œcuméniques « d'autant qu'il arrive en fin de mandat. » Notre détermination de proclamer et de vivre l'Evangile en parole et en action, a-t-il dit, doit se manifester par un engagement actif qui dépasse le stade de la collaboration formelle.

ALAIN WOODROW.

Le palmarès du concours général Paris l'emporte sur la province

En dépit d'un nombre accru de candidats, le palmarès 1984 du concours général des lycées est légèrement moins fourni que celui de l'an passé. Sur les 5 717 candidats présentés (1 329 de plus qu'en 1983), 174 ont été récompensés (176 en 1983), se partageant 76 prix et 98 accessits. Contrairement aux années précédentes, les établissements des académies de la région parisienne (Paris, Créteil, Versailles) l'emportent sur ceux de province (85 récompenses en Île-de-France contre 81 dans les autres régions et 8 dans les lycées français à l'étranger).

Cette année consacre la suprématie des « abonnées » au concours général qui sélectionnent leurs élèves. Le lycée Louis-le-Grand (Paris) bat ainsi son propre record avec seize citations (treize en 1983), devant le lycée international de Saint-Germain-en-Laye (onze fois cité). D'autres établissements parviennent à se hisser aux premières places, tel le lycée Albert-Schweitzer de Créteil et l'Ecole de chimie (rue Pirandello, Paris), et en province, les lycées Champollion de Grenoble, Chopin, de Nancy, et Daudet, de Nîmes.

CLASSES DE PREMIERE

Composition française (Premières A, B, S, E). — 1^{er} prix : Bénédict de Foille (première A, lycée Jean-Ango, Dieppe) ; 2^e prix : Trélin Sandu (première A, lycée Michelet, Vanves) ; 3^e prix : Jean-Christophe Vallat (première A, lycée d'Etat mixte, Montluçon).

Allemand (Premières A, B, S, E). — 1^{er} prix : Nicolas Siliu (première S, lycée d'Etat international, Ferney-Voltaire, Ain) ; 2^e prix : Bettina Kretzler (première S, lycée Louis-Pasteur, Strasbourg) ; 3^e prix ex æquo : Magnus von Wistinghausen (première A, lycée international, Saint-Germain-en-Laye).

Anglais (Premières A, B, S, E). — 1^{er} prix : Michel Médard (première S, lycée international, Saint-Germain-en-Laye) ; 2^e prix : Ann Brown (première A, lycée international, Saint-Germain-en-Laye) ; 3^e prix : non décerné.

Espagnol (Premières A, B, S, E). — 1^{er} prix : Maria Jimenez (première S, LEGT Haguenau, Bas-Rhin) ; 2^e prix : Lucien Daudet (première S, lycée Carnot, Paris) ; 3^e prix : Jean Rodriguez (première S, lycée Louis-le-Grand, Paris) ; 3^e prix ex æquo : Anne Sidans (première S, lycée Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand).

Arabe (Premières A, B, S, E). — 1^{er} prix : Bochara Echi-Cherif et Kettoul (première S, lycée Descartes, Rabat) ; 2^e prix : Nadia Faris (première S, lycée Descartes, Rabat) ; 3^e prix : Ali Kettani (première S, lycée Lyane-L. Casablanca) ; 3^e prix ex æquo : Naima Belkouch (première S, lycée Lyane-L. Casablanca).

Russe (Premières A, B, S, E). — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Mariel Médard (première S, lycée international, Saint-Germain-en-Laye) ; 3^e prix ex æquo : Irina Outskina (première B, lycée international, Saint-Germain-en-Laye).

Portugais (Premières A, B, S, E). — 1^{er} prix : Manuel Soutelo Da Silva (première S, lycée Lamarque, Paris) ; 2^e prix : Maria de Gama Martins (première S, lycée international, Saint-Germain-en-Laye) ; 3^e prix : Agostino Pereira (première B, Centre national d'enseignement par correspondance, Vanves).

Versions latines (Premières A, B, S). — 1^{er} prix : Laurent Leidwanger (première S, lycée La Pérouse, Albi) ; 2^e prix : François Ripoll (première A, lycée François-Arago, Perpignan) ; 3^e prix : non décerné.

Thème latin (Premières A, B, S). — 1^{er} prix : Sophie Bravard (première A, lycée du Parc, Lyon) ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : Nathalie Mace (première B, lycée F. Mistral, Arignon).

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en entrant

LES COURS D'ANGLAIS DELA BIC

Cours avec explication en français Documentation gratuite : EDITIONS DISQUES BECM 8, rue de Béri - 75008 Paris

Quelques candidats cumulent aussi les lauriers, comme Mariel Médard (Saint-Germain-en-Laye), premier prix d'anglais et second prix de russe, et surtout Jocelyn Benoist (Jean-Baptiste-Say, Paris), qui, après avoir obtenu en 1983 le premier prix de composition française, est à nouveau lauréat cette année en philosophie et en français, bien qu'étant de terminale C. De nombreux prix, comme chaque année, n'ont pu être décernés. Ainsi, pour la cinquième année consécutive, l'éducation musicale n'a donné lieu à aucune récompense en classe de première.

Plus étonnant, les terminales n'ont réussi à décrocher aucun premier prix en informatique (section H), biologie (F7), économie générale, sciences naturelles et composition française. D'ailleurs, constante du concours général, la suprématie masculine se confirme (116 garçons lauréats et 58 filles en 1984). Il en est ainsi depuis 1923, année où les filles furent autorisées à participer à ce concours créé en 1747.

Fl. Lycée Jules-Ferry, Versailles) ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : non décerné.

CLASSES TERMINALES

Composition française (terminales A, B, C, D, E). — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Nicolas Tiffon (terminale C, lycée Louis-Le-Grand, Paris) ; 3^e prix : Jocelyn Benoist (terminale C, lycée Jean-Baptiste-Say, Paris).

Philosophie (terminales A, B, C, D, E). — 1^{er} prix : François Vinot (lycée Henri IV, Paris) ; 2^e prix : Isabelle Derghacourti (lycée Clos-Maître, Sennecey) ; 3^e prix : non décerné.

Philosophie (terminales A, B, C, D, E). — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : non décerné.

Histoire (terminales A, B, C, D). — 1^{er} prix : Laurence Vauze (terminale C, lycée Louis-Le-Grand, Paris) ; 2^e prix : Bruno Lucas (terminale C, lycée Vanhau, Givet, Ardennes) ; 3^e prix : non décerné.

Géographie (terminales A, B, C, D). — 1^{er} prix : Stéphane Reuge (terminale C, lycée polyvalent, Chamaliard) ; 2^e prix : Pierre Luyas (terminale C, lycée Louis-Le-Grand, Paris) ; 3^e prix : non décerné.

(A suivre.)

Les obsèques de Mgr Ducaud-Bourget seront célébrées à Saint-Nicolas-du-Chardonnet

Les obsèques de Mgr François Ducaud-Bourget, l'un des chefs de file des catholiques traditionalistes français, seront célébrées, le samedi 16 juin, à 10 h 30, dans l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet à Paris. Mgr Ducaud-Bourget est décédé, dans la nuit du lundi 11 au mardi 12 juin, d'un infarctus du myocarde (nos dernières éditions). En raison de son âge, il s'était retiré, en septembre 1983, de la direction de l'église de Saint-Nicolas, occupée depuis sept ans par des traditionalistes.

Un rebelle-né

Mgr François Ducaud-Bourget, qui vient de s'éteindre à l'âge de quatre-vingt-six ans, après avoir longtemps été chapelain de l'ordre souverain de Malte, aumônier de l'hôpital Laennec puis « curé » sans mandat de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, avait d'incontestables qualités : le franc-parler et la vivacité d'esprit. Elles désarçonnaient. Sa distinction et sa culture le faisaient remarquer, et il était fort populaire parmi ses ouailles, devant lesquelles il allait parler d'abord et décrocher des fâches accolées.

Ce rebelle-né ne manquait pas d'adversaires. Il avait trouvé un trépas idéal avec l'occupation par ses amis traditionalistes, le 27 février, de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet. Opération de squat en soi scandaleuse, mais qui a duré, contre toute attente. Ni les autorités civiles, ni les autorités ecclésiastiques n'ont osé déloger ces catholiques fervents et, parfois, musclés. Comment faire le départ entre les fidèles politisés aux convictions réactionnaires et le sincère ému de croyants prisonniers de sentiments religieux déués ? Tous jours est-il que, sous la houlette de Mgr Ducaud-Bourget, qui soutenait Mgr Marcel Lefebvre et était soutenu par lui, ces catholiques ont désober, sans scrupule apparent, à l'Eglise postconciliaire, refusant la messe de Paul VI, le français en liturgie, et, plus généralement, l'état d'esprit de Vatican II.

« Je prie pour la conversion du pape », avait affirmé Mgr Ducaud-Bourget, qui aimait heurter. L'ex-prêlat avait refusé de quitter Saint-Nicolas pour l'église Marie-Médatrice, à la périphérie de Paris. « Nous sommes ici, déclarait-il à l'intention de la justice, par la volonté du peuple et nous n'en sortirons que par la force des bienheureux. »

Le cardinal Marty, alors évêque de Paris, avait fait son possible pour persuader Mgr Ducaud-Bourget d'assouplir ses positions. Il n'y avait heurté un mur et à des sarcasmes divers. Mgr Ducaud-Bourget ne voulait rien entendre des suggestions de M. Jean Guittou, nommé médiateur par le tribunal de Paris.

Ce personnage pittoresque qui jouait à la perfection son rôle de polémiste avait, d'ailleurs, d'autres cordes à son arc : la liturgie et la poésie. Il avait fait dans sa revue *Motines* notamment, en 1950 avec Paul Claudel, traité successivement de « grenouille de bénédiction » et de « non chrétien ». Il avait écrit un pamphlet contre François Mauriac et l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*.

L'ironie du sort a voulu que le journal du Vatican *L'Osservatore Romano* du 13 novembre 1977 consacre sa chronique de poésie à François Ducaud-Bourget et l'encense pour « cent trente poésies parmi les plus belles de la France d'aujourd'hui ». Inadvertance manifeste dont intégristes et progressistes, pour une fois réunis, avaient fait des gorges chaudes.

HENRI FESQUET.

[Né le 24 novembre 1897 à Bordeaux, François Ducaud-Bourget entra au séminaire Saint-Sulpice pour devenir, après son ordination, vicaire dans la basilique parisienne (1924-1944), puis premier vicaire à Saint-Germain-l'Auxerrois (1944-1950). Il partit ensuite exercer son ministère à Rome et en Haiti. De retour en France, il fut aumônier de l'hôpital Laennec (1961-1971) et prit sa retraite en 1974.

Poète, il fonda, en 1939, l'Union universelle des poètes et écrivains catholiques, avant de participer à la Résistance et d'obtenir la croix de guerre 39-45. Mgr Ducaud-Bourget devait être suspendu de l'ordre de Malte en 1976, en raison de son opposition ouverte aux orientations du Saint-Siège.]

COURS DEVIENNE

Enseignement privé dans le calme et la verdure à

LA CHARRIERE (NICE)

Professeurs hautement qualifiés

Internat - Externat - Demi-pension

ANNÉE SCOLAIRE

des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D

COURS DE VACANCES

du 2 août au 25 août

50 HEURES DE MATH

27 août au 6 septembre, de la 4^e à la 1^{re} S

2, av. Villebois Mareuil - NICE - Tél. (93) 81.42.82

DES ETUDES QUI ONT UN AVENIR

• Depuis 30 ans, l'objectif du Groupe Ecole des Cadres est de donner aux jeunes une formation concrète. Afin qu'ils aient un métier.

• Le Brevet de Technicien Supérieur, diplôme d'Etat, correspond à cette orientation parce qu'il est centré sur la vie active.

• C'est pourquoi l'I.T.L. a pour vocation - au sein du Groupe E.D.C. - de préparer les jeunes qui le désirent à ce diplôme dans le secteur de l'Activité Touristique.

(production et vente, accueil, administration etc...)

• Vous souhaitez des études aussi passionnantes que le métier qu'elles préparent. Aussi, le programme de l'I.T.L. comprend-il des stages, trainings, visites de sites touristiques, ou de musées afin de compléter votre formation théorique.

Financement des études à 100% par prêts remboursables sur 5 ans et cautionnés par une mutuelle.

Conditions d'admission:

• Non bacheliers: sur examen d'entrée

• Bacheliers: sur présentation du dossier scolaire et entretien

Examen d'entrée 10 juillet

Institut Supérieur d'Etudes Appliquées du Tourisme et des Loisirs.

Groupe Ecole des Cadres

Etablissement privé d'enseignement supérieur mixte

92, av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, tél. 747.06.40 +

DES ETUDES QUI DONNENT DU TRAVAIL

• Depuis 30 ans, l'objectif du Groupe Ecole des Cadres est de donner aux jeunes une formation concrète. Afin qu'ils aient un métier.

• Le Brevet de Technicien Supérieur, diplôme d'Etat, correspond à cette orientation parce qu'il est centré sur la vie active.

• C'est pourquoi l'I.S.E.A. a pour vocation - au sein du Groupe E.D.C. - de préparer les jeunes qui le souhaitent à ce diplôme dans les secteurs suivants:

• Commerce International, Comptabilité-Gestion, Informatique, Action Commerciale, Assurance, Publicité, Relations Publiques, Assistance et Secrétariat de Direction bilingue, trilingue.

Financement des études à 100% par prêts remboursables sur 5 ans et cautionnés par une mutuelle.

Conditions d'admission:

• Non bacheliers: sur examen d'entrée

• Bacheliers: sur présentation du dossier scolaire et entretien

Examen d'entrée 10 juillet

Institut Supérieur d'Etudes Appliquées du Tourisme et des Loisirs.

Groupe Ecole des Cadres

Etablissement privé d'enseignement supérieur mixte

92, av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, tél. 747.06.40 +

الطبعة 1550

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE PONTOISE

Le nouveau procès des Flanades

C'est un procès marathon. Le tribunal correctionnel de Pontoise examine depuis le 22 mai dernier le dossier de ce que l'on a appelé « le scandale des Flanades », le centre commercial de la ville de Sarcelles dans le Val-d'Oise. Le réquisitoire devait être prononcé le 14 juin. Mais le procureur général a demandé l'ajournement de la séance à la fin de la semaine.

Dix-huit des vingt-quatre prévenus de ce procès, assistés d'une vingtaine d'avocats, se sont présentés aux audiences. Modestes intermédiaires ils sont poursuivis pour faux, escroqueries et complicités d'escroqueries, fraude fiscale, etc. Ils risquent de faillir condamnations pénales mais de fortes amendes fiscales. Les véritables instigateurs de l'affaire n'ont pas voulu quitter leurs refuges à l'étranger. Le principal d'entre eux est M. George Harvalis, quarante-deux ans, fils de l'ancien ministre de la justice du roi Constantin de Grèce.

C'est en 1977 que fut révélée cette affaire, l'un des plus importants scandales financiers de ces dernières années, lorsque le parquet de Pontoise ouvrit une information contre X... pour escroquerie au préjudice de la CIRP. Celle-ci avait été, en 1972, le plus grand centre commercial régional d'Europe au cœur de Sarcelles, un projet conçu en 1962 et réalisé de façon plutôt chaotique jusqu'à cette année-là. Mal agencé, difficilement accessible, ne disposant pas de parking, les locomotives qui y arrivaient se heurtaient à la gare.

Le Bon Marché s'y installa bien en 1972 mais, quelques mois plus tard, ses nouveaux propriétaires, les frères Willot, n'ont plus qu'une idée : le fermer. C'est ce qu'ils font en 1973. Le départ du Bon Marché entraîne, un peu plus tard, celui des Galeries Barbas. Dans la même temps, de nouveaux centres commerciaux sont ouverts dans les communes limitrophes de Sarcelles. C'est la débâcle des commerçants.

A tel point que, en 1974, la CIRP décide d'accorder à d'éventuels candidats des prêts très avantageux pour qu'ils viennent s'installer

aux Flanades. Ces prêts, de 500 000 francs à 3 millions de francs, pouvaient représenter parfois la totalité du montant des travaux d'aménagement à effectuer et furent accordés par la CIRP sur simple présentation de devis. Un différé de paiement des loyers fut également accordé et pouvait dépasser une année.

Tentations

La tentation était trop forte pour une cinquantaine de personnages de notoriété qui s'engouffrèrent aux Flanades. De nombreuses boutiques, appartenant à des sociétés dont quelques-unes n'étaient pas inscrites au registre du commerce, obtinrent des prêts de la CIRP. Certaines ouvrirent leurs portes pour disparaître aussitôt, d'autres se virent même jamais le jour. Au total, 45 millions de prêts furent ainsi consentis ; 37 millions environ furent recouverts normalement, 8 autres relevaient de l'escroquerie instruite ces jours-ci.

Un premier « dossier Flanades » a été jugé en janvier 1980 par le tribunal de Pontoise, celui de l'hôtel Viviani. Ses gérants avaient pu obtenir un prêt de 130 millions de francs de la CIRP alors que leur société avait pour son capital social un dépôt de 200 000 francs. Sept personnes furent condamnées à des peines allant de huit mois d'emprisonnement avec sursis à trois ans d'emprisonnement.

Le procès de cette année est resté, jusqu'à aujourd'hui, très technique. Il a permis l'examen de l'action de la CIRP. Les responsables de la SCIC, dont la CIRP est une filiale, ont été entendus comme témoins et se sont attachés à minimiser leur rôle tout en estimant que la vigilance de leurs services techniques a été prise en défaut. Il faudra attendre encore quelques jours pour établir la part de responsabilité de la CIRP et celle des inculpés.

Il reste, en attendant le jugement du tribunal de Pontoise, que la Caisse des dépôts et ses filiales ont déjà tiré les conclusions de cette affaire en décidant de ne plus bâtir de centres commerciaux de la taille de celui des Flanades. Celui-ci, entièrement résolu, a rouvert ses portes en 1982 et connaît depuis un succès méritoire.

OLIVIER SCHMITT.

Des amphores sans millésime

De notre envoyé spécial

Nîmes. — Qu'elle soit étrusque, grecque ou romaine, une amphore, sur son trépied dans un salon, cela pose son propriétaire. D'autant plus qu'aujourd'hui de telles antiquités ne sont pas données : 9 000 francs pour les plus ordinaires, 15 000 à 20 000 francs si la pièce porte sur ses flancs des indications de valeur historique ou archéologique, comme la marque d'un potier ou un signe permettant de savoir ce qu'elle a contenu. Il y a eu pour ce commerce, après la guerre, une période faste. N'importe quel plongeur qui en rapportait une des fonds côtiers méditerranéens pouvait en faire ce qu'il voulait. En 1961, l'Etat jugea convenable d'en finir avec une liberté qui conduisait au glissement d'un patrimoine national.

Une loi dicta que toute personne qui découvre une épave de ce genre est tenue d'en faire la déclaration à l'administration des affaires maritimes en précisant que, lorsque ces épaves présentent un intérêt archéologique ou historique, elles appartiennent de droit à l'Etat. Celui-ci peut éventuellement remettre cette propriété au plongeur qui a rapporté la pièce, mais, dans ce cas, l'amphore sera revêtue d'une marque indélébile par la direction des antiquités historiques.

Pour avoir fait fi de ces avertissements, sept prévenus se sont retrouvés devant la chambre correctionnelle du tribunal de Nîmes, inculpés de recel d'épaves maritimes. Procès peu ordinaire, d'autant plus que parmi ces prévenus on trouve M. Antoine Ader, commissaire-priseur parisien. Singulière mésaventure pour ce cabinet Ader-Picard-Tajan internationalement coté. Que s'est-il donc passé pour qu'un honorable officier ministériel se retrouve dans pareille situation ?

Il s'est passé simplement que, en novembre 1978 des agents fonctionnaires de la gendarmerie maritime ont découvert chez une antiquaire parisienne de la rue du Bac deux amphores proposées à la vente qui ne portaient pas la fameuse marque indélébile attestant que l'Etat en avait concédé la propriété à ceux qui les avaient trouvées. L'antiquaire prouva sa bonne foi. Elle indiqua aussi de qui elle tenait les pièces. C'était un habitant de Nîmes, M. Guy Méjan, qui les lui avait vendues. Et l'on s'arrêta par la même occasion que six autres amphores, en situation tout aussi illégale, se trouvaient exposées à la salle Drouot en vue de leur mise aux enchères par le cabinet Ader-Picard-Tajan.

M. Méjan, petit homme noir, au passé pénal quelque peu agité, tenta d'abord de soutenir qu'il tenait les amphores d'un oncle décédé qui les aurait acquises bien avant l'entrée en vigueur de la loi de 1961. Il ne persuada pas dans cette affaire. En réalité, il reconnut les avoir achetées tout bonnement à une famille de plongeurs chevronnés, les Poulain, deux frères, Raymond et Roger, et leur neveu Bernard, qui continuaient leur activité sans se soucier autrement de la loi. De surcroît, lorsqu'ils étaient un peu détériorés, ils les confiaient, pour restauration, à un autre ancien plongeur, Joseph Torté, qui, du reste, travaillait aussi très officiellement pour le musée Borely à Marseille. Comme on devait saisir chez les uns et les autres des amphores de provenance douteuse, il y avait de quoi s'inquiéter. On fit le grand trafic. Le vieux Joseph Torté, comme Raymond Poulain, son principal fournisseur, connurent chacun quatre-vingt-cinq jours de détention provisoire. M. Méjan éprouva, lui aussi, les rigueurs de la détention.

Alors, de vrais trafiquants ? On n'est pas vraiment le souteneur, mais, à coup sûr, il y a eu pour les uns et les autres la persistance des vieilles habitudes du bon temps. Chez les Poulain, notamment, l'amphore est aussi bête que la bouteille.

Reste la preuve. Antoine Ader. Ces amphores que M. Méjan avait apportées à son cabinet, il ne les a vues, lui, qu'au moment de leur exposition au public en vue de la vente. Il n'a pas pensé à regarder si elles portaient la marque ordonnée par la loi. Il a fait confiance à un vieux expert de quatre-vingt-sept ans qui avait certifié leur authenticité. Et puis, dit-il, un commissaire-priseur vend toutes sortes d'objets, et chaque catégorie a sa propre réglementation. La loi de 1961 n'est que la dernière. Les autres ? Oui, bien sûr, il savait en gros qu'elle existait. Mais de là à avoir en tête le détail de ses modalités...

Qui du reste pourrait soutenir qu'il avait l'intention de frauder ? Personne, ou presque. Surtout, le droit n'est pas juridique. Et le substitut Rousseau, lui, a employé le mot de trafic. Il tient Raymond Poulain pour le principal pourvoyeur et Guy Méjan pour l'instrument. Contre eux, il propose six mois de prison avec sursis, contre les autres, dont M. Ader, commissaire-priseur trop distrait, il pense que des amendes de 10 000 francs suffiront. Jugement le 29 juin.

J.-M. THÉOLLEYRE.

La nouvelle Asie



On ne saurait traiter un tel sujet de façon à la fois plus instructive et plus attractive. Un tour de force.

Edgar Faure, *Le Figaro*

Un ouvrage de synthèse, indispensable.

Philippe Marcovici, *Le Quotidien de Paris*

Pour bien parler de ce sujet d'une actualité brûlante, il fallait des approches différentes. C'est ce qui fait la force de cet ouvrage. Des diplomates, des professeurs, des historiens, des personnalités étrangères de premier plan abordent les problèmes de fond. Ce document est essentiel pour tous ceux qui aiment l'Asie et qui s'interrogent sur celle de demain.

Le Figaro Magazine

Pluriel
HACHETTE

**PRIX
KLEBER HÆDENS**

**PRIX FEMINA
VACARESCO**

JACQUES
LACARRIÈRE

MARIE
D'EGYPTE

Mystère et splendeurs
de

Jacques
Doucet

1853-1929

par
François
Chapon

J. Clotès

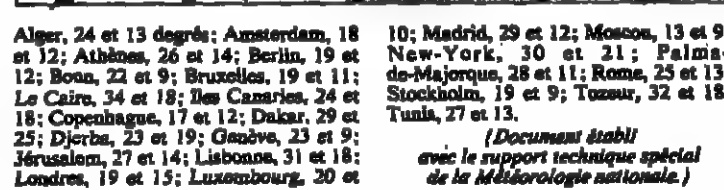
ÉDITIONS JEAN-CLAUDE LATTÈS

Les chemins de l'Europe

★ 3, rue Jacques Villon,
92000 Boulogne.

YVES FLORENSNE

SITUATION LE13 . 6 .84 A O h G.M.T.

**VENDREDI 15 JUIN**

- La Conciergerie », 15 heures
- 1. qual de l'Horloge, M^e Saint-Giron (Colonne nationale des monuments historiques).
- La basilique de Saint-Denis », 14 h 30, parvis, D. Bouchard.
- L'Ecole des beaux-arts », 15 heures
- 13, quai Malmaison (Commission d'ic et d'ailleurs).
- La Roche », 14 h 30, métr Convention (Paris pittoresque et insc lité).
- Autour de la Trinité », 15 heures
- entrée du square (Paris et son histoire).
- Le Marais », 14 h 30, métr Saint Paul (Mémorial du passé).

disposés avec une grande habilité la (dit Pasteur de Paris).

PROBLÈME N° 3731

HORIZONTALLEMENT

VERTICALEMENT

Solution du problème n° 3730

Verticalement

GUY BROUTY.

CIRCULATION

★ 3, rue Jacques Villon,
75020 Paris.

A CROIX-ROUGE FRANÇAISE organise des stages de formation débouchant sur le diplôme d'État. Ils auront lieu du 25 au 29 juillet : du 25 au 26 juillet : mention réanimation ; du 23 au 27 juillet : brevet national de secourisme ; du 23 juillet au 3 août : premiers secours en milieu sportif ; du 4 au 12 août : secourisme en montagne été ; du 19 au 25 août : monitoring national de secourisme ; du 27 au 31 août : brevet national de secourisme ; du 18 au 16 septembre : secourisme en montagne été ; du 17 au 22 septembre : mention réanimation ; du 24 au 28 septembre : brevet national de secourisme ; du 1^{er} au 6 octobre :

ENTRE DEUX TGV
INSTITUT
FRANCE-BEAUTÉ MESSIEURS
SAUNA
MASSAGES CALIFORNIENS DÉTENTE
BRONZAGE
Tél. (021) 22.80.43
R. rue Bellefontaine, L'Esplanade - SUMMÉ

Les chercheurs français indiquent aussi avoir mis au point une technique de laboratoire permettant de disposer avec une grande fiabilité la

disposer avec une grande habilité la

La substance dont l'équipe américaine annonce aujourd'hui l'isolation et la séquence en acides aminés a été baptisée *Métiotrophine*. Ces travaux devraient prochainement être publiés dans les *Proceedings of National Academy of Sciences*. Outre son intérêt majeur en recherche fondamentale, la découverte de cette substance et son utilisation *in vitro* (dans les cultures de cellules) et *in vivo* (chez l'homme) ouvre de larges perspectives industrielles et médicales.

J.-Y. N.

Chia 1980

Le Monde

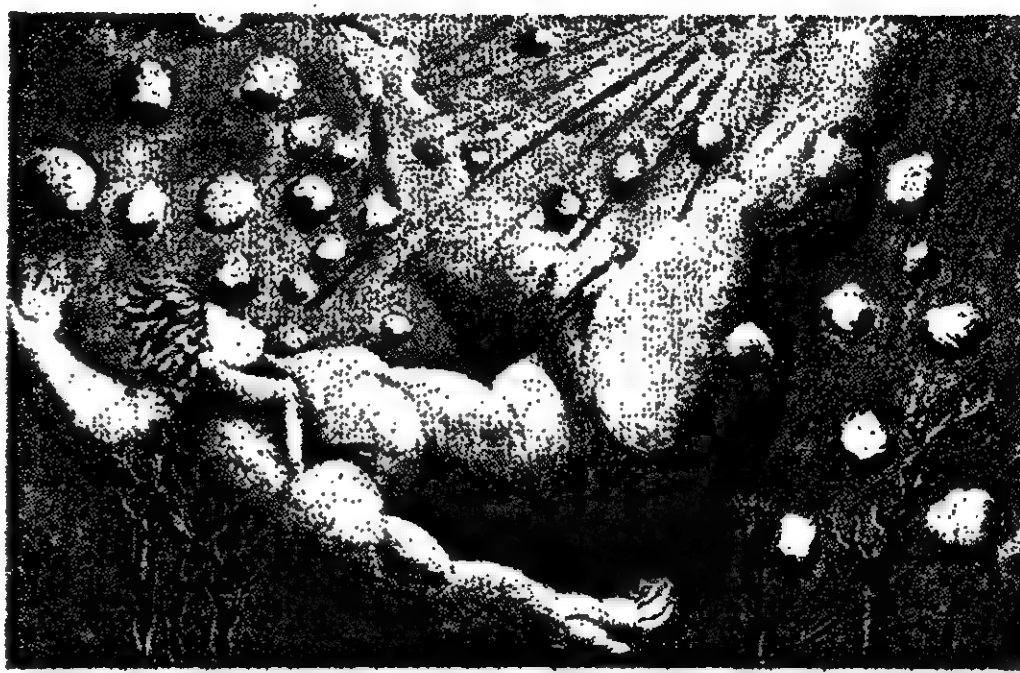
ARTS ET SPECTACLES



Anselm Kiefer: Le Rhin, 1980-1982.

Paris-Bordeaux avec Kiefer, Chia et Twombly

L'ARC à Paris et le Centre d'arts plastiques contemporains à Bordeaux exposent les peintures d'Anselm Kiefer. A l'ARC, c'est une rétrospective, la première en France, de cet artiste allemand de trente-neuf ans dont la peinture sombre, romantique et visionnaire avait, en 1980, médusé les visiteurs de la Biennale de Venise, où il représentait l'Allemagne fédérale (avec Georg Baselitz). A Bordeaux, ce sont les œuvres récentes de 1983-1984. Ici Suzanne Pagé propose, en parallèle, une exposition, également rétrospective, de Sandro Chia, un Italien, qui travaille à Rome mais surtout à New-York. Et là, Jean-Louis Froment, outre l'exposition « Légendes » qui marque l'ouverture du musée (le Monde du 22 mai), un choix d'œuvres depuis 1973 de Cy Twombly, un Américain qui vit à Rome. La symétrie, sans être parfaite — Twombly a près de vingt ans de plus que Chia et Kiefer — valait d'être relevée. Elle donne l'impression qu'au nord comme au sud de la Loire on a éprouvé l'irrésistible besoin de lancer Bize et la letinité contre Wagner.



Sandro Chia: Mort (Portrait of Ezra Pound, 1983).

Poids et contrepoids de l'histoire

KIEFER peint l'Allemagne, ses mythes, ses légendes, son histoire en des tableaux d'une force écrasante. L'effet de choc est assuré : perspective et axialité, langage pictural original voulu non pour lui-même, mais comme articulation d'un nouveau contenu, magistralement orchestré, drama. C'est-à-dire d'un théâtre en pour théâtre des intérieurs de bois lourdement charpentés, aux planchers, aux portes, aux poutres et aux murs couverts de veines et de nœuds rappelant la gravure expressionniste, mais portée à l'échelle monumentale. Kiefer y a mêlé des inscriptions désignant les « héros spirituels de l'Allemagne » : Wagner, Beethoven (dont Kiefer a été l'élève à Düsseldorf, au début des années 70), Friedrich Schlegel, sous des toques allemandes. Faux et fausses de souvenir, de l'oubli et de la rédemption, symboles du bien et du mal, thèmes germaniques et chrétiens : lourde épopée de Wotan fichée dans le sol, serpent traînant sur le plancher, courtes ébauches des sacrifices, quête du Grand et du Petit.

Puis les paysages de terres brûlées, les sillons de neige et de sang, les chemins jalonnés de trous, de tombes et de monuments au Peintre isolé et au monde perdu dans un univers de l'Allemagne nazie — l'architecture de Speer désertée, Nuremberg, le génocide — à la forêt peuplée de poètes, de philosophes, de mystiques, de penseurs du dix-neuvième siècle, aux noms et aux visages inscrits dans les sables des Marches. Dans la peinture épique, bismarckienne, brève — réellement brève en chatoiement, faite de sable, de pâtes vernissées, de pailles dorées, de blancs saïs de rouge et de cendre.

Comme le cinéaste Syberberg, comme d'autres créateurs allemands de cette génération de l'après-guerre, Anselm Kiefer s'est engagé sur les chemins difficiles de la mémoire d'un passé noyé, refoulé et non point maîtrisé, et traite d'une culture amputée d'une partie d'elle-même. Dans le catalogue de l'exposition de Paris, Jürgen Harten, autour des notions accompagnant les tableaux, y insère deux fois plus qu'il ne peut mettre un terme à cette ambiguïté du sens de l'œuvre dans son ensemble, et qui, telle qu'elle s'offre, ne favorise pas le recul.

« Dans les arts plastiques », écrit Harten, on considère le thème de la guerre comme tabou, on hors de propos, hormis quelques tentatives cathartiques de dénonciation. Kiefer rompt avec ce tabou en faisant voler en éclats l'alternative traditionnelle : glorification ou dénon-

ciation. C'est qu'il est persuadé que l'artiste peut, par principe et sans restriction, aborder tous les sujets qui interpellent sa responsabilité de créateur. La façon dont Kiefer aborde le culte du génie et la mégalomanie allemands, son intérêt pour des conflits archaïques et son tonne romantique le conduisent à élaborer une sorte de pathologie du paysage, et qui évoque surtout une pathologie de l'art (y compris dans l'acceptation chrétienne de la souffrance).

Soit, mais cette dimension critique, qui est présente, peut-on réellement l'envisager quand « les voies de la sagesse du monde » apparaissent si étroites et sans commune mesure avec l'étendue de la Forêt Noire, quand l'histoire semble peser si

peu face au trop-plein de fascination pour la grandeur, le culte du héros, face à l'expression d'un nationalisme exacerbé ? L'exposition de l'ARC, qui est venue de Düsseldorf, ira à l'Israël Museum de Jérusalem, où elle passera tout l'été. Le débat n'est pas clos, loin de là.

Sandro Chia est à la nouvelle génération d'artistes italiens, à la trans-avant-garde, à peu près ce que Kiefer est à la nouvelle génération d'artistes allemands, au néo-expressionnisme : un de ces leaders fatigués d'art conceptuel, de pauvreté formelle, et qui sont partis tête baissée à la recherche de nouveaux sujets, de nouveaux contenus mythologiques. Chia tout particulièrement en usant ouvertement de références à l'histoire de l'art, aux anciens et aux modernes réconciliés.

La peinture mène le bal

La peinture de Chia vient de la peinture — on peut aligner les noms : Chirico, Carré, Chagall, Derain, Picabia, peut-être Poussin... — et va à la peinture. Ses tableaux sont un espace de représentation, une scène pleine d'artifices. Et d'artifices. L'homme, à son corps défendant, n'y est qu'un figurant de passage, le temps d'un duo, d'un tour de valse ou de passe-passe, d'un geste assassin ou déclaratoire, ou d'une démonstration de savoir-faire : une mine, un faire-valoir qui se trouve, pardonnez l'expression, le ciel entre deux chaises, entre un passé certain (formel et historique) et un avenir moins sûr, face à cette prétendue qui est la peinture.

Tout à tour, berger, poète, charlatan, flâneur, chasseur, aventurier, ou apprenti sorcier, trouvant l'habit de soirée pour le complet-veston, la tunique spartiate pour le maillot de corps, le chiton pour la robe de bal, il est, cet homme du moment (de la peinture), gonflé à bloc de muscles, aux bras et aux fesses (à l'air), à la poitrine : il lui faut bien ça, du rembourrage, du coffre pour accuser les coups, faire face aux déflagrations de couleurs, aux décharges électriques, aux champs magnétiques, à l'air plein de magie, de courants contraires, de sons et de cacophonies chromatiques.

Cela sent la peinture effectivement, comme on dirait cela sent la poudre après le coup de feu. L'épaule s'embrase : la jupe flambe sous un ciel traversé d'éclairs, d'ascarilles, de serpents et de bouffées. Celui-ci bascule, celui-là se penche, celui-ci d'archange byzantin. Un pédant allume lui-même le feu du bout des doigts, cet

autre soufflé à la tête de son partenaire enlacé (le peintre et son marchand). Mascara, jeu de mime : une fête costumée où Giorgione peut croquer le futurisme.

Avec Chia, le retour sur (et non à) la peinture qui n'a rien d'éternel ni de nostalgique, n'est pas non plus, loin de là, un retour à l'ordre. L'humour y est présent partout, dans la diversité des thèmes, l'éclectisme des manières, et jusque dans ce plaisir que le vénérable peintre à la figure plâtrée, métaphysiquement, verse en présentant au public sa palette maigriche. Son erreur, à l'évidence, quand on sait qu'il n'y a qu'à se retourner pour ramasser, que ce ne sont pas les moyens qui manquent. La peinture a été, est, sera, généreusement tant qu'il y aura des peintres. A la société de savoir les reconnaître et les garder.

Avec Twombly, on entre dans tout autre chose, bien qu'il s'agisse là encore d'un monde pétré de culture et de références. Mais ces références qui s'inscrivent dans la chair même de la peinture font sens et corps avec elle, et fondent un style personnel. Sans théâtralité, sans emphase, sans esprit de commémoration, d'un geste simplement, d'un signe d'intelligence, de connaissance, l'artiste lance en plein midi les noms de Virgile, de Pao, de Bacchus, de Vénus, d'Adonis, d'Apollon ou de Narcisse : d'une écriture tremblante, d'ondulations, ratées et ratés évoquent la fragilité de l'instant, du fil de la mémoire et la possibilité de l'oubli. Pour le plaisir d'en tirer des sons, des petites vibrations. Les mots écrits, biffés, font musique et image, dans les blancs d'une affolante sen-

sualité, allumés par des couleurs douces tout à coup condensées en une tache violine, une bouillie brouillonne d'ocre gris, ou de lie de vin. Des blancs qui ont la chaleur d'une croupe de cygne frottée à la peau de Léda, ou d'un capucino moussoux.

Twombly est un artiste marginal, qui depuis l'action painting s'est frayé à travers les blancheurs réduites des minimalistes un chemin fantasmatique. Né en 1928 en Virginie, à vingt-trois ans (sur les conseils de Rauschenberg) il séjournerait au Black Mountain College, un lieu alors en pleine effervescence où les étudiants pouvaient échanger avec des artistes invités de la trempe de Kline, Motherwell, Cage ou Cunningham. C'est probablement à ce moment qu'il a commencé à se situer entre écritures, images et sons, dans une gestualité libératrice d'une énergie qui, chez lui, n'engage pas le corps mais la pensée.

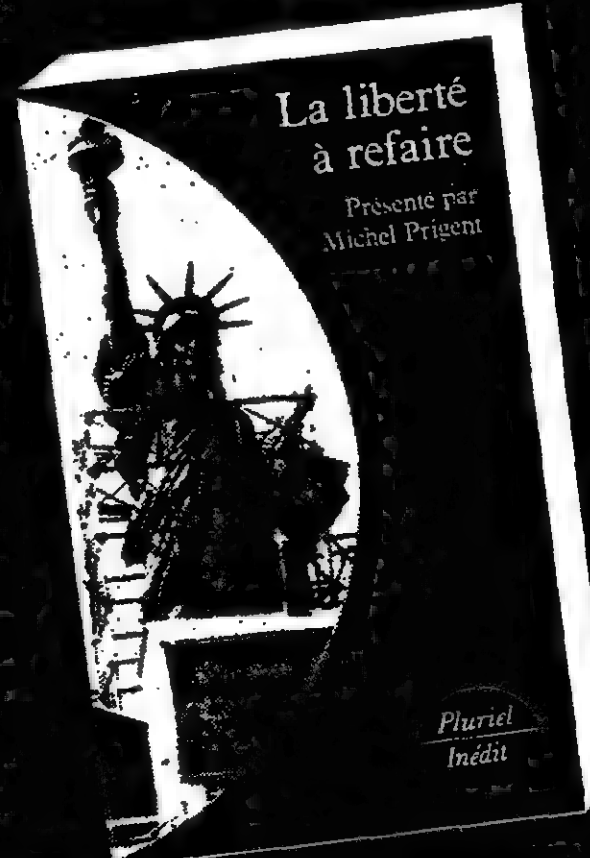
Puis Twombly est venu en Europe. Il a voyagé en Espagne, en Afrique du Nord, en Italie et est arrivé à Rome, où il s'est fixé en 1957. Après avoir brouillé les signes d'une pseudo-culture technique ou scientifique, orchestré ses graphies comme des partitions, éparpillé fils, ressorts, chiffres, lettres et formules dans ses pages, ou éjecté quelque chose comme le contenu d'un réveil ou d'une machine à sous de l'écran de contrôle, il s'est alors tout naturellement laissé prendre par le milieu ambiant, aux traces d'une culture ancienne dont les signes affleurent à la surface du quotidien. Il a laissé faire, il a suivi, amusé, ce surgissement de belles lettres, de nouveaux mots, de nouvelles formules magiques, ce flux rêver.

Mélange de pulsionnel et de réfléchi, ses graffitis, qui sont parmi les plus beaux de la peinture occidentale, vous font goûter les plaisirs de la chair et de l'esprit, qui d'un trait vous renvoient Apollon en écho à Dionysos, d'une courbe appellent l'image d'Orphée, d'un rouge de velours étalé en feuille de vigne vierge vous donnent le goût du meilleur cru pour une libération. Cela à l'économie, loin du zéro, loin du vide, dans un blanc qui demande attention et lenteur pour en saisir la saveur.

GENEVÈVE BRIERRETE

* Anselm Kiefer à l'ARC, jusqu'au 21 juin. Au CAPC de Bordeaux jusqu'au 9 septembre.
Sandro Chia à l'ARC, jusqu'au 21 juin.
Cy Twombly au CAPC de Bordeaux, jusqu'au 9 septembre.

La liberté à refaire



Cet ouvrage offre pour la première fois une somme de réflexions et de propositions définissant ce que devrait être le programme d'un gouvernement bien décidé à ne pas se contenter de gérer l'après socialisme.

L'Express

Si vous pensez que l'après socialisme doit être un simple retour à l'avant 10 mai 1981, ne lisez pas ce livre. Mais si vous voulez déjà un souffle d'air pur, faites d'urgence ce cadeau.

Le Figaro

La France après la gauche, ce doit être la liberté dans tous ses états. Tel est le message des auteurs de la « liberté à refaire ».

La Vie française

Pluriel
HACHETTE

ENTRETIEN AVEC M. RENARD, COLLECTIONNEUR

Ce goût indéfinissable de l'étrange

Antiquaire spécialisé dans les poupées anciennes et les automates, M. Renard dévoile, à la galerie Geneviève-Rolde, rue de l'Échaudé, à Paris, une cinquantaine de tableaux « étranges et naïfs » (portraits d'enfants, d'adultes et de maisons, 1820-1920), qu'il a mis vingt ans à collectionner, et qui sortent pour la première fois de sa maison. Quand le talent d'une passion est aussi évident, on s'adresse au coupable...



« La petite fille à la charrette » - A. Vianet.

— S'appelle Renard ne prédestine-t-il pas à certains penchants ?

— Beaucoup de gens, à cause du côté foufou, cherchent à imaginer que c'est mon nom d'antiquaire. Je m'en suis servi et j'ai appelé ma boutique « Monsieur Renard », avec des guillemets, pour le clin d'œil. Mais pour cette exposition, je me présente sous mon nom entier, Alain Renard.

— Vous souvenez-vous de vos jouets d'enfant ?

— Ils n'ont pas de rapport avec ma collection. Je suis venu à ce métier par le goût de l'histoire et de la curiosité. La poupée est arrivée comme un objet parmi d'autres. Dans ma collection, c'est l'étrangeté qui domine.

— Comment définiriez-vous cette notion ?

— J'avais donné comme sous-titre à mon premier magasin, « L'Étrange : objet curieux », ce sens de l'insolite vient peut-être du surréalisme, que j'ai toujours aimé. Un peintre italien à qui j'ai dédié l'exposition, Jacques Clemente, partageait mon goût. C'est la seule personne qui m'ait influencé alors que j'avais déjà cette tendance.

— Vous ne vous sentez pas profondément lié à l'enfance ?

— Ma chambre d'enfant ressemble à la maison que j'habite maintenant. Tout ce que j'expose est à l'image de ma vie.

— Vous pourriez décrire votre chambre d'enfant ?

— Mes parents habitaient une maison au banlieue. J'accumulais dans ma chambre tous les objets que je trouvais. Mes étagères étaient remplies de livres et, devant les livres, il y avait ce qu'on appelle des bibelots, et que moi j'appelle trébuchets. Très jeune je suis allé aux Pucelles, j'ai fait les petites marches.

— Y a-t-il des objets qui sont passés de la chambre d'enfant à la maison ou au magasin de l'adulte ?

— Oui, deux petites statuettes en terre cuite du dix-neuvième que j'avais réussies à extorquer à ma grand-mère. Comme tout étudiant, j'ai eu des périodes pauvres et un jour je me suis retrouvé, ces statuettes à la main, me promenant dans ce quartier d'antiquaires en pensant : tant pis, il faut que les vende. Je suis entré dans une boutique qui s'appelle « L'Étagère », son propriétaire m'a dit : « Non, je suis désolé, je ne peux pas vous acheter vos statuettes, je dois vendre ma boutique ». J'ai décidé de l'acheter : c'était un couloir, rue de Seine. Ces deux petits personnages folkloriques, devant lesquels j'avais rêvé durant toute mon enfance, sont donc à l'origine de mon installation.

— De quelles rêveries pourriez-ils être l'objet ?

— J'ai toujours rêvé devant des objets intouchables, ou inapprochables... Ces deux statuettes provenaient d'une fabrique établie à Potsdam, qui s'appelle BB et était spécialisée dans les pots à tabac, et les Noirs en terre cuite grandeur nature. Mon deuxième magasin s'est appelé « Au beau Noir », j'avais rassemblé toutes sortes d'objets de cette manufacture.

— Quelle circulation d'objets se fait entre votre maison et vos magasins ?

— Elle ne se fait pas. Je n'ai pas de poupées ni d'automates dans ma maison : au magasin, tout est en présentation et à vendre. Je garde dans ma maison les objets que j'aime de façon sentimentale, et les tableaux.

Naïfs sans le savoir

— En quoi sont-ils étranges, pour vous, tous ces tableaux ?

— C'est souvent plus l'attitude du personnage que la façon dont il est peint qui est étrange. On bien un détail qui l'entoure. Au vintage, une femme a longtemps hérité devant l'un de ces tableaux, puis elle l'a abandonné en disant : « Non, il n'est pas assez drôle ». C'est un peu cela. Je n'ai pas osé donner à ces tableaux la stricte appellation de naïfs, parce que cela détermine un art plus haut, comme celui de Douanier Rousseau. Ce que je montre, c'est plutôt le travail de peintres du dimanche qui sont naïfs sans le savoir.

— Vous les connaissez ?

— Non, ils sont très modestes. Ce sont des gens qui ne signent pas leurs tableaux et, s'il y a une signature, elle est inconnue. Il ne s'agit pas de peintres qui avaient une production suivie, mais qui peignaient comme ça, par hasard.

— Ils peignaient leurs enfants ?

— Oui, un peu comme ces portraitistes naïfs américains qui peignaient des portraits de famille. J'imagine la figure que devaient tirer les parents quand ils retrouvaient leurs enfants sur la toile : la surprise devait être désagréable...

— Pourquoi ?

— Le lien qui existe entre tous les tableaux, je crois que c'est un regard un peu perdu. Ils sont malheureux, ces enfants, ils sont tristes, ils ne sourient pas. Ils ont tous une tête un peu grosse par rapport au corps, comme une espèce de mauvaise perspective, et toujours ce regard... un peu inquiet. Il y a aussi des

— Comment s'est constituée leur collection ?

— Cela fait vingt ans que je collectionne ce que j'appelle des tableaux naïfs plutôt étranges. Le premier, je l'ai trouvé en cherchant autre chose ; d'autres collectionneurs de tableaux naïfs m'ont connu grâce à ce tableau. Mais j'ai réussi à leur cacher quelques-uns des tableaux que je trouvais ; ils sont tous très avides.

— Qu'est-ce qui fait que vous aviez envie de conserver un tableau plutôt qu'un autre ?

— Ce n'est pas toujours moi qui décidais, mais une question de finance. Les collectionneurs étaient plus riches que moi, et souvent je succombais, je n'avais pas les moyens de faire autrement. Une façon de ne pas succomber était de ne pas leur montrer les tableaux.

— En quoi sont-ils étranges, pour vous, tous ces tableaux ?

— C'est souvent plus l'attitude du personnage que la façon dont il est peint qui est étrange. On bien un détail qui l'entoure. Au vintage, une femme a longtemps hérité devant l'un de ces tableaux, puis elle l'a abandonné en disant : « Non, il n'est pas assez drôle ». C'est un peu cela. Je n'ai pas osé donner à ces tableaux la stricte appellation de naïfs, parce que cela détermine un art plus haut, comme celui de Douanier Rousseau. Ce que je montre, c'est plutôt le travail de peintres du dimanche qui sont naïfs sans le savoir.

— Vous les connaissez ?

— Non, ils sont très modestes. Ce sont des gens qui ne signent pas leurs tableaux et, s'il y a une signature, elle est inconnue. Il ne s'agit pas de peintres qui avaient une production suivie, mais qui peignaient comme ça, par hasard.

— Ils peignaient leurs enfants ?

— Oui, un peu comme ces portraitistes naïfs américains qui peignaient des portraits de famille. J'imagine la figure que devaient tirer les parents quand ils retrouvaient leurs enfants sur la toile : la surprise devait être désagréable...

— Pourquoi ?

— Le lien qui existe entre tous les tableaux, je crois que c'est un regard un peu perdu. Ils sont malheureux, ces enfants, ils sont tristes, ils ne sourient pas. Ils ont tous une tête un peu grosse par rapport au corps, comme une espèce de mauvaise perspective, et toujours ce regard... un peu inquiet. Il y a aussi des

— Comment s'est constituée leur collection ?

— Cela fait vingt ans que je collectionne ce que j'appelle des tableaux naïfs plutôt étranges. Le premier, je l'ai trouvé en cherchant autre chose ; d'autres collectionneurs de tableaux naïfs m'ont connu grâce à ce tableau. Mais j'ai réussi à leur cacher quelques-uns des tableaux que je trouvais ; ils sont tous très avides.

— Qu'est-ce qui fait que vous aviez envie de conserver un tableau plutôt qu'un autre ?

— Ce n'est pas toujours moi qui décidais, mais une question de finance. Les collectionneurs étaient plus riches que moi, et souvent je succombais, je n'avais pas les moyens de faire autrement. Une façon de ne pas succomber était de ne pas leur montrer les tableaux.

— En quoi sont-ils étranges, pour vous, tous ces tableaux ?

— C'est souvent plus l'attitude du personnage que la façon dont il est peint qui est étrange. On bien un détail qui l'entoure. Au vintage, une femme a longtemps hérité devant l'un de ces tableaux, puis elle l'a abandonné en disant : « Non, il n'est pas assez drôle ». C'est un peu cela. Je n'ai pas osé donner à ces tableaux la stricte appellation de naïfs, parce que cela détermine un art plus haut, comme celui de Douanier Rousseau. Ce que je montre, c'est plutôt le travail de peintres du dimanche qui sont naïfs sans le savoir.

— Vous les connaissez ?

— Non, ils sont très modestes. Ce sont des gens qui ne signent pas leurs tableaux et, s'il y a une signature, elle est inconnue. Il ne s'agit pas de peintres qui avaient une production suivie, mais qui peignaient comme ça, par hasard.

— Ils peignaient leurs enfants ?

— Oui, un peu comme ces portraitistes naïfs américains qui peignaient des portraits de famille. J'imagine la figure que devaient tirer les parents quand ils retrouvaient leurs enfants sur la toile : la surprise devait être désagréable...

— Ce sacrifice représente une catastrophe voutue ?

— J'ai la chance d'avoir à Paris une petite maison de trois étages, et la catastrophe était que je n'avais vraiment plus de place pour accrocher un tableau. C'est une façon d'élaguer, de sélectionner, de faire des trous pour pouvoir ensuite les remplir. Je laisse le choix se faire tout seul. Au départ, sur cinquante tableaux exposés, je voulais mettre vingt-cinq points rouges, mais je n'en ai mis que sur cinq tableaux. Ce ne sont pas les plus beaux, ce sont ceux auxquels je suis sentimentalement trop attaché : le premier que j'ai acquis par exemple, ou celui que m'a offert Jacques Clemente. Je suis très malheureux quand même : ma maison est vide de tableaux, je n'ai plus envie d'y mettre les pieds.

— La dédicace ainsi, n'est-ce pas une façon d'empêcher une collection de mourir ?

— Si, je suis allé ce matin à la salle des ventes de Drouot et j'ai trouvé quelque un qui va essayer de m'acheter un tableau. Cette vente me permet de tourner, de changer, de continuer.

— Vous n'avez pas pensé à vendre une collection d'un tout autre genre ?

— Non, j'ai plusieurs collections, de jupes, d'automates. On ne peut pas sélectionner sans investir. Les poupées se vendent bien. Les tableaux font trop partie de ma vie pour que j'envisage d'autre collection.

— N'avez-vous pas à la recherche d'une pièce qui n'existerait que dans vos rêves ?

— Je suis souvent à la recherche d'une pièce que je n'ai pu réussir à avoir, à la salle des ventes de Drouot. Je n'ai pas eu le courage d'aller aussi loin que la personne qui a emporté ce tableau. J'ai perdu la bataille. Je ne recherche pas de pièce particulière, mais je cours après des regrets.

— Que représentaient ce tableau ?

— C'est une grande maison bourgeoise au fond d'un parc avec des personnages en premier plan, tous jours un peu droits, figés, et surtout un immense ciel bleu. Je l'ai toujours dans les yeux. J'ai fait une enquête et j'ai retrouvé le nom de sa propriétaire. C'est une marchande, mais elle doit être comme moi, elle m'a fait comprendre que ce tableau était tout à fait hors commerce. Alors j'attends...

Propos recueillis par

HERVÉ GIMBERT.

★ Galerie Geneviève-Rolde, 11, rue de l'Échaudé, 75006 Paris. Jusqu'au 30 juin. Catalogue 150 F.

Témoignage

Une journée pour

Le nom de René Lebowitz (1913-1972) est à peine connu du grand public, mais tous les musiciens savent, ou font comme s'ils savaient, qu'il fut de 1945 à 1947 celui qui fit découvrir à toute une génération, dans ses cours privés, les œuvres de Schoenberg, Berg et Webern et publiées à la même époque deux ouvrages : Schoenberg et son école (1946) et Introduction à la musique à douze sons (1949), qui allaient répandre, pour le meilleur et pour le pire, les principes de ce qu'il avait lui-même appelé la musique dodécaphonique.

Mais le respect dû au pédagogue a permis de juger plus sévèrement le compositeur qu'il était avant tout. Lorsqu'on demande : « connaissez-vous sa musique ? », les plus honnêtes répondent : « non, mais j'en ai entendu parler » ; cela ne vaut pas grand-chose, c'est très scolaire. D'autres seront plus affirmatifs et plus critiques s'il se peut. Certains de ses disciples qui n'ont pas oublié leur maître se souviennent de lui avec chaleur, mais quelques-uns l'ont ramené avec éclat, et ces éclats ont fait tant de bruit qu'un lourd silence a suivi.

Et voici que le Festival d'Angers, en liaison avec le programme musical de France-Culture, décide contre toute attente de consacrer une journée (1) à celui que certains normalisent, en référence à un jugement excessif qu'il porta un jour sur Sibelius : « Le plus mauvais compositeur du monde ». Une quinzaine d'œuvres seront jouées, ce qui, sur les quatre-vingt-douze numéros d'opus qu'il a laissés, ne représente qu'un petit aperçu, mais la plupart seront données en première audition française sinon tout simplement en création.

Paradoxalement, l'initiative de cette journée ne vient pas d'un musicien professionnel mais d'un metteur en scène, Humbert Camerlino, qui a fait la connaissance de René Lebowitz à Lyon en 1968, lors de la création française d'Erwartung, de Schoenberg, qu'il avait été invité à diriger. Par la suite, Humbert Camerlino devait mettre en scène à Grenoble (en 1969) le seul ouvrage lyrique jarmale représenté de Lebowitz, un opéra-bouffe « noir » : Les Espagnols à Venise.

L'initiative d'Humbert Camerlino

Quatre autres opéras restent à créer, et Humbert Camerlino ne dissimule pas l'intérêt qu'il porte à leur dimension théâtrale. René Lebowitz, dit-il, avait souffert en profondeur tous les problèmes de l'opéra : ses écrits sur ce sujet (2) sont d'ailleurs d'une pertinence peu commune. A travers l'opéra, étant donné « l'impureté » du genre, il a dû faire éclater une rigueur qui, peut-être, l'enfermait dans d'autres œuvres. C'est là qu'il a pu donner la pleine mesure de ce qu'il avait à dire comme compositeur. Les sujets qu'il aborde dans ses opéras sont très stimulants, que les livres soient de Georges Limbour, pour les trois premiers, ou de lui-même pour les deux derniers. L'un de ceux-ci, le Labyrinthe (1969), s'inspire d'un texte de Beckett, et celui que je considère comme son chef-d'œuvre, Todou Cerran (1972), qui prend pour sujet une révolution dans une île

d'Amérique du Sud, est une œuvre d'une rare actualité toujours aussi vive.

« Ce sont là de véritables opéras, dans la descendance de ceux de Verdi, quoique avec un langage différent, bien sûr, mais en aucun cas des expérimentations. Ils ont besoin de la scène pour vivre, et Lebowitz était très soucieux de tenir compte, dans sa musique, de ses nécessités. En dehors de ses opéras, il me semble que ce sont ses grandes œuvres orchestrales qui rendent le mieux justice à ce qu'il était. Dans sa musique de chambre, il a pu parfois mériter les reproches qui lui ont été faits, d'un excès de rigueur, d'une traîtrise qui lui était étrangère.

« Humainement, c'était un homme chaleureux, d'une accessibilité extrême, d'une culture universelle, ayant le goût du paradoxe, dans la vie comme dans ses prises de position.

ODEON THEATRE NATIONAL

PÉGUY

Le Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc

FESTIVAL BERLIOZ

UN FILM DE SATYAJIT RAY

La Déesse

(DEVI)

السلامة العامة

sur un compositeur

découvrir Leibowitz

tion. Même ceux qui considèrent le théoricien qu'il était comme « le grain de sable qui a enrayé pour longtemps la machine compositionnelle », s'accordent sur ce point.

« L'aspect quelque peu dogmatique de son enseignement, qu'on retrouve dans ses livres théoriques, était une position de combat, presque terroriste, adaptée à une époque où l'opposition des musiciens en place était si vive qu'elle obligeait à une attitude de rigueur extrême pour qu'on ne prenne pas son adhésion au langage de l'école de Vienne pour un simple coup de cœur.

« En se mettant ainsi au service de la pensée schoenbergienne, en l'exagérant parfois, il a eu un peu de sa singularité qui n'est ressortie que plus tard. Face aux attaques qu'il a susci-

tées de la part de certains de ses disciples, et auxquelles il n'a pas voulu répondre, il reconnaissait être allé contre l'enseignement de Schoenberg en donnant trop vite des « recettes » à des esprits qui, n'étant pas prêts à les recevoir, les ont dénoncées presque aussitôt.

« Envers et contre tout, peu joué, ne sollicitant ni ne recevant de commandes, René Leibowitz est allé jusqu'au bout de son angoisse et de son amertume, au bout de son chemin de compositeur. Même s'il s'agit d'une voie sans issue — il est trop tôt pour le dire — nous devons d'abord écouter sa musique. Grâce aux soins de Jacques-Louis Monod, toutes ses partitions sont disponibles désormais aux éditions Moby, à New-York. Il ne reste qu'à les jouer.

L'ami de Lévi-Strauss

« Ce n'est certes pas le seul compositeur dans ce cas ni peut-être le plus grand, mais quand bien même sa musique ne concernerait-elle que le moment qu'un caracol restreint, il est juste que ceux qui ont besoin de cette œuvre puissent y avoir accès. Je pense notamment à cette Toccata que Leibowitz a dédiée à Claude Lévi-Strauss à la suite d'une conversation sur la tige à donner à l'un des chapitres de l'Astronomie bien tempérée, dans le Cru et le Cuit; n'ayant jamais été jouée, elle n'a pas encore atteint son destinataire qui va la découvrir enfin.

« Que cette musique ne soit pas précisément celle à laquelle un homme comme Lévi-Strauss est le plus sensible n'a pas empêché leur amitié d'être très profonde; leurs conversations, en ce domaine, roulaient sans doute sur leurs admirations communes, car René Leibowitz, sorti de son enseignement, ne parlait pas tellement du dodécaphonisme. Il est d'ailleurs symptomatique que, en dehors du milieu musical, ceux qui l'ont bien connu : des poètes, des écrivains, comme Michel Leiris par exemple, aient eu tout autre perception de celui qui leur a donné une ouverture toujours passionnante sur son art.

« Mais à présent que les violents querelles sont tombées, on constate chez les musiciens qui ne l'ont pas approché une curiosité très vive à son égard. Ainsi Philippe Art-Bachette, producteur de cette tournée pour le programme musical de France-Culture, qui est parti avec enthousiasme dans l'aventure. Roger Tessier, directeur artistique du Festival d'Angers, qui l'a intégré dans son programme, et tous les musiciens qui travaillent ses œuvres en ce moment.

« Il y a, par ailleurs, en projet, la création d'une fondation Leibowitz, en liaison avec le CNRS, peut-être parce que dans le flot où se trouve actuellement la réflexion théorique on éprouve le besoin de se tourner vers quelqu'un qui se situe historiquement et culturellement à la croisée des chemins. Quoi qu'il en soit, René Leibowitz appartient à notre patrimoine, au moins comme du ciment entre les pierres et davantage sans doute par certaines de ses œuvres.

Propos recueillis par GERARD CONDE

1) Deux concerts retransmis en direct à 16 heures et à 20 h 30, le 20 juin sur France-Culture précédés d'une émission à 10 h 50.
2) Réunis dans les *Fonctions de l'Opéra* paru chez Gallimard en 1972.

LES MÉMOIRES DE CLAUDE AUTANT-LARA

Zorro chez les snobs

L'AUTOBIOGRAPHIE, particulièrement dans les milieux du cinéma, est un genre très prisé, qu'il s'agisse de comédiens (Simone Signoret, Laurence Bacall, David Niven) ou de cinéastes (Raoul Walsh, tout récemment Roman Polanski). Les auteurs déploient, en général, devant nous la grande légende du succès à tout prix, une *success story* qui prend valeur quasi divine. C'est ainsi qu'il est écrit dans les *Mémoires* de Claude Autant-Lara, le cadet de King Vidor, né seulement en 1901 et toujours sur le pied de guerre, — qui nous invite à l'accompagner dans cette première tranche de vie, jusqu'à l'avènement du cinéma parlant et son départ pour Hollywood en 1930.

On lit ces six cents pages serrées, d'autant plus riches que les phrases sont presque toujours hachées, la ponctuation nerveuse, avec passion et supériorité, comme si l'on assistait à une avalanche, au soudain déboulement des éléments déchaînés. Tout y passe, et d'abord une bonne partie de la légende culturelle de ce début du vingtième siècle. Claude Autant-Lara a la chance de naître dans une famille d'artistes, de bohèmes, un père architecte connu, à qui Rodin rend visite comme en passant, une mère actrice à la Comédie-Française avant la première guerre mondiale,

tous deux pacifistes à tout crin, dont la sanglante boucherie de 1914 n'arrivera pas à étouffer la protestation.

Suivant ses parents qui l'emmènent partout avec eux dans leurs sorties artistiques, l'enfant gâté assiste à la création du *Sacre du printemps* de Stravinski, souvenir vivant. Pour

Claude Autant-Lara la révolution des Ballets russes est détournée de ses fins par une élite qui a vite fait de tout récupérer. Le scandale des débuts, — et Autant-Lara garçonne à sa tout voir, tout garder en mémoire, — cède la place au parisianisme. Le narrateur n'y va pas de main morte qui entrecroise par la même occasion Braque, Picasso, Chagall.

sans pitié, avec des arguments qui, cette fois, ne laissent place au moindre doute. Le récit de Claude Autant-Lara s'achève en apothéose avec une épopée maritime insensée, sur un thonier, en Méditerranée, pour partir à la rencontre de Trotski juste chassé de Russie et avec qui le cinéaste, plus frustré que jamais, espère tourner le film de sa vie.

De René Clair à Léon Trotski

La guerre survient, l'enfant terrible, cadet du héros de Raymond Radiguet dans le *Diable au corps*, ne s'adapte pas, est jugé insupportable par son père qui l'envoie quelques mois en Angleterre. Il apprend, et parle toujours à la perfection, la langue de Shakespeare. Il se heurte à l'établissement scolaire tel que l'a décrit Lindsay Anderson dans *ff...* : éducation de brutes qui prétend former des hommes. Quand il rentre à Paris, qu'il étudie les beaux-arts, il a déjà seize ans, pour lui et les camarades de son âge la grande hantise demeure que ça finisse assez tôt pour échapper au casse-pipe. Sa mère, Louise Lara, crée en permanence le scandale au Français en prônant par sa tenue le pacifisme et la non-violence. Un jour, après-guerre, le père et la mère quitteront leur métier, lui l'architecture, elle la Comédie-Française, pour se consacrer exclusivement à la création d'un théâtre gratuit, rue Lepic, où ils engloberont pendant l'entre-deux-guerres toute leur fortune.

Sans perdre un moment, Claude Autant-Lara poursuit sa descente en flammes des valeurs consacrées. Paul Claudel et son catholicisme à l'éclipse sont épinglés. Rien ne résiste à cette volonté de tout dire, de soulever toutes les voiles, de mettre à nu tous les mensonges. Il s'attarde longuement sur Jean Cocteau avec qui il connaît bien des mésaventures. A propos

de Raymond Radiguet, il n'hésite pas à suggérer que l'auteur d'*Orphée* pourrait bien avoir incité son jeune protégé à édulcorer le côté antimilitariste du *Diable au corps*. Le film, un quart de siècle plus tard, sera un peu la mise au jour d'une version originale supposée.

Avec le cinéma proprement dit, l'aventure devient vite tragique, malgré des débuts heureux grâce aux amis qui l'encouragent et pour qui il gardera une amitié jamais démentie : Marcel L'Herbier, puis René Clair. Autant-Lara accède au septième art en commençant à dessiner des décors, il se retrouve encore travailler dans cette capacité sur la *Nana*, de Jean Renoir, vers 1925, ce qui est l'occasion d'un portrait sans complaisance du futur réalisateur de *La Grande Illusion*.

Ce premier volume de *Mémoires* s'achève sur trois temps forts comme on en trouve rarement dans ce genre d'ouvrage. Sa rencontre avec Georges Méliès arrache littéralement le cœur, on a de la peine à imaginer que tout est vrai tant on croit presque entendre le narrateur de *La Rage dans le cœur* décrire son exil forcé du métier qui le passionne. Ensuite, le tournage du premier film en cinémascope, qui n'était alors que l'hypergon du professeur Chrétien : les méthodes de l'industrie cinématographique sont dénoncées

LOUIS MARCORELLES

* *La Rage dans le cœur*, 622 p., illustré, Henri Veyrier éditeur. Prix : 150 F.

«UNDER FIRE», UN FILM DE ROGER SPOTTISWOODE

Etre ou ne pas être mercenaire de l'information

RUSSELL PRICE, reporter-photographe américain, court toujours là où il y a une guerre, pour en ramener des images sensationnelles. Il ne choisit pas son camp, il se place aux points les plus chauds des conflits, cherche les meilleures scènes de violence. Nick Nolte, blond costaud ressemblant à Brando jeune et à Depardieu, impose, d'emblée, quelque part au Tchad, ce casse-cou jouant avec la mort pour un « scoop ».

Du Tchad, puis de l'Angola, Price passe au Nicaragua. C'est en 1979 — le film a été tourné en 1983 et présenté au dernier Festival de Deauville — et la dictature de Somoza se heurte à la révolution sandiniste. Beau terrain de chasse, sur lequel Price retrouve Alex Graziop, journaliste correspondant de guerre, plus âgé que lui, et par lequel il a été formé. Graziop songe à la retraite, mais il a suivi une jeune femme qu'il aime, Claire Snyder, reporter radio, elle aussi acharnée de l'information. Avec Nick Nolte, Gene Hackman, massif, habitué du baroud, et la belle et énergique Joanna Cassidy, forment un trio comme les amis Howard Hawks : deux hommes unis par l'amitié virile et le courage, une figure féminine à la fois complémenteuse et dérangeante.

Les deux films précédents de Roger Spottiswoode, *200 000 Dollars au soleil* et *Le Train de la mort*, étaient bien ficelés mais ne laissaient pas présager cette maîtrise de la mise en scène, cette façon de camper physiquement et psychologiquement des personnages lancés dans l'aventure dangereuse et les escarmouches amoureuses. La référence à Hawks est un retour à une grande tradition hollywoodienne, à partir de

laquelle Roger Spottiswoode pose le problème moral et politique du rôle des reporters.

Il y est, d'abord, un scénario de Clay Frohman inspiré de l'histoire d'un correspondant de guerre prisonnier du Vietnam. Puis un nouveau développement par le scénariste Ronald Shelton, qui est pour conseiller technique le photographe Matthew Naythons. Celui-ci avait couvert, pour *Time*, les événements du Nicaragua, de 1977 à 1979. Sur cette base réaliste, on a fait un documentaire, Spottiswoode a mis en cause l'intervention américaine au Nicaragua, les manœuvres de la

CIA, mais à travers l'évolution personnelle de ses trois personnages. Alex, professionnel russe, se soucie peu des forces en présence. Claire obtient un entretien avec Somoza et fouine chez le Français Jazy (Jean-Louis Trintignant, rusé, et masquant sous un détachement cynique ses véritables activités). Russell miraille avec son appareil les patrouilles et les ratissages des soldats du dictateur, ce qui lui vaut quelques ennemis. Le film bascule lorsque Alex, comprenant que Claire va lui échapper, décide de rentrer aux États-Unis où il aura un poste de tout repos à la télévision.

L'année de tous les dangers

Russell et Claire sont pareillement ambitieux, tenés par le besoin du reportage exclusif, où qu'il puisse se présenter. Devenus amants, ils travailleront ensemble, selon leur conception commune. Le bruit court que Rafael, chef des rebelles sandinistes, est mort. Alors, ils vont aller voir dans son camp ce qu'il en est. Après avoir filmé leur intrépidité, le réalisateur les met brusquement au pied du mur. Eux, que la violence dite légale de l'armée de Somoza n'impressionnait pas, découvrent qu'on ne peut pas rester neutre ou indifférent. Russell surtout, qui s'est mêlé à une guerre de trop. Chez les guérilleros, il comprend les raisons de cette révolution. Rafael a été assassiné. Russell, qui finit par aider Claire, d'abord réticente, photographie son cadavre en lui donnant les apparences de la vie.

Cette photo, si elle est diffusée, sera le grand coup de sa carrière, mais, en même temps, et pour la

première fois, son choix pour une cause. De cette mystification ambiguë naît une expérience douloureuse. Alex revient pour rencontrer Rafael. Somoza ordonne de sauter les représailles, appuyé par la CIA. Jazy dérobe les clichés pris par Russell et permettant de repérer les insurgés. Et si la mise en scène, à partir de là, devient plus spectaculaire, c'est pour montrer le gâchis tragique engendré par les mercenaires de l'information. Car, au fond, Russell était semblable à ce soldat de fortune se vendant au plus offrant, qu'il a rencontré au Tchad (Ed Harris, crâne rasé, force brutale en marche perpétuelle) et revu en massacreur au service des somozistes. L'acte en faveur des guérilleros est à double détente. Une dernière épreuve attend Russell, pour le retourner complètement, avec ses remords, malgré l'amour de Claire. D'une certaine manière, *Under Fire* cristallise tous les doutes

exprimés par des films tels *L'Année de tous les dangers*, *Missing*, *Le Faussaire*, ou *Frontières* (cette production hollandaise présentée dans la section « Un certain regard » du Festival de Cannes et dont la fin comporte de curieuses analogies avec celle de Spottiswoode) sur le pouvoir des médias et de leurs représentants. C'est aussi un défi lancé à l'Amérique de Reagan et à l'opinion publique irritée contre la presse accusée de tous les péchés, et qui fut, d'ailleurs écartée récemment de l'île de la Grenade. Ce n'est pas la première fois qu'on dénonce au cinéma les méthodes du journalisme à sensations. Mais *Under Fire*, sous ses aspects de film d'aventures à la Hawks, brise les mythes cinématographiques du reporter héros ou salaud selon les circonstances, et prend parti, dans l'adoption d'un esprit de la CIA et la chute de Somoza, pour l'aveil de la conscience du correspondant de guerre.

On ne navigue pas impunément dans le « neutralisme objectif ». C'est une illusion. Au-delà même des personnages d'Alex, Russell et Claire, *Under Fire* s'élève contre les manipulations des guerres civiles — celle du Nicaragua apparaît sans fards — et les intrusions étrangères dans les affaires intérieures des États dont les grandes puissances font leurs enjeux. S'il ne prétend pas pouvoir les empêcher, ce film applique, en tout cas, d'une façon générale, sa lucidité à la nécessaire moralité de l'information. On appelle cela aussi déontologie.

JACQUES SICLIER

* Voir les films nouveaux.

THEATRE DE LA VILLE
ANNATEL DIRECTEUR JEAN TRESCURE

SAISON DE DANSE
20 h 30
matinée dimanche 24 H 14 h 30
places 46 F et 72 F

ballet cullberg
SUÉDE
du 19 au 24 juin
Giselle
de Adolphe Adam
chorégraphie
Mats Ek

du 26 au 30 juin
Le Sacre du Printemps
de Igor Stravinski
chorégraphie
Mats Ek

La Nuit Transfigurée
de Arnold Schönberg
chorégraphie
Jiri Kylian

Il était une fois la maison
de Dimitri Chostakovitch
chorégraphie
Luc Boury

18 h 30
une heure sans entracte 33 F
du 21 au 30 juin
représentation exceptionnelle
lundi 25 juin

carolyn carlson
solo
Blue Lady
location
2, place du châtelet
274.22.77

PLTIT
O D E O N
1 8 h 3 0
DU 5 JUIN AU 8 JUILLET

HOMME avec FEMME ARBRE et ENFANT
de Yves Fabrice Lebeau
Mise en scène de Jacques Baillon
avec Alain Pailon et Claire Vernet
de la Comédie Française
et Sophie Caffari

poche
DELMAS BIERRE 548.92.97
« REVELATION DE L'ANNÉE »
Prix du Syndicat de la Critique

Gertrude Stein
Un bouleversant spectacle, trésor de sensibilité, d'imagination et d'intelligence.
Nouveau Journal
Un sommet de l'art du théâtre. Le Monde

le plaisir de l'amour
Fête galante, France Sorel - Soirée privée...
un incontestable bonheur. Figure - Une des plus lumineuses soirées de Paris cette saison. Un Duvigne - Un spectacle qui fait une admiration... un délice de tous les instants... « le plaisir de l'amour... » un plaisir de théâtre. Quotidien de Paris

Mercedes-Benz France
expose les œuvres du peintre

STAEBLER
du 7 juin au 6 septembre 1984.
dans son Hall
118,
Avenue des Champs Elysées,
Paris 8^e.

TMP-CHATELET - LUNDI 18 JUIN - 20H30

Jean-Pierre Wallez, direction
S. Greenberg, soprano
J. Aler, ténor - J.P. Bogart, basse
Chorale Vittoria d'Argenteuil
HAYDN : LES SAISONS, Oratorio

Location - Agences et
TMP-CHATELET
261 79 33

ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS
WALLEZ - JEAN-PIERRE WALLEZ

"DEMONS"
spectacle de
Lila GREENE
du 12 juin au 1^{er} juillet 84

Sous la Place de la Bastille
canal Saint-Martin

Loc. 357.42.14

Théâtre de la Bastille
Ministère de la Culture
Ville de Paris
Crédit Mutuel Ile de France

Programmes du Théâtre de l'Europe

GIORGIO STREHLER a présenté, le 5 juin, au cours d'une conférence de presse, l'ensemble du programme de la saison 1984-1985 du Théâtre de l'Europe.

Pour la deuxième année, cette nouvelle institution, qui a pour but de faire connaître et circuler des spectacles de qualité montés en Europe, accueillera d'octobre à mars à l'Odéon et au Petit Odéon une série de spectacles en français ou en langue étrangère.

Giorgio Strehler présentera deux de ses mises en scène : *l'illusion comique*, de Corneille (en français), avec la troupe créée à cette occasion, et *l'Orage*, d'August Strindberg (en italien) avec le Piccolo Teatro di Milano. *Les Possédés*, de Dostoevski, sera présenté en anglais par l'Almeida Theatre de Londres, dans une mise en scène de Yuri Lyubimov. Le cinéaste ingénieur Bergman présentera une mise en scène du *Roi Lear* (en suédois) avec le Théâtre royal dramatique de Stockholm.

Prochaine saison musicale de Radio-France

La politique musicale de Radio-France sera maintenue intégralement, a affirmé M. Jeanneret, président de la société nationale de radio-diffusion, en présentant la prochaine saison avec Alain Durel, délégué aux programmes et services musicaux. De fait, on retrouve les lignes de force habituelles dans les deux cent vingt concerts de tout genre qui seront donnés à Paris, et chacun y trouvera son bonheur. Radio-France poursuit son labeur essentiel en faveur des œuvres contemporaines (soit quarante compositeurs, dont la moitié de français, avec soixante créations, dont vingt-quatre commandes), les jeunes interprètes et, bien entendu, le grand répertoire, de chambre et symphonique.

La richesse de ces concerts défile l'analyse. Radio-France a fait un effort particulier de présentation de sa saison en éditant un élégant fascicule vert qui donne à la fois les programmes de tous les concerts offerts dans les vingt-cinq séries d'abonnements et un calendrier complet du 20 septembre au 28 juin.

La programmation du Petit Odéon n'est pas encore totalement arrêtée, à l'exception de trois spectacles : *le Mal du pays*, de Jacques-Pierre Amette, *Adi und Edi*, de la Tchécoslovaquie Jelena Kohout, *l'Histoire de Tanné et de Rablé*, de l'irlandais Robert Maguire.

Pour Giorgio Strehler, cette deuxième saison représente « le passage de l'enfance à l'adolescence » du Théâtre de l'Europe, et devrait marquer le développement d'une politique théâtrale européenne. Ainsi l'exemple de la France, « premier pays à avoir donné vie à une institution théâtrale européenne », est repris par l'Italie : tous les spectacles présentés dans la capitale parteront ensuite à Milan.

Giorgio Strehler a également précisé que le gouvernement italien a décidé de créer une institution similaire et que le Piccolo Teatro, dont il est directeur, est choisi pour remplir le même rôle que l'Odéon en France. Il a enfin appelé à la création de théâtres semblables partout ailleurs en Europe.

Parmi les nouveaux cycles, notons des « Journées Bach-Händel » avec Jörg Darius et l'Orchestre de chambre de Stuttgart, dirigé par Karl Münchinger, et l'intégrale des sonates de Beethoven par Daniel Barenboim.

La saison lyrique permettra d'entendre Falstaff, l'Eau, création d'Essvay, le Chevalier à la rose, les Contes d'Hoffmann, Fedora, de Giordano, Don Giovanni, Tête d'or, création d'Henry Bernold, la Vie pour le tser, le Walkyrie.

Citons, au hasard de la lecture, quelques titres d'effiche : Mirella, Jochum, Muti, Sawallisch, Neumann, Ashkenazy, Argerich, Ozawa, Prêtre, Yo-Yo Ma, Perlman, Leonard, Boulez, Kremer, Janowski, Ryssnek, Leitner, Herreweghe, Mermer, Fischer-Dieskau, Corboz, J. Norman, le Quatuor Melos, Christie, Scott Ross, et bien d'autres que le lecteur prendra plaisir à repérer lui-même.

* Renseignements et abonnements : Radio-France, Service accueil et animation, place 227, 116, avenue du Président-Kennedy, 75786 Paris Cedex 16. Tél. 230-23-08.

en V.O. : MARGAN - LES PARNASSIENS - HAUTEFEUILLE
FORUM HALLES - ACTION LAFAYETTE - 14 JUILLET BEAUGRENETTE
14 JUILLET BASTILLE - OLYMPIC ST-GERMAIN - en V.F. : FRANÇAIS
MONTPARNAISSE PATHÉ - FAUVETTE - CLICHY PATHÉ - NATION
VERSAILLES C2L - ENGHEN FRANÇAIS - ST GERMAIN C2L - VÉLIZY Studio
THIAIS Belle Épine - LA DÉFENSE 4 Temps - CHAMPIGNY Pathé

HITCHCOCK LES ANNÉES D'OR



Le cinéma se livre au 5 chefs-d'œuvre que le cinéma français n'avait pas connus depuis près de 20 ans. Alors reviennent enfin 5 chefs-d'œuvre que le maître lui-même résumait en ces termes : "Crime, violence, banditisme et un ou deux films d'essai."

MAIS QUI A TUÉ HARRY?
(THE TROUBLE WITH HARRY) 1956

avec EDMUND GWEEN JOHN FORSYTHE
et pour la première fois à l'écran SHIRLEY MACLAINE - Réalisé par ALFRED HITCHCOCK
scénario de JOHN MICHAEL HAYES d'après le roman de JACK TREW-STORY

SELECTION

CINÉMA

Mais qui a tué Harry ? d'Alfred Hitchcock

Un cadavre traîne dans les feuilles mortes. Qu'en faire ? Une farce bon enfant où les dialogues caracolent, une surprise de plus signée Alfred et surgissant du passé pour le plaisir de tous, petits et grands.

- ET AUSSI : *Rétrospective du cinéaste philippin*, Mike de Leon, *Quinze ans de réalisateurs et un certain regard* (Festival de Cannes), à la Cinémathèque française. *Ciné-Romans au Panthéon* (à l'occasion de la parution du dictionnaire des littératures de langue française aux éditions Bordas). *Mélie et autour de Mélie*, au Studio 43.

THÉÂTRE

Wielopole Wielopole au Théâtre de Paris

Kantor revient, avec les images en noir et blanc de son village natal, des croix omniprésentes, des soldats, et de la mort qui prend les vivants, qui les prend en photo et les garde. Kantor revient, puissant et ardent, qui dirige les paroles empressées et les silences anxieux, la danse des comédiens et de leurs poupées jumelles, le ballet des fantômes d'aujourd'hui et d'hier.

Le Prince de Hombourg à l'Odéon

Beauté barbare d'un monde démodé qui rejette le prince somnambule dans la folie. Kleist le subversif, vision de Karge et Langhoff, deux Allemands deux fois Allemands, avec Gérard Desbarre et Philippe Clément, avec des comédiens lancés dans l'impitoyable logique de la souffrance et de la lucidité.

MUSIQUE

Nice, le Marais, Angers, Divonne...

Chaque jour, un nouveau festival lance ses premières fusées dans le ciel de France. C'est aujourd'hui le Festival de musique sacrée de Nice, qui rendra hommage, entre autres, à Pierre Cochereau, Vienne, Caldar, Messiaen et Berlioz (du 13 au 27 juin ; rens. (93) 62.12.12, poste 2755). Vendredi, le Festival du Marais débute avec les merveilleux musiciens de Musique Antique de Cologne (Saint-Merri) et annonce Christopher Wicks (le 18), Elly Ameling (le 19), puis la *Missa Criolla*, H. Delavault, R. Laman-dier, Hesperion XX, etc. (rens. 887.74.31). Angers commence en même temps sa grande semaine de musique contemporaine, qui permettra d'entendre des œuvres de quarante-sept compositeurs d'aujourd'hui (du 15 au 21 ; rens. (41) 60.32.32).

A l'est, dans le parc reposant de Divonne, le Beaux-Arts Trio commence une intégrale des trios de Beethoven, et sera relayé par le Clemence Consort, les Quatuors Enesco et Edelmann, les Solisti Veneti, et des interprètes tels que Augustin Dumay et Silecia Armstrong (du 16 juin au 6 juillet ; rens. (50) 20.06.63).

Aix-en-Musique fête le début de la saison estivale en offrant gratuitement à la population une pléiade de jeunes artistes français de grand talent tels que Olivier Cabasso, Raphaël Oleg, Laurent Cabasso, Gilles Burgos, etc. (du 15 au 27 ; rens. (42) 26.23.38). A Nohant, chez George Sand, deuxième week-end réunissant le Beaux-Arts Trio et Elly Ameling (les 15 et 16 ; rens. (54) 48.11.36).

N'oublions pas, dans la région parisienne, le Festival de Versailles avec un grand événement : l'Alceste de Haendel, par l'English Bach Festival (les 18 et 19), et à Ville-d'Avray un hommage mérité à Vincent d'Indy, si cruellement

délaissé (du 15 au 21 ; rens. 750.44.28).

JAZZ

Martial Solal et Joachim Kuhn au TEP

Rencontre au sommet de deux des plus grands spécialistes européens, le 14 juin au TEP.

- ET AUSSI : *Les Journées de musique vivantes*, organisées par le GRIM, jusqu'au 16 juin, à Marseille.

DANSE

Merce Cunningham au Théâtre de la Ville

Celui qui a sorti la danse de la scène à l'italienne et qui se renouvelle encore et toujours à travers des créations comme *Pictures*, son dernier chef-d'œuvre.

Danseurs tous en Seine d'Odile Azagury

Réver la nuit en bateau-mouche entre Notre-Dame et le pont Mirabeau, un trajet d'images et de sons.

« Carmina Burana » de Carl Orff au Théâtre musical de Paris

Un opéra-ballet fleuve chorégraphié par Brigitte Lefèvre, dansé par le Théâtre du Silence, avec les Concerts Lamoureux, le chœur Montjoie et la Maîtrise de la Sainte-Chapelle (13, 14, 15 juin, 20 h 30).

- ET AUSSI : *Démons de Lila Green*, une folie nocturne sur le canal Saint-Martin (renseignements au Théâtre de la Bastille, 357.42.14).

Pierre Droulers au Centre culturel de Wallonie (Miserere) à 20 h 45, *Charlotte Dela-porte et Cécile Borne* au Théâtre de la Bastille (20 h), *Speedy Banana* au Théâtre des Amateurs de Paris (la Banana speedée - geste et rire) 20 h 45, le Ballet Jazz-art à l'Escalier d'or (20 h 30).

EXPOSITIONS

La donation Kaufmann-Schlageter au Louvre

Une donation particulièrement importante, offerte au Louvre sous réserve d'usufruit. Elle est pour la première fois montrée au public avant de regagner la demeure de ses deux donateurs habitant une ville de l'est de la France, MM. Kaufmann et Schlageter. Ces tableaux italiens et français des XVII^e et XVIII^e siècles, acquis avec goût et savoir, ont été amassés pendant de longues années en pensant aux lacunes des collections du Louvre, qu'ils combleront souvent avec bonheur, avec notamment des œuvres de Creti, Bazzani, Cusquino, Tiepolo, Pitagora.

A part trois dessins, dont deux chefs-d'œuvre de Fragonard et de Greuze, l'école française est représentée par de grandes toiles de Vouet, Le Sueur, Lemoine, Hubert Robert, par deux dessus-de-porte de Legrenet l'Aîné pour la chambre de Louis XV au château de Bellevue et par le brillant tableau de Boucher, *Le Sacrifice de Cédion*.

Les meubles du Mobilier national au Centre Georges-Pompidou

Une exposition des productions de l'Atelier de recherches du Mobilier national, depuis sa création en 1964. Un choix parmi le meilleur du design en France, réalisé avec l'aide de l'Etat pour stimuler la qualité de l'industrie du meuble et, accessoirement, pour décorer en moderne les résidences officielles, dont l'Elysée (= Le Monde aujourd'hui a daté 10-11 juin).

Claudio ARRAU étant souffrant, le concert qu'il devait donner ce mercredi 13 juin est reporté au 27 juin. Les billets seront automatiquement validés ou seront remboursés le jeudi 14 juin à la salle Pleyel.

GALERIE RENÉ DROUET
104, r. du Fbg-St-Honoré - 266-67-25
JOHN PHILLIPS
14 juin - 5 juillet

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES
DANIEL DARS, GUY DESCAUX
présentent :
HENRI GARCIN
ANNICK BLANCHETEAU
BATAILLE NAVALE
COMEDIE DE JEAN L'HÔTE
PRIX DE LA FONDATION JOHANSON
Image et son - GEORGES WERLER
Décor : PACE
Luc Swindl agences et par tél 723.35.10

RÉTROSPECTIVE
MICHEL DUFET
au Musée Bourdelle
18, rue Armand-Bourdelle
(M^o Monparnasse)
T.L.L. tel lundi - 8 JUIN-30 SEPTEMBRE

GALERIE LOUISE LEBOIS
47, rue de Valenciennes, 75009 Paris
853-26-26 - 523-37-14
PICASSO
47 peintures
1904-1972
jusqu'au 16 juin
Tous les jours sauf dimanches et fêtes

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
11, rue Payenne, 75003 Paris
LENNART RODHE Peintures, gravures, tapisseries
(jusqu'au 11 juillet)
RUBEN HELEANDER Peintures
(jusqu'au 13 juillet)
Lundi-vendredi, 12 h-18 h - Samedi-dimanche, 14 h-18 h

GALERIE CAILLEUX
136, faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris
LE DESSIN EN COULEURS
Aquarelles, Gouaches, Pastels
(1720-1830)
du 5 juin au 13 juillet

(Publicité)
RECONNAÎTRE L'ART
Roman, gothique, renaissance, baroque : ces trois styles ont marqué huit siècles de l'histoire de l'art.
Véritable guide de ces styles, RECONNAÎTRE L'ART consacre à chacun d'eux, à la suite d'une brève introduction historique, une étude des différentes formes d'expression : architecture, sculpture, peinture et arts dits « mineurs ».
A la fois rigoureux et résolument clairs, les textes sont accompagnés de 170 reproductions en couleurs des œuvres les plus belles et les plus représentatives, avec, en regard, des schémas qui en mettent en relief les caractères distinctifs.
RECONNAÎTRE L'ART : un guide pratique et un moyen rapide et agréable d'approfondir ses connaissances générales tout en abordant le plus aisément du monde les chefs-d'œuvre qui constituent l'essentiel de notre patrimoine artistique.
45 F.T.C.

SOLAR

DEUX EXPOSITIONS au MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS
Un panorama de la peinture contemporaine
« SUR INVITATION »
185 peintres
40 ANS DE POLITIQUE
vus par le dessinateur TIM
du 14 juin au 17 septembre, de 12 h à 18 h
Samedi et dimanche de 11 h à 18 h
Fermé le mardi
107, rue de Rivoli, 75001 PARIS

Son portrait a été réalisé par les plus grands peintres de son époque qui ont également créé les décorations et les costumes de son œuvre théâtrale. Ces documents sont exposés au Musée des Beaux-Arts avec les manuscrits faisant partie de son héritage artistique.

Shakespeare

Héritage - Image
Musée des Beaux-Arts Bâle
6 juin - 9 septembre 1984
tous les jours 10-17 h
Avec le concours de la Fondation Paul Sacher, Bâle
Entrée : F 7.-/5.-
Pour toutes manifestations supplémentaires veuillez consulter la presse.

afel 100 155A

DES ARTS

ET DES SPECTACLES

... LE MONDE - Jeudi 14 juin 1984 - Page 21

CINEMA

LA FIEVRE DANS LE SANG (A. v.a.) : Studio Berrand, 7 (783-64-66).
LE FLEUVE (A. v.a.) : Action Christian 15, 6 (329-11-30).
FURYO (A. v.a.) : André Berrand, 13 (337-74-39) ; Saint-Lambert, 18 (332-91-68).
GIMME SHELTER (A. v.a.) : Vidéo-stone, 6 (325-60-34).
L'HOMME AU BRAS D'OR (A. v.a.) : Action Christian 15, 6 (329-11-30).
L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A. v.a.) : Club-Beaumont, 2 (271-52-36) ; Saint-Michel, 9 (329-91-77) ; George-V, 8 (324-41-46) ; Paramount, 14 (329-83-11) ; 14 Juillet Beaumont, 15 (329-79-79) - V.L. : Capit, 2 (328-11-11).
HUIT ET DEMI (R. v.a.) : Champ, 5 (337-51-47).
IL POSTO (R. v.a.) : Epée de Bois, 3 (337-51-47).

JESUS DE NAZARETH (R. v.l.) : Grand Pavois, 15 (354-46-83).
JEUNE ET INNOCENT (A. v.a.) : Paramount, 14 (329-83-11).
LE JOUR LE PLUS LONG (A. v.a.) : Champ, 5 (337-51-47) ; George-V, 8 (324-41-46) - V.L. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (743-56-31) ; Bastille, 12 (387-54-50) ; Mial, 14 (329-83-11) ; Beauvau Montparnasse, 15 (344-25-02) ; Convention Saint-Charles, 15 (379-33-00) ; Pathé Châtea, 18 (322-46-01).
JULES CÉSAR (A. v.a.) : Action Kiva Gaudin, 9 (329-44-40).
LA LUNA (R. v.a.) : Saint-Lambert, 18 (332-91-68).
LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A. v.a.) : Boite à Film (H. sp.), 17 (322-44-21).
MANHATTAN (A. v.a.) : Paramount Opéra, 9 (743-56-31) ; Publicis Champ, 5 (337-51-47).
MERLIN L'ENCHANTEUR (A. v.l.) : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).
MESRINE (Fr.) : Marignan, 2 (296-50-40) ; Paramount City, 8 (324-45-78) ; Mlx Linder, 9 (170-40-94) ; Paramount Opéra, 9 (743-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-83-11) ; Paramount Montmartre, 18 (606-34-25).
MOISE ET AARON (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (354-39-19).
MON NOM EST PERSONNE (R. v.l.) : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; Mial, 14 (329-83-11) ; Montparnasse, 14 (327-52-37).
LA NUIT (R. v.a.) : Epée de Bois, 3 (337-51-47).
NOBLESSE OBLIGE (A. v.a.) : Action Kiva Gaudin, 9 (329-44-40).
L'ŒUF DU SERPENT (Séid, v.a.) : Dancart, 14 (321-41-01).
ORFÈVE NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15 (354-46-83).
PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.a.) : Châtelet Victoria, 15 (308-94-14) ; Saint-Lambert, 18 (332-91-68).
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dea, v.a.) : Timples, 3 (272-94-56).
POUR TOI J'AI TUE (A. v.a.) : Saint-André-Arts, 6 (326-80-25).
QUAND PASSENT LES CIGOGNES (Sov, v.a.) : Champ, 5 (337-51-47) ; Olympia Europe, 14 (345-35-38).

LA REULE DU JEU (Fr.) : Champ, 5 (337-51-47).
RENCONTRES DU TROISIEME TYPE (A. v.a.) : Espace-Gabé, 14 (327-55-94).
SA MAJESTÉ DES MOUCHES (A. v.a.) : Boite à Film, 17 (322-44-21).
SUEURS FROIDES (A. v.a.) : Publicis Champ, 5 (337-51-47).
LE TAMBOR (A. v.a.) : République Cédex, 11 (305-51-33) - V.L. : Capit, 2 (328-11-11).
TESS (A. v.a.) : Champ, 5 (337-51-47).
THE ROSE (A. v.a.) : Châtelet-Victoria, 15 (308-94-14) ; Mial, 14 (329-83-11).
TO BE OR NOT TO BE (Lubich, A. v.a.) : Saint-André-Arts, 6 (326-80-25).
LES 39 MARCHES (A. v.a.) : Forum Opéra Express, 15 (253-42-26) ; Studio Capit, 9 (334-22-22) ; George-V, 8 (324-41-46) ; Paramount, 14 (329-83-11).
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (R. v.a.) : Epée de Bois, 3 (337-51-47).

LES 39 MARCHES (A. v.a.) : Forum Opéra Express, 15 (253-42-26) ; Studio Capit, 9 (334-22-22) ; George-V, 8 (324-41-46) ; Paramount, 14 (329-83-11).
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (R. v.a.) : Epée de Bois, 3 (337-51-47).

LES 39 MARCHES (A. v.a.) : Forum Opéra Express, 15 (253-42-26) ; Studio Capit, 9 (334-22-22) ; George-V, 8 (324-41-46) ; Paramount, 14 (329-83-11).
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (R. v.a.) : Epée de Bois, 3 (337-51-47).

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et préférez la Carte Club

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et préférez la Carte Club

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et préférez la Carte Club

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et préférez la Carte Club

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et préférez la Carte Club

Club du Monde des Spectacles
Réservation
Liste des Spectacles
Location réservée aux adhérents du Club du Monde des Spectacles
Renseignements : 281 26 20

● Festival d'Angoulême, Hôtel IV (H. de la Soie), les 10 et 12-07 ; Richard III (G. Lavautier), les 20 et 22-07 ; Ulysse (L.-C. Gaudin), les 20-07, 30 F (prix normal) ; Ballet de l'Opéra de Paris, les 2 et 3-08, 110 F (PN) ; L'Échelle rouge (Aperçu-Lavautier), le 16-07 ; Le Prince de Hombourg (Kern-Langhoff), les 21 et 25-07 ; La Coréenne (Kern-Langhoff), les 1 et 3-08, 65 F (TN) ; Hyman (Miguel Marín), le 13-07 ; Édouard II (Rita Pavese), le 24-07 ; Dans le jargon des vides (P. Struill), le 31-07, 88 F (TN) ; Les Sarrasins (Miguel Marín), le 11-07 ; Les Saisons (L. Deschamps), le 21-07 ; L'Amour des trois oranges (P. et F. Struill), le 29-07, 88 F (TN) ; On s'embrasse... (F. Struill), le 15-07 ; L'École des femmes (Miguel Marín), le 25-07 ; Orlando Furioso (Miguel Marín), le 3-08, 88 F (TN).
● Festival de Saint-Denis, avec Saisons Yocoyuki, Berthe Hérichon, José Carreras, José Van Dam, le 20-07, 280 F au lieu de 300 F (2^e série), 36 F au lieu de 400 F (1^{re} série).
● Chantal Goya, le 20-07/17 h 30, le 7-11/14 h, le 18-12/17 h 30 Palais des Congrès, 36 F au lieu de 110 F.
● Les professeurs de la cité à l'école, meilleur accueil et plaisir à 2^e concentration gratuite jusqu'à 40 participants au Palais des Congrès. Au lieu de 36 F au lieu de 40 F pour deux personnes et 100 F pour 40 personnes.
● Les Broadway à Broadway, les 21-08, 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (2^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (3^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (4^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (5^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (6^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (7^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (8^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (9^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (10^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (11^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (12^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (13^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (14^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (15^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (16^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (17^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (18^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (19^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (20^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (21^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (22^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (23^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (24^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (25^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (26^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (27^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (28^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (29^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (30^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (31^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (32^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (33^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (34^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (35^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (36^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (37^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (38^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (39^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (40^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (41^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (42^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (43^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (44^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (45^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (46^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (47^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (48^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (49^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (50^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (51^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (52^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (53^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (54^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (55^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (56^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (57^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (58^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (59^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (60^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (61^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (62^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (63^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (64^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (65^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (66^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (67^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (68^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (69^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (70^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (71^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (72^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (73^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (74^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (75^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (76^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (77^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (78^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (79^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (80^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (81^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (82^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (83^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (84^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (85^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (86^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (87^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (88^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (89^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (90^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (91^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (92^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (93^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (94^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (95^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (96^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (97^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (98^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (99^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.
● Les Broadway à Broadway (100^e partie) 23-08, 28-08, 10-07, Th. de Nanterre-Police.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et préférez la Carte Club

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et préférez la Carte Club

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et préférez la Carte Club

EN PLEIN CAUCHEMAR
UNIVERSAL PICTURES présente "EN PLEIN CAUCHEMAR"
1^{re} et 2^e parties écrites par CHRISTOPHER CROWE
3^e partie écrite par JEFFREY BLOOM
Producteurs Exécutifs ALEX BEATON et ANDREW MIRISCH
Producteur CHRISTOPHER CROWE
Réalisateur JOSEPH SARGENT
UN FILM UNIVERSAL, DISTRIBUÉ PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION
© 1984 UNIVERSAL CITY STUDIOS, INC.

Break Street 84

THE CHROM GROUP, INC. — GILAN GLOBUS "BREAKDANCE" — "SHIR" —
LUCIANA DIXIEY — "SHIR" — "SHIR" — BEN LOVEY — PHILIP NEWBORN — CHRISTOPHER MCDONALD
— JAMES BAKER — JAMES ROGERS — JAMES NEWBORN — GILAN GLOBUS
— CHARLES PINKER — ALLEN DUBOISE — GILAN GLOBUS — ALLEN DUBOISE — DAVID ZITO — JOLY SARGENT

COMMUNICATION

LA PUBLICITÉ SUR LES RADIOS LOCALES PRIVÉES
A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Plus libéral que moi...

L'Assemblée nationale a adopté mardi 12 juin en première lecture, après déclaration d'urgence, le projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et « relative à certaines dispositions applicables aux services de communication audiovisuelle soumis à autorisation ». Ce texte, qui autorise dans certaines conditions les radios locales privées à recevoir de la publicité (le Monde du 25 mai), a été voté par les députés socialistes et communistes, l'opposition s'abstenant.

Le débat parlementaire a placé dans une situation inconfortable les députés de la majorité comme ceux de l'opposition, alors même que l'unanimité se fait pour approuver l'objet principal du texte. M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) résumera l'embarras des uns et des autres en affirmant que dans ce domaine « majorité et opposition vivent sous le règne du remords tardif ». Remords qui expliquent sans doute que M. Alain Madelin (UDF, Ile-et-Vilaine), après avoir soulevé une exception d'irrecevabilité, ait défendu son point de vue sans grande conviction et sans épuiser son temps de parole, alors même que son groupe s'apprêtait à s'abstenir sur un texte dont il pouvait difficilement contester que l'inspiration « libérale » répond au vœu exprimé à droite depuis 1981. M. Jean-Jack Queyranne (PS Rhône), qui s'opposait à cette exception d'irrecevabilité — repoussée par 328 voix (PS-PC) contre 161 (UDF-RPR) — tout comme M. Georges Filloux, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, ont eu beau jeu de souligner les contradictions de l'opposition et de rappeler son attitude « autoritaire » lorsqu'elle était au pouvoir.

Génée pour attaquer sur le fond, l'opposition s'est rabattue sur une critique virulente des dispositions du projet qui prévoient une aggravation des sanctions pénales en cas d'infraction aux dispositions législatives sur la communication audiovisuelle, dispositions que MM. Madelin et Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne) ont jugées « scandaleuses ».

« Trois années fertiles »

Inconfort moindre, mais inconfort tout de même, du côté de la majorité. Les socialistes ont voulu présenter ce projet comme une nouvelle « étape » après les premières mesures d'une politique ayant permis d'éviter une situation anarchique « à l'italienne » et s'inscrivant dans un cheminement continu vers de nouveaux « espaces de liberté ». Ils ont refusé par là même d'admettre qu'ils auraient cédé, par injonction présidentielle interposée, à la pression des faits. L'opposition n'a pas manqué de rappeler le non aux « radios libres » de M. Pierre Mauroy, alors que M. Filloux rétorquait qu'il était temps de tirer les enseignements de « trois années fer-

tilles » et affirmait : « Nous avons rendu possibles toutes les radios libres, il faut aujourd'hui rendre libres toutes les radios possibles ».

De son côté, M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines), rapporteur du projet pour la commission des affaires culturelles, qui est depuis longtemps favorable à l'autorisation de la publicité, a réclamé pour la Haute Autorité de la communication audiovisuelle les moyens de faire respecter la loi. Quant à M. Alain Billon (PS, Paris), il a choisi d'aller plus loin que le gouvernement, en déclarant : « L'introduction de la publicité ouvre des marchés nouveaux (...), permet le développement d'un nouveau secteur économique (...). Sans doute la pratique du « franchisage » (...) est-elle à bannir sans hésitation comme celle de tous réseaux basés sur la possession directe qui serait en contradiction formelle avec toutes les lois sur la communication votées à ce jour. Mais en est-il de même pour les réseaux publicitaires, bases de règles qui pourraient, par exemple, avoir une assise régionale ? En est-il de même pour les agences de son permettant pour l'information ou d'autres produits audiovisuels de fournir des programmes de qualité à des stations dont on sait bien que le regroupement permettrait à la longue de préserver, même si c'est un paradoxe apparent, l'identité ? »

Réticence inverse chez M. Georges Fage (PC, Nord), qui, tout en affirmant que les communistes ne sont pas « publicitaires », a tenu à marteler tout au long de son intervention la priorité que son parti veut voir accorder au service public : « Il n'est que temps d'agir, a souligné M. Fage, car le service public s'affaiblit, sa crédibilité se réduit, ses personnels, déçus, se démobilisent. Il s'agit de notre culture, notre langue, notre création, notre indépendance, nos techniques de communication. Il est urgent de lui donner les moyens de son développement. Quel rapport avec les radios locales privées ? (...) C'est le même problème, justement. Si le parti de la décentralisation avait été soutenu, si Radio-France s'était authentiquement décentralisée avec dynamisme, la question même du financement des radios locales se poserait en d'autres termes aujourd'hui ».

JEAN-LOUIS ANDRÉAUX.

LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

Un groupe pourrait posséder plus de trois quotidiens

La commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale se saisit, mercredi 13 juin, en deuxième lecture, du projet de loi sur la presse. Les députés socialistes sont décidés à revenir, pour l'essentiel, au texte qu'ils avaient voté en février dernier et que le Sénat a considérablement transformé. La seule modification notable qu'ils prévoient, pour l'heure, est la suppression de la limitation à trois du nombre de quotidiens que pourra posséder un groupe de presse, la barre des 15 % du marché des quotidiens étant, elle, conservée.

L'opposition n'entend pas laisser le débat se dérouler aussi facilement que le souhaiterait la majorité. M. Jacques Toubon (RPR, Paris), qui avait regagné la commission des lois, s'est de nouveau fait nommer

par son groupe à la commission des affaires culturelles. MM. François d'Aubert (UDF, Mayenne) et Alain Madelin (UDF, Ile-et-Vilaine) estiment que les deux jours prévus, tant pour le débat en commission que pour la discussion en séance publique, sont trop courts, d'autant qu'ils n'apprécient guère qu'il ait été prévu de faire commencer la seconde le 18 juin, au lendemain du scrutin européen.

Le gouvernement n'est pas décidé à laisser le débat s'enliser comme cela s'est passé en première lecture. Si l'enlèvement, si les choses devaient trop traîner, d'avoir recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. Dans ce cas, le conseil des ministres du 20 juin autoriserait M. Pierre Mauroy à engager la responsabilité du gouvernement. Le projet de loi serait, alors, considéré comme adopté, après le rejet de la motion de censure que ne manqueraient pas de déposer l'opposition ; mais le débat sur cette censure aurait lieu à la veille de la manifestation des défenseurs de l'enseignement privé.

Th. B.

VENTE A VERSAILLES

Argentier - Extrême-Orient

Art nouveau - 15 vases par Emile Gallé

Beaux bijoux - bijoux - pierres précieuses

Talibans anciens des XVI^e - XVII^e et XVIII^e siècles

Objets d'art

Séances et meubles

des époques Louis XV et Louis XVI

Certaines estampes des Maîtres-Ebénistes :

BLANCHARD - DELAUNAY - MARCANDON et Nicolas PETIT

A VERSAILLES 5, rue de la

le Mercredi 20 juin en soirée à 21 h

M. Georges BLACHE, Commissaire-Priseur

Tél. : (3) 950-55-05

Exporte : pour les tableaux anciens : M. Ammonet 527-42-10,

pour l'extrême-Orient : M. Moreau Gobard 260-88-25.

Expositions : Sam. 16/6 de 14 h/18 h, Dim. 17/6 de 10 h/12 h 14 h/18 h,

Lundi 18 et Mardi 19 de 9 h/12 h 14 h/18 h, Lundi 19/6 en soirée de 21 h/23 h.

LES TEMPS DE PAROLE POLITIQUES A LA TÉLÉVISION

Les partis de l'opposition progressent de nouveau

Conformément à l'usage qu'il a institué, le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication vient de rendre public les temps de parole dont ont bénéficié les différents intervenants de la vie politique et sociale sur les antennes des trois chaînes de télévision lors du premier trimestre (1).

Présence de M. République : 3 h 48 mn 34 s.
Gouvernement : 11 h 25 mn 45 s.
PS, PCF, MRG : 6 h 9 mn 33 s.
UDF, RPR : 10 h 46 mn 36 s.
CDT : 2 h 43 mn 16 s.
CGT : 1 h 51 mn 2 s.
FO : 42 mn 48 s.
CSC : 4 mn 58 s.
CFC : 11 mn 3 s.
CNF : 25 mn 2 s.
FNSEA : 30 mn 54 s.
FEN : 25 mn 16 s.

Organisations représentatives des PME et PMI : 9 mn 7 s.

(1) Rappelons que ces chiffres ont été établis par le Service d'observation des programmes (SOP), qui dépend du Service juridique et technique de l'information (SJT), lui-même rattaché au premier ministre.

Si l'on compare ces données avec celles du dernier trimestre de l'année précédente (le Monde du 25 janvier), on constate que les représentants des pouvoirs publics (présidence et gouvernement) sont, grosso modo, intervenus dans les

mêmes proportions. En revanche, les partis de l'opposition sont apparus plus souvent ; respectivement, à peu près une heure et demie et trois quarts d'heure de plus. Toutefois, FO et la CFTC ont gagné chacune quelques minutes, le CNFP et la CGC ont, entre ces deux mêmes périodes, perdu environ une demi-heure de présence pour la première de ces deux organisations et plus de huit minutes pour la seconde, soit le tiers du temps précédent.

En dépit d'une actualité riche dans le domaine agricole, on peut relever que le temps de parole de la FNSEA a pratiquement diminué de moitié ; ce qui ne signifie pas pour autant que ces sujets ont été moins abordés par les chaînes. La présence à l'antenne des organisations de PME et de PMI s'est, en revanche, nettement accrue, de même que celle de responsables de la FEN, ce qui, dans le contexte de la querelle scolaire, n'est pas surprenant. Les autres organisations qui ont été présentes ont été traitées de façon exceptionnelle, à la demande de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Ce dernier constat n'a pas encore été rendu public. — E. R.

LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA CIRCOM

Les télévisions régionales européennes vont accroître leurs échanges

De notre correspondant

Bayonne. — « Les hommes politiques font l'Europe, les télévisions régionales feront les Européens » : un slogan lancé la semaine dernière à Biarritz par M. André Holleaux, PDG de FR 3, à l'occasion de la deuxième conférence des chaînes régionales, la CIRCOM (Coopération internationale de recherche en communication). Les responsables de quinze chaînes de télévision, « petites » et « grandes », provenant de douze Etats d'Europe, se sont retrouvés un an après la première édition de Lille.

Résister à l'envahissement des programmes américains qui sont diffusés par satellite et réduire les coûts financiers par la mise en place de coproductions, telles sont les deux idées maîtresses qui animent les membres de cette coopérative, qui se voit une bourse d'échange de productions (comme il en existe une en France pour FR 3 à un niveau interrégional). Des collaborations fonctionnent déjà autour de pôles d'intérêt ou de culture : FR 3 Aquitaine et la chaîne des provinces autonymes basques espagnoles, les télévisions alpines (Autriche, Italie, Yougoslavie), les chaînes celtiques

(Bretagne, Ecosse, pays de Galles). Pour M. Serge Mosti, directeur général de FR 3, les télévisions régionales doivent être « inventives » pour « lutter contre la banalisation de l'audiovisuel ».

Les télévisions régionales souhaitent accroître cette coopération. La CIRCOM, dont le siège est à Liège, va mettre sur pied une « lettre d'information » pour cette bourse de programmes en gestion et un « prix » des meilleures émissions régionales sera organisé pour la troisième rencontre, en 1985 à Florence. Le représentant de la Commission européenne a promis de son côté d'étudier la question des obstacles douaniers, qui freinent trop souvent entre les dix échanges de ces sœurs.

Et les financements ? Pour M. André Holleaux, le système de la redevance est une formule anachronique. Avec l'éclatement de l'audiovisuel dû au câble et au satellite, il va falloir passer « de la contribution obligatoire à la facture », seule façon, selon lui, de « sauver le service public ».

PHILIPPE ET CHEVREY.

« MEDICAL » CESSÉ DE PARAÎTRE

Médical, hebdomadaire de l'UNAFORMEC (Union nationale des associations de formation médicale, continue) destiné aux généralistes, disparaît plus.

Cette publication, lancée en février dernier, avait rencontré de graves difficultés financières, ne trouvant pas en particulier un nombre suffisant d'annonceurs au sein de l'industrie pharmaceutique. D'autre part, la diffusion espérée au départ (entre trente-cinq et quarante mille exemplaires) s'est vite révélée impossible à atteindre.

L'entreprise employait vingt-cinq personnes, dont neuf journalistes.

« Home Box Office entrerait au capital du futur satellite luxembourgeois. — Afin de couper court aux « rumeurs infatigables » à laquelle continue le projet GDL, la société luxembourgeoise des satellites (SLS), créée récemment, a indiqué mercredi 13 juin, qu'il n'y aurait « qu'un seul investisseur américain » dans la société Coronet, en voie de constitution, qui aura en charge l'exploitation de ce satellite. Ce partenaire serait Home Box Office International (HBO), premier distributeur de programmes sur les réseaux câblés aux Etats-Unis, filiale du groupe Time-Life. Si l'entrée de HBO dans Coronet n'est pas définitivement acquise, cette société envisagerait, selon SLS, une prise de participation de 5 %. Indépendamment de cet investissement au capital, HBO pourrait aussi louer l'un des seize canaux de GDL par l'intermédiaire d'un consortium anglais, « Première », dont Thorn-Emi détient la majorité.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 13 JUIN

— M. Jacques Chirac, commissaire de la République pour le développement de la Lorraine, participera à l'émission « Découvertes » sur Europe 1, à 18 h 30.

— M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS et tête de liste de son parti aux élections européennes, répond aux questions des journalistes à l'émission « Grand Jour RTL-le Monde », sur RTL à 18 h 30.

JEUDI 14 JUIN

— M. Lionel Jospin est reçu au journal de 8 heures sur Europe 1.

— M. Roger-Gérard Schwartzberg, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale (MRG), est invité à l'émission « Plaidoyer » sur RMC à 8 h 15.

STARK
LE TAILLEUR DE PARIS
SOLDE
-30%
VÊTEMENTS MASCULINS
costumes, vestes sport,
blazers, pantalons, etc.
16, RUE DE LA PAIX
1^{er} étage

CARNET

Décès

— M^{me} Françoise Coulet, née Tordjman, ses enfants, Anna, Marcel, Danièle et Jeanette, ont la douleur d'annoncer le décès de M^{me} HAINOUDOU, survenu le 10 juin 1984.

L'enterrement a eu lieu mercredi 13 juin, à 10 heures, au funérarium, 95, rue Marcel-Sembat, à Villetaneuse. 12, avenue Alexandre-Dumas, Saisy-sous-Montmorency.

— M^{me} Hélène Kozłowski, son épouse, sa famille à Paris, en Israël, en Belgique, en Pologne et aux Etats-Unis, ont la douleur de faire part du décès de

CHŁ KOZŁOWSKI, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 12 juin 1984, à Paris-19.

Les obsèques auront lieu le jeudi 14 juin.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 16 h 30.

25, rue des Fêtes, 75019 Paris.

— Le Monument contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a la douleur de faire part du décès de

CHŁ KOZŁOWSKI, membre du secrétariat national.

— Marie-Josette Lagrelle, sa femme, Anne et Laurent de Laforcade, Claire et Jean-Louis Mesnil, Blaudine et Xavier Dupont, Marie, Françoise et Marc Lagrelle, ses enfants, Et ses huit petits-enfants, invitent à partager leur peine et leur espérance à l'occasion de la mort de

Jacques LAGRELLE, survenu subitement à l'âge de soixante-neuf ans, le 6 juin 1984, à son domicile.

L'enterrement a eu lieu dans l'intimité à Carrières (Manche).

Une messe sera célébrée le samedi 23 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sèvres, à Paris-6.

— Le groupe ELP-Aquitaine a la profonde tristesse d'annoncer le décès survenu subitement, le dimanche 10 juin 1984, à l'âge de trente-deux ans, de

Patrice de SÉVIN.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Port-Louis (Morbihan), le jeudi 14 juin, à 16 h 30.

(Diffusé de l'Institut d'études politiques de Paris, Patrice de Sévin a été chargé de mission au service de presse du premier ministre de 1977 à 1981. Il était depuis lors attaché de presse d'ELP-Aquitaine.)

Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre aux très nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées à l'occasion de la disparition de

François COLLIGNON,

pharmacien chef des hôpitaux Lariboisière et Saint-Lazare,

ses parents, ses frères, ses belles-sœurs, ses sœurs et nièces,

prient toutes les personnes qui ont bien voulu s'associer à leur peine de trouver ici l'expression de leurs remerciements.

M. et M^{me} Bernard Collignon.

Anniversaires

— Le jour du dixième anniversaire de la mort de

Lucie LANDESMAN,

une pensée amicale est demandée à tous ceux qui l'ont connue ainsi que sa sœur Irène et leurs parents.

Communications diverses

— La quarantième vente signature des Amis d'Alexandre Dumas aura lieu le samedi 16 juin, de 15 heures à 19 heures, au château de Mont-Cristo, à Port-Marly (Yvelines). Soixante-cinq écrivains célèbres dédicaceront leurs œuvres au profit de la restauration de la demeure d'Alexandre Dumas. Entrée libre. Antebis 158, arrt. Ermitage.

— La Société amicale des anciens élèves de l'Ecole polytechnique rappelle que son gala annuel de bienfaisance, Le bal de l'X, aura lieu au château de Versailles, le mercredi 20 juin prochain.

Renseignements : 5, rue Descartes, Tél. : 329-63-11.

HOTEL DES VENTES
5, rue Royale, Fontainebleau
DIMANCHE 17 JUIN
Collection de M. X...
300 DESSINS ANCIENS DES ECOLES FRANÇAISE, ITALIENNE, HOLLANDAISE
Expert M. de Beyer
TABLEAUX XIX^e ET MODERNES
Important tableau de J.-F. MILLET (Carnot, Foug, Gaillet-Lafou, de Wiroquet)
M^{me} J.-P. GOSNAT, commissaire-priseur.
Tél. : (6) 422-27-62.

Ch. Min. 1.50

Aujourd'hui, on ne fait plus de folies pour une cocotte.

Terre cuite 45F

Pin laqué 89F

Bois non traité 17,50F

FANFAR Acier inoxydable 8 litres 145F

FANFAR Acier inoxydable 2 litres 135F

Pin non traité 66F

Aluminium 17F

KONTRAST - Ø 18 cm 34F

Pin non traité 49F

Pin non traité 26F

ACCEPT Bouleau non traité 30 x 16 cm 24F

FANFAR sauteuse 2 litres 148F

34F

168F RONDO - Fonte 2, 4 litres

RONDO - Fonte 4 litres 189F

37F

"Cocotte. Femme de moeurs légères", nous dirait un dictionnaire. Ce n'est pas le genre de cocotte qui concerne IKEA. Nous, ce serait plutôt: "Petite marmite munie d'anses et d'un couvercle". Là, c'est tout à fait notre rayon.

Notre rayon "ustensiles de cuisine". Voilà un aspect d'IKEA que vous ne connaissiez peut-être pas. IKEA, le magasin de meubles, est aussi l'endroit où vous trouverez plats et récipients, planches et couteaux à découper, marmites en

inox et moules à gâteaux, etc... Etc, c'est-à-dire tout. Et à des prix qui ne risquent pas de vous faire reculer, ni d'effroi, ni devant un achat. Chez IKEA, on ne déguste pas. C'est bien pour cela que tant de clients y ont pris goût.

IKEA EVRY - AUTOROUTE DU SUD
SORTIE AIRE DE LISSES TEL. (6) 497.65.65.
Lun., Mar., Mer.: 11-20 h - Jeu., V.: 11-22 h
Sant.: 9-20 h - Dim.: 11-19 h
RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS
Ils sont fous ces Suédois



IKEA BOBIGNY, CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2
TEL. (1) 832.92.95 (à 5 mn de la Porte de Pantin)
Lun., Mar., Mer.: 11-20 h - Jeu. et Ven.: 11-22 h - Samedi: 9-20 h
IKEA LYON, CENTRE COMMERCIAL DU GRAND VIRE
VAULX-EN-VELIN TEL. (7) 879.23.26
Heures d'ouverture: Lun. - Vend.: 11-20 h - Samedi: 9-20 h

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,55
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITALAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



emploi international
(et départements d'Outre Mer)

Un Groupe réputé de PRESSE et d'EDITION de taille moyenne (siège à Paris) recherche :

Direction Administrative des Ventes

Ce poste couvre la logistique de la Direction Commerciale sur les plans : Expéditions - Distribution - Facturation - Relations NMPP - Recouvrements - Statistiques. Une expérience de gestionnaire de service commercial au sein d'un centre de profit est indispensable. La connaissance du milieu de la Presse serait un plus. Ce poste sera confié à un Cadre de 30 ans minimum, doté des qualités requises de rigueur, organisation et sens du suivi des affaires. Réf. M 1098

Envoyer votre CV sous la référence du poste choisi aux consultants chargés de ces recherches. Discretion absolue et réponse assurée.

D.G.A. en PME

Pour l'une de ses principales filiales (70 M.F. de C.A. - 60 personnes), un homme (ou une femme) d'organisation et de terrain, âgé d'environ 40 ans (± 5 ans), qui aura la charge d'assurer le fonctionnement de la société, sous l'impulsion d'un Président actif. A la fois préoccupé de gestion et de développement des produits (existants ou nouveaux), doté d'une forte capacité de travail, sachant mettre la main à la pâte, c'est un entrepreneur imaginaire principalement tourné vers l'efficacité. Il a acquis l'essentiel de son expérience en PME. Son accès au capital est prévu. Réf. M 1099

Secrétariat Général et Direction du Personnel

De formation supérieure, il (ou elle) aura acquis une expérience réussie en entreprise, dont plusieurs années en PME. Ses missions incluent : - la fonction Personnel (politique sociale, ressources humaines et gestion de 150 salariés) - le juridique (contrats, contentieux, assurances) - les services intérieurs. Ce poste sera confié à un Cadre de 30 ans minimum présentant outre une compétence professionnelle, une personnalité dynamique et réalisatrice. Réf. M 1097

DIRECTEUR COMPTABLE

200 000 F

LYON
Représentation - Négociation
Distribution

Un ensemble de 3 PME, filiales d'un groupe industriel français et spécialisées dans la représentation, le négoce et la distribution de biens d'équipement du secteur électrique-électronique, recherche UN DIRECTEUR pour un service comptable commun aux trois Sociétés. Sous l'autorité du Directeur Général, il sera chargé de réorganiser entièrement le service comptable et d'en assurer l'information. Il sera responsable de la tenue des comptes d'exploitation mensuels, de l'élaboration de tableaux de bord, de la détermination des marges et de la préparation de tous les éléments permettant l'élaboration des bilans. Il sera chargé de la trésorerie (prévisions et suivi), des déclarations sociales et fiscales, il veillera particulièrement au suivi des comptes clients. Il assurera les relations avec les banques et il participera aux montages financiers dans le cadre d'investissements définis par la Direction Générale. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation type BTS Comptable, possédant plusieurs années d'une expérience de la tenue de comptabilité acquise au sein d'une PME mettant en œuvre des moyens informatiques. Ecrire sous référence 698/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discretion assurée.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
SPECIALISE DANS LE GARDIENNAGE ET LA SECURITE
recherche pour PARIS - ILE DE FRANCE

DIRECTEUR REGIONAL

200.000 F/an +

Rattaché au Directeur d'Exploitation, il aura pour mission :
- le maintien de la clientèle existante ;
- le développement de nouveaux marchés.

Assisté d'un Chef d'Exploitation, il assurera :
- la mise en place de procédures administratives et de contrôle ;
- la gestion administrative de sa région.

Responsable des résultats de son territoire, il possèdera l'expérience de la direction des hommes et la capacité d'entretenir de bonnes relations avec les partenaires sociaux.

Une formation supérieure et une expérience professionnelle acquise de préférence dans une société de services sont nécessaires.

ANGLAIS APPRECIÉ - Voiture fournie
Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo, en précisant bien sur l'enveloppe la référence 4145, à PIERRE MULOT PUBLICITE 89, rue de l'Arcade - 75008 PARIS, qui transmettra.
Réponse et discrétion totale assurées

La Faculté de Droit et des Sciences Economiques et Sociales de l'Université de Fribourg (Suisse) met au concours

Deux postes de Professeurs Assistants en Gestion d'Entreprise

Disciplines :
1^{er} poste : Analyse des coûts et gestion industrielle.
2^e poste : Direction, organisation et personnel.

Conditions :
- « Habilitation », thèse d'Etat, Ph. D. ou qualification équivalente dans l'une des disciplines mentionnées ;
- Expérience de l'enseignement.
A chaque des postes est attaché un statut.

Candidatures et renseignements auprès du Professeur Jürg Kohler, président de la Section des Sciences Economiques et Sociales, IAU, Université, CH 1700 Fribourg, jusqu'au 29 juin 1984.



DOWELL SCHLUMBERGER
Drilling Services

Division du Groupe SCHLUMBERGER, nous recherchons un

INGENIEUR EN FORAGE DIRIGE

qui :
- a un diplôme d'ingénieur de préférence en pétrole, mines, mécanique ou électronique ;
- a entre 23 et 28 ans, est célibataire, parle l'anglais ;
- accepte les déplacements à l'étranger.
Envoyez votre lettre (en anglais avec photo et C.V.) avant le 30 juin 1984 à l'adresse de DOWELL SCHLUMBERGER, B.P. 1 Long, 84143 MILLERIE CROIX, France.

OFACIL

PROFESSEURS D'ANGLAIS

pour encadrement SEJOURS LINGUISTIQUES et SPORTIFS en juillet et août en ANGLETERRE 23 ans minimum, sportifs, diplômés en rél. exigées. 268-01-23 M^{me} Ganiot.

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES

555-91-82

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILEES » de vouloir bien indiquer clairement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressées et de vérifier l'adresse, afin qu'il n'y ait pas de « Monde Publiée » ou d'une agence.



emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

Filiale d'un des premiers groupes industriels français, nous concevons des sous-ensembles électroniques (produits de moyenne et grande série). Nous recherchons aujourd'hui notre

RESPONSABLE DES ACHATS

Directement rattaché au Directeur de L'Usine, vous aurez sous votre responsabilité le marketing achats, la sélection des fournisseurs, et l'évaluation de leurs performances, la négociation des termes de l'achat ainsi que le suivi administratif et le suivi sur le terrain des principaux fournisseurs. Les produits concernés seront donc des sous-ensembles électroniques, des composants de matières plastiques.

A la tête de ce service, vous ferez compris, votre rôle sera également d'animer et de dynamiser votre équipe.

Cette mission s'adresse à un professionnel qui peut déjà justifier d'une formation spécialisée type Ecole Supérieure des Approvisionnements, et si ce n'est d'une Ecole d'Ingénieurs, au moins d'une formation supérieure, mais en tout cas d'une expérience probante dans la fonction.

La connaissance de l'anglais est impérative et celle de l'allemand fortement souhaitée.

Poste basé dans une agréable ville de la Côte d'Or.

Adressez CV, photo et prétentions sous réf. 905 M à notre Conseil ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



PHILIPS

recherche pour son unité de FLERS (ORNE)

ingénieurs électroniciens

TELECOM, SUPELEC, SUDRIA et ESIEE

ayant quelques années d'expérience ou débutants

Ils participeront au développement et à la mise en place de l'activité de téléphonie et péri-téléphonie grand public.

Les candidats devront pouvoir, très rapidement, être à même de mener un projet et de conduire une équipe.

Adressez CV et photo accompagnés d'une lettre manuscrite à USINE PHILIPS BP 12 - 61102 FLERS Cedex.



La formation, c'est votre métier

Vous vous considérez comme un professionnel de la formation, avec votre expérience de 4-5 ans dans la fonction. Vous l'avez acquise en milieu industriel, après une formation supérieure solide, d'ingénieur ou de sciences humaines.

Nous vous proposons de devenir notre responsable formation à VILLENEUVE-LOUBET, près de NICE, où se trouvent notre siège et notre usine. Animation, gestion et suivi du plan de formation adjoindront de vous créativité, sens de la coordination et de l'encadrement vis-à-vis de l'équipe qui vous secondera. Ce poste évolutif et motivant par sa rémunération implique une bonne connaissance de l'anglais.

Monique NERRET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous référence CORP/0684/1M à : TEXAS INSTRUMENTS FRANCE 8/10, avenue Morane Saulnier 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

GROUPE BANCAIRE recherche

JEUNES DIPLOMES HF

BAC + 2 à BAC + 4

Après formation, les candidats retenus (10) seront rattachés à la direction d'une agence et chargés du développement des activités du groupe auprès des clientèles « privée » et « entreprises ».

Le goût des affaires et de la finance, la volonté de réussir leur ouvriront d'intéressantes perspectives de carrière au sein du réseau commercial (80 agences).

Mobilité géographique indispensable.

Ecrire avec C.V. + photo s / réf. 8886 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75083 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Réponse assurée.

السلامة والبيئة



emplois régionaux

LA CAISSE RÉGIONALE
DE CRÉDIT AGRICOLE
MUTUEL
DE LA DORDOGNE

équipée de matériel Bull BI-DPS05, mini 6,
environnement GCOS3/8, DSA, GCOS6DSS

ANALYSTE (H. ou F.)
RESPONSABLE D'APPLICATIONS (réf. 1)

TÂCHES ESSENTIELLES :

- Définition des évolutions des systèmes informatiques ;
- Analyse détaillée et organique ;
- Réalisation informatique.

PROFIL :

- Études supérieures scientifiques, niveau ingénieur ou maîtrise ;
- Connaissances COBOL ;
- Expérience informatique dans un environnement TP centralisé ;
- Créativité, initiative, adaptation au changement ;
- Sens des relations humaines.

INGÉNIEUR SYSTÈME (H. ou F.)
ORIENTÉ RÉSEAU (réf. 2)

INTERVENTIONS :

- Sous la conduite du responsable dans les domaines suivants :
- Mini-micro ;
- Interconnexion de matériel ;
- Réseau : contrôle, mesure, sécurité.

PROFIL :

- Formation supérieure niveau ingénieur ;
- Expérience systèmes et réseaux réseaux.

Env. lettre manuscrite, photo d'identité récente et C.V. à
Monsieur le Directeur
CAISSE RÉGIONALE
DE CRÉDIT AGRICOLE
MUTUEL DE LA DORDOGNE
« Le Combal », route d'Eymet
B.P. 208
24101 BERGERAC CEDEX.

CREDIT AGRICOLE
MUTUEL DE LOISE

recherche pour BEAUVAIS

Formateur HF

pour son service Formation

- Mission :
- contribution à l'élaboration du plan de formation de l'entreprise ;
- conception, organisation et suivi d'actions de formation ;
- création de supports pédagogiques ;
- animation de stages ;
- expression, communication et formation générale.

Profil : formation universitaire (communication, psychologie, science de l'éducation). Une expérience même courte dans le secteur bancaire ou un stage supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Service du Personnel C.R.A.M. de LOISE - Boite Postale 311 60026 Beauvais Cedex.

L'OPÉRA-THÉÂTRE DE NANCY

recherche pour la saison 1984-1985
(engagement immédiat)

des PIANISTES RÉPÉTITEURS

Salaire mensuel brut : 8.390 francs
Engagement à l'année.

Admission le 2 juillet à 14 heures au T.M.F.
Cathédrale, Studio A.

Renseignements et inscriptions : Opéra-Théâtre de Nancy
1, rue Saint-Catherine, 54000 Nancy.
Tél. : (03) 337-65-01, poste 2704, 2705.

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

directeur commercial

SUPPORTS PUBLICITAIRES

Notre entreprise, de taille moyenne et d'un effectif de 100 personnes, est le leader français de sa spécialité. Nous fabriquons et commercialisons des supports publicitaires : notre clientèle, composée d'entreprises industrielles et commerciales, est visitée par une équipe de cinq chefs des ventes régionaux et de 55 représentants. Rattaché au Directeur Général, notre Directeur Commercial sera à la fois : le Chef de Produit ; il est responsable de l'adoption de nos produits à l'évolution des besoins de nos clients ; il définit nos collections en liaison avec la création ; le Directeur des Ventes ; il anime et contrôle la force de vente France et Export ; il développe personnellement notre implantation sur les marchés extérieurs par la recherche d'agents ou de licenciés. Il est étroitement associé à l'élaboration de la politique commerciale. Il définit les objectifs et les budgets et assure leur réalisation. Ce poste convient à un candidat diplômé d'enseignement supérieur, ayant l'expérience de l'encadrement d'une force de vente importante, attiré par les produits dont l'esthétique est un critère majeur. La pratique de l'Allemand est souhaitée. Le poste est à pourvoir à PARIS.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence A 338.83 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron s.a.

SOCIÉTÉ FABRICATION MÉCANIQUE
EN EXPANSION, A MULHOUSE (68)
TITRANT PARTIE FORT PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL.

Biens d'équipements à technologie avancée,
pour industries chimiques, pharmaceutiques, etc.,
recherche

INGÉNIEUR DE FABRICATION

ENSI mécanique ou similaire
2 à 5 ans expérience supervision d'atelier ou
de méthodes (usinages classiques et CN),
gestion de fabrication et de la qualité,
gains de productivité.

Anglais ou allemand efficace indispensable.

Logement facilité.

Discretion absolue garantie.

Possibilité d'avenir stable.

Ad. C.V. dév. se réf. 1009 à

seletec



LE CRÉDIT MUTUEL

en pleine expansion

recrute

Avenir assuré si efficace et performant

DIRECTEURS

DE CAISSES LOCALES

- Solide expérience bancaire, administrative et comptable, appuyée sur B.P. et L.T.B.

- Aptitude à animer et diriger.

- Sens commercial développé.

ATTACHÉS COMMERCIAUX

Département 83, 03, 15, 12

- Ils seront chargés de la démarche et des contacts avec la clientèle.

- Expérience réussie dans le poste.

- Qualités de contact.

- C.A.P./B.P.

Ad. C.V. + lettre manuscrite + photo au CRÉDIT MUTUEL,

67, boulevard La Fayette, 63000 Clermont-Ferrand.

Important Etablissement Industriel de l'Est
Région Oise, Littoral
recherche
INGÉNIEUR DIPLOMÉ
Informatique/Électronique

Éventuellement débiteur, libéré obligations militaires
pour création d'un centre de simulation de systèmes et de
traitement d'images. Travail d'équipe. Tâches de concep-
tion en relation avec l'industrie.

Envoyer C.V. détaillé et photographique à :
Direction des Constructions Armées Navales de
BREST/Groupe d'Études Sous-Marines de l'Atlantique,
29240 BREST NAVAL.

Société à Cogne-sur-Mer
recherche
COMPTABLE

20 ans expérience après
diplôme dom 3 ans sur ordi-
nateur, comptabilité française,
perfection de la langue
Anglais, langue maternelle
arabe, mari d'un permis de
travail, libre pour voyager.
Envoyer C.V. pour interview à
M^{me} YAMINE, 31, boulevard
Prinseur-Gros, 842 98000
MONACO.

UNION CARBIDE
FRANCE
à CALAIS

recherche
UN INGÉNIEUR
SERVICE
TECHNIQUE

ARTS et MÉTIERS, ICAM,
MÉCANIQUE NANTES ou
ÉQUIVALENT : 2 ans d'expe-
rience en industrie lourde ; élec-
trique, grosse métallurgie,
stratégie lourde.

Anglais courant
indispensable.

Envoyer C.V., photo et préten-
tions à UNION CARBIDE
FRANCE rue des Garennes,
BP 478, 62226 Calais Cedex.

MOE, école de français p-
adultes étrangers, recherche
PROFESSEUR

exp. pratique VIF et DVV
anglais, parfait bien anglais,
plein temps, poste permanent.
Env. C.V. dév. réf. 45.903 M,
RÉSE-PRESSE
7, r. de Montesson, 75007 Paris.

DISTRICT
DE LA RÉGION ALOMAROSE
Appelation : 62000 habi-
tants (Saint-Omer 62500)

RECRUTE
PAR VOIE DE MUTATION

SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL ADJOINT
INDICE BRUT 455.801

En vue d'assurer une partie
du service administratif
et des services financiers,
Connaissances informatiques
souhaitées.

Poste accessible suivant
conditions statutaires :

- Aux attachés commun-
cations ;
- Aux chefs de bureau ;
- Aux secrétaires généraux
d'une commune de plus de
5000 habitants ;
- Ou aux secrétaires généraux
adjoints ayant accompli au
moins deux années de ser-
vice effectif dans l'un ou
l'autre de ces grades.

Adresser candidature avec C.V.
avant le 30 juin 1984 à Mon-
sieur le Président du D.R.A.
LONGUESSE, B.P. 287,
62505 Saint-Omer Cedex.

Contrôle Bailey

GROUPE CGEE ALSTHOM

1ère ENTREPRISE FRANÇAISE DE SYSTÈMES DE PROCESS-CONTROL

Département Commercial

INGÉNIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX

EXPERIMENTES

PROCÉDES INDUSTRIELS

Réf. 10 CF-52

Spécialisés en Process-Control (fabricants ou sociétés d'ingénierie) bien introduits dans le
clientèle utilisateurs et/ou sociétés d'ingénierie dans les domaines suivants : chimie -
pétrole - pétrochimie - agro-alimentaire.
Langue anglaise demandée.

Département Ingénierie

CHEFS DE PROJET

EXPERIMENTES

Réf. 6 IA-21

Responsable de projet Process-Control Thermiciens et/ou Automaticiens.
Langue anglaise demandée.

Département Recherche et Développement

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS

Réf. 1 RD.85

Expérience de 2 à 3 ans en microinformatique industrielle pour études de matériels et logi-
ciels d'automatisme à base de MOTOROLA 68000.
Connaissance souhaitée en langage PASCAL.

Envoyer C.V. et prétentions en précisant la réf. du poste choisi au Service du Personnel
3, avenue Newton - 92142 CLAMART Cedex.

THOMSON INFORMATIQUE SERVICES

Filiale du GROUPE THOMSON nouvellement créée, THOMSON INFORMATIQUE
SERVICES se situe parmi les plus importantes sociétés de Service et de Conseil en Ingé-
nierie Informatique (400 personnes).

Pour participer, dès le départ, à son expansion, nous recherchons un

RESPONSABLE
D'APPLICATIONS

De formation MAGE ou DUT, débutant ou possédant une expérience de 2 à 3 ans dans le
domaine de l'informatique de gestion du Personnel.
Connaissances requises : COBOL - CICS - TSO sur IBM 3033.

Sous la responsabilité du chef de groupe, sa mission consiste à acquérir et développer la
connaissance fonctionnelle et organique du système de gestion du personnel, afin
d'assurer les implantations nouvelles chez l'utilisateur et de participer à l'évolution du
produit.

Les perspectives d'évolution du poste se situent dans le droit fil du contexte dynamique de
THOMSON INFORMATIQUE SERVICES.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous
réf. 90035 à THOMSON INFORMATIQUE SERVICES
33, rue de Vouillé - 75015 PARIS.



THOMSON

LA VILLEGUERIN AUDIT

SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE FIDUCIAIRE

recherche pour participer aux missions
variées d'un cabinet important

AUDITEURS
CONFIRMES

HEC, ESSEC, ESC, IEP,
UNIVERSITAIRES 2^e et 3^e cycle

- 4 ans minimum d'expérience en cabinet
- possibilité d'évolution rapide de carrière
- formation continue assurée, par des sémi-
naires internes animés par les spécialistes de

LA REVUE FIDUCIAIRE

Envoyer CV et photo à

LA VILLEGUERIN AUDIT

Département Recrutement

100, rue Lafayette - 75010 PARIS.

URGENT

Société de gestion immobilière
spécialisée centres commerciaux
et immeubles de bureaux de grand standing
recherche

SON RESPONSABLE
ADMINISTRATIF
ET COMPTABLE

Il devra :

- Veiller à la répartition, au règlement et au recouvrement des charges locatives des différents mandats.
- Assurer la charge comptable et fiscale de la société ainsi que les contrôles budgétaires périodiques.
- Assurer la gestion du personnel (80 sala-
ries).

Il sera :

- Titulaire d'un BTS de comptabilité.
- Bon technicien comptable.
- Positif.
- Posséder une grande faculté d'adapta-
tion.

Sa rémunération est fixée à

140.000 F brut annuel.

Adresser C.V. et lettre manuscrite

à Philippe DOSSON

SERGECIM, forum des Halles

B.P. 113, 75045 PARIS CEDEX 01.

Filiale du groupe RANK-XEROX

recherche pour petite unité

UN DIRECTEUR COMPTABLE

- pour mettre en place outils de gestion,
- assurer le suivi du reporting et de l'informatique,
- réaliser la gestion financière.

Concerné titulaire du DECS justifiant d'une expé-
rience réussie en comptabilité anglo-saxonne et d'une
bonne pratique de l'anglais.

UN RESPONSABLE
DE COMPTABILITÉ

pour effectuer sous l'autorité du directeur comptable

- la tenue de la comptabilité générale,
- des travaux de comptabilité anglo-saxonne (sous
supervision),
- des dossiers d'importation.

Concerné titulaire du BTS ou du BT justifiant d'une
expérience en comptabilité générale et connaissant la
comptabilité anglo-saxonne.

Anglais lu et écrit.

Postes à pourvoir à PARIS.

Adresser lettre, C.V. et prétentions à :

M. DRIARD, Société FIDAL

2 bis, rue de Villiers, 92300 Levallois-Perret.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Publicité de recrutement et communication sociale...

Les entreprises ne communiquent plus seulement avec les consommateurs pour vendre leurs produits. Conscientes que leur développement passe d'abord par les hommes et les femmes qu'elles emploient, elles s'adressent aussi à leurs collaborateurs, actuels et futurs. Cette communication, c'est d'abord la publicité de recrutement : annonce d'offre d'emploi, publicité institutionnelle, message aux étudiants. Mais c'est aussi une nouvelle forme de communication : livret d'accueil pour le personnel, bilan social, pubi-reportage. Filiale d'un important groupe de communication, notre rôle de conseil auprès des directions générales et de personnel s'accroît d'année en année. Nous créons donc ce poste pour compléter le service à nos clients.

L'homme ou la femme qui nous rejoindra aura une triple mission : prendre en charge des clients existants et à venir ; intervenir en tant que concepteur-rédacteur pour le compte d'autres collaborateurs de l'agence ; concevoir et promouvoir de nouveaux produits en matière de communication sociale. D'autres missions ponctuelles pourront lui être confiées.

Une expérience de rédacteur concepteur ou similaire, une bonne connaissance des entreprises et de la vie économique, un intérêt certain pour les relations humaines, des idées, un bon contact et le sens du travail en équipe sont nécessaires pour réussir.

Nous traiterons avec la plus grande discrétion votre dossier de candidature qui comprendra une photo et vos prétentions. M. PERVAL (Référence M 13) 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS

aide technique aux exportateurs norex

INGENIEUR MECANICIEN

AFNOR - Association Française de Normalisation - recherche un Ingénieur Mécanicien.

Mission:

Interventions pour le compte d'entreprises françaises exportatrices pour les aider à surmonter les obstacles techniques rencontrés sur les marchés étrangers, par notamment :

- analyse des textes prescriptifs applicables à l'étranger
- diagnostic technique de la production pour adaptation aux contraintes réglementaires étrangères
- recherche des procédures d'agrément pour homologation des produits et matériels auprès des organismes étrangers habilités

Elle s'exerce sous :

- la responsabilité du chef du service NOREX
- la forme d'un travail d'équipe
- et en liaison éventuelle avec les laboratoires concernés.

Profil:

- Ecole d'ingénieurs
- Expérience industrielle approfondie acquise en bureau d'études
- Ingénieur (contrôle qualité si possible)
- Pratique de l'allemand et de l'anglais (parlé et écrit)
- Facilité de contacts à tous niveaux tant commerciaux que techniques.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 7305 à AFNOR - Direction du Personnel - Tour Europe - cédex 7 - 92080 Paris La Défense.

afnor

Paris 8^e Cabinet de Brevets d'Invention recherche

INGENIEURS BREVET

pour assister et suivre personnellement une clientèle d'industriels au sein d'une équipe performante

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs mécaniciens, électroniciens ou généralistes, diplômés d'une grande école. Ils justifient d'une pratique professionnelle d'au moins 3 ans acquise en cabinet ou dans un service brevet. Anglais indispensable - allemand souhaité.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M11/1107 A à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Fontenay 75006 Paris

egor

SERITA

Société d'Etudes et de Realisations en Informatique et Télécommunications

Appliquées recherche pour la Région parisienne

ingénieurs logiciels

CONFIRMES

(Réf. : 84-28 A)

analystes

CONFIRMES

(Réf. : 84-28 B)

Vous possédez 2 à 5 ans d'expérience dans le domaine du Temps Réel et vous désirez vous intégrer dans des équipes dynamiques pour développer des logiciels de base ou de télécommunication (connaissance micro-processeur Z80, INTEL, MOTOROLA... appréciée), afin de mettre en application vos connaissances dans le cadre de projets motivants.

Votre candidature (lettre manuscrite + C.V. et photo récente) sera adressée à :

SERITA
11 rue Bailly - 92200 Neuilly sur Seine
à l'attention de Monique JERPHANION

Banque américaine Paris

CHEF CAMBISTE

Le candidat retenu devra être spécialisé dans toutes les opérations inter-bancaires, le clientèle et avoir une bonne connaissance de la trésorerie francs et devises.

Parfaitement bilingue français-anglais et expérience confirmée en salle de change.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en précisant bien sur l'enveloppe la référence 3027/LM à :

MEDIA BA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris

(réponse et discrétion assurées)

carrière bancaire division "commodities"

Après avoir acquis dans la banque ou le négoce une expérience de quelques années des fluctuations relatives aux flux de matières premières, vous souhaitez poursuivre votre carrière dans un groupe international de premier plan.

Un poste correspondant à vos souhaits est à pourvoir au sein de notre équipe.

Adresser sous un C.V. détaillé et le résumé de vos motivations sous référence 3158/JN à : Monsieur BOLEAUD - 40, rue Clément de Sèze - 75015 PARIS

MATRA VELIZY

recherche H/F

Ingénieurs Electroniciens pour assurer l'après-vente de système électronique

Deux postes sont à pourvoir :

Ingénieurs de coordination d'affaires:

Ils interviennent en support technique et logistique et coordonnent les actions du personnel détachés sur sites avec les différents services de la société (études - fabrication - qualité...).

Réf. A.

Ingénieurs pour assistance technique:

Ils assurent la mise en service et la maintenance des systèmes auprès des clients. Missions de longue durée en France et à l'étranger.

Réf. B.

Ingénieurs diplômés d'une grande école (ESE - ENSI - ISEP - ISEN...) ils seront reconnus pour leurs compétences en électronique acquise par une expérience de laboratoire de 2 à 5 ans et pour leur adaptabilité sociale et relationnelle.

Anglais courant indispensable.



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi sous N° NK 1147 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3, avenue du Centre - Centre de MONTIGNY - 78182 - SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

Notre croissance : votre chance

Filiale d'un groupe fortement implanté en France, nous sommes une importante Société (5 000 personnes - 3,5 milliards de C.A.) à la pointe de la distribution moderne.

Une expansion régulière et une politique dynamique de développement nous amènent aujourd'hui à rechercher :

2 Assistants haut niveau

- L'un pour le Directeur des Relations Humaines et du Personnel (Réf. 1853)
- L'autre pour le Directeur Financier. (Réf. 1854)

auxquels ils seront directement rattachés.

Agés d'environ 30 ans, de formation supérieure souhaitée mais non indispensable (pour nous, ce n'est pas l'essentiel), ces collaborateurs seront désireux de valoriser une expérience d'au moins 5 à 6 ans, acquise en entreprise.

Ce que nous recherchons surtout chez eux ? Un fort potentiel, de la personnalité, de la rigueur ainsi qu'une réelle motivation à se joindre à une équipe dynamique et très professionnelle.

Une certitude : leur esprit d'initiative et leur capacité à développer les aspects multiples de leur fonction les conduiront à des responsabilités sans cesse accrues. Rémunération motivante et intéressement à la progression des ventes. Avantages liés au Groupe.

Lieu de travail : PARIS.

Ces deux postes sont à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser votre dossier (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions) en indiquant les références choisies à G. Le Marcis - CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - ANGERS - BREST - MONTLUCON - MONTPELLIER - NORD - QUIMPER - RENNES

SITB

GENIE INFORMATIQUE

L'une des premières sociétés de services et de conseil en informatique de gestion - 500 personnes dont 250 ingénieurs et cadres - cherche dans le cadre du développement de son activité recrutement une(e)

CHARGE(E) DE RECRUTEMENT

Intégrée à une petite équipe il participera de bout en bout aux recrutements de personnel informatique (Etudes, Exploitation, Système) menés pour nos différents Départements, ainsi qu'à des missions de sélection et d'appréciation de personnel pour nos clients.

Diplômée d'Etudes Supérieures (Psycho-Profil, ESCA...), le candidat retenu aura une première expérience de recrutement en cabinet ou en entreprise.

Poste basé à Paris.

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions à M^{me} Seronin - SITB, 38 rue des Jeûneurs 75002 Paris.

METROLOGIE

recherche dans le cadre de l'expansion de sa filiale destinée à commercialiser des PRODUITS BUREAUTIQUES IBM

un responsable administration des ventes et financier

En 4 à 5 ans d'expérience minimum, et une très bonne connaissance de l'anglais, vous avez acquis la maîtrise de cette fonction. Vos connaissances en IMPORT/EXPORT (de préférence matériel informatique) seront un atout pour ce poste qui est à pourvoir rapidement à LA DEFENSE. Des responsabilités réelles, une large autonomie, une équipe étonnamment jeune, voilà de bonnes raisons pour adresser votre lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) à Mme BERT-METROLOGIE - Tour d'Asnières - 4, avenue Laurent Cély 92606 ASNIERES.

Diplômés Grandes Ecoles

Débutez une carrière financière

Nous sommes un important groupe financier spécialisé dans le crédit automobile. Nous souhaitons rencontrer des Diplômés de Grandes Ecoles (X, HEC, ESSEC...) ayant le goût des mathématiques, pour participer à l'élaboration du montage d'opérations financières. Même débutants, nous sommes prêts à vous former, à vous offrir une carrière.

Votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sera reçu, sous référence 8277 (mentionnée sur l'enveloppe) par Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui nous le transmettra.

Jeune juriste d'affaires

Paris

Contact - Négociation - Etudes

SODEXHO, n° 1 de la restauration collective en France et un des leaders mondiaux, réalise 3,4 milliards de chiffre d'affaires répartis sur plus de 40 pays et connaît une forte expansion tant en France qu'à l'étranger (croissance de + 24 %).

Le développement de nos activités à l'étranger nous conduit à rechercher le responsable juridique des contrats commerciaux internationaux.

Ce poste, très opérationnel, s'adresse à un candidat :

- âgé de 30 ans environ,
- de formation supérieure juridique (DESS droit privé) ou commerciale (ESG), maîtrisant les principes de la fiscalité internationale,
- pratiquant parfaitement la langue anglaise,
- très mobile géographiquement.

A l'écoute de nos clients et des responsables commerciaux, il étudiera les particularités des pays d'activité, le contexte de nos interventions et proposera toute solution permettant d'établir :

- le cadre juridique et administratif de nos implantations à l'étranger,
- le montage des contrats commerciaux.

Il participera aux négociations ainsi qu'à la rédaction des contrats. Il expliquera les choix retenus auprès des directions opérationnelles. Si vous disposez d'un bon sens des contacts et souhaitez mettre en œuvre des solutions nouvelles qui vous conduiront vers des responsabilités plus larges, notre expansion vous offrira de nombreuses opportunités de développement de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence JJA/LM/116 à SODEXHO - Service Recrutement - B.P. 36 - 78391 BOIS-D'ARCY CEDEX.

SODEXHO

الرجاء ان يقرأ

27/11/84

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Jeudi 14 juin 1984 - Page 29

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Mac Douglas

LEADER SUR SON MARCHE : LE VÊTEMENT DE CUR ET DE PEAU

Recherche son :

CONTROLEUR DE GESTION

Sa mission :
- Participer à l'élaboration du système d'organisation et à son informatisation, sous la responsabilité du Président et avec l'assistance d'un cabinet de conseil.
- Assurer l'évolution de ce système et l'utiliser afin d'animer, contrôler et analyser le cycle budgétaire et analytique de l'entreprise.

Son profil :

Diplômé d'une grande école commerciale : débutant ou ayant une expérience réussie dans une mission similaire.
Rigoureux, désireux d'animer et de coordonner les structures de l'entreprise dans les domaines de la gestion, l'évolution de sa carrière sera liée au développement du groupe, notamment au niveau international.
Disponibilité immédiate.
Localisation : Paris, déplacements province et étranger.

Sa rémunération :
140 - 180 000 F.

Envoyer C.V. et photo à : Monsieur KLEIN, S.A. - HITTER, 47, rue de Chaillot, 75116 PARIS

BANQUE ÉTRANGÈRE
offre bonnes perspectives d'avenir à :

CAMBISTE EXPERIMENTE

Ecrire s/réf. 7604 à PIERRE LICHOU S.A.
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02
qui transmettra.

Constructeur américain d'informatique
implanté à Paris Ouest, recherche

Ingénieurs logiciel UNIX, langage C

Il prendra en charge, les relations techniques avant et après-vente auprès de nos clients.
2 à 3 années d'expérience sont souhaitées.
Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 1682M à
16 rue J.-J. Rousseau - 75001 Paris, qui transmettra.

A Evry...

env. 200 000

Responsable, Juriste d'entreprise

Il vérifiera, contrôlera et suivra l'ensemble des engagements et des actes du Groupe : contrats et baux commerciaux, droit des sociétés, accords de licence, propriété industrielle et brevets, contentieux, assurances, l'ensemble dans un contexte national et d'activités export.

Juriste d'entreprise expérimenté, de bon contact, environ 30 ans, vous êtes pratiquement bilingue anglais et souhaitez vous développer et réussir dans un solide Groupe français multinational.

Nous vous remercions d'envoyer rapidement sous réf. 1541 à Jean Bousser, 150, Bd Haussmann - 75008 Paris, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W Ernst & Whinney Conseil

L'immobilier

appartements ventes

4^e arrdt

MARAI

PPTAIRE et STUDIO 2 P.
3/4 P. dans 11 et 12, refait neuf.
R.C.I. 788-12-21.

5^e arrdt

CŒUR MARAIS

DANS HOTEL PARTICULIER
NOMBREUX SUIVANTS
à rénover. 236-63-62.

6^e arrdt

BEAUBOURG

HOTEL BLANC-MENIL
Studio et 2 P., en duplex, ref.
m. 327-63-40, m. 328-72-71.

7^e arrdt

PL. MALESHERBES

SUPERBE P. de taille
STUDIO + MEZZANINE
340.000. Excluse. 766-03-18.

8^e arrdt

SEVRES BABYLONE

S.S.A. + 3 CHAMBRES, 2 sal., bns
3 w.c., asc. 12 et 13ème ét.
Pr. : 1.750.000 F. 766-21-40.

9^e arrdt

VAUVIN 327-82-40

Petit studio 11 et 12, refait neuf,
4 et 5, asc. 228.000 F. 328-72-71.

10^e arrdt

MAISON DE LA RADIO

5/voies privée 8 et 9, 3 P.
calme, soleil, charme.
788.000 F. 734-36-17.

11^e arrdt

17^e arrdt

TERRASSE 200 m²

350 m² Paris. 705-33-31
L'immobilier 11/84 et 12, se les 15
14-18 h y compris dimanche.
228-28-60. 57, pl. Dr.
75001 Paris.

12^e arrdt

BATIGNOLLES

PROGRAMME NF DE QUALITÉ
RESTANT 6 APPTS avec park.
Livraison 11/84 et 12, se les 15
14-18 h y compris dimanche.
228-28-60. 57, pl. Dr.
75001 Paris.

13^e arrdt

PL. MALESHERBES

SUPERBE P. de taille
STUDIO + MEZZANINE
340.000. Excluse. 766-03-18.

14^e arrdt

MARCADET-POISSONNIÈRES

Imm. récent, dans verdure,
4 et 5, bns 2 P., 11 et 12, vue sur
Bassin de la Seine.
532.000 F.

15^e arrdt

NOTAIRE. 501-54-30

Bel immeuble récent, stand.
4 et 5, 4 et 5, 4 et 5, 4 et 5, 4 et 5,
jeudi 14/06 de 14 h à 18 h :
1, rue Dufrenoy.

16^e arrdt

VENTE PAR NOTAIRE

Bel immeuble récent, stand.
4 et 5, 4 et 5, 4 et 5, 4 et 5, 4 et 5,
jeudi 14/06 de 14 h à 18 h :
1, rue Dufrenoy.

17^e arrdt

AVENUE JONOT

11 Duple 3/2 P. 1.280.000 F
2/2 P. 1.400.000 F
TRES LUXUEUX TT CFT
VERMOREL. 828-01-50.

18^e arrdt

LA FOLIE SANDRIN

parc 4.000 m², 3-4 pièces
terrasse, jardin. 1.300.000 F.
Immo. Marcadet. 252-01-82.

19^e arrdt

CH. D'ANTHONY

Pl. Ch. D'Anthony studio 38 m²
cuis., 11 bns, 11 bns, 11 bns,
seur, bon état, 285-00-59.

20^e arrdt

P. NATION, 2 P., entrée, cuis.,

locations
non meublées
demandes

Paris

Couple sérieux recherche
3 pièces confort et calme
8^e, 9^e, 7^e, 14^e, 18^e, 19^e,
17^e, environ 4.000 F.
Téléphone : 858-71-70.

Région parisienne

Pour studios, appartements, ch.
villes, pavillons, pour CADRES.
888-89-88, 283-57-02.

Pour louer cadres de direction
et employés IMPORTANTS
BANQUE FRANÇAISE recherche
un tant à Paris qu'en banlieue
APPT 2 à 10 p. ou VILLAS.
904-01-34, poste 12.

locations
meublées
offres

Paris

JULIET à NOVEMBRE
4 et 5, 4 et 5, 4 et 5, 4 et 5,
Rue Serres, 14^e, 540-54-84.

Région parisienne

PARIS LA DÉFENSE 1
Résidences ORION
2 pièces, 2 pièces,
tous équipés, large fourni,
téléphone, télévision.
Renseignements :
38, rue de Surène, 75008
PARIS. Tél. : (1) 286-33-28.

locations
meublées
demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE. Pour
cadres mutés à Paris recher-
che du STUDIO au 5 P.
LOYERS GARANTIS par S.A. ou
ambassade, 285-11-08.

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, 75008 PARIS
APARTEMENTS STANDING
UNIFORMEMENT.
Excellente Location.
562-78-99.

hôtels
particuliers

VERSAILLES. Hôtel particu-
lier, SECOND EMPIRE, 11 P.,
commodités, récept., jard.
MAT IMMOBILIER. 953-22-27.

XIV^e RUE DES ARBUSTES
Jolie MAISON Louis-Philippe
7 pièces + jardin 100 m² gar-
rage. DORESSAY 824-93-33.

immeubles

IMM. BUREAUX
3.000 m², Pte Gensy
LOUE 1.100.000 F
LOCATION 100.000 F
MICHEL BERNARD. 502-13-43.

maisons
individuelles

ARGENTEUIL
CENTRE EN EXPANSION
BELLE MAISON, BOURGEOISE
82 m² au sol, avec travaux
Surface habitable 120 m² en-
viron + grenier aménageable
70 m² environ
Utilisable en totalité
ou en 2 appartements
avec entrées séparées
Ensoleillé. Jardin. Arbrés.
Conviendrait plus particuliè-
rement à artisan, prof. libérale,
société commerciale
+ LOC. PROPRIÉTÉ
Tous libérés
PRIX : 650.000 F
Tél. : 16 (01) 982-25-53
ou 961-12-77.

propriétés

20 km de Bourguet, 37 km de
Tours, à vendre dans petite
ville de Touraine, belle maison
recente : pde salle de séjour
avec cheminée, 2 s. de b.,
7 chambres, cuis. amon., gd
garage (2 voitures) cave. Sur-
face 5.500 m² avec piscine
tennis. 750.000 F.
M. LECORNE, notaire à Saugny,
37240. Tél. (02) 25-60-03.

BRUNOY belle propriété de
style très bon état, 10 pièces,
300 m², parc 1500 m, ranch
et ALGRAIN 285-00-55

domaines domaines

A VENDRE

PARAGUAY TERRES ET ESTANCIAS

de 30 à 50 doll. l'hectare.
Ecrire à Case Postale 148,
1211 Genève (Suisse).

pavillons

A VENDRE. PARIS 15^e
Pavillon 6/7 pièces, cuisine,
salle de bain, entrée, sous-sol.
180.000 F + remis 4.000 F.
Tél. : 767-46-41.

viagers

LIBRE. Pte ST-BRIEUC, vue
mer, plage, très belle villa,
4 et 5, 11 et 12, état impeccable.
235.000 F + remis 4.000 F.
78 ans. LOEL. 355-00-44.

F. CRUZ. 266-19-00

8, RUE LA BOÉTIE-8^e
Peu connus, réputation garantie.
Etude gratuite descript.

FONCIER VIAGERS

19, BD MALESHERBES, 8^e
288-32-38 Spécialiste 44 ans
d'expérience. Etude gratuite
discret, rapide. INDEXES.

LIMITE PARIS SUD

Superbe pavillon, récent, dis-
ciple, maison secondaire,
245 m² habit., 2.100.000 F.
H. LABUS, 354, rue Lacourbe,
75015 PARIS - 564-28-86.

échanges

Rech. pers. seule ou couple
pour tâches ménagères
20 h/semaine, env. A partir sept.
en échange : 2 P., garage
jardin, pros. Meunier. Tél. (01)
063-48-85 après 18 h 30.

fermettes

ARDÈCHE
TRES BELLE FERME
Pierres, bois, eau de source,
sur 1 ha. Prix : 350.000 F.
Tél. : (1) 741-86-48, le soir.

locations
meublées
demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE. Pour
cadres mutés à Paris recher-
che du STUDIO au 5 P.
LOYERS GARANTIS par S.A. ou
ambassade, 285-11-08.

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, 75008 PARIS
APARTEMENTS STANDING
UNIFORMEMENT.
Excellente Location.
562-78-99.

hôtels
particuliers

VERSAILLES. Hôtel particu-
lier, SECOND EMPIRE, 11 P.,
commodités, récept., jard.
MAT IMMOBILIER. 953-22-27.

XIV^e RUE DES ARBUSTES

Jolie MAISON Louis-Philippe
7 pièces + jardin 100 m² gar-
rage. DORESSAY 824-93-33.

immeubles

IMM. BUREAUX
3.000 m², Pte Gensy
LOUE 1.100.000 F
LOCATION 100.000 F
MICHEL BERNARD. 502-13-43.

maisons
individuelles

ARGENTEUIL
CENTRE EN EXPANSION
BELLE MAISON, BOURGEOISE
82 m² au sol, avec travaux
Surface habitable 120 m² en-
viron + grenier aménageable
70 m² environ
Utilisable en totalité
ou en 2 appartements
avec entrées séparées
Ensoleillé. Jardin. Arbrés.
Conviendrait plus particuliè-
rement à artisan, prof. libérale,
société commerciale
+ LOC. PROPRIÉTÉ
Tous libérés
PRIX : 650.000 F
Tél. : 16 (01) 982-25-53
ou 961-12-77.

propriétés

20 km de Bourguet, 37 km de
Tours, à vendre dans petite
ville de Touraine, belle maison
recente : pde salle de séjour
avec cheminée, 2 s. de b.,
7 chambres, cuis. amon., gd
garage (2 voitures) cave. Sur-
face 5.500 m² avec piscine
tennis. 750.000 F.
M. LECORNE, notaire à Saugny,
37240. Tél. (02) 25-60-03.

BRUNOY belle propriété de
style très bon état, 10 pièces,
300 m², parc 1500 m, ranch
et ALGRAIN 285-00-55

VILLEURIEUX : LA ZONE D'ACTIVITÉS DE

L'ÉPI D'OR, ÇA MARCHE

SEMASEP

6778150

Important Groupe de Distribution
recherche

Adjoint(e) de son Chargé d'Assurances

De formation supérieure type Ecole de
Commerce, Droit ou Sciences Eco., il aura
acquis une expérience en IARD (min. 2 ans)
chez un courtier ou dans une fonction
similaire.

- Goût prononcé pour les relations commer-
ciales.
- Lieu de travail : région Parisienne.
Envoyer C.V. photo et prétentions
sous réf. 8216 à

Lévi Toumay 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

28725 PUBLIMARK, 21, rue
Payenne (20), qui transmettra.

l'agenda du Monde

Particuliers (offres)

A vendre CHATELAIN AR-
CHÉ L'ÉTÉ 1984
COLLECTION PROVINCIALES
France et étranger
SOIE NATURELLE TISSÉE
10 mètres. Tél. : 226-16-00,
poste 244 H.B.

Achat Livres

HENRI LAFITTE
Achat comptant de LIVRES
13, rue de Buci, 6.
Téléphone : 326-68-28.

Brochantes

Faire à la Brochant
(95) SAINT-PRIX
dimanche 24 juin
ville de Vaux.

Cuisine

CUISINE LILLIPUT
sur un mètre, meuble avec
évier, frigo, cuisson : 2.700 F.
cuisine complète par Serrin-
tor, 21, rue de l'Alde-Graffier,
Paris 6. Tél. : 222-44-44.
Ouvert le samedi.

Philatélie

ACHÈTE CHÈRE COLLECTION
TIMBRES FRANCE, EUROPE,
OUTRE-MER. T. 369-76-98.

Bijoux

ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, diamants et
PAUL TERRIER - 235-47-77
35, rue de la Colonne, 75002.
Métro Saint-Philippe-du-Roule.
Si vous vendez : bijoux, or,
diamants, pierres, etc. ne faites
rien sans téléphoner 589-74-36.

COMPTOIR FRANÇAIS

ACHÈTE COMPTANT
BIJOUX ANCIENS
DÉBRIS OR, OR DENTAIRES,
OBJETS D'ART, BIJOUX,
HORLOGERIE, LETTRES
ET TIMBRES-POSTE
Tél. : 227-40-54 +
14, bd Courcelles, 17^e Villette.

Collections

Restaurateurs collections
de bijoux officiels
de l'Etat et de l'Etat
du n° 1 à janvier 1980.
Faire propositions à M. Bonin,
28 bis, rue Bernard-Palissy,
17600 Sauton.

Accessoires

auto

PIÈCES AUTO ACCESSOIRES

Housse, auto-radio,
Alarme et système anti-
vol.
- Pièces d'origine BMW,
Ford, Saab, Renault, Peugeot.
- Accessoires KOLB.
- Peintures au kilo.
- SERVICE EXPORT (Général)
AUTOTEC
93, avenue d'Italie, 75013
PARIS. Tél. : 351-75-68.

Parfumerie

VÉRONESE PARFUMS

Soins du visage,
Soins du buste,
Maquillage personnalisé,
Épilation,
Manucure,
Tannage des ongles.
Boutique U.V.A.

20 % DE REMISE

362 rue de Valenciennes,
75015 PARIS.
Tél. : 828-94-74.
Ouvert du lundi au samedi
de 9 h à 19 h 15.

Cours

ENGLISH IN ENGLAND

Au bord de la mer (100 Km de Londres) dans l'un des 100 centres de
vacances de l'été, un séjour dans une maison d'habitation avec jardin d'été.
Niveau : toutes les langues, depuis le début jusqu'au niveau de l'anglais.
25% RÉDUCTION
pour un séjour de 10 jours ou plus (tarif spécial)
Niveau : toutes les langues, depuis le début jusqu'au niveau de l'anglais.
25% RÉDUCTION
pour un séjour de 10 jours ou plus (tarif spécial)

REGENCY SCHOOL OF ENGLISH

Parcours, Mont. Angers. Tél. 90-02-12. Tél. 90-02-12.
47, rue de la Liberté, 93002 Paris.
Tél. 90-02-12. Tél. 90-02-12.
47, rue de la Liberté, 93002 Paris.
Tél. 90-02-12. Tél. 90-02-12.

Maroquinerie

VENTE AU PRIX DE GROS

SACS, BAGAGES, CADEAUX
VISCONTI, 5, rue M. le Comte,
272-16-88. Métro Rambuillet.

Moquettes

A SAISON
MOQUETTE 100 %
dans toute la France.
Téléphone : 985-61-12.

Littérature

MATELAS DE DEUX CHOSSES L'UNE

Cu vous achetez un matelas
de grand luxe à 3.500 F
ou vous achetez un matelas
de grand luxe à 1.990 F
(deux places 140 cm)

LA PLAZA est un matelas de grand luxe GARANTI 5 ANS

La Plaza est un matelas de grand luxe GARANTI 5 ANS
qui se trouve aussi à vos maisons
en deux endroits.
- le 180 cm : 2.056 F
- le 190 cm : 2.359 F
Sommeil et détente.
Sommiers, matelas, coussins,
couvertures, draps, etc.

Cap

37, rue de Chateaux
75012 - 307-24-01
47, rue de la Liberté, 93002 Paris.
Tél. 90-02-12. Tél. 90-02-12.

Troisième âge

RÉSIDENCE LES CÉLÈRES

10^e porte d'Italie, Paris
Tous les jours, repas, soins, soins
personnels, tous les jours.
Valides, semi-valides, handicapés.
Sous surveillance, soins
personnels, soins personnels.
Libre d'aller et de venir.
Téléphone : (1) 225-88-83
(1) 338-34-14.

Vacances - Tourisme - Loisirs

VACANCES D'ÉTÉ

Découvrez le haut Doubs et ses
SANDRONS PÉDESTRES avec
Vie et Liberté qui vous accueillent
dans leur belle ferme du XVIII^e siècle
et qui, chaque été, vous offrent
un séjour de 12 personnes. Service de
cuisine, culture et jardin (piscine)
ou au feu de bois, table d'été
boisée à 12 personnes. Service de
cuisine, culture et jardin (piscine)
ou au feu de bois, table d'été
boisée à 12 personnes. Service de
cuisine, culture et jardin (piscine)
ou au feu de bois, table d'été
boisée à 12 personnes.

LA GRANDE-MOTTE

115 km Caen - 6 km Caen
Tous les jours, repas, soins, soins
personnels, tous les jours.
Valides, semi-valides, handicapés.
Sous surveillance, soins
personnels, soins personnels.
Libre d'aller et de venir.
Téléphone : (1) 225-88-83
(1) 338-34-14.

Cratys (48, 107)

115 km Caen - 6 km Caen
Tous les jours, repas, soins, soins
personnels, tous les jours.
Valides, semi-valides, handicapés.
Sous surveillance, soins
personnels, soins personnels.
Libre d'aller et de venir.
Téléphone : (1) 225-88-83
(1) 338-34-14.

Cratys (48, 107)

115 km Caen - 6 km Caen
Tous les jours, repas, soins, soins
personnels, tous les jours.
Valides, semi-valides, handicapés.
Sous surveillance, soins
personnels, soins personnels.
Libre d'aller et de venir.
Téléphone : (1) 225-88-83
(1) 338-34-14.

DEMANDES D'EMPLOIS

CANDIDATURE SPONTANÉE EN B.D POUR KALEIDOSCOPE MAN

C'EST QUOI UN KALEIDOSCOPE MAN ?

IMPORT EXPORT
INDUSTRIE
DISTRIBUTION
COMMERCE INTERNATIONAL

ÇA SE FABRIQUE COMMENT UN KALEIDOSCOPE MAN ?

COMME ÇA...
THE LONDON SCHOOL OF ECONOMICS
INSTITUT DE PSYCHOLOGIE DE PARIS
ENGLISH DEUTCH ITALIANO?
ESPAGNOLE, ROMANESQUE, ARABIQUE
ETC...
LANGUES O. PARIS
BERKELEY BUSINESS SCHOOL

ET ÇA MÈNE À QUOI TOUT ÇA ?

À LA PUB...
5 ANS DIRECTION DE CLIENTÈLE
ET DIRECTION D'ÉTUDES DANS LA
PREMIÈRE AGENCE FRANÇAISE
DE PUBLICITÉ.

À LA VEG...

4 ANS DIRECTION DÉVELOPPEMENT
DANS LA DEUXIÈME SOCIÉTÉ
FRANÇAISE DE VENTE PAR CORRESPONDANCE.
30 % D'Augmentation du C.A.

AU COMMERCE INTERNATIONAL...

4 ANS DIRECTION 14 FILIALES,
ACHATS, VENTES, DANS LA PREMIÈRE
CHAÎNE AMÉRICAINE DE DISTRIBUTION.
C.A. ACHAT DOUBLÉ. C.A. VENTE : 10
25 MILLIONS DE FRANCS.

À LA DIRECTION GÉNÉRALE...

5 ANS À LA TÊTE DE DEUX SOCIÉTÉS
D'UN GROUPE INTERNATIONAL.

VERRES DE LUNETTES : 2 USINES

6 FILIALES, 90 VENDEURS,
C.A. 120 MILLIONS.

SKIS : 1 USINE, 60 VENDEURS

C.A. 40 MILLIONS

À L'IMPORT-EXPORT...

DEPUIS DEUX ANS, DIRECTEUR
D'UNE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
D'IMPORT-EXPORT.

**ET IL VISE QUOI MAINTENANT
LE KALEIDOSCOPE MAN ?**

**VALORISER SES COMPÉTENCES
KALEIDOSCOPIQUES.**

UNE ENTREPRISE EFFRÉNÉE
EN DÉVELOPPEMENT.

DE NOUVEAUX PRODUITS À LANCER.
DE NOUVEAUX MARCHÉS À CONQUÉRIR.
UN RÔLE DE DIRECTION.
DE GRANDES RESPONSABILITÉS.
UN NOUVEAU CHALLENGE.
UN HORIZON INTERNATIONAL.

**LE KALEIDOSCOPE MAN
C'EST ERIC RONE.**

CONTACTEZ-LE AU
333-70-10

OU ÉCRIVEZ-LUI
207 RUE DE BEZONS
92400 COURBONVILLE.

DEMANDES D'EMPLOIS

Cadre commercial 35 ans

anglais français
ayant plus de 10 ans d'expé-
rience de poste à responsabilité
dans tous les départements
recherche emploi modeste
ou missions ponctuelles
à l'étranger
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Secrétaire, 29 ans, parlant

anglais, espagnol, 7 ans
exp. dir. motrice, travail
personnel, sans et 6000
contact, cherche poste
ASSISTANTE DIRECTION
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Age 37 ans

TECHNOL. BAT.
Coord. chantier, BET, 15 ans
exp. 1 an d'exp. étranger.
Cherche poste stable
dans tous les départements.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

Cadre commercial 35 ans

anglais français
ayant plus de 10 ans d'expé-
rience de poste à responsabilité
dans tous les départements
recherche emploi modeste
ou missions ponctuelles
à l'étranger
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Secrétaire, 29 ans, parlant

anglais, espagnol, 7 ans
exp. dir. motrice, travail
personnel, sans et 6000
contact, cherche poste
ASSISTANTE DIRECTION
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Age 37 ans

TECHNOL. BAT.
Coord. chantier, BET, 15 ans
exp. 1 an d'exp. étranger.
Cherche poste stable
dans tous les départements.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

Ingénieur conseil

ORGANISATION
INFORMATIQUE
Dipl. INAM, spécialiste mar-
keting gestion comm. et de pro-
duction comptabilité analytique.
Gestion société, direction
informatique, 500 ré. acquies-
sés de l'import, cabinet et entre-
rech. MISSIONS ou poste à fine
responsabilité. Étude toutes
propositions.
S. rue de la Harpe, 75005 Paris.

JP 11/05/80

Le Monde

économie

SOCIAL

LES ÉLECTIONS AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION
DES SECTEURS PUBLIC ET NATIONALISÉ

La CGT juge « tendancieux » et « inexacts » les premiers bilans du ministère des affaires sociales

« Tendancieux » et « inexacts », « inférence dans un scrutin qui n'est pas clos » : c'est en ces termes que MM. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, et Michel Warcholak, secrétaire de la Confédération, ont qualifié, mardi 12 juin, les premiers bilans publiés ces jours derniers par le ministère des affaires sociales sur les élections aux conseils d'administration des secteurs public et nationalisés.

« Il aurait été plus sage, a notamment déclaré M. Warcholak, de laisser aux organisations syndicales le soin de porter leurs propres appréciations sur les premiers résultats de cette consultation. C'est été aussi une façon de respecter leur indépendance ». Dénonçant une « précipitation » qui pourrait « à la limite constituer une sorte d'ingérence », MM. Krasucki et Warcholak estiment que les « commentaires » ont fait l'impasse sur deux faits pourtant évidents : la consolidation des positions d'ensemble de la CGT et un nombre appréciable de gains en voix et en pourcentages ; une nouvelle répartition de l'influence de la CFDT, de FO et de la CGC.

A l'appel de cette thèse, la CGT a rendu public son propre bilan, portant sur 1 564 492 inscrits dans près de 3 000 établissements. Selon ces résultats, collectés par ses militants, la CGT est « nettement en tête »

dans le secteur industriel (89 % des inscrits) avec 45,86 % des voix parmi les ouvriers, employés, agents de maîtrise et techniciens et 10,20 % parmi les cadres. Dans le secteur banques et assurances, elle obtient, toujours selon son propre bilan provisoire, 17,81 % parmi les employés et gradés et 15,60 % parmi l'ensemble des personnels. « Au total, la CGT est bien la première centrale syndicale dans le secteur nationalisé », a affirmé M. Warcholak.

A son tour, la CGT établit une comparaison avec les élections professionnelles, intervenues entre le 1^{er} janvier et le 8 juin 1984. Sur 603 établissements de plus de 500 salariés rassemblant 985 622 inscrites, elle « obtient 44,51 % et consolide ainsi ses positions par rapport aux mêmes votes intervenus en 1983 avec un gain de 0,61 point ». En revanche, la CGT souligne « un recul assez général de la CFDT, qui perd 2,70 points, FO et la CGC enregistrant des progrès respectifs de 2,42 % et de 0,95 %, alors que les autres listes poursuivent leur lente érosion ».

« Les suppressions d'emplois à l'industrie et au Travail. — Le bureau fédéral de l'industrie et du Travail doit décider, ce 13 juin, s'il maintient le projet de quarante-cinq suppressions d'emplois, qu'il a de nouveau examiné au cours d'une réunion le 12 juin (Le Monde du 12 juin).

M. Ralite souligne les progrès réalisés dans l'insertion professionnelle des handicapés

M. Jack Ralite, ministre délégué à l'emploi, a fait, mardi 12 juin, un premier bilan de l'utilisation des crédits destinés à faciliter l'emploi des personnes handicapées (chaque année, soixante mille reconnaissances des commissions d'orientation spécialisée, les COTOREP, sont orientées vers une formation professionnelle ou un emploi en milieu protégé ou en milieu ordinaire), crédits portés en 1984 à 84,12 millions de francs, contre 47,76 millions en 1983 (1). M. Ralite a souligné les progrès réalisés dans l'insertion des handicapés dans le « tissu social » : fin 1983, 83 884 travaillaient en milieu ordinaire, contre 57 721 l'année précédente, et 40 000 offres d'emploi avaient été reçues, contre 10 000 en 1982. « Nous sommes en train de passer un seuil dans l'évolution des mentalités », a affirmé le ministre.

M. Ralite a annoncé la décentralisation des aides financières destinées à l'aménagement des postes de travail ou à compenser l'encadrement supplémentaire pour les handicapés et des subventions d'installation. Cette mesure doit permettre d'utiliser plus rapidement des crédits fortement accrus en 1984 :

7,5 millions de francs au lieu de 500 000 F en 1983, pour cinq cents subventions d'installation au lieu de cent, 9 millions au lieu de 1,5 million, pour cinq cents aides financières au lieu de cent.

Quant aux nouveaux « contrats d'adaptation professionnelle », deux cents ont déjà été signés en 1984, correspondant à 5 millions de francs ; 15 millions de francs au total sont prévus cette année pour des contrats concernant des travailleurs handicapés placés directement en milieu ordinaire ou souhaitant y entrer après un passage en « atelier protégé ». Pour suivre le reclassement des travailleurs handicapés, dix-huit équipes de préparation et de suivi du reclassement (EPSR) nouvelles vont être formées.

Pour la formation, soixante-cinq contrats d'apprentissage sont déjà prévus (correspondant à la moitié des crédits de ce chapitre). D'autre part, l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) doit accueillir près de mille handicapés (au lieu de trois cents en 1983) dans des stages expérimentaux.

(1) Le Monde du 9 novembre 1983.

CONJONCTURE

La reprise de l'investissement reste localisée estime le président de la chambre de commerce de Paris

Qu'en est-il de l'investissement en France ? « On sent incontestablement un mieux, mais il reste malheureusement localisé », a indiqué M. Philippe Clément, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, en présentant mardi 12 juin la note de conjoncture préparée par le centre d'observation économique de la chambre. Selon lui, la reprise de l'investissement « concerne une minorité d'activités de haute technologie de l'entreprise très performantes, bien placées sur les marchés internationaux porteurs : de façon plus générale l'agro-alimentaire et les productions de biens intermédiaires ». Pour ces dernières, il s'agit le plus souvent de renouveler le parc. Enfin, une part des investissements va à des branches nationalisées « où il n'est pas certain que les choix effectués soient les mieux adaptés aux perspectives de rentabilité et d'évolution des marchés », a conclu M. Clément, en faisant allusion aux secteurs de l'industrie papetière et de la sidérurgie.

Pour le président de la chambre de commerce de Paris, cette situation est caractéristique de la produc-

tion industrielle dont la stagnation « traduit en fait l'existence de quelques îlots de prospérité dans un océan de morosité, voire de pertes ».

« La hausse des prix en mai, selon la CGT. — Selon l'indice calculé par la CGT, les prix ont augmenté de 0,9 % en mai par rapport au mois précédent. Sur les cinq premiers mois de l'année, la hausse a été de 4,9 %. Elle est de 12,6 % par rapport au mois de mai 1983.

« Progression des ventes du grand commerce. — Les ventes du grand commerce ont légèrement progressé au cours du mois de mai, retrouvant le niveau de février. En valeur, le chiffre d'affaires du grand commerce a augmenté de 10,5 %, soit respectivement + 18,5 % pour la vente par correspondance, + 10,5 % pour les hypermarchés, + 8 % pour les grands magasins populaires et + 6 % pour les grands magasins. Ces statistiques sont fournies par le Centre d'observation économique de la Chambre de commerce de Paris.

INFORMATIQUE

Trilogy abandonne son projet de super-ordinateur

Dans le monde bouillonnant de l'industrie informatique, l'une des plus brillantes et des plus coûteuses aventures de ces dernières années s'est achevée le 11 juin. M. Gene Amdahl, PDG de Trilogy, a annoncé que sa société abandonnait son projet de super-ordinateur compatible avec les machines IBM.

Père de la fameuse « série 380 » d'IBM, des années 80, M. Gene Amdahl quitte la groupe en 1970 pour créer sa propre entreprise à partir d'une idée : fabriquer des grands ordinateurs entièrement compatibles avec ceux d'IBM, c'est-à-dire pouvant utiliser sans aucune adaptation particulière les périphériques et les programmes des systèmes IBM. Ce sera la création de la société Amdahl, qui allait se révéler comme un concurrent non négligeable pour le numéro un mondial de l'informatique.

En 1980, il décide de réduire le même coup. Il quitte la société qu'il avait créée et qui portait son nom pour fonder Trilogy. L'idée est toujours la même : développer, à partir des nouvelles technologies des circuits intégrés, un super-ordinateur (créneau du marché le plus rentable) plus puissant, plus fiable et... moins cher que les machines IBM. L'objectif est de prendre de vitesse le géant, en sortant les ordinateurs Trilogy en 1985, avant la prochaine génération d'IBM. Il trouve alors de l'argent — une cinquantaine de millions de dollars — auprès de nombreux investisseurs privés américains et étrangers (le gouvernement intervient par exemple). La société française Bull met à l'époque une mise de 5 millions de dollars. En quatre ans, Trilogy créera au total plus de 250 millions de dollars. Les sociétés américaines Sperry et Digital Equipment y investissent respectivement 42 et 20 millions de dollars, et Bull 12 millions de dollars au total. Le reste des fonds sera drainé à travers un « fonds de recherche et d'investissement » (55 millions de dollars), lors de la

récente introduction en Bourse de Trilogy, et par des crédits bancaires. Si les travaux sur les circuits intégrés ont avancé conformément aux prévisions, Trilogy a rencontré de sérieuses difficultés pour la mise au point des machines proprement dites. Il semble que M. Amdahl ait sous-estimé les coûts et les délais de réalisation. Dès lors, Trilogy était peu à peu obligée de décaler dans le temps leur sortie. Prévue pour le début de 1985, elle était repoussée à la fin de l'année, puis à mi-1986 et, il y a un mois, à l'année 1987. C'était le principe même du pari de Trilogy qui était ainsi remis en cause. Loin de prendre de vitesse IBM, c'était le contraire qui risquait de se produire.

Nul doute que la décision d'abandonner la construction de son super-ordinateur a dû être, pour M. Gene Amdahl, bien douloureuse à prendre, mais elle paraît frappée du sceau du réalisme. Reste maintenant à savoir ce que va devenir Trilogy.

En fait, la société peut parfaitement se concentrer sur le développement des technologies des circuits intégrés. DEC, Sperry, Bull, et plus récemment Control Data, avaient d'ailleurs plus investi dans Trilogy dans cette perspective que l'espoir de disposer d'un super-ordinateur compatible IBM. Les technologies développées par Trilogy intéressent ces constructeurs pour la mise au point de leurs propres machines, et les accords conclus avec la société de M. Amdahl leur en donnent la libre disposition.

Reste que la décision de M. Gene Amdahl paraît sonner le glas du concept de compatibilité totale (« plug compatible ») dans le domaine des grands ordinateurs. Si M. Amdahl n'a pas réussi cette fois, on ne voit pas qui pourrait relever à nouveau le défi. Certes, il restera des fabricants de compatibles, mais ils demeureront à la remorque d'IBM, qui affirmera ainsi de plus en plus sa suprématie mondiale. Seuls, en fait, pourront subsister, sinon résister, en toute indépendance, les quelques rares constructeurs qui pourront développer leurs propres ordinateurs, à condition qu'ils puissent offrir des « passerelles » aux utilisateurs d'IBM et un rapport qualité-prix équivalent.

L'abandon de la partie la plus ambitieuse du projet Trilogy risque en tout cas de coûter cher aux investisseurs non industriels qui avaient misé dessus. Certes, une partie des fonds drainés sera récupérée par la vente de licences et les redevances sur l'utilisation des technologies de circuits intégrés. Mais il serait étonnant que le solde de l'opération ne se traduise pas par une perte substantielle. L'aventure de Trilogy prouve, si besoin en était, que l'investissement dans les hautes technologies coûte cher et que les « venture capitalists » ne gagnent pas à tous les coups.

J.-M. QUATREPOINT.

ÉPARGNE

LE PLAFOND DU LIVRET A DES CAISSES D'ÉPARGNE VA ÊTRE RELEVÉ DE 58 000 F A 68 000 F

Le plafond du livret A des caisses d'épargne, dont les revenus sont exonérés d'impôt, va être relevé prochainement de 58 000 F à 68 000 F. Il avait été porté de 49 000 F à 58 000 F le 31 mars 1983. Cette mesure est prise, essentiellement, pour ramener la collecte des épargnants sur ce livret, qui s'inscrit en chute libre, les retraits l'emportant sur les dépôts nouveaux au premier trimestre 1984, en raison de la baisse des revenus réels (Le Monde du 30 mai 1984).



DAVIDSON RACING DEFIE LE MONDE.

Le Mans, Sebring. Aux grands noms des auto-couriers s'ajoute un autre. Davidson Racing. La première auto américaine invitée au Le Mans de

cette année. L'adresse des conducteurs M.L. Spec, Wayne Pickering et Ken Madren. L'esprit et le savoir d'un des premiers crews de racing. Et, de-

rière tous, la même énergie et le même élan qui maintiennent David Davidson au sommet des agences d'immobilières à Dallas. Compagnie Promotrice.

DAVIDSON
RACING

Corporate Sponsor:  davidson real estate co. • 17130 Dallas Parkway, Suite 200 • Dallas, Texas, USA 75248 • (214) 980-1475

AFFAIRES

CONFRONTÉE A UN « TROU » DE 10 A 15 MILLIONS DE FRANCS

L'ex-Union de diamantaires dépose une seconde fois son bilan

Confrontée à un lourd passif (10 à 15 millions de francs selon les estimations) après huit mois d'existence, la société UDD-DDF American Company qui avait pris la succession, le 29 septembre 1983, de l'Union de diamantaires (UDD) après le dépôt de bilan de cette dernière, est contrainte, à son tour, d'emprunter la même voie.

En état de cessation de paiement depuis plusieurs semaines, cette nouvelle société qui avait été constituée avec l'accord du tribunal de commerce pour essayer de préserver les intérêts des quelque 31 000 clients de l'ex-UDD devra comparaître le 14 juin devant la septième chambre du tribunal de commerce de Paris.

Ce dernier devra alors nommer un syndic et se prononcer sur la procédure (mise en règlement judiciaire ou liquidation de biens) à appliquer au numéro un du placement-diamant en France dont la première faillite, prononcée le 7 juillet dernier, avait vivement ému à la fois la communauté des épargnants et celle des bijoutiers (*le Monde* des 10 juillet et 30 août 1983).

Afin d'éviter la disparition pure et simple de cette entreprise (et de l'important marché du diamant qu'elle avait réussi à conquérir en quelques années), le fournisseur quasi exclusif en diamants de l'ex-UDD, le groupe américain Hasenfeld-Stein, acceptait alors de participer à la constitution d'une nouvelle société UDD-DDF American Company, dont la direction était confiée à M. Jacques Legrand, éditeur, notamment d'un ouvrage sur le diamant, et à M. Robert Gossiaux (ancien responsable commercial de la Sabena) avec des effectifs ramenés à moins de cinquante personnes.

Mais en dépit (ou à cause) d'une importante campagne publicitaire qui devait coûter, au bas mot, 2 millions de francs, la nouvelle entreprise n'avait pas réussi à véritablement redémarrer son activité diamant, toute occupée qu'elle était à restituer les pierres aux déposants.

Succédant au départ de M. Gossiaux, gérant de droit, M. Legrand devait rendre les armes à son tour en démissionnant de ses fonctions en mai dernier.

A l'heure actuelle, la quasi-totalité des clients de l'ex-UDD ont récupéré leurs 2 200 diamants en dépôt - surpayés, il est vrai - et la seule bonne nouvelle de ce feuilleton est la récente constitution d'une association (1) sans but lucratif animée par M. Michel David, l'un des clients de cette société. Destinée à rassembler les épargnants « floués », dans un premier temps cette Fédération nationale du diamant, qui a tenu le 6 juin sa première réunion, veut s'attaquer au problème numéro un, celui de la vente des pierres en élargissant par la suite son action à l'ensemble du marché du diamant en France et non pas à la seule clientèle de l'ex-UDD.

BERGHE MARTI

(1) Fédération nationale du diamant - 25, rue Bellefond, 75009 Paris.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ bar - haut	Rep. - ou dép. -	Rep. - ou dép. -	Rep. - ou dép. -
SE-UL	8,3585	+ 33 + 73	+ 90 + 120	+ 15 + 135
DEM	6,4205	+ 15 + 55	+ 35 + 85	+ 25 + 90
Yen (100)	3,5950	+ 175 + 195	+ 350 + 375	+ 1050 + 1130
DM	3,0760	+ 165 + 185	+ 325 + 350	+ 945 + 1015
Florin	2,7275	+ 135 + 150	+ 275 + 290	+ 790 + 825
F.B. (100)	15,0775	+ 35 + 132	+ 115 + 235	+ 130 + 230
F.S.	3,6785	+ 345 + 270	+ 490 + 520	+ 1475 + 1560
L (1 000)	4,9576	+ 130 - 100	+ 254 - 214	+ 860 - 790
L	11,5765	+ 291 + 327	+ 560 + 618	+ 1534 + 1736

TAUX DES EUROMONNAIES

	10 3/4	11	11 1/16	11 1/8	11 3/16	11 1/2	11 5/8	12 1/4	12 1/2	12 3/4	13
SE-UL	10 3/4	11	11 1/16	11 1/8	11 3/16	11 1/2	11 5/8	12 1/4	12 1/2	12 3/4	13
DEM	5 1/4	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	6	6 1/8	6 1/2
Florin	5 1/4	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8	6	6 1/8	6 1/2
F.B. (100)	10 3/4	11	11 1/16	11 1/8	11 3/16	11 1/2	11 5/8	12 1/4	12 1/2	12 3/4	13
F.S.	2 3/8	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2
L (1 000)	14 7/8	15 3/8	14 1/2	15 1/4	14 5/8	15 3/8	15 3/8	15 3/8	15 3/8	15 3/8	15 3/8
L	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8
F. franc	12	12 1/2	12 1/16	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

La CGT et la CFDT ont voté contre la nomination de M. Pebereau à la présidence de la CGE

Le nouveau conseil d'administration de la Compagnie générale d'électricité, réuni pour la première fois mardi 12 juin dans l'après-midi, a porté comme prévu à sa présidence M. Georges Pebereau. Toutefois, le vote n'a pas été acquis à l'unanimité, comme cela avait été la règle jusqu'à présent dans les groupes nationalisés.

Si, dans le cas du CCF, les administrateurs salariés, regrettant le départ de M. Deguen, s'étaient abstenus de participer au vote pour la

désignation de son successeur, il s'est trouvé, mardi après-midi, quatre voix pour voter contre la nomination de M. Georges Pebereau : les trois représentants élus de la CGT et celui de la CFDT ; le représentant de la CGC a refusé quant à lui de prendre part au vote, estimant notamment que cette nomination se faisait dans la précipitation.

A l'occasion du tour de table, plusieurs administrateurs non salariés auraient, de leur côté, estimé que d'importants progrès devraient être réalisés rapidement dans la « gestion des hommes » et les relations humaines à l'intérieur de l'entreprise.

Le conseil des ministres de ce mercredi 13 juin devait donc entériner la proposition du conseil d'administration de la CGE et nommer officiellement M. Pebereau. Ce dernier cumulera la présidence de la CGE avec celle, qu'il exerce déjà, de l'une des principales filiales : CIT-Alcatel.

M. Pierre Chavance conservera jusqu'à la fin de l'année ses fonctions de directeur général de CIT-Alcatel. Il lui est également proposé de devenir directeur général de l'ensemble du groupe CGE. Ingénieur des Télécom, « ancien » de Thomson, où il développa notamment dans les années 60 les activités « transmissions », M. Chavance est entré à la CGE en 1972. Agé aujourd'hui de soixante-deux ans, il est considéré comme ayant une « sensibilité sociale ».

On souhaiterait, semble-t-il, que M. Chavance s'occupe plus spécialement des relations sociales à l'intérieur du groupe. L'intéressé aurait cependant demandé que ses responsabilités de directeur général de la CGE soient plus clairement définies, notamment vis-à-vis des filiales du groupe et de la gestion.

J.-M. G.

La demande de mise en règlement judiciaire de Creusot-Loire

(Suite de la première page.)

On comprend mal de la part des pouvoirs publics que M. Fabius n'ait pas cru bon de recourir personnellement à M. Pineaue-Valencienne (de même qu'il n'a pas reçu le patron de Citroën, autre dossier industriel « chaud »), ce qui aurait peut-être évité quelques malentendus. On imagine encore plus mal comment les représentants de Paris - banque nationalisée - aux conseils d'administration de Creusot-Loire comme de Schneider ont pu voter le 12 juin la mise en règlement judiciaire et l'éventuel dépôt de bilan, alors que le gouvernement s'était opposé. L'autonomie de gestion a des limites qu'un ministre sait très bien déplacer lorsqu'il le juge nécessaire.

On ne comprend pas mieux pourquoi M. Pineaue-Valencienne est revenu à la charge moins de six mois après la signature d'un accord avec les banques et les pouvoirs publics, alors que, objectivement, aucun fait nouveau n'était survenu. On peut s'étonner aussi que Schneider n'ait pas fait le geste minimal qui aurait montré la confiance que portait ce groupe à l'avenir de Creusot-Loire, justifiant par cette attitude les propos de ceux qui accusent depuis plusieurs mois M. Pineaue-Valencienne de rechercher le dépôt de bilan d'une entreprise en pleine débâcle pour se recentrer sur les entreprises saines (SPIE, Merlin-Gerin, Jeumont-Schneider).

Toujours est-il que des créanciers doivent être inquiets (Creusot-Loire doit 3 milliards de francs aux banques, 1,2 milliard à sa filiale Framatome et 800 millions de francs à ses sous-traitants) et que les salariés de Creusot, berceau de la métallurgie française, ne doivent pas l'être moins.

BRUNO DETHOMAS.

● Hausse des produits pétroliers en France. - Les nouveaux prix des produits pétroliers sont entrés en vigueur le 13 juin à 0 heure. La hausse est de 5 centimes par litre pour le supercarburant, de 4 centimes par litre pour l'essence ordinaire, de 2 centimes pour le gazole et de 2,1 centimes pour le fuel domestique (*le Monde* du 6 juin).

● Limitation des importations textiles. - Plusieurs membres de la Chambre des représentants ont annoncé le lundi 11 juin leur intention de déposer un projet de loi visant à limiter les importations textiles américaines en 1984 à leur niveau de l'an passé.

246 millions de francs de pertes en 1983 pour la Compagnie Boussac-Saint Frères

La Compagnie Boussac-Saint Frères (CBSF) a subi une perte comptable de 246,6 millions de francs au cours de l'exercice 1983, indique un communiqué de la Compagnie diffusé le mardi 12 juin, après la réunion du conseil d'administration. Ces pertes proviennent « essentiellement des impayées provisions » destinées à couvrir les « coûts de restructuration prévus par le plan industriel » mis au point par la direction de la Compagnie. Ce plan prévoit la suppression de 1 500 emplois en 1984 et 1985 (*le Monde* des 24 et 29 février).

Les résultats d'exploitation de la CBSF font ressortir une perte de 87,90 millions de francs l'an dernier. Le chiffre d'affaires de la société a été durant l'exercice de 4,80 milliards de francs.

L'Institut de développement industriel (IDI), qui est le principal actionnaire de la CBSF (11,1 % de sa filiale, la SOPARI (1)), devrait faire - au nom des pouvoirs publics - une nouvelle avance au

début de juillet afin de permettre à la Compagnie de continuer son exploitation.

En fait, la continuation de l'activité de la CBSF est suspendue aux conclusions du rapport confié à M. Georges Plescoff par le premier ministre sur le point de savoir si les accords conclus en juillet dernier entre MM. Willet et le président de la CBSF sont juridiquement recevables (*le Monde* du 30 mai). M. Plescoff devait donner ses conclusions au début de mai dernier.

De surcroît, le cour d'appel de Douai (Nord) doit se prononcer, le jeudi 14 juin, sur un jugement du tribunal de commerce de Lille ordonnant à la Compagnie, qui a interjeté appel, de restituer aux syndicats des créances qui auraient dû revenir à l'ancienne société (*le Monde* du 20 mars).

(1) SOPARI : Société de participation et de restructuration industrielle.

Menaces américaines sur les importations d'acier

(Suite de la première page.)

L'affaire est bien « bouclée », le président américain ne peut pas se répondre. Alors que son adversaire démocrate, M. Mondale, qui se présente comme l'« ami des sidérurgistes », a déjà fait savoir qu'il était favorable aux mesures protectionnistes, une bonne partie des conseillers politiques du président, inquiets de son score futur dans les Etats industriels du Nord-Est du pays, le pousseront à accepter les conclusions de l'ITC.

Le président, par ailleurs, ne peut pas être insensible au déficit commercial américain, qui prend des proportions dramatiques. Des restrictions sur l'acier appaîtraient de ce point de vue aussi un soulagement léger mais non négligeable.

En revanche, l'adoption de mesures protectionnistes heurterait les utilisateurs d'acier (en particulier les groupes automobiles) qui craignent de voir les prix s'envoler. Ils refusent de devoir payer un surcoût par rapport à leurs concurrents étrangers, alors même que le dollar est très haut et que le prix de l'acier américain est déjà supérieur à 10 % ou 20 % au cours mondial. L'essentiel, pour M. Reagan, serait pourtant de prendre des mesures en parallèle de contradiction avec sa philosophie libérale. Champion de la libre concurrence, M. Reagan milite pour une libéralisation du commerce mondial, et il vient d'ailleurs, au cours du sommet de Londres, d'insister fortement pour que les sept pays industrialisés adoptent une déclaration en ce sens.

Or, précisément, l'instauration de quotas sur les importations d'acier aux Etats-Unis ne peut se faire qu'aux dépens des pays du Tiers-monde. Les aciers européens sont en effet bloqués à environ 5 % du marché par un accord d'autolimitation signé en octobre 1982 et les Japonais ont paré un accord de même type qui leur donne quelque 6 % du marché. Les Européens et les Japonais n'accepteront en aucun cas de voir leurs parts réduites à l'avenir. La CEE a déjà pris des mesures de rétorsions dans le domaine des aciers spéciaux où les Américains n'ont pas respecté leurs engagements. Il faudra donc réduire les quotas de Taiwan, de Corée du Sud, mais égale-

ment du Mexique, d'Argentine ou du Brésil. Pour ces pays, les exportations d'acier sont, il est vrai, parfois subventionnées ou acquises à des prix de dumping, mais c'est parce qu'elles sont payées en dollars, elles sont indispensables pour rembourser les intérêts des dettes accumulées vis-à-vis... des banques américaines notamment.

L'acier met donc, en pleine lumière, trois jours à peine après les belles déclarations du sommet de Londres, une contradiction de la crise mondiale dont on devine que les pays du tiers-monde vont faire les frais. M. Reagan aura beau le regretter et multiplier les professions de foi, il semble aux Etats-Unis désormais acquis qu'il devra faire un geste en direction des électeurs ouvriers et limiter, peut-être pas à 15 % mais à 17-19 %, les importations d'acier. L'Europe, et même la France, à la condition qu'elles obtiennent la préservation de leurs quotas, se garderont d'élever des protestations ou même de se permettre de verser une larme pour les pays du Sud, puisqu'elles agissent *pro modo* de la même façon à leur égard.

Reste, côté américain, à savoir si cette mesure sera suffisante pour aboutir à une préservation de l'emploi des sidérurgistes. M. Lynn Williams, président d'United Steelworkers of America, estime que les importations coûtent cent mille emplois et espère qu'une partie des sidérurgistes qui ont perdu leur poste pourraient donc être réembauchés (1). C'est là son plus fort argument. C'est pourtant peu probable. La restructuration en cours par abandon de capacités, réduite aujourd'hui à 135 millions de tonnes, et par fusion (2) favorise une automatisation qui, selon les industriels, évincera les réembauches au-delà de quelques milliers.

ERIC LE BOUCHER.

(1) La sidérurgie américaine qui employait 453 000 personnes en 1979 ne compte plus que 245 000 personnes environ.

(2) A ce sujet le département de la Justice vient d'autoriser la reprise par le groupe japonais Nippon Kokan de 50 % du capital de National Steel le septième groupe sidérurgiste américain (*le Monde* du 26 avril 1984).

FAITS ET CHIFFRES

● Baisse des conflits du travail en avril 1984. - Selon les statistiques officielles du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, les conflits du travail localisés ont touché, en avril 1984, 259 établissements, occupant habituellement 120 290 salariés parmi lesquels 30 725 ont cessé le travail entraînant la perte de 84 266 journées de travail. Ces chiffres apparaissent nettement plus faibles qu'en mars 1984 (où une augmentation sensible avait été enregistrée par rapport à mars 1983) et légèrement inférieurs à ceux d'avril 1983 (276 établissements concernés, occupant 116 500 salariés parmi lesquels 35 100 avaient cessé le travail, entraînant la perte de 92 600 journées de travail).

● Nouvel accord de contingentement nippo-canadien dans l'automobile. - Le Canada et le Japon ont signé, le 12 juin, un accord visant à poursuivre le « développement ordonné » des exportations japonaises de véhicules particuliers au Canada entre le 1^{er} avril 1984 et le 31 mars 1985. C'est le quatrième accord de ce type signé par les deux pays. Sur la base d'un marché de 917 000 voitures, le niveau des exportations japonaises ne devra pas dépasser 166 000 unités. - (AFP.)

● Hausse de la production française d'acier en mai. - La sidérurgie française a coulé 1,7 million de tonnes d'acier brut en mai, production en hausse de 9 % par rapport à l'an dernier, selon la chambre syndicale de la sidérurgie. Depuis le début de l'année, la production, 8,3 millions de tonnes, est en hausse de 14,4 % par rapport à 1983, mais en baisse de 7,6 % par rapport à 1982.



CHAMPAGNE DE VENOGNE
DEPUIS 1837
30, Av. de Champagne 51200 EPERNAY
Téléphone : (26) 65.01.01

LA RATP FAIT APPEL AUX ENTREPRISES ÉLECTROMÉCANIQUES.

La RATP prévoit d'équiper la flotte d'autobus de composteurs manipulables par les voyageurs et assurant essentiellement l'inscription en clair de la date du jour sur le titre de transport.

Le nombre d'appareils à étudier, fournir et, éventuellement à installer, est de l'ordre de 4000. Un découpage par lots de 2000 appareils est envisageable.

Les candidatures des entreprises intéressées devront parvenir avant le 22 juin 1984 à 12 h à la RATP Service TC, groupement Péages, 10, rue Abel Hovelacque - 75013 Paris où tous renseignements pourront être fournis entre 9 h et 11 h et entre 14 h et 16 h à partir du 12 juin 1984 en se rendant sur place ou en téléphonant au 346 47 26 ou 346 47 43.

RATP

العدد 1520

ÉTRANGER

Le modèle allemand déstabilisé

II. - Le prix du compromis

Tout le monde ou presque en convient en Allemagne fédérale, l'objectif de plein emploi ne sera plus atteint de façon durable pendant des années encore (le Monde du 13 juin). Hommes politiques, employeurs et même syndicalistes s'accrochent à la peur du chômage, devenue une donnée banale avec laquelle il faut apprendre à vivre, et c'est à peine s'ils se disputent sur les chiffres et les niveaux tolérables. Pourtant, cette acceptation, nouvelle, pourrait avoir des effets sur le comportement des agents économiques.

Frankfurt. - En affirmant, lors d'une déclaration improvisée, que la revendication des trente-cinq heures était « absurde et dangereuse », le chancelier Helmut Kohl a achevé de placer sur le terrain politique le conflit social le plus important qu'ait connu l'Allemagne depuis 1951, année zéro de la cession. Ce qui faisait partie du « non-dit » devenait brusquement public, au grand regret de la plupart des intéressés, et à commencer par le BDA - le patronat allemand - qui tente de minimiser la portée du propos. « Il ne faut pas trop souligner ce qu'a pu dire le chancelier », lâche ainsi, un peu gêné, M. Below, Au FDP et à la CDU, de la même façon, on ne souhaite guère s'exprimer sur ce qui est jugé comme une maladresse.

Au DGB et à IG Metall, on exalte d'autant plus que l'accusation de mener une « grève politique », après le départ du pouvoir des sociaux-démocrates, surgit de presque tous les bords. La phrase de trop, malicieusement prononcée par le chancelier, vient à point pour dédouaner les syndicalistes et, mieux encore, retourner l'argument à leur avantage.

C'est que, en Allemagne, au nom du consensus, seuls les partenaires sociaux sont habilités à négocier un compromis et à établir, par la voie

contractuelle, de nouvelles règles. En tout état de cause, le gouvernement doit se garder d'intervenir dans le débat ou le conflit, ce qui serait considéré comme une intolérable intrusion dans un domaine jalousement réservé. Tel est le tribut à verser pour sauvegarder le « modèle allemand » qui, en plus de trente ans, s'est traduit par une paix sociale exemplaire et, pendant à peine moins de temps, par une expansion économique remarquable.

Or, au moment précis où ce système se grippe ou atteint ses limites sous l'effet d'un ralentissement de la croissance et de la reconnaissance implicite d'un taux de chômage incompressible, voilà que les doctes réserves des années d'opulence sont jetées aux orties comme autant d'oripeaux sans valeur. Non seulement se produisent des écarts de langage mais, de part et d'autre, on se reproche mutuellement de mettre en cause l'édifice ou, au mieux, de prendre le risque de le déstabiliser.

Certes, il y a à la part de tactique, inévitable, quand deux parties s'affrontent, comme jamais peut-être. Mais au-delà du jeu qu'impose une épreuve de force, poussée jusqu'à son extrême, cette situation, nouvelle en Allemagne, révèle aussi un malaise grandissant. Quand tout le monde admet et constate que le traitement social mis en œuvre ne répond pas, et ne correspondra plus à l'état de crise, force est de considérer que ce corrélat, plus fondamentalement, un débat de société.

Question de survie

A peu de chose près, c'est ce que reconnaît M. Helmut Seifert, pour le DGB, en estimant que « les trente-cinq heures sont un symptôme de ce qui se passe en RFA depuis 1970 où le modèle de politique économique était celui de Keynes ». « Le temps est venu, affirme-t-il,

De notre envoyé spécial
ALAIN LEBAUDE

d'une nouvelle orientation générale des syndicats mais ce n'est pas encore clair. » On ne croit toujours pas à la lutte des classes, répète de son côté M. Wolfgang Lange, de l'IG Metall, mais le consensus que nous avions depuis la guerre est sérieusement ébranlé.

Depuis trois ans, selon les experts économiques du syndicat, les travailleurs ont subi des pertes de pouvoir d'achat et on leur promet 3 % de revalorisation, pour 1984, qui compensent à peine l'inflation. « Au total, on s'attend à 10 % de pertes dans l'industrie », poursuit M. Lange, alors que le chômage va augmenter et que les prestations sociales (indemnités chômage, notamment) sont réduites en baisse. Le patronat allemand, qui veut conserver à son avantage les gains de productivité, aurait, selon l'Institut IFO que cite M. Rodenfeldt, un économiste de l'IG Metall, « réalisé 53 % de ses investissements pour rationaliser, 25 % pour remplacer son matériel et 22 % pour élargir la capacité des entreprises ».

Les profits augmentent au point que, par boutade, les syndicalistes ont pris l'habitude de dire que « Siemens serait une banque qui aurait un petit atelier ». Mais ils craignent par-dessus tout que la poursuite de cette politique « n'entraîne des pertes de travail ».

Pis encore, les syndicats ont le sentiment d'avoir le dos au mur. « Avec le chômage il est de plus en plus difficile de demander des choses et, pour les syndicats, cela pose le problème de leur pouvoir. C'est une question de survie », fait-on observer au DGB, inquiet d'avoir à « gérer la crise ». L'IG Metall est encore plus accablé avec la récession de la sidérurgie, des chantiers navals et les difficultés de certaines entreprises métallurgiques. Pour 4 % seulement les métallurgistes ont pour 1 % les sidérurgistes sont âgés de plus de cinquante-huit ans, et on estime que 50 % des salariés ont quitté cette branche d'activité avant l'âge de la retraite, y compris par convention à cinquante ans avec les allocations de chômage pour un an et une indemnité de l'employeur. Volkswagen se proposait même d'aller jusqu'à cinquante-sept ans.

Cela explique largement que la fédération la plus importante du DGB, avec 2,6 millions d'adhérents revendiqués, ait opté pour les trente-cinq heures, avec maintien du salaire nominal, un peu considérées comme l'ultime solution qui sauverait 240 000 emplois dans la branche. La proposition de loi du gouvernement pour la préretraite à cinquante-huit ans, mise en place pour cinq années seulement à compter du 1^{er} mai dernier, et conçue pour répondre à la revendication des trente-cinq heures, ne pouvait en effet répondre aux problèmes spécifi-

qués des métallurgistes, convaincus du déclin de leurs métiers.

Pour sa part, le patronat allemand pense également que l'enjeu du conflit dépasse, et de loin, le seul mot d'ordre. « Nous ne sommes pas intéressés par un syndicalisme faible qui aurait des effets néfastes », assure M. Below en reconnaissant que « la question de l'existence ou de la non-existence des syndicats a très certainement influencé les votes ». A l'en croire, les résultats obtenus à plus de 75 % des suffrages signifiaient davantage un attachement à un système qu'une conviction profonde.

S'adapter aux réalités

Pourquoi, dans ces conditions, s'être montré si ferme, avoir laissé se développer une campagne antisyndicale dans tout le pays, et avoir poussé l'IG Metall dans ses derniers retranchements ? « Ce ne sont pas les employeurs qui ont introduit le débat de la lutte de pouvoir », rétorquent en chœur MM. Below et Heinzemann, qui pourraient être applaudis sur ce thème par les hauts fonctionnaires et les hommes politiques. « Les syndicats ont prétendu qu'ils étaient en danger, pas nous ».

Plus sérieusement, les deux représentants du BDA finissent par avouer, sans rhétorique, que « si nous cédon sur un seul point on risque de détruire les solides bases de relations sociales en Allemagne ». « C'est une question fondamentale pour notre économie », assurent-ils. Les fameux « modèles allemands », il doit se perpétuer, y compris dans ces temps difficiles, doit s'adapter aux dures réalités.

Cette voie du « bon sens » est également préconisée dans les ministères. Ainsi, M. Eduard Piesch, directeur de la conjoncture au ministère de l'économie, se montre-t-il sévère à l'égard des programmes sociaux de maintien artificiel de l'emploi, qui n'ont pas eu d'effet durable et ont entraîné un déficit budgétaire, voire « condamné le gouvernement à l'immobilisme ».

« Nous avons donc mis en place un nouveau concept de revitalisation des investissements privés, comme dans les années 50, poursuit-il. Il fallait faire resurgir la confiance dans la croissance, détruire les obstacles pour l'investissement, changer les conditions fondamentales du processus économique. » Des premiers résultats ont été obtenus en 1983, mais un « coup de frein » a été enregistré en mars, qui ne modifierait toutefois pas la tendance malgré quelques signes d'alarme, et il faut se préparer à de nouveaux efforts pour 1985.

« Les dépenses sociales seront affectées », prévoit M. Piesch, qui ne voit pas d'autre solution que « le développement de l'emploi pour aider à économiser l'argent nécessaire à l'indemnisation des chômeurs ».

Pour l'heure, les syndicats refusent un tel langage et, pour le coup,

s'engagent dans une querelle de chiffres. Au patronat qui proclame que les trente-cinq heures coûteraient 14,3 % de charges sociales en plus et 19 % globalement, le DGB et surtout l'IG Metall répliquent que « le chômage, c'est de la réduction du temps de travail pour quelques-uns », qu'il faut le payer (24 000 DM par chômeur, reconnaît le patronat) et que, finalement, « cela coûte plus cher que d'employer des salariés en réduisant leur temps de travail ». En fait, affirme l'IG Metall, la réduction à trente-cinq heures devrait entraîner 12,5 % de dépenses supplémentaires, mais le syndicat se satisfait de 6,25 % d'emplois nouveaux, sachant qu'il propose le maintien du salaire nominal en renonçant aux augmentations indiciaires.

Au ministère de l'économie, M. Piesch pense que « la vérité doit se trouver entre les deux chiffres », et les experts, les uns après les autres, se perdent en analyses pour déceler les effets mécaniques des attitudes réelles du marché. Peu confiants leurs résultats, sauf à tirer quelques enseignements généraux comme M. Ronald Schettkat, l'économiste de l'Institut international pour le management de Berlin (WZB), qui définit deux conditions préalables : « le maintien de la demande globale et l'augmentation modérée du coût à la pièce », d'une part, « un grand pas de réduction du temps de travail si on imagine un dispositif de distribution du coût du chômage et l'utilisation des sommes ainsi économisées », d'autre part. Ainsi envisage-t-il un cas de figure où la réduction s'opérerait en trois étapes sur trois ans (trois heures, une heure, une heure) dont « l'effet sera neutre » sur les coûts de production, si les indemnités sont versées. « Chaque emploi supplémentaire produirait des réductions ou des économies de 18 000 DM à l'année, soit la moitié du salaire annuel, continue M. Schettkat, ce qui représenterait une économie du chômage mais aussi des revenus supplémentaires en impôts et en cotisations sociales ».

Les limites du compromis

Mais ce raisonnement, comme bien d'autres en Allemagne actuellement, repose sur la volonté des partenaires sociaux d'aboutir à un compromis, comme ils l'ont toujours pratiqué. L'accepteront-ils, cette fois ? Si l'on s'en tient aux déclarations de guerre, il y a peu de chances. Si l'on croit que le modèle allemand puisse résister au vertige de la déstabilisation, c'est encore possible avec, cependant, un élément de rupture, dans le fameux consensus, que l'objectif minimal de l'IG Metall consiste à faire sauter le verrou des quarante heures, cette référence sur laquelle s'arçoute le patronat. Sur une revendication précise, à un moment donné de la vie économique, syndicats et patronat ont pris le risque d'une surenchère pouvant rompre un édifice social. Cela restera comme un tournant essentiel.

FIN

Les chômeurs allemands

En Allemagne, le chômage a atteint un niveau élevé plus tôt qu'en France (8,1 % de la population active salariée) et s'y maintient depuis 1982 avec 2 253 486 demandeurs d'emploi, en données brutes, à fin avril 1984. En données corrigées, selon le Bundesinstitut für Arbeit, le chiffre serait même tendance à enregistrer une accélération du chômage par rapport à l'an dernier, ce qui amène M. Kurt Brandes à être très prudent quant à l'évolution possible.

Seuls signes rassurants, les offres d'emplois disponibles, qui s'élevaient à 93 556 en données brutes, étaient en progression de 13,6 % par rapport à 1983, et le nombre de chômeurs partiels, établi à 489 486, avait régressé de 38 %.

Allié au travail à temps réduit, que 35 % des salariés acceptent à la place de leur ancien emploi à temps plein, le chômage partiel est en effet un bon baromètre du marché du travail en Allemagne. Au cours de l'année 1983, plus d'un million de personnes avaient parfois été indemnisées à ce titre, en raison d'un recours généralisé à cette possibilité de traitement du chômage.

Ne sont pas non plus comptés parmi les demandeurs d'emploi ceux que l'on nomme pudiquement les chômeurs de la « réserve tranquille », composée de femmes et de jeunes, principalement, qui laissent des trous dans les statistiques et répondent quand le marché du travail s'améliore. Souvent à la recherche d'un premier emploi, ou souhaitant revenir au travail après une interruption, ils sont ainsi un million à patienter, estime-t-on.

Enfin, les programmes sociaux mis en place par le gouvernement, qui ont permis de sauver 380 000 emplois en 1983, ont été renouvelés en 1984 pour un coût global de 10 milliards de deutschemarks. Il s'agit aussi bien des actions de promotion professionnelle de chômeurs, des aides à l'insertion de personnes « difficilement placables » (223 763 bénéficiaires en mars 1984) que des créations d'emplois d'urgence publique, au nombre de 70 000, qui correspondent à des chantiers ou à des travaux nécessaires pour la collectivité et débouchent rarement sur des emplois définitifs.

Additionnés, ces chiffres alourdiraient les statistiques officielles du chômage, qu'il faut encore compenser avec 1 484 732 bénéficiaires d'une allocation (1), due pendant une année au maximum, et ensuite relayée par une aide publique d'État.

Quant aux caractéristiques des chômeurs, elles évoluent, tout comme en France. La durée moyenne de présence au chômage s'allonge, passant de six mois en 1983, à sept mois en 1984. En septembre dernier, on comptait 103 320 chômeurs inscrits entre un an et deux ans (+48,9 % par rapport à l'année précédente) et 198 334 depuis plus de deux ans (+79,3 % en un an). De même, le nombre des chômeurs âgés de quarante-cinq à cinquante ans avait augmenté de 25,2 %, des chômeurs âgés de cinquante à cinquante-cinq ans de 17,6 % et celui des chômeurs de cinquante-cinq à soixante ans de 26,7 %. Les non-qualifiés, s'ils sont les plus nombreux à être au chômage, progressent moins vite (+11,3 %) que les qualifiés (+26,8 %), tandis que le taux de chômage des travailleurs étrangers, certes élevé, augmente plus lentement (+12,2 %) que celui des Allemands eux-mêmes (+18,2 % en un an).

En parallèle, il faut aussi observer que la RFA supporte une masse importante de « travail au noir » dont la Confédération de l'industrie, à Bonn, estime qu'il absorbe de 10 % le chiffre d'affaires de ce secteur d'activité, soit 40 milliards de deutschemarks. Rien qu'à Bonn, on évalue à 3 000 le nombre de travailleurs au noir du bâtiment et à 1 500 ceux de l'hôtellerie-restauration.

A. L.

(1) Cette allocation chômage est financée par les cotisations des employeurs et des salariés, en parts égales, qui s'élèvent actuellement à 4,6 % de la masse salariale. Cette cotisation a été régulièrement augmentée, ces dernières années, sauf en 1984, à la suite d'une réforme du système, dont le déficit s'élevait à 1,6 milliard de deutschemarks en 1983, comblé par le budget de l'État. L'Agence, à gestion tripartite - État, salariés, employeurs - gère également les fonds d'aide publique financés par le budget de l'État pour 8,8 milliards de deutschemarks en 1984.

SEKOU TOURE
Il a dit **NON** et ce fut l'ovation.
Il a **TUE** et ce fut la tourmente.
QUI ÉTAIT-IL VRAIMENT ?

Un événement historique

Voici le premier
LIVRE TÉMOIN
qui raconte en détail
cet homme controversé.
Des photos, des archives,
des documents, **INÉDITS**.
Des récits, des preuves,
des faits, **TROUBLANTS**.
Des lettres, des messages,
UNIQUES.

offerte
PLUS
SEKOU TOURE
LA GUINÉE
SEKOU TOURE
SPÉCIAL EN VENTE
DES MAINTIEN

L'emploi acceptable

Le système d'indemnisation du chômage a été modifié, depuis janvier 1984, « dans le sens de la régression », selon l'IG Metall, qui considère que les deux nouveaux régimes représentent 55 % de l'ancien.

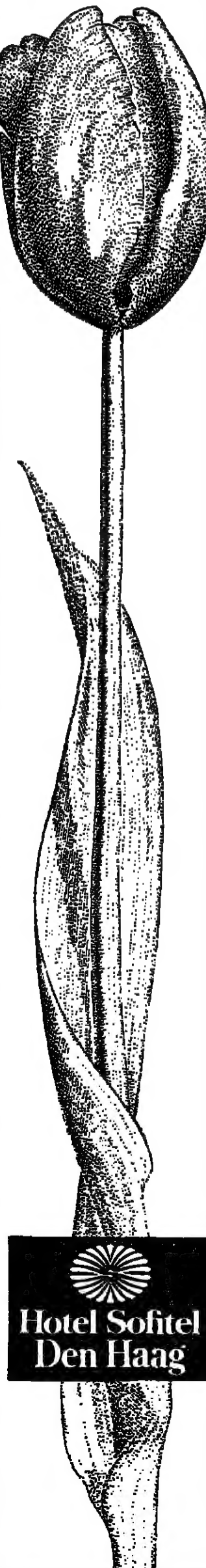
Pendant une année, au maximum, le chômeur est indemnisé à 68 % de son salaire s'il est marié avec enfants, et à 63 % s'il est célibataire. A cela peut s'ajouter une bonification d'allocation en fonction de la période antérieure de cotisation, trois ans au cours des quatre dernières années permettant d'atteindre le maximum. Ensuite, s'il est toujours sans emploi, le chômeur pourra recevoir une aide fixe, selon sa situation familiale, à 58 ou 56 % sans limitation de durée, mais avec des conditions restrictives qui font entrer en ligne de compte l'absence d'argent liquide, le patrimoine immobilier et, surtout, les autres revenus du foyer, voire des ascendants et descendants.

Ces conditions sont réexaminées tous les ans, mais le gouvernement a également introduit, pour tous les chômeurs, une incitation à la mobilité. Sous la notion d'« emploi acceptable », on considère qu'un chômeur à qui on a proposé un emploi correspondant au barème de sa qualification et à une heure de son domicile, et qui le refuse, serait privé d'indemnités pendant huit semaines. Au deuxième refus, on lui supprime toute allocation et toute aide. Si pendant six mois l'Agence ne lui trouve pas de travail dans sa qualification, le chômeur est rétrogradé au barème inférieur, et ainsi de suite, tous les six mois.

Au cours du premier trimestre 1984, 6 600 chômeurs ont ainsi été privés d'allocation pendant huit semaines et 1 400 autres ont été rayés définitivement des listes.

UN
NOUVEAU
SOFITEL
A LA HAYE:
SOFITEL
DEN HAAG

Votre nouvelle adresse
en Hollande :
Hotel Sofitel Den Haag
Koningin Julianaplein 35
2595 AA Den Haag Hollande
Tél. (31) (0) 70 814901
Télex 34001
Réservez. Réservez (6) 077.27.27.



**Hotel Sofitel
Den Haag**

(Publicité)
Cessation de garantie

La Banque Nationale de Paris - Société anonyme au capital de FRF 1.632.580.000 dont le siège social est à Paris 9^e, 18, boulevard des Capucines, inscrit au Registre du Commerce de Paris sous le n° 8 062 042 449.

Informé le public que par suite de sa dénonciation d'un commun accord avec la Société Tourafric, société anonyme au capital de FRF 51.000 dont le siège social est à Paris 6^e, 22, boulevard Saint-Marc, la garantie qu'elle lui avait accordée le 29 mars 1983 cesse à l'expiration d'un délai de 3 jours à compter de la présente publication (articles 20 et 21 du décret n° 77-363 du 28 mars 1977).

Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret précité, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 11 juillet 1975 et restées couvertes par la Banque Nationale de Paris à condition d'être produites par le créancier dans les trois mois de la présente publication au Siège des Gobelins de la Banque Nationale de Paris à Paris 13^e, - 68 bis, avenue des Gobelins.

Il est précisé qu'il s'agit « de créances éventuelles » et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues, et ne peut, en aucune façon, mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité de la société ci-dessus indiquée.

Pour connaître le nouveau garant, s'adresser à la société Tourafric.

AVIS
COMMUNE DE LEVALLOIS-PERRET
PRESCRIPTION DE L'ÉTABLISSEMENT
D'UN PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

Par délibération en date du 15 mai 1984, le Conseil municipal de LEVALLOIS-PERRET a notamment décidé de prescrire l'établissement d'un plan d'occupation des sols (POS) sur l'ensemble du territoire communal.

LA FORCE INFORMATIQUE

EYROLLES

200 TITRES
LE CATALOGUE LE PLUS COMPLET

- Système d'exploitation
- Bases de données
- Langages
- Microprocesseurs
- Micro-ordinateurs
- Réseaux et télématique
- Intelligence artificielle
- Application à la gestion, au calcul des structures
- à la résistance des matériaux etc...

61, Bd St Germain 75240 PARIS cedex 05

TÉLÉcopieur PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLÉ-TELECOPIE 345.21.62

CLUB INTERNATIONAL

Mardi 19 Juin 1984
à partir de 14h30

“LA RENCONTRE DES GÉANTS DES TÉLÉCOMMUNICATIONS”

Jean-Michel QUATREPOINT
du journal LE MONDE
animera le dialogue
entre:

- CAP GEMINI SOGETI, Philippe DREYFUS (Vice-Président)
- I.B.M. France, Pierre BARAZER (Directeur Général)
- OLIVETTI France, Franco ORLANDI (Président-Directeur Général)
- LES TÉLÉCOMMUNICATIONS, Jacques DONDOUX (Directeur Général)

et
les membres du CLUB INTERNATIONAL

Pour ce débat exceptionnel,
le Club International de l'Institut Français de Gestion
offrira un nombre limité de places à quelques responsables
non adhérents du Club.

Pour information et conditions d'inscription appeler
M. F. HUYGHE-LAGET au 578.61.52 poste 311 et 312

CLUB INTERNATIONAL
Institut Français de Gestion
Association sans but lucratif - Loi de 1901 - Personne d'utilité publique
37, quai de Grenelle 75738 Paris Cedex 15
Tél. 578.61.52

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Afin d'accroître
les moyens qu'il met en œuvre pour concourir
au financement de son expansion,



lance un emprunt

D'UN MILLIARD DE FRANCS

représenté par 200 000 obligations de 5 000 F nominal

Intérêt annuel	13,90 %
Taux de rendement	
actuel brut	13,97 %
Prix d'émission	99,64 %, soit 4 982 F par titre
Durée	12 ans
Date de jouissance	
et de règlement	2 juillet 1984

Amortissement en trois tranches annuelles sensiblement
égales à partir du 2 juillet 1993
(sous réserve des rachats en Bourse)

Via CDE
du 1^{er} au 15
du 1^{er} juin 1984

BALE
du 1^{er} juin 1984

Siège social : 3, rue de la Paix, 75002 PARIS et SA au capital de 169 950 000 F
RCS Paris 6^e n° 542 042 552 APE 8829



SOFREM ENTRE AU CAPITAL DE SORIDEC

La SOFREM (Société financière pour l'industrialisation des régions minières) entre au capital de SORIDEC (Société régionale et interdépartementale de développement économique) à hauteur de 500 000 F.

SORIDEC, société au capital de 32 millions de francs, qui a pour objet le renforcement de la situation financière des petites et moyennes entreprises, est une création du conseil régional et des conseils généraux du Languedoc-Roussillon.

Une vingtaine d'organismes financiers y sont également participants.

CDE COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du Comptoir des Entrepreneurs s'est tenue le 7 juin 1984.

Toutes les résolutions soumises au vote des actionnaires ont été adoptées. Parmi elles figure notamment l'affectation du bénéfice net de l'exercice de 17,8 millions de francs.

L'assemblée générale a fixé le dividende à 10 francs par action, auquel s'ajoutent 5 francs d'impôt déjà payé au Trésor. Ce dividende, correspondant au coupon n° 14, sera mis en paiement le 19 juin 1984.

Au cours de l'assemblée générale, Mme Paule Dufour, président-directeur général du Comptoir des Entrepreneurs, a prononcé l'allocution suivante :

« Mesdames, Messieurs,

Comme je vous l'avais laissé espérer à l'occasion de notre dernière assemblée générale, 1983 a été marqué par un net redressement de l'activité et des résultats de la société.

« L'accord qui confie à CDE, depuis le 1^{er} janvier 1983, la gestion pendant toute la durée des PAP du secteur groupé (promotion immobilière et acquéreurs) - à l'exception des PAP globaux concernés aux organismes d'ELIM - a produit des effets d'autant plus significatifs que les aides publiques ont été maintenues à un niveau élevé pendant l'exercice.

« Ainsi, le montant des prêts aidés accordés a progressé de 13,3 % en 1983, tandis que l'encours du secteur public augmentait de 19,3 % d'un exercice à l'autre.

« La marge brute des prêts aidés a progressé de 13,6 % en 1983, alors que l'encours moyen annuel s'augmentait que de 8 %. L'arrivée massive des PAP dans l'encours des prêts aidés, au détriment des anciens prêts spéciaux dont les taux de commission sont moins élevés, explique cette situation.

« Dans le secteur privé de nos opérations, l'exercice a été caractérisé par un net regain d'activité : en position favorable au regard de l'encadrement du crédit en début d'année, CDE a pu diversifier et accroître sa production et ses engagements en procédant à l'émission d'un emprunt obligataire de 700 millions de francs au mois de juillet.

« La marge brute des prêts aidés a progressé de 51 % et l'encours des prêts de 12,1 %. Ces fortes progressions d'activité et d'encours sont le résultat d'une action volontariste engagée par la société, qui se situe dans une perspective de développement régulier de sa capacité bénéficiaire.

« Sur le plan financier, la baisse des conditions de refinancement a permis une amélioration sensible de la marge des prêts privés qui a augmenté de 18 % en 1983 (contre 1 % l'exercice précédent).

« Au total, les produits de gestion s'élèvent à 77,77 millions de francs en 1983 ; ils ont augmenté de 12,6 % d'un exercice à l'autre.

« En regard, les dépenses de gestion ont progressé de 10,3 % (elles avaient augmenté de 13,4 % en 1982). La faible augmentation des dépenses de personnel (9,1 % en 1983, contre 14 % l'exercice précédent) explique à elle seule cette croissance modérée du total des dépenses de gestion.

« Le bénéfice brut d'exploitation s'établit à 25,9 millions de francs, soit une augmentation de 19,9 %.

« Le bénéfice net de l'exercice, après des dotations aux comptes de provisions importantes (49,6 millions de francs, contre 38,4 millions de francs en 1982) et après l'impôt sur les sociétés (16,5 millions de francs, contre 9,5 millions de francs), s'établit à 17,8 millions de francs.

« Ce résultat autorise la société à distribuer cette année un dividende net par action de 10 francs (contre 9,80 francs en 1982), auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5 francs.

« Je souhaite maintenant vous donner quelques indications de tendance pour l'exercice en cours.

« L'impulsion qui a pu être donnée à notre activité en 1983 s'est prolongée en ce début d'année. Pour les quatre premiers mois de 1984, le total des prêts accordés atteint 10,2 milliards de francs, contre environ 8,7 milliards de francs pour la période correspondante de 1983 (+ 17,2 %).

« Les perspectives d'activité pour l'exercice en cours se présentent de façon différente pour les deux secteurs dans lesquels CDE intervient.

« Le secteur public, pour sa part, connaît une progression soutenue en raison du maintien de l'aide de l'État.

« Par contre, pour son secteur privé, la société est confrontée à un encadrement du crédit qui ne lui permet en 1984 aucune progression d'encours pour ses prêts privés autres que les prêts conventionnés.

« Cette contrainte réglementaire rend indispensable le recours à un emprunt obligataire important pour se doter de moyens de développement supplémentaires : cette possibilité, que la société utilise pour maintenir un taux de croissance suffisant de son secteur privé, a pour effet d'élargir ses charges de financement.

« Dans le même temps, les incitations récentes du ministre de l'urbanisme et du logement et de la direction du Trésor pour un haut niveau de la production de prêts immobiliers posent quelques problèmes à un établissement comme CDE, emprunteur structurel de ressources à long terme sur le marché hypothécaire dont le taux est stable depuis de nombreux mois.

« Cette double contrainte qui constitue le respect d'un encadrement du crédit mal adapté à un établissement spécialisé dans la distribution et la gestion de prêts à long terme comme CDE, d'une part, et une concurrence accrue par une banalisation des taux clients fixés sur la base du coût des ressources bancaires, d'autre part, a déjà conduit la société à prendre un certain nombre de dispositions à la fois pour mieux déployer à terme les pôles respectifs de ses engagements à court et à long terme et pour rechercher et développer un certain nombre d'activités nouvelles plus rémunératrices.

« Sans négliger ses cibles traditionnelles, notamment celle des constructeurs de maisons individuelles, pour lesquelles nous venons de renouveler des accords importants en matière de prêts conventionnés à des taux faibles, nous nous sommes dotés de moyens nécessaires pour mieux pénétrer des marchés plus rentables. Notre objectif essentiel, en la matière, est le marché des petits prêts travaux et des investissements à caractère professionnel. Par ailleurs, les efforts seront poursuivis vers les financements d'acquisition de logements anciens et des réflexions sont actuellement en cours pour développer le secteur de la promotion immobilière et associer CDE à la distribution de crédits aux entreprises de travaux.

« Ainsi CDE, grâce à la fois à la collaboration qu'il a su créer et entretenir avec d'importants établissements bancaires et mutualistes et à sa haute spécialisation et sa faculté d'adaptation, poursuivra en 1984 le redressement économique effectué en 1983 et ce, en dépit d'un contexte difficile.

« Plusieurs dispositions importantes sur lesquelles vous allez être appelés à voter en assemblée extraordinaire confirment cette volonté d'assurer à CDE un développement régulier de son activité et de ses résultats.

« La première concerne une modification statutaire relative à la suppression de la tutelle du Crédit foncier de France sur nos opérations du secteur privé. Cette modification marquera incontestablement un tournant très important dans la vie de la société par l'indépendance que cela lui confèrera pour ce secteur.

« La deuxième proposition vise à obtenir l'autorisation d'augmenter éventuellement, en une ou plusieurs fois et par tous moyens, le capital social de votre société jusqu'à un montant maximum de 500 millions de francs. Si la progression de nos engagements envers nos emprunteurs du secteur privé a été régulièrement accompagnée par un accroissement corrélatif des capitaux permanents de CDE, par émission d'emprunts obligataires essentiellement, il a paru souhaitable au conseil d'administration, compte tenu de la conjoncture, de donner à la société la possibilité d'augmenter, le moment venu, son capital social, afin d'accroître les moyens qu'elle met en œuvre pour concourir au financement de son expansion.

« L'utilisation de cette autorisation et le lancement prochain d'un emprunt obligataire d'un montant de 1 milliard de francs contribueront à la réussite des objectifs que le Comptoir des Entrepreneurs s'est assignés.

« Tout ce dispositif s'accompagne d'une motivation du personnel qui se sent particulièrement concerné par les changements profonds qui interviennent dans notre société.

« Une amélioration considérable de la productivité a été constatée cette année puisque la forte progression de notre activité a été obtenue à effectifs constants.

« De nouvelles avancées sociales ont été réalisées : réduction de la semaine de travail à trente-six heures quinze, développement du temps partiel, démarrage dans les semaines à venir de l'horaire variable. La concertation la plus large existe et les structures de l'entreprise ont été profondément remaniées, afin de les rendre plus performantes, après consultation de tout le personnel.

« Les conseils d'unité, issus des lots Auroux, fonctionnent de façon satisfaisante et donnent des résultats positifs.

« L'ambition des dirigeants de votre société est de prouver que dynamisme et efficacité vont de pair avec une politique sociale avancée. Les résultats de 1983 ont prouvé que cette démarche était réalisable. Je suis persuadé que CDE confirmera, dans l'avenir, sa double vocation : être un instrument indispensable des pouvoirs publics pour mettre en application la politique gouvernementale en matière de logement et s'affirmer comme un organisme susceptible d'affronter la concurrence dans de bonnes conditions pour son secteur privé. »



CIT-ALCATEL

Le résultat consolidé de CIT-ALCATEL pour l'exercice 1983 s'élève à 185,5 millions de francs, contre 73,7 millions de francs pour l'exercice précédent, le part du groupe étant de 153,2 millions de francs contre 118,4 millions de francs.

Les résultats des deux exercices ne sont toutefois pas directement comparables.

En effet, l'exercice 1983 a bénéficié de plus-values de cession importantes (Sina et Transac) et a été affecté en sens inverse par l'incidence de la participation minoritaire que la CIT détient depuis cette année dans Imelaunomatisme, ces divers éléments entrant pour 92,4 millions de francs dans le résultat consolidé global 1983, et 33,1 millions de francs dans le résultat consolidé part groupe.

D'autre part, indépendamment des modifications intervenues dans la structure du groupe, l'évolution des méthodes de consolidation a réduit de 42,3 millions de francs le résultat consolidé global de 1983 (dont 27,7 millions part groupe) par rapport à l'application des règles antérieures.

A méthodes inchangées et hors éléments exceptionnels, le résultat consolidé global de 1983 aurait donc été de 120,7 millions de francs et le résultat consolidé part groupe de 138,1 millions de francs.

Le résultat consolidé de 1983 s'entend après provision pour impôts de 153,1 millions de francs contre 134,3 millions de francs en 1982, et dotations aux amortissements de 449,7 millions de francs (dont 21 millions d'amortissements de survalueurs) contre 407 millions de francs.

La structure du bilan consolidé (après affectation du résultat de l'exercice) est la suivante (en millions de francs) :

ACTIF	PASSIF
Immobil. corporelles nettes ... 1 566	Situation nette groupe ... 1 169
	Part des associés ... 586
Survalueurs ... 271	Situation nette consolidée ... 1 675
	Provisions ... 313
TITRES DE PARTICIPATION :	Prêt participatif ... 286
- Min en équivalence ... 285	Emprunt obligataire privé ... 380
- Nos consolidées ... 334	Obligations courables ... 399
Autres valeurs immobilisées ... 385	Autres dettes long terme ... 987
S/total immobilisations ... 2 841	S/total capitaux permanents ... 4 168
Valeurs d'exploitation ... 4 945	Dettes d'exploitation ... 8 087
Valeurs réalisables à CT ... 4 382	Dettes financières à CT ... 669
États à recevoir ... 389	Banques ... 484
Disponibles et prêt à CT ... 852	
13 406	13 406

La situation nette est en augmentation de 219 millions de francs par rapport au 31-12-1982, les capitaux permanents, en accroissement de 529 millions de francs, représentant 146 % des actifs immobilisés, les dettes d'exploitation couvrent 57 % des actifs circulants d'exploitation, les comptes de trésorerie de l'actif sont supérieurs aux dettes financières à court terme.

« L'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du Comptoir des Entrepreneurs s'est tenue le 7 juin 1984.

Toutes les résolutions soumises au vote des actionnaires ont été adoptées. Parmi elles figure notamment l'affectation du bénéfice net de l'exercice de 17,8 millions de francs.

L'assemblée générale a fixé le dividende à 10 francs par action, auquel s'ajoutent 5 francs d'impôt déjà payé au Trésor. Ce dividende, correspondant au coupon n° 14, sera mis en paiement le 19 juin 1984.

Au cours de l'assemblée générale, Mme Paule Dufour, président-directeur général du Comptoir des Entrepreneurs, a prononcé l'allocution suivante :

« Mesdames, Messieurs,

Comme je vous l'avais laissé espérer à l'occasion de notre dernière assemblée générale, 1983 a été marqué par un net redressement de l'activité et des résultats de la société.

« L'accord qui confie à CDE, depuis le 1^{er} janvier 1983, la gestion pendant toute la durée des PAP du secteur groupé (promotion immobilière et acquéreurs) - à l'exception des PAP globaux concernés aux organismes d'ELIM - a produit des effets d'autant plus significatifs que les aides publiques ont été maintenues à un niveau élevé pendant l'exercice.

« Ainsi, le montant des prêts aidés accordés a progressé de 13,3 % en 1983, tandis que l'encours du secteur public augmentait de 19,3 % d'un exercice à l'autre.

« La marge brute des prêts aidés a progressé de 13,6 % en 1983, alors que l'encours moyen annuel s'augmentait que de 8 %. L'arrivée massive des PAP dans l'encours des prêts aidés, au détriment des anciens prêts spéciaux dont les taux de commission sont moins élevés, explique cette situation.

« Dans le secteur privé de nos opérations, l'exercice a été caractérisé par un net regain d'activité : en position favorable au regard de l'encadrement du crédit en début d'année, CDE a pu diversifier et accroître sa production et ses engagements en procédant à l'émission d'un emprunt obligataire de 700 millions de francs au mois de juillet.

« La marge brute des prêts aidés a progressé de 51 % et l'encours des prêts de 12,1 %. Ces fortes progressions d'activité et d'encours sont le résultat d'une action volontariste engagée par la société, qui se situe dans une perspective de développement régulier de sa capacité bénéficiaire.

« Sur le plan financier, la baisse des conditions de refinancement a permis une amélioration sensible de la marge des prêts privés qui a augmenté de 18 % en 1983 (contre 1 % l'exercice précédent).

« Au total, les produits de gestion s'élèvent à 77,77 millions de francs en 1983 ; ils ont augmenté de 12,6 % d'un exercice à l'autre.

« En regard, les dépenses de gestion ont progressé de 10,3 % (elles avaient augmenté de 13,4 % en 1982). La faible augmentation des dépenses de personnel (9,1 % en 1983, contre 14 % l'exercice précédent) explique à elle seule cette croissance modérée du total des dépenses de gestion.

« Le bénéfice brut d'exploitation s'établit à 25,9 millions de francs, soit une augmentation de 19,9 %.

« Le bénéfice net de l'exercice, après des dotations aux comptes de provisions importantes (49,6 millions de francs, contre 38,4 millions de francs en 1982) et après l'impôt sur les sociétés (16,5 millions de francs, contre 9,5 millions de francs), s'établit à 17,8 millions de francs.

« Ce résultat autorise la société à distribuer cette année un dividende net par action de 10 francs (contre 9,80 francs en 1982), auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5 francs.

« Je souhaite maintenant vous donner quelques indications de tendance pour l'exercice en cours.

« L'impulsion qui a pu être donnée à notre activité en 1983 s'est prolongée en ce début d'année. Pour les quatre premiers mois de 1984, le total des prêts accordés atteint 10,2 milliards de francs, contre environ 8,7 milliards de francs pour la période correspondante de 1983 (+ 17,2 %).

« Les perspectives d'activité pour l'exercice en cours se présentent de façon différente pour les deux secteurs dans lesquels CDE intervient.

« Le secteur public, pour sa part, connaît une progression soutenue en raison du maintien de l'aide de l'État.

« Par contre, pour son secteur privé, la société est confrontée à un encadrement du crédit qui ne lui permet en 1984 aucune progression d'encours pour ses prêts privés autres que les prêts conventionnés.

« Cette contrainte réglementaire rend indispensable le recours à un emprunt obligataire important pour se doter de moyens de développement supplémentaires : cette possibilité, que la société utilise pour maintenir un taux de croissance suffisant de son secteur privé, a pour effet d'élargir ses charges de financement.

« Dans le même temps, les incitations récentes du ministre de l'urbanisme et du logement et de la direction du Trésor pour un haut niveau de la production de prêts immobiliers posent quelques problèmes à un établissement comme CDE, emprunteur structurel de ressources à long terme sur le marché hypothécaire dont le taux est stable depuis de nombreux mois.

« Cette double contrainte qui constitue le respect d'un encadrement du crédit mal adapté à un établissement spécialisé dans la distribution et la gestion de prêts à long terme comme CDE, d'une part, et une concurrence accrue par une banalisation des taux clients fixés sur la base du coût des ressources bancaires, d'autre part, a déjà conduit la société à prendre un certain nombre de dispositions à la fois pour mieux déployer à terme les pôles respectifs de ses engagements à court et à long terme et pour rechercher et développer un certain nombre d'activités nouvelles plus rémunératrices.

« Sans négliger ses cibles traditionnelles, notamment celle des constructeurs de maisons individuelles, pour lesquelles nous venons de renouveler des accords importants en matière de prêts conventionnés à des taux faibles, nous nous sommes dotés de moyens nécessaires pour mieux pénétrer des marchés plus rentables. Notre objectif essentiel, en la matière, est le marché des petits prêts travaux et des investissements à caractère professionnel. Par ailleurs, les efforts seront poursuivis vers les financements d'acquisition de logements anciens et des réflexions sont actuellement en cours pour développer le secteur de la promotion immobilière et associer CDE à la distribution de crédits aux entreprises de travaux.

« Ainsi CDE, grâce à la fois à la collaboration qu'il a su créer et entretenir avec d'importants établissements bancaires et mutualistes et à sa haute spécialisation et sa faculté d'adaptation, poursuivra en 1984 le redressement économique effectué en 1983 et ce, en dépit d'un contexte difficile.

« Plusieurs dispositions importantes sur lesquelles vous allez être appelés à voter en assemblée extraordinaire confirment cette volonté d'assurer à CDE un développement régulier de son activité et de ses résultats.

« La première concerne une modification statutaire relative à la suppression de la tutelle du Crédit foncier de France sur nos opérations du secteur privé. Cette modification marquera incontestablement un tournant très important dans la vie de la société par l'indépendance que cela lui confèrera pour ce secteur.

« La deuxième proposition vise à obtenir l'autorisation d'augmenter éventuellement, en une ou plusieurs fois et par tous moyens, le capital social de votre société jusqu'à un montant maximum de 500 millions de francs. Si la progression de nos engagements envers nos emprunteurs du secteur privé a été régulièrement accompagnée par un accroissement corrélatif des capitaux permanents de CDE, par émission d'emprunts obligataires essentiellement, il a paru souhaitable au conseil d'administration, compte tenu de la conjoncture, de donner à la société la possibilité d'augmenter, le moment venu, son capital social, afin d'accroître les moyens qu'elle met en œuvre pour concourir au financement de son expansion.

« L'utilisation de cette autorisation et le lancement prochain d'un emprunt obligataire d'un montant de 1 milliard de francs contribueront à la réussite des objectifs que le Comptoir des Entrepreneurs s'est assignés.

« Tout ce dispositif s'accompagne d'une motivation du personnel qui se sent particulièrement concerné par les changements profonds qui interviennent dans notre société.

« Une amélioration considérable de la productivité a été constatée cette année puisque la forte progression de notre activité a été obtenue à effectifs constants.

« De nouvelles avancées sociales ont été réalisées : réduction de la semaine de travail à trente-six heures quinze, développement du temps partiel, démarrage dans les semaines à venir de l'horaire variable. La concertation la plus large existe et les structures de l'entreprise ont été profondément remaniées, afin de les rendre plus performantes, après consultation de tout le personnel.

« Les conseils d'unité, issus des lots Auroux, fonctionnent de façon satisfaisante et donnent des résultats positifs.

« L'ambition des dirigeants de votre société est de prouver que dynamisme et efficacité vont de pair avec une politique sociale avancée. Les résultats de 1983 ont prouvé que cette démarche était réalisable. Je suis persuadé que CDE confirmera, dans l'avenir, sa double vocation : être un instrument indispensable des pouvoirs publics pour mettre en application la politique gouvernementale en matière de logement et s'affirmer comme un organisme susceptible d'affronter la concurrence dans de bonnes conditions pour son secteur privé. »

CIETES

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

12 juin

Maussade

Mauvaise départ pour la Bourse de Paris après trois jours de congé. A l'instar de New-York, en forte baisse lundi soir, notre marché est apparu particulièrement maussade mardi. En outre, les premiers cours de clôture, les actions françaises ont poursuivi dans le même sens jusqu'à la clôture marquée par un repli de 1,2 % de l'indice de clôture.

Le fond du marché reste résilient, mais personne n'ose reprendre l'offensive à la hausse, explique un professionnel, ajoutant que dans un contexte économique dominé par les tensions sur les taux d'intérêt et à l'écoute des craquements du système bancaire, les investisseurs se contentent de conserver leurs titres acquis en début d'année pour nombre d'entre eux.

Même les valeurs pétrolières, qui faisaient l'objet de bonnes dispositions jusqu'à présent, n'ont pas regagné le haut de classement, à l'exception de Raffinage, en hausse de près de 2 %. Parmi les autres titres en vue, rarement supérieurs à 1 % de hausse, on relève Europe 1, Signaux, Dumas, Crédit foncier de France et Simca.

Naturellement les replis sont beaucoup plus accentués. C'est ainsi qu'ADG perd près de 7 % tandis que Lolo Bellon, Intertek, Bepin et Croiset cèdent 3 %, 4 %, 4 % et 4 %.

En présentant le prix 1984 de la Compagnie des agents de change, le syndicat M. Xavier Dupont, a annoncé, parmi les projets, celui de mettre en place à Paris un marché à terme pour les obligations.

NEW-YORK

12 juin

Légère baisse

Succédant à la forte baisse de la veille, le marché new-yorkais a modérément faibli mardi, en partie grâce à la volatilité de reprise constatée dans l'après-midi. Les spéculateurs du Big Board ont trouvé quelques signes d'encouragement dans l'accroissement du volume d'affaires enregistré (84,6 millions d'actions, contre 69 millions lundi), signe que les investisseurs institutionnels ont négocié quelques blocs de titres importants.

De fait, Walt Disney, qui est toujours au centre d'une vive campagne boursière dont le but est d'opposer aux visées du financier américain Saul Steinberg sur la célèbre firme de dessins animés, a encore figuré dans le peloton de tête des valeurs les plus actives de la séance, avec 2,5 millions de titres échangés. De leur côté, plus de 3 millions d'actions Travelers Corp ont été traitées, tandis que les valeurs pétrolières, Mobil Oil en tête, faisaient encore l'objet de l'attention des investisseurs.

En clôture, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles avait cédé 5,08 points pour regagner à 115,53, et certains investisseurs de Wall Street escomptent d'ores et déjà un nouveau retrait du baromètre américain au début de la semaine prochaine, au niveau des 110 points. De son côté, le marché obligataire a favorablement réagi à la légère détente constatée sur les taux d'intérêt de banque à banque (fédéral funds) revenus à 10 3/4 % environ, contre 11 1/4 % la veille.

En clôture, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles avait cédé 5,08 points pour regagner à 115,53, et certains investisseurs de Wall Street escomptent d'ores et déjà un nouveau retrait du baromètre américain au début de la semaine prochaine, au niveau des 110 points. De son côté, le marché obligataire a favorablement réagi à la légère détente constatée sur les taux d'intérêt de banque à banque (fédéral funds) revenus à 10 3/4 % environ, contre 11 1/4 % la veille.

En présentant le prix 1984 de la Compagnie des agents de change, le syndicat M. Xavier Dupont, a annoncé, parmi les projets, celui de mettre en place à Paris un marché à terme pour les obligations.

BOURSE DE PARIS Comptant

12 JUIN

VALEURS	Cours	Différence
3 %	27	2,08
4 %	27	2,08
5 %	27	2,08
6 %	27	2,08
7 %	27	2,08
8 %	27	2,08
9 %	27	2,08
10 %	27	2,08
11 %	27	2,08
12 %	27	2,08
13 %	27	2,08
14 %	27	2,08
15 %	27	2,08
16 %	27	2,08
17 %	27	2,08
18 %	27	2,08
19 %	27	2,08
20 %	27	2,08

VALEURS	Cours	Différence
21 %	27	2,08
22 %	27	2,08
23 %	27	2,08
24 %	27	2,08
25 %	27	2,08
26 %	27	2,08
27 %	27	2,08
28 %	27	2,08
29 %	27	2,08
30 %	27	2,08
31 %	27	2,08
32 %	27	2,08
33 %	27	2,08
34 %	27	2,08
35 %	27	2,08
36 %	27	2,08
37 %	27	2,08
38 %	27	2,08
39 %	27	2,08
40 %	27	2,08

VALEURS	Cours	Différence
41 %	27	2,08
42 %	27	2,08
43 %	27	2,08
44 %	27	2,08
45 %	27	2,08
46 %	27	2,08
47 %	27	2,08
48 %	27	2,08
49 %	27	2,08
50 %	27	2,08
51 %	27	2,08
52 %	27	2,08
53 %	27	2,08
54 %	27	2,08
55 %	27	2,08
56 %	27	2,08
57 %	27	2,08
58 %	27	2,08
59 %	27	2,08
60 %	27	2,08

VALEURS	Cours	Différence
61 %	27	2,08
62 %	27	2,08
63 %	27	2,08
64 %	27	2,08
65 %	27	2,08
66 %	27	2,08
67 %	27	2,08
68 %	27	2,08
69 %	27	2,08
70 %	27	2,08
71 %	27	2,08
72 %	27	2,08
73 %	27	2,08
74 %	27	2,08
75 %	27	2,08
76 %	27	2,08
77 %	27	2,08
78 %	27	2,08
79 %	27	2,08
80 %	27	2,08

VALEURS	Cours	Différence
81 %	27	2,08
82 %	27	2,08
83 %	27	2,08
84 %	27	2,08
85 %	27	2,08
86 %	27	2,08
87 %	27	2,08
88 %	27	2,08
89 %	27	2,08
90 %	27	2,08
91 %	27	2,08
92 %	27	2,08
93 %	27	2,08
94 %	27	2,08
95 %	27	2,08
96 %	27	2,08
97 %	27	2,08
98 %	27	2,08
99 %	27	2,08
100 %	27	2,08

VALEURS	Cours	Différence
101 %	27	2,08
102 %	27	2,08
103 %	27	2,08
104 %	27	2,08
105 %	27	2,08
106 %	27	2,08
107 %	27	2,08
108 %	27	2,08
109 %	27	2,08
110 %	27	2,08
111 %	27	2,08
112 %	27	2,08
113 %	27	2,08
114 %	27	2,08
115 %	27	2,08
116 %	27	2,08
117 %	27	2,08
118 %	27	2,08
119 %	27	2,08
120 %	27	2,08

VALEURS	Cours	Différence
121 %	27	2,08
122 %	27	2,08
123 %	27	2,08
124 %	27	2,08
125 %	27	2,08
126 %	27	2,08
127 %	27	2,08
128 %	27	2,08
129 %	27	2,08
130 %	27	2,08
131 %	27	2,08
132 %	27	2,08
133 %	27	2,08
134 %	27	2,08
135 %	27	2,08
136 %	27	2,08
137 %	27	2,08
138 %	27	2,08
139 %	27	2,08
140 %	27	2,08

VALEURS	Cours	Différence
141 %	27	2,08
142 %	27	2,08
143 %	27	2,08
144 %	27	2,08
145 %	27	2,08
146 %	27	2,08
147 %	27	2,08
148 %	27	2,08
149 %	27	2,08
150 %	27	2,08
151 %	27	2,08
152 %	27	2,08
153 %	27	2,08
154 %	27	2,08
155 %	27	2,08
156 %	27	2,08
157 %	27	2,08
158 %	27	2,08
159 %	27	2,08
160 %	27	2,08

VALEURS	Cours	Différence
161 %	27	2,08
162 %	27	2,08
163 %	27	2,08
164 %	27	2,08
165 %	27	2,08
166 %	27	2,08
167 %	27	2,08
168 %	27	2,08
169 %	27	2,08
170 %	27	2,08
171 %	27	2,08
172 %	27	2,08
173 %	27	2,08
174 %	27	2,08
175 %	27	2,08
176 %	27	2,08
177 %	27	2,08
178 %	27	2,08
179 %	27	2,08
180 %	27	2,08

VALEURS	Cours	Différence
181 %	27	2,08
182 %	27	2,08
183 %	27	2,08
184 %	27	2,08
185 %	27	2,08
186 %	27	2,08
187 %	27	2,08
188 %	27	2,08
189 %	27	2,08
190 %	27	2,08
191 %	27	2,08
192 %	27	2,08
193 %	27	2,08
194 %	27	2,08
195 %	27	2,08
196 %	27	2,08
197 %	27	2,08
198 %	27	2,08
199 %	27	2,08
200 %	27	2,08

VALEURS	Cours	Différence
201 %	27	2,08
202 %	27	2,08
203 %	27	2,08
204 %	27	2,08
205 %	27	2,08
206 %	27	2,08
207 %	27	2,08
208 %	27	2,08
209 %	27	2,08
210 %	27	2,08
211 %	27	2,08
212 %	27	2,08
213 %	27	2,08
214 %	27	2,08
215 %	27	2,08
216 %	27	2,08
217 %	27	2,08
218 %	27	2,08
219 %	27	2,08
220 %	27	2,08

VALEURS	Cours	Différence
221 %	27	2,08
222 %	27	2,08
223 %	27	2,08
224 %	27	2,08
225 %	27	2,08
226 %	27	2,08
227 %	27	2,08
228 %	27	2,08
229 %	27	2,08
230 %	27	2,08
231 %	27	2,08
232 %	27	2,08
233 %	27	2,08
234 %	27	2,08
235 %	27	2,08
236 %	27	2,08
237 %	27	2,08
238 %	27	2,08
239 %	27	2,08
240 %	27	2,08

VALEURS	Cours	Différence
241 %	27	2,08
242 %	27	2,08
243 %	27	2,08
244 %	27	2,08
245 %	27	2,08
246 %	27	2,08
247 %	27	2,08
248 %	27	2,08
249 %	27	2,08
250 %	27	2,08
251 %	27	2,08
252 %	27	2,08
253 %	27	2,08
254 %	27	2,08
255 %	27	2,08
256 %	27	2,08
257 %	27	2,08
258 %	27	2,08
259 %	27	2,08
260 %	27	2,08

VALEURS	Cours	Différence
261 %	27	2,08
262 %	27	2,08
263 %	27	2,08
264 %	27	2,08
265 %	27	2,08
266 %	27	2,08
267 %	27	2,08
268 %	27	2,08
269 %	27	2,08
270 %	27	2,08
271 %	27	2,08
272 %	27	2,08
273 %	27	2,08
274 %	27	2,08
275 %	27	2,08
276 %	27	2,08
277 %	27	2,08
278 %	27	2,08
279 %	27	2,08
280 %	27	2,08

VALEURS	Cours	Différence
281 %	27	2,08
282 %	27	2,08
283 %	27	2,08
284 %	27	2,08
285 %	27	2,08
286 %	27	2,08
287 %	27	2,08
288 %	27	2,08
289 %	27	2,08
290 %	27	2,08
291 %	27	2,08
292 %	27	2,08
293 %	27	2,08
294 %	27	2,08
295 %	27	2,08
296 %	27	2,08
297 %	27	2,08
298 %	27	2,08
299 %	27	2,08
300 %	27	2,08

VALEURS	Cours	Différence
301 %	27	2,08
302 %	27	2,08
303 %	27	2,08
304 %	27	2,08
305 %	27	2,08
306 %	27	2,08
307 %	27	2,08
308 %	27	2,08
309 %	27	2,08
310 %	27	2,08
311 %	27	2,08
312 %	27	2,08
313 %	27	2,08
314 %	27	2,08
315 %	27	2,08
316 %	27	2,08
317 %	27	2,08
318 %	27	2,08
319 %	27	2,08
320 %	27	2,08

VALEURS	Cours	Différence
321 %	27	2,08
322 %	27	2,08
323 %	27	2,08
324 %	27	2,08
325 %	27	2,08
326 %	27	2,08
327 %	27	2,08
328 %	27	2,08
329 %	27	2,08
330 %	27	2,08
331 %	27	2,08
332 %	27	2,08
333 %	27	2,08
334 %	27	2,08
335 %	27	2,08
336 %	27	2,08
337 %	27	2,08
338 %	27	2,08
339 %	27	2,08
340 %	27	2,08

|--|

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LE NERF DE LA GUERRE. - VUES ET REVUES : « L'argent », par Yves Fassin ; « Révolte à Keynes », par Angelos Angelopoulos.
10. V. de Pierre Pélissier, par Laurent Grassein.

ÉTRANGER

3. EUROPE
4. PROCHE-ORIENT
5. ASIÉ
6. AFRIQUE

POLITIQUE

7. Une étude sur le résultat des élections cantonales partielles depuis octobre dernier.
- 8 à 10. LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES : « L'Europe à la recherche d'une voix » (II), par Philippe Lamière.

SPORTS

11. LE CHAMPIONNAT D'EUROPE DE FOOTBALL.

SOCIÉTÉ

12. La visite de Jean-Paul II à Genève.
13. La palmarès du Concours général.
14. MÉDECINE.

ARTS ET SPECTACLES

15. EXPOSITIONS : Kiefer, Chia et Twombly ; La collection de M. Renard ; Tableaux « étranges et naïfs ».
- 16-17. MUSIQUE : entretien avec Humbert Camero à propos de René Leibowitz.
17. CINÉMA : Les Mémoires de Claude Autant-Lara ; Under Fire, de Roger Spottiswoode.
18. Une sélection.
19. Programmes des expositions.

ÉCONOMIE

31. SOCIAL.
32. AFFAIRES : l'ex-Union de diamantaires dépose une seconde fois son bilan.
33. ÉTRANGER : « Le modèle allemand déstabilisé » (II), par Alain Labaube.

RADIO-TÉLÉVISION (23-24)
INFORMATIONS
« SERVICES » (14) :
 « Au sommaire des revues » : « Journal officiel » ; « Météorologie » ; Mots croisés.
 Annonces classées (26 à 30) ; Carnet (24) ; Programmes des spectacles (20 à 23) ; Marchés financiers (35).

Le numéro du « Monde » daté 13 juin 1984 a été tiré à 451 293 exemplaires



VENTE TOTALE
 TAPIS
 IRAN ET ORIENT
 ARTISANAT PERSAN
 LES PLUS BAS PRIX
 Maison de l'Iran
 225.62.90
 65, Champs-Élysées-8°
 ouvert même dimanche

A B C D E F G

DANS LE GOLFE DE GASCogne

Un chalutier français est arraisonné par des pêcheurs espagnols

Un chalutier français, le *Gars d'Armor*, dont le port d'attache est Bayonne, a été arraisonné dans le golfe de Gascogne, mardi 12 juin, par des pêcheurs espagnols. Ceux-ci lui reprochaient d'opérer dans leurs eaux territoriales, ce que conteste formellement le patron du bateau, M. Jean-Claude Puech, assurant qu'il se trouvait, au moment de son arraisonnement, « peut-être à la limite des eaux territoriales françaises, mais certainement pas dans les eaux espagnoles ». Encerclé et pris en remorque par un groupe de chalutiers, le bateau français a finalement été pris en charge par un patrouilleur de la marine espagnole et conduit jusqu'au port de Pasajes, près de Saint-Sébastien. Cet incident survient au moment où M. Gaston Defferre, ministre français de l'Intérieur, arrive à Madrid, dans le cadre des contacts réguliers entre les membres des gouvernements français et espagnol.

Une petite revanche

De notre correspondant

Madrid. - Il y a bien longtemps que les activités illégales des pêcheurs espagnols dans les eaux communautaires empoisonnent les relations entre Paris et Madrid. Les Espagnols auront au droit, le mardi 12 juin, à une petite revanche, puis-que d'un bateau français qui a, cette fois, été arrêté, accusé de pêcher illégalement dans le golfe de Biscaye, du côté espagnol.

Suivant la version de Madrid, le *Gars d'Armor*, un petit bateau de 14 mètres de long avec cinq hommes d'équipage, dont le port d'attache est Bayonne, fut découvert dans l'après-midi de mardi par des pêcheurs espagnols en train d'opérer dans les eaux territoriales du pays voisin. Le *Gars d'Armor*, de plus, traillait apparemment en utilisant un procédé interdit dans cette zone réservée à la pêche à la palangre. Cette version allait par le suite être contestée par le capitaine du bateau, qui affirmait de son côté que sa situation était tout à fait légale.

A l'arrivée des pêcheurs espagnols sur les lieux, le *Gars d'Armor* tenta, toujours suivant la version de Madrid, de prendre la fuite. Il fut poursuivi par trois bateaux espagnols

et l'un d'eux le bloqua en lançant un câble dans l'hélice. Il semble que plusieurs pêcheurs montèrent alors à bord de l'embarcation française, qui fut remorquée vers la côte. Un patrouilleur de la marine espagnole, alerté, les accompagna jusqu'au port de Pasajes, au nord de Saint-Sébastien, où le bateau français se trouve toujours. Son capitaine devrait être condamné à une forte amende.

Les pêcheurs espagnols ayant participé à l'opération « montraient des signes évidents de satisfaction », affirme ce mercredi le quotidien madrilène *El País*. Il n'y a là rien d'étonnant : depuis le mitrailage en mars dernier de deux bateaux espagnols du port d'Anderos par un aviso de la marine française, notre pays n'a pas bonne presse parmi les pêcheurs basques. L'affaire constitue, sans doute, un des thèmes des conversations que le ministre français de l'Intérieur, M. Gaston Defferre, aura avec son homologue espagnol, M. Barrio-nuevo, lors de la visite de vingt-quatre heures qu'il entame jeudi soir à Madrid.

THÉRIY MALINAK

ANCIEN RÉSISTANT, ANCIEN DÉPUTÉ COMMUNISTE, DIRIGEANT DU PS

Jean Pronteau est mort

Nous apprenons la décès, mercredi 13 juin, de Jean Pronteau, membre du secrétariat national du PS, des suites d'un accident cardiaque.

Avec Jean Pronteau, qui vient de mourir à l'âge de soixante-cinq ans, le PS perd un homme qui était un peu sa conscience historique, politique et intellectuelle. Historique parce que Jean Pronteau fut un grand résistant (responsable des maquis de l'Ouest) et qu'il vint au communisme dans la Résistance en 1942, avant d'en instruire le procès, à l'intention des cadres et militants socialistes via l'ISER (Institut d'études et de recherches socialistes) qu'il avait fondé.

Dépourvu d'ambition personnelle, il a tenu une place essentielle dans les réflexions du Parti socialiste, qu'il a agitées de l'étude du stalinisme au de la social-démocratie européenne. C'est lui qui, en 1977, avait remplacé Albert Gazier à la tête du groupe des experts. Ces deux dimensions font que M. Jospin et, avant lui, M. Mitterrand, l'avaient distingué au point de lui confier, dans l'appareil du parti, le rôle d'un rouage et d'un relais essentiels du premier secrétaire.

Au commencement de sa vie politique, Jean Pronteau fut donc un

communiste conséquent et éminent. Conséquent, il l'était, selon la norme stalinienne de l'époque, lorsqu'en 1953, après l'exclusion d'André Marty du PCF, il déclara : « Nous n'avons rien de commun avec ce monsieur ». Éminent, car il avait accédé au comité central ; député de la Charente (jusqu'en 1958), il était souvent le porte-parole de son groupe à l'Assemblée nationale en même temps qu'il animait le revue *Économie et Politique*.

C'est à travers cette revue que l'on peut mesurer son évolution, car il l'ouvrit à des analyses originales sur les classes sociales puis sur le gaullisme. En liaison avec des hommes comme Kriegel-Vannont, Marcel Servin et Laurent Casanova, il prit fait et cause pour le processus de déstalinisation, au point d'être exclu du comité central lors du seizième congrès du PCF, tandis que Servin et Casanova étaient renvoyés « à la base ».

Après avoir participé à diverses tentatives de regroupement de communistes opposés à l'Union de la gauche, une démarche d'intellectuels auprès du bureau politique pour protester contre le manque d'ouverture du parti à l'égard du mouvement étu-

La voyage en URSS du président de la République

M. MITTERRAND SE RENDRA A MOSCOU ET A STALINGRAD

Bien que le programme officiel du voyage que M. Mitterrand doit effectuer en URSS du 20 au 23 juin n'ait pas encore été rendu public, on confirme de bonne source française que le président de la République, après avoir eu plusieurs entretiens politiques à Moscou, se rendra à Stalingrad, haut lieu de la résistance soviétique à l'invasion nazie. Cette décision - ou acceptation - de M. Mitterrand ne pourra qu'être bien accueillie par les dirigeants soviétiques, qui ont abondamment critiqué l'ampleur des célébrations organisées en Normandie, à l'occasion du quarantième anniversaire du débarquement.

La délégation qui fera le voyage avec M. Mitterrand n'est pas encore connue. Deux ou trois ministres l'accompagneront, dont M. Cheysson à coup sûr, et sans doute M. Cresson, ministre du commerce extérieur. Du côté français, on reste hostile à la publication d'un communiqué commun à l'issue de cette visite, et on recherche toujours des garanties de non-censure de la part des autorités soviétiques, au cas où M. Mitterrand pourrait s'adresser à la population soviétique par le biais de la télévision.

LA BATAILLE SUR LE PRIX DES LIVRES

La FNAC suspend son opération « prix européen »

La FNAC a décidé, mardi 12 juin, de suspendre son opération « livres à prix européen » en attendant que la Cour européenne de justice se prononce, à l'automne, sur la compatibilité de la loi Lang avec les dispositions du traité de Rome.

Depuis plus de trois semaines, la FNAC vendait dans ses magasins des livres édités en France, exportés en Belgique puis réimportés. Après cet aller et retour, les ouvrages étaient cédés aux clients sous un label « prix européen », avec des rabais de 20 %.

M. Roger Kérinec, président de la FNAC, a annoncé l'interdiction de cette campagne une heure avant que la justice, saisie en référé une seconde fois à Paris sur la pratique des rabais qu'interdit la loi du 10 août 1981 sur le prix des livres, ne tienne audience. A la demande de Guimard, le juge Pierre Drai avait déjà ordonné, le 4 juin, aux maga-

Sur le vif

La fritense a des états d'âme

C'est un lecteur, il a répondu à une offre d'emploi dans une société d'informaticiens. On cherchait un ingénieur commercial. Traduisiez un vendeur de puces. Coup de bol, il est sélectionné et convoqué pour une première série d'entrevues avec le directeur. Il n'est pas le seul. Il y a des tas de postulants, venus des quatre coins du pays.

On leur balance un topo - vidéo, bien entendu - sur la compagnie, sur son chiffre d'affaires (en dollars), sur son budget de recherche et de développement. On leur expose des tableaux avec des courbes, des quotas, des ratios. Ils sont très impressionnés.

Et puis, petit détail, apparemment négligé au départ : pour ce travail, il faut avoir de l'expérience. C'est une condition sine qua non. Et la moitié des gens qui sont là n'en ont pas. Un simple regard sur leur curriculum vitae leur aurait évité de perdre leur temps. Et celui de la firme.

Il y a même un type qui est là par erreur. Il s'est trompé d'annonce, de job et de boîte. Ça fait une heure qu'il poireaute. Per-

sonne ne songe à le renvoyer. Il y en a un autre dont on a égaré le dossier. Personne n'arrive à le retrouver. Il y a un rétro projecteur qui tombe en panne. Personne ne réussit à le réparer.

Là-dessus, on lève la tête, on jette un œil sur la pendule, électronique naturellement. On se dirige en bloc vers la cuisine. Par hasard, quelqu'un consulte son bracelet-montre et on s'aperçoit que la pendule est encore à l'heure d'hiver. Il faut se grouiller. Il n'y aura plus rien à bouffer. Les cuisines vont fermer. On galope dans les couloirs. Et on fraine brutalement dans un crissement de talons : il y a vingt minutes de queue devant le plat du jour. La fritense a des états d'âme.

Comme le fait remarquer avec humour mon correspondant, quelle belle image de la société à l'aube du troisième millénaire : ultra-moderne, super-organisée, où tout baigne dans l'huile. Sauf les frites !

CLAUDE SARRAUTE

Mort du chef d'orchestre Janos Ferencsik

Le chef d'orchestre hongrois Janos Ferencsik est mort le 12 juin à Budapest. Il était âgé de soixante-dix-sept ans.

Né à Budapest le 18 janvier 1907, Janos Ferencsik étudia notamment la direction d'orchestre auprès de A. Fleischer et la composition avec Laszlo Lajtha et l'Académie nationale. Entré à vingt ans à l'Opéra de Budapest comme pianiste répétiteur (il sera également assistant à Bayreuth en 1930-1931), il y est nommé chef d'orchestre en 1930 avant d'en devenir, de 1937 à 1974, le directeur général de la musique. Entre-temps, il avait été, en 1952, directeur musical de la Philharmonie nationale hongroise, avec laquelle il fit des tournées dans le monde entier, et dirigea, de 1960 à 1968, l'Orchestre philharmonique de Budapest. Il a également enseigné à l'Académie Ferenc-Liszt.

Fidèle aux musiciens hongrois comme il l'a été à sa ville natale, Janos Ferencsik marquait une préférence pour ses compatriotes Bartok, Kodaly et leurs prédécesseurs Liszt (on lui doit l'unique enregistrement de la Légende de sainte Elisabeth), Farkas Erkel, l'auteur de Bank Ban et jusqu'à Joseph Haydn, né à la frontière austro-hongroise, dont il a gravé sur disque la version oratoire des Sept paroles du Christ.

Ennemi des effets extérieurs, la direction de Janos Ferencsik, dans on a souvent loué la finesse et la précision, se caractérisait par une sobriété qui pouvait passer à tort pour de la froideur ou un manque de profondeur. Musicien discret, attachant moins de prix à sa carrière qu'à l'approfondissement de son art, Janos Ferencsik passait ses été au bord du lac Balaton et, refusant toute invitation à diriger, révisait dans le texte original les auteurs grecs et latins.

Au conseil des ministres

PLUSIEURS DÉCISIONS SONT PRISES EN FAVEUR DES RAPATRIÉS D'AFRIQUE DU NORD

M. Raymond Courrière, secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des rapatriés, devait présenter, mercredi 13 juin, au conseil des ministres, une communication sur l'action du gouvernement en faveur des pieds-noirs et des rapatriés de confession islamique, incluant l'annonce de décisions complémentaires.

Plusieurs décrets devaient améliorer les dispositions relatives à l'aménagement des dettes des rapatriés réinstallés en métropole. L'octroi de prêts de consolidation pourra bénéficier, à l'avenir, de la garantie de l'État. En outre, ces dispositions seront étendues, désormais, aux sociétés et personnes morales. D'autre part, les rapatriés porteurs de titres d'indemnisation pourront dorénavant utiliser ceux-ci pour garantir leurs demandes de prêts. Ce nantissement des titres d'indemnisation entrera en vigueur dès le 25 juillet prochain.

Le gouvernement envisage aussi la création d'un établissement public pour coordonner et renforcer l'action de l'État en faveur de la communauté de confession islamique.

M. LEO BATTESTI EST ARRÊTÉ A BASTIA

M. Léo Battesti, l'un des principales figures du mouvement séparatiste corse, a été arrêté le 12 juin à Bastia. Il était l'objet d'un mandat d'arrêt pour « apologie du crime » délivré par le juge d'instruction Hubert Breton, pour avoir participé à la réunion de presse durant laquelle M. Alain Orsini avait rendu un vibrant hommage à l'action du commando de l'ex-FLNC dans la prison d'Ajaccio (le *Monde* du 9 juin). Au cours de cette réunion, M. Léo Battesti avait fait des déclarations similaires. M. Jean-Baptiste Rotilly-Forcio, contre lequel a été lancé un mandat d'arrêt pour les mêmes raisons, était toujours en liberté le 12 juin.

L'autopsie des corps de Jean-Marc Leccia et Salvatore Contini, les deux détenus assassinés par le commando, devait être pratiquée le 13 juin, nous signale notre correspondant à Ajaccio.

(Publicité)
 Rosé, léger, à boire bien frais
Champlure
 comme si vous étiez en vacances.

TED LAPIDUS
 SAINT-HONORÉ
 Femmes **SOLDES** Hommes
 23, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

Le tunnel du Mont-Blanc...
 nouveau bloc...
 par une grève...
 des douaniers...
 italiens...
 Le pari...
 la Guinée...
 L'histoire...
 des chefs d'œuvre...
 du Nigeria...